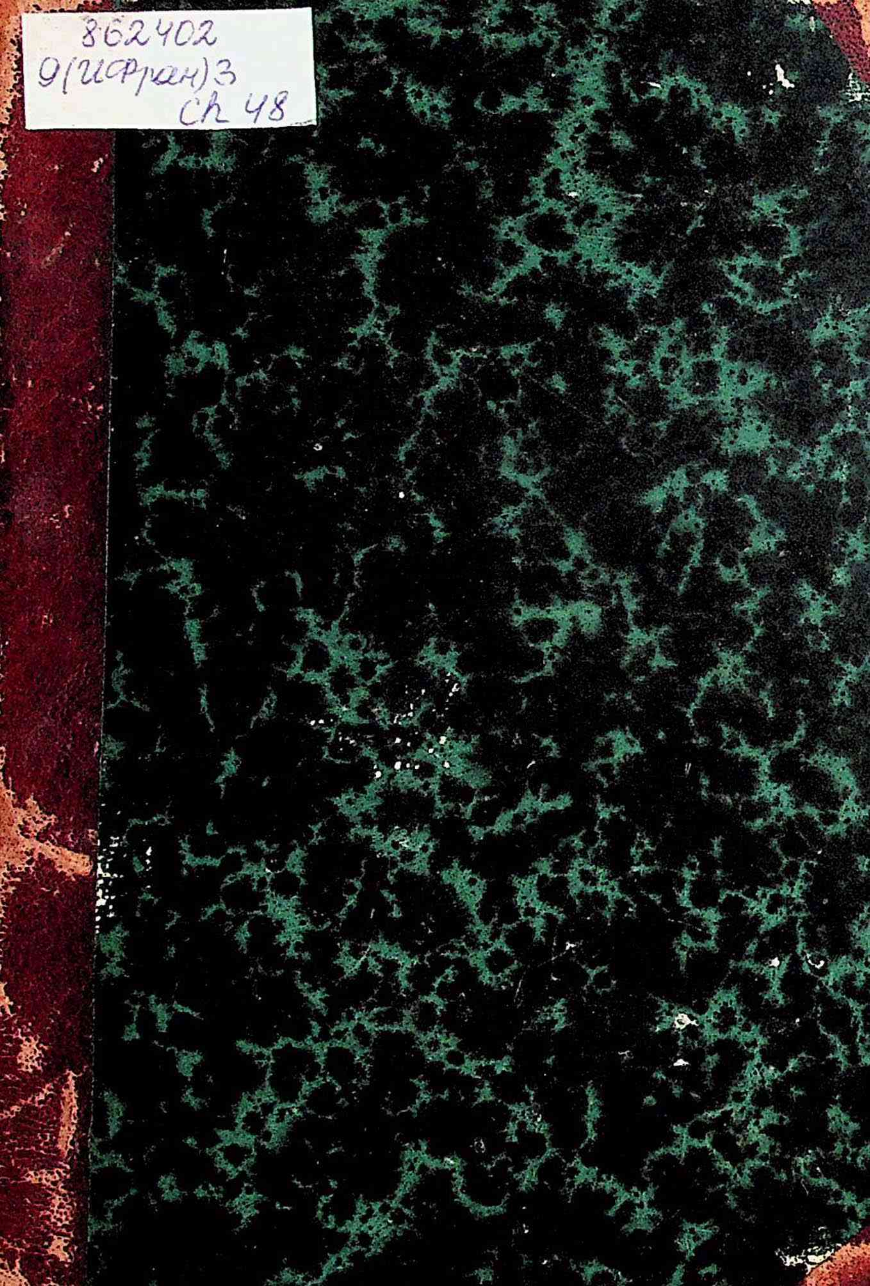
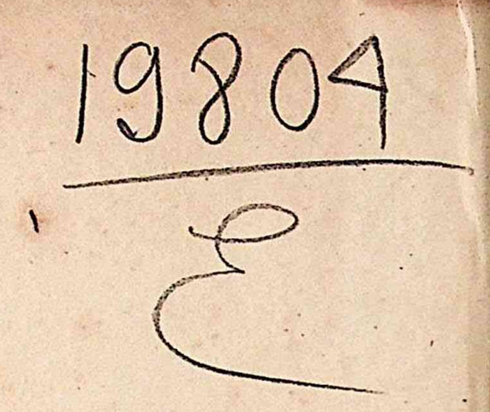



19804
Є



HISTOIRE

DE LA

CAMPAGNE DE 1815

WATERLOO

Bruxelles. — Imprimerie de E. Guyot, rue de Schaerbeek, 12.

HISTOIRE

DE LA

CAMPAGNE DE 1815

WATERLOO

PAR

LE Lt-COLONEL CHARRAS.

TOME II.



BRUXELLES.
MELINE, CANS ET COMPAGNIE.
BOULEVARD DE WATERLOO, 35.

—

1858

CHAPITRE DOUZIÈME.

18 JUIN. — WATERLOO. — Napoléon apprend que l'armée anglo-hollandaise n'a fait aucun mouvement. — Au point du jour, il s'assure, par lui-même, que cette nouvelle est vraie. — Sa confiance dans le résultat de la bataille qu'il veut livrer. — Confiance non moins grande de Wellington. — Description du terrain qu'il occupe. — A six heures, il commence à prendre son ordre de bataille. — Ses forces. — Napoléon reconnaît la position de l'armée ennemie. — A neuf heures seulement, les Français commencent à prendre leur ordre de bataille. — Instructions adressées à Grouchy. — Instructions pour la bataille. — Plan de Napoléon. — A onze heures et demie, il engage la bataille par l'attaque de Goumont, qui est confiée à Reille. — Premières péripéties de cette attaque. — Napoléon apprend l'arrivée du corps de Bülow à Chapelle-Saint-Lambert. — Dispositions prises par suite de cette nouvelle. — Nouvelles instructions adressées à Grouchy. — D'Erlon attaque l'aile gauche des Anglo-Hollandais. — Il est repoussé avec grandes pertes. — Attaque infructueuse de la Haie-Sainte. — Continuation de la lutte sur Goumont. — État de la bataille à trois heures. — Dispositions prises par Wellington. — Napoléon renonce à forcer l'aile gauche ennemie et se décide à porter l'effort principal contre le centre. — Prise de la Haie-Sainte. — Charges de Milhaud et de Lefebvre Desnouettes contre le centre anglo-hollandais, à quatre heures. — Elles échouent. — Entrée en ligne du corps de Bülow, à quatre heures et demie. — Sa position à cinq heures. — Ney renouvelle l'attaque du centre anglo-hollandais avec Milhaud et Lefebvre Desnouettes. — Dispositions prises par Wellington en prévision de cette nouvelle attaque. — Situation de son armée. — Ney est appuyé par Kellermann et Guyot. — Son attaque échoue encore. — Ses pertes. — Celles du centre anglo-hollandais. — État de la bataille à notre gauche et à notre droite. — Continuation du combat contre Bülow. — Attaque de six bataillons de vieille garde contre le centre anglo-hollandais. — Elle est repoussée. — A sept heures et demie, irruption de l'avant-garde de Zieten sur le champ de bataille, près

de Papelotte. — Commencement de désordre dans l'armée française. — Mouvement général en avant des Anglo-Hollandais. — Le désordre augmente rapidement. — Entrée en ligne de deux divisions de Pirch I vers Plancenoit. — Prise de ce village par les Prussiens. — Déroute de l'armée française. — Les Prussiens la poursuivent. — La poursuite cesse au point du jour. — Napoléon arrive à Charleroi et se rend à Philippeville — Pertes respectives des vainqueurs et des vaincus.

La nuit était noire, le ciel chargé d'épais nuages déchirés par de rares éclairs. Le tonnerre grondait dans le lointain. La pluie tombait et n'avait cessé, depuis la veille, de tomber à torrents. Napoléon monta à cheval, accompagné de Bertrand et gagna les hauteurs coupées par la chaussée de Bruxelles vers la ferme de Rossomme. Il était une heure. Une ligne de feux éclairait l'horizon de Braine-l'Alleud à Frichemont. C'étaient ceux des bivacs de l'armée anglo-hollandaise.

La marche de la veille avait été courte et hâtive pour ses bataillons. Arrivés, de bonne heure, sur la position qu'ils devaient occuper, ils avaient profité du jour et du voisinage de la forêt pour amonceler les bois qui leur servaient, maintenant, à supporter l'inclémence du temps.

Sur la ligne française, les feux étaient rares. Les soldats, moins bien partagés, attendaient avec impatience la fin de cette nuit pénible.

Rien ne semblait indiquer un mouvement de l'ennemi. S'il eût battu en retraite, Napoléon avait l'intention de le suivre et de l'entamer malgré l'obscurité, dès qu'il aurait été en marche. C'est là, du moins, ce qu'il a écrit. Mais son inaction pendant la nuit qui suivit la victoire sur Blücher n'est pas faite pour donner créance à cette assertion. De pareilles entreprises dépassaient alors la mesure de son activité.

Il rentra à son quartier général ; et bientôt les rapports des espions et des postes avancés, les témoignages de deux déserteurs vinrent confirmer ce qu'il avait pu présumer seulement par l'étendue et l'intensité des feux : l'armée anglo-hollandaise restait immobile.

Ces nouvelles lui donnèrent une extrême satisfaction. Il redoutait cependant encore de les trouver démenties par l'événement, quand, le jour ayant paru, il put aller s'assurer, de ses propres yeux, que Wellington attendait la bataille.

Ainsi, malgré tant d'hésitations, tant de lenteurs, après avoir ren-

contré les Prussiens isolés, il avait l'heureuse fortune de pouvoir frapper, loin d'eux, un coup décisif sur leurs alliés. Il avait prédit naguère, dans le *Moniteur*, que le général Wellington était « un présomptueux, un téméraire, un ignorant, destiné à essuyer de grandes catastrophes. » La prédiction, trop longtemps erronée, allait se réaliser enfin. Il le pensait.

Nous avons « quatre-vingt-dix chances pour nous et pas dix contre, dit-il, à quelques instants de là, à ses généraux. » Telle était sa conviction, il l'a écrit; et le mot semble authentique.

Comptant, néanmoins, sur la force de la position qu'il avait choisie et reconnue depuis longtemps, sur l'ardeur de ses troupes, sur la fermeté de ses vieux compagnons de la guerre péninsulaire, se reposant sur la parole de Blücher, Wellington calculait, lui aussi, les chances de la rencontre qu'il aurait pu éviter et ne doutait pas du succès. Il écrivait à sir Charles Stuart (à Bruxelles) : « ... Les Prussiens seront de nouveau prêts à tout, *ce matin*... tout tournera à bien (all will turn out well); » et, au duc de Berry : « J'espère et, de plus, j'ai toute raison de croire que tout ira bien (1). »

A la nouvelle, qui lui avait été expédiée dans la nuit, de l'arrivée de l'armée anglo-hollandaise sur la position de Mont-Saint-Jean, Blücher avait répondu, en effet, qu'il mettrait, dès l'aube du jour, une grande partie de ses forces en mouvement dans cette direction et que le reste ne tarderait pas à suivre; et cette réponse, confirmant la promesse de la veille, venait de parvenir à Wellington, au moment où il manifestait une si entière confiance.

Vers six heures, la pluie avait cessé; mais le ciel restait très-couvert. L'armée anglo-hollandaise commença à prendre son ordre de bataille.

En partant de la ferme du Caillou (*voir l'Atlas, pl.* n° 4), où se trouvait le quartier général de Napoléon, on rencontre trois rideaux de hauteurs dirigées uniformément du sud-ouest au nord-est. La chaussée de Bruxelles en coupe successivement les crêtes, vers la ferme de Rossomme, vers l'auberge de la Belle-Alliance et à cent cinquante ou deux cents mètres plus loin que la ferme de la Haie-Sainte.

(1) Ces deux lettres sont datées de Waterloo, le 18 juin, à trois heures du matin. Celle qui est adressée au duc de Berry est écrite en français. (*The dispatches*, etc., t. XII.)

La crête des hauteurs formant le dernier de ces rideaux, est la limite sud d'une vaste croupe qui s'étend, à l'ouest, jusqu'au-dessus de Merbe-Braine, hameau situé dans un vallon allongé du sud au nord; à l'est, jusque vers Ohain; au nord, jusqu'au hameau de Mont-Saint-Jean, où commence une pente de faible inclinaison qui descend au village de Waterloo, bâti à une lieue de la Haie-Sainte, dans une échancrure de la forêt de Soignes (1).

Cette croupe est ce qu'on appelle le plateau de Mont-Saint-Jean. A cinq ou six cents mètres et à l'ouest de la Haie-Sainte, un contrefort, de peu de largeur, s'en détache et vient finir en s'abaissant régulièrement tout près de la chaussée de Bruxelles et de l'auberge de la Belle-Alliance. La ligne de partage des eaux du bassin de la Senne et de celui de la Dyle suit ce contre-fort. Deux vallons y prennent leur origine. L'un, s'ouvrant au sud-ouest, passe derrière le château de Goumont et débouche, tout auprès, dans le vallon de Merbe-Braine; l'autre, s'ouvrant au sud-est, passe immédiatement au-dessous de la Haie-Sainte, des fermes de Papelotte, de la Haie, et comprend le hameau de Smohain.

Ces deux vallons forment ainsi, au pied même du plateau de Mont-Saint-Jean, une sorte de circonvallation, interrompue seulement par le contre-fort dont nous venons de parler. Les pentes qui les limitent, au sud et au nord, sont, en général, d'accès facile, même pour l'artillerie. Celle du nord offre, cependant, de la roideur, dans le voisinage immédiat de la Haie-Sainte et sur une longueur d'environ cinq à six cents mètres. Cette ferme est au bord même de la chaussée de Bruxelles.

Le château de Goumont en est à quinze cents mètres à l'ouest. Il s'élève sur le haut de la pente qui limite le vallon du côté du sud. La chaussée de Nivelles le laisse à trois cent cinquante mètres sur sa droite, traverse sur un remblai le vallon de Merbe-Braine et va se confondre, au hameau de Mont-Saint-Jean, avec la grande route de Charleroi à Bruxelles.

Les fermes de Papelotte et de la Haie sont à quatorze et quinze

(1) Depuis 1815, toute la partie de la forêt qui entourait Waterloo a été défrichée. Maintenant, le bois n'existe plus à l'ouest de la chaussée de Bruxelles; et, du côté opposé, où il arrivait jusqu'à hauteur de Vert-Coucou, sa limite sud a reculé de trois quarts de lieue.

cents mètres, à l'est, de celle de la Haie-Sainte; le hameau de Smohain à moins de deux mille.

Sous la Haie, le vallon se rétrécit, se ravine; et il en sort, au milieu de sources marécageuses, un petit ruisseau qui va couler sous Ohain et verser ensuite ses eaux dans le ruisseau de Lasne, affluent de la Dyle.

Le château de Frichemont, à trois cents mètres au sud de Smohain, est bâti au sommet de la pente qui borde le vallon de ce côté.

Tel était le terrain sur lequel Wellington s'était résolu à recevoir le choc de Napoléon.

Il se présente, nous l'avons dit, comme une vaste croupe soutenue au sud par une pente d'inclinaison généralement douce et facile à battre de feux plongeants. Goumont, la Haie-Sainte, Papelotte, la Haie, Smohain, Frichemont paraissent comme autant de postes qui en défendent l'accès.

Un chemin de traverse allant d'Ohain à Braine-l'Alleud suit à peu près la crête sud de la croupe jusqu'à hauteur de Goumont. Il coupe la chaussée de Bruxelles à deux cents mètres par le nord de la Haie-Sainte. En deçà de ce point de rencontre, il se maintient au niveau du sol; des haies vives et fortes, mais discontinues, le bordent à droite et à gauche (1).

Au delà du même point, cette bordure disparaît; et il s'enfonce dans une tranchée profonde de deux mètres, en moyenne, et longue de six cents (2), au sortir de laquelle il se retrouve au niveau du sol.

Ce chemin marqua presque exactement le front de l'armée anglo-hollandaise.

La gauche s'étendit, par l'une de ses extrémités, jusqu'à hauteur de la Haie, par l'autre, jusqu'à la chaussée de Bruxelles, qui était fortement barricadée.

(1) Ou le bordaient, car il ne reste plus rien de ces haies. Le lecteur voudra bien nous permettre quelques-unes de ces façons de parler qui racontent un événement déjà éloigné comme si les faits dataient de la veille. Notre récit en sera plus précisément exact.

(2) Le chemin n'est plus encaissé, maintenant, que du côté du nord. L'escarpement sud a disparu entièrement. On a pris là les terres nécessaires à la construction d'un monticule qui porte à son sommet un lion posé sur un socle où se lit cette inscription laconique : 18 *juin* 1815.

Elle se composait, tant en première qu'en seconde ligne, des divisions de Picton, de Perponcher et de l'une des brigades de celle de Cole. Des bataillons de Perponcher occupaient Papelotte, la Haie, Smohain, Frichemont et les chemins qui mènent de ces points au plateau. Deux brigades de cavalerie anglaise étaient en flanqueurs, jetant des partis jusque vers Ohain.

Le centre couvrit l'espace entre les chaussées de Bruxelles et de Nivelles. Il était formé des divisions Alten, Cooke (gardes anglaises) et de la brigade Von Kruze (contingent de Nassau). Des troupes de cette partie de la ligne et un bataillon détaché de la division Perponcher étaient établis à la Haie-Sainte et à Goumont.

La droite comprenait les divisions de Clinton, de Chassé et la brigade Mitchell, détachée de la division Colville. Cette brigade prit position sur l'alignement du centre, et appuya sa gauche à la chaussée de Nivelles, qu'obstruait un abatis. La division Clinton se plaça en colonne, en arrière de Mitchell, le long et au-dessus du vallon de Merbe-Braine; et se relia, par des troupes légères, à Chassé. Ce général était posté à quinze cents mètres de là, sur Braine-l'Alleud, gros bourg situé dans un large vallon qui s'allonge du sud au nord comme le vallon de Merbe-Braine.

Trois brigades de cavalerie anglaise étaient derrière l'extrémité droite du centre.

La réserve comprenait le corps de Brunswick, entre Merbe-Braine et la chaussée de Nivelles; la brigade Lambert (division Cole), à la ferme de Mont-Saint-Jean; et, partie à hauteur, partie en avant de cette ferme, six batteries d'artillerie à cheval anglaises, la division Collaert (cavalerie-hollando-belge), et les deux brigades de grosse cavalerie anglaise Somerset (gardes) et Ponsonby.

Picton reçut le commandement de l'aile gauche, le prince d'Orange celui du centre, Hill celui de l'aile droite.

Toute l'armée anglo-hollandaise n'était pas réunie là.

Le prince Frédéric des Pays-Bas, on l'a vu, occupait Hal avec la division Stedmann, la brigade indienne, la cavalerie hanovrienne d'Estorff; et deux brigades de la division Colville, parties, le matin même, de Braine-le-Comte, allaient augmenter ce détachement et le porter à près de dix-sept mille hommes.

En ce moment encore, Wellington craignait d'être tourné par sa

droite(1), d'être prévenu sur Bruxelles ; crainte bien mal fondée ; et à laquelle il n'aurait sans doute pas sacrifié, s'il n'eût compté avec certitude sur l'appui de Blücher.

Cet éloignement d'une partie si considérable de ses forces avait réduit celles qu'il rangeait pour la bataille à soixante et dix mille hommes, dont treize mille cinq cents de cavalerie, et à cent cinquante-neuf bouches à feu (2).

Avant huit heures, toutes ses dispositions étaient achevées.

L'armée française attendait encore l'ordre qui devait la porter en avant. Dès le point du jour, elle avait reçu celui de se préparer au combat. Elle était prête. Les fatigues, les insomnies d'une nuit passée sous une pluie torrentielle, sur une terre fangeuse, étaient oubliées : elle ne pensait, n'aspirait qu'à la lutte.

(1) On trouve cette crainte très-formellement exprimée dans la lettre au duc de Berry, datée du 18 juin, à trois heures du matin, et citée au commencement de ce chapitre. Wellington écrivait : « Il se peut que l'ennemi *nous tourne par Hal,* quoique le temps soit terrible et les chemins détestables, et quoique j'aie le corps du prince Frédéric en position entre *Hal* et *Enghien. Si cela arrive,* je prie Votre Altesse Royale... et Sa Majesté (Louis XVIII) de partir pour Anvers, non sur de faux bruits, mais sur la nouvelle certaine que l'*ennemi est entré à Bruxelles,* malgré moi, *en me tournant par Hal.* »

	Hommes.		Cavalerie.	Bouches à feu.
(2) Effectif de l'armée anglo-hollandaise (toutes armes comprises) le 14 juin	95,503	dont	16,017	186
Une batterie de fusées.				
Pertes le 16 juin	4,659	—	160	5
Le 17 juin	268	—	145	»
Détachements : un régiment et demi de cavalerie (2e et 3e hussards de la légion germanique) laissé sur la frontière d'Ypres à Tournai . . .	900	—	900	»
Le 81e anglais (division Cole), à Bruxelles . .	401	—		»
Le 14e bataillon de milice hollandaise (division Stedmann) envoyé à Audenarde	586	—	»	»
Sur Hal : division Stedmann et brigade indienne	9,814	—	»	16
Deux brigades de la division Colville (Johnston-anglaise, Lyon-hanovrienne)	5,448	—	»	6
Brigade d'Estorff	1,380	—	1,380	»
Grand parc, à Bruxelles.	1,860	—	»	»
Total. . . .	25,316	dont	2,585	27

Reste à Mont-Saint-Jean : 70,187 hommes de toutes armes, dont 13,432 cavalerie, 159 bouches à feu et une batterie de fusées.

« A huit heures, disent les *Mémoires de Sainte-Hélène*, des officiers d'artillerie qui avaient parcouru le terrain annoncèrent que l'artillerie pouvait manœuvrer, quoique avec quelques difficultés, qui, dans une heure, seraient bien diminuées. »

Napoléon monta à cheval, se porta sur les hauteurs de la Belle-Alliance et reconnut la ligne ennemie, qu'il avait déjà observée.

Le lieutenant général du génie Haxo fut chargé de s'en approcher davantage, pour s'assurer si des retranchements y avaient été élevés. Il revint promptement rendre compte qu'il n'avait aperçu aucune trace de fortification.

Napoléon réfléchit un instant, et dicta l'ordre de bataille que des aides de camp portèrent immédiatement aux divers corps d'armée.

L'armée se mit en marche sur onze colonnes.

Ces onze colonnes étaient destinées à former, quatre, la première ligne, quatre, la seconde, trois, la troisième.

Les quatre colonnes de la première ligne étaient : celle de gauche, formée par la cavalerie du 2e corps (Reille) ; la deuxième, par les trois divisions d'infanterie de ce corps ; la troisième, par les quatre divisions d'infanterie du 1er corps (d'Erlon) ; la quatrième, par la cavalerie du même corps.

Les quatre colonnes de la seconde ligne étaient : celle de gauche, formée par les cuirassiers de Kellermann ; la deuxième, par les deux divisions d'infanterie du 6e corps (Lobau) ; la troisième, par les deux divisions de cavalerie légère Domon et Subervie, détachées, depuis la veille, des corps de Vandamme et de Pajol ; la quatrième, par les cuirassiers de Milhaud.

Les trois colonnes de la troisième ligne étaient : celle de gauche, formée par la division de grenadiers à cheval et dragons de la garde, sous Guyot ; la seconde, par les trois divisions d'infanterie de la vieille et jeune garde sous Friant, Morand et Duhesme ; la troisième par les chasseurs à cheval et lanciers de la garde sous Lefebvre Desnouettes.

L'artillerie marchait sur le flanc des colonnes ; les parcs et les ambulances étaient à la queue.

A neuf heures, les têtes des quatre colonnes formant la première ligne arrivèrent où elles devaient se déployer. En même temps, on aperçut, plus ou moins loin, les sept autres colonnes qui débouchaient des hauteurs ; elles étaient en marche ; les trompettes et les tambours sonnaient et battaient aux champs ; la musique faisait retentir les

airs qui retraçaient aux soldats le souvenir de cent victoires. « La terre, dit Napoléon, paraissait orgueilleuse de porter tant de braves. Ce spectacle était magnifique ; et l'ennemi, qui était placé de manière à apercevoir jusqu'au dernier homme, dut en être frappé. »

Les onze colonnes se déployèrent avec tant de précision, qu'il n'y eut aucune confusion. Jamais de si grandes masses ne se remuèrent avec plus de facilité.

La cavalerie du corps de Reille, qui formait la colonne de gauche de la première ligne, se déploya sur trois lignes en travers de la chaussée de Nivelles, à peu près à la hauteur de la limite inférieure du bois qui couvre le château de Goumont au sud, et éclaira, par la gauche, tout le terrain, ayant des grand'gardes sur Braine-l'Alleud ; sa batterie d'artillerie légère sur la chaussée de Nivelles.

L'infanterie du même corps, qui formait la seconde colonne, occupa l'espace compris entre la chaussée de Nivelles et celle de Bruxelles ; c'était une étendue de dix-huit cents à deux mille mètres ; la division Guilleminot (1) tenant la gauche près de la chaussée de Nivelles et en face du bois de Goumont, Foy le centre, Bachelu la droite, qui arrivait à la chaussée de Bruxelles, près de la ferme de la Belle-Alliance.

Chaque division d'infanterie était sur deux lignes, la seconde à soixante mètres de la première, ayant son artillerie sur son front et ses parcs en arrière, près de la chaussée de Nivelles.

L'infanterie de d'Erlon, formant la troisième colonne, appuya sa gauche à la Belle-Alliance et sa droite vis-à-vis de la ferme de la Haie. Chaque division était sur deux lignes, l'artillerie dans les intervalles des brigades.

La cavalerie de d'Erlon, formant la quatrième colonne, se déploya à droite, sur trois lignes, observant la Haie, Frichemont, et jetant des postes dans la direction d'Ohain. Son artillerie était sur sa droite.

La première ligne était à peine formée, que les têtes des quatre colonnes de la deuxième ligne arrivèrent aux points où elles devaient se déployer.

Les cuirassiers de Kellermann s'établirent sur deux lignes à

(1) Jérôme Bonaparte marcha avec cette division, comme la veille et l'avant-veille.

soixante mètres l'une de l'autre, à deux cents mètres en arrière de la deuxième ligne du corps de Reille, et à distance égale des deux chaussées. Ils avaient une batterie sur chaque aile.

Le corps de Lobau se porta à deux cents mètres derrière la deuxième ligne de Reille, et resta en colonnes serrées par division, occupant deux cents mètres de profondeur, le long et sur la gauche de la chaussée de Bruxelles, avec une distance de cinquante mètres entre les deux colonnes de division, son artillerie sur son flanc gauche.

La division Domon, suivie par celle de Subervie, se plaça en colonne serrée par escadron, à droite de la chaussée de Bruxelles, à hauteur de Lobau, dont elle n'était séparée que par cette chaussée; l'artillerie sur son flanc droit.

Les cuirassiers de Milhaud se déployèrent sur deux lignes, à soixante mètres l'une de l'autre, et à deux cents mètres derrière la seconde ligne de d'Erlon, la gauche vers la chaussée de Bruxelles, la droite vers Frichemont. Ils occupaient un front d'environ mille mètres; l'une de leurs batteries sur la gauche, l'autre sur leur centre.

Avant que la deuxième ligne fût formée par ces quatre colonnes de Kellermann, de Lobau, de Subervie et Domon, de Milhaud, les têtes des trois colonnes de la troisième ligne ou réserve arrivèrent à leurs points de déploiement.

Les grenadiers et les dragons à cheval de la garde se placèrent en bataille sur deux lignes à soixante mètres de distance l'une de l'autre, à deux cents mètres en arrière de Kellermann; leur artillerie au centre.

L'infanterie de la garde s'établit sur six lignes, formées chacune d'une brigade en colonnes par bataillon, à vingt mètres l'une de l'autre, à côté de la route de Bruxelles et un peu en avant de la ferme de Rossomme; l'artillerie des divisions sur la gauche et la droite, celle de réserve derrière les lignes.

Les lanciers et les chasseurs de la garde se déployèrent sur deux lignes, à soixante mètres de distance l'une de l'autre, à deux cents mètres en arrière de Milhaud.

A dix heures et demie, ce grand mouvement était terminé; toutes les troupes étaient à leur position; le plus profond silence régnait sur le champ de bataille.

Les chaussées de Bruxelles et de Nivelles étaient libres; c'étaient les moyens de communication pour que l'artillerie de réserve pût

parvenir rapidement sur les divers points (1). Une partie du grand parc arrivait aux Quatre-Bras.

L'armée ainsi disposée pour la bataille comptait, toutes armes comprises, soixante et douze mille hommes, dont quinze mille de cavalerie, et 240 bouches à feu (2).

Égale à très-peu près en nombre aux Anglo-Hollandais, elle leur était un peu supérieure en cavalerie, et beaucoup en artillerie. Mais elle avait un désavantage; et ce désavantage était grand : elle allait attaquer un ennemi séparé d'elle par un terrain gras, horriblement détrempé par les pluies, et attendant l'attaque dans une position favorable.

Napoléon passa devant les lignes et fut accueilli par d'immenses, d'enthousiastes acclamations. Cependant, les moments s'écoulaient; on touchait à la moitié du jour, et pas un coup de canon n'avait été tiré encore. Deux ou trois heures de plus ou de moins n'avaient pu apporter aucun changement sensible dans l'état d'un pareil sol. L'armée avait eu besoin, sans doute, de quelque répit pour se remettre un peu des fatigues de la nuit, pour se préparer au combat; mais elle aurait pu avoir pris ses positions et entrer en action vers sept ou huit heures.

Tout le temps écoulé depuis était du temps livré à l'inconnu, perdu absolument; et souvent, à la guerre, des pertes de ce genre ne se réparent pas.

Wellington devait mesurer avec bonheur les retards de son adversaire.

Il avait parcouru, comme lui, les lignes de son armée; mais aucune acclamation n'avait retenti sur son passage. Ses soldats n'en étaient pas moins résolus à faire vaillamment leur devoir.

Vers onze heures, un ordre dicté par Napoléon, produisit une première indication de son plan de bataille.

« A peu près à une heure après midi, disait Napoléon, au moment où l'empereur en donnera l'ordre au maréchal Ney, l'attaque commencera pour s'emparer du village de Mont-Saint-Jean, où est

(1) Tous ces détails sur la formation de l'armée française sont empruntés, presque textuellement, aux *Mémoires de Napoléon* (t. IX).

(2) L'effectif était, la veille, au départ des Quatre-Bras, de 72,447 hommes. On avait perdu environ deux cents hommes dans la poursuite de la cavalerie anglaise; il restait donc 72,247 hommes, le 18 au matin. (Voir tome 1er p. 190.)

l'intersection des routes. A cet effet, les batteries de 12 du 2e corps et du 6e se réuniront à celle du 1er corps. Ces vingt-quatre bouches à feu tireront sur les troupes de Mont-Saint-Jean ; et le comte d'Erlon commencera l'attaque, en portant en avant sa division de gauche et la soutenant, suivant les circonstances, par les autres divisions du 1er corps.

» Le 2e corps s'avancera à mesure pour garder la hauteur du comte d'Erlon.

» Les compagnies de sapeurs du 1er corps seront prêtes pour se barricader sur-le-champ à Mont-Saint-Jean. »

La partie la plus forte de la ligne anglo-hollandaise était le centre, présentant une concavité vers son milieu, et protégé en avant de ses deux extrémités par le gros massif de Goumont et par la Haie-Sainte. C'était un motif pour ne pas y porter l'effort principal. Mais il y en avait un autre plus grave encore qui était que, grâce à ces circonstances mêmes, Wellington pourrait se retirer avant d'être complétement forcé et aller s'établir en arrière du hameau de Mont-Saint-Jean, appuyant sa droite à Mesnil, à Estrée, sa gauche à Vert-Coucou, à la forêt de Soignes, gardant ainsi la chaussée de Bruxelles, et le chemin d'Alsemberg, pavé presque tout entier. Or, ce qu'il fallait lui enlever, c'étaient ces routes mêmes, afin de couper sa ligne d'opération sur Anvers, et, avant tout, ses communications avec les Prussiens.

Cette dernière considération suffisait pour faire rejeter aussi une attaque sur l'aile droite de Wellington, puisqu'elle refoulerait celui-ci vers Blücher.

Au contraire, si Napoléon parvenait à forcer la gauche des Anglo-Hollandais, il se saisirait immédiatement de la chaussée de Bruxelles, il les repousserait, les entasserait dans le vallon de Merbe-Braine, dans celui de Braine-l'Alleud, dans un pays coupé, où leurs seules voies de retraite seraient de mauvaises traverses, les conduisant dans la direction des Flandres, tout opposée à celle qu'avait pu prendre l'armée prussienne. C'était donc sur l'aile gauche que devait être dirigée l'attaque principale.

D'ailleurs, par un heureux hasard, cette aile était la partie la plus faible de la position. On pouvait l'aborder en se bornant à masquer les petites fermes de Papelotte et de la Haie ; et, sur le plateau, elle était complétement en l'air.

Wellington avait une excellente raison, pour ne pas trop redouter de la placer ainsi. Mais, cette raison, Napoléon ne la soupçonnait même pas.

Au moment où il avait dicté l'ordre que nous venons de reproduire, il s'était arrêté, tout porte à le croire, au projet de faire effort sur l'aile gauche ennemie, de la déborder et de frapper simultanément le coup le plus vigoureux au point de jonction de cette aile et du centre, au-dessus de la Haie-Sainte.

D'Erlon devait commencer cette opération, Lobau et une partie des réserves de cavalerie, le soutenir immédiatement à droite et à gauche de la chaussée, et le reste de ces réserves, toute la garde, l'appuyer au besoin. Reille attaquerait la partie de la ligne qui lui était opposée et y appellerait, le plus possible, l'attention et les forces de l'ennemi.

Si rien ne venait déranger les calculs du chef de l'armée française, ce plan très-beau de conception, très-puissant de développement, devait conduire au succès.

Le maréchal Ney fut chargé de le mettre à exécution sous l'œil du maître, et il disposa, d'abord, pour cela des corps de d'Erlon et de Reille.

Après avoir parcouru les lignes de l'armée, Napoléon vint se placer au point le plus élevé des hauteurs de Rossomme, un peu à droite de la ferme de ce nom et de la chaussée de Bruxelles, sur la berge d'un chemin qui conduit au village de Plancenoit.

De là, il découvrait tout le terrain, jusqu'au front de l'armée anglo-hollandaise.

On lui apporta, de la ferme voisine, une table, une chaise grossières qui furent placées sur un lit de paille ; il descendit de cheval et s'assit, la carte du pays déployée devant lui.

Sa confiance dans le résultat de la journée était la même. Il voyait toujours Wellington isolé des Prussiens, et victime prochaine de la défaite la plus signalée.

Il était onze heures et demie (1).

(1) Ce moment est indiqué ainsi par les rapports hollandais. Des généraux anglais, avec cet esprit de précision et ce sang-froid qui caractérisent leur nation, regardèrent, ont-ils assuré, leur montre, au premier coup de canon, et constatèrent qu'il était alors onze heures trente-cinq minutes.

Le canon et la fusillade éclatèrent à l'extrême gauche de l'armée française. Reille faisait aborder la position de Goumont par la division Guilleminot.

Cette attaque, nous l'avons fait observer, avait pour but d'appeler sur ce point l'attention du général anglais, de l'y inquiéter et de favoriser ainsi l'opération principale, qui devait se faire contre son aile gauche. C'était une diversion; mais, pour obtenir l'effet désiré, il n'était pas indispensable qu'elle fût poussée jusqu'à la prise de la position.

Cette position était forte.

Situé, nous l'avons dit, au sommet de la pente qui encaisse, du côté du sud, le vallon couvrant le centre de la ligne anglo-hollandaise, le château de Goumont était dominé, à moins de trois cents mètres en arrière, par la crête du plateau de Mont-Saint-Jean.

Il comprenait une vaste maison d'habitation, un logement de fermier, une chapelle et des bâtiments d'exploitation, rangés sur les quatre côtés d'un rectangle fermé par les murs mêmes de ces constructions. Deux grandes portes y donnaient accès : l'une au sud, l'autre au nord.

A l'est du château, et y attenant, se trouvait un grand jardin clos, du côté du nord, par une haie, et des deux autres côtés par des murs de briques épais, hauts de plus de deux mètres. A l'est encore de ce jardin, s'étendait un verger beaucoup plus grand, qui n'en était séparé que par l'un de ces murs et qu'entouraient, sur les trois autres côtés, des haies très-élevées, mêlées d'arbres et généralement très-fourrées, en arrière desquelles était creusé un fossé de quelque profondeur.

Un bois taillis (1) sous une futaie très-claire, long de trois cents mètres au plus et un peu moins large, couvrait, au sud, le verger, le jardin et le château, s'en approchant à une trentaine de mètres. Planté sur une pente doucement inclinée vers la ligne française, ce bois allait aboutir au fond du vallon de Merbe-Braine, qui, là, n'est encore qu'un pli de terrain. Il était limité à l'est, par une prairie bordée de haies; à l'ouest, par un verger pourvu d'une bordure pareille et s'allongeant dans le vallon même, jusqu'à la chaussée de Nivelles.

(1) Ce bois a été défriché.

Tous ces abords étaient occupés par un bataillon de Nassau détaché de la division Perponcher, et fort d'environ sept cents hommes, et deux compagnies hanovriennes, dont une armée de carabines.

Quatre compagnies de gardes anglaises (division Cooke) tenaient le château, le jardin et le verger qni l'avoisine.

Tous les murs avaient été crénelés ; et contre ceux du jardin, on avait élevé un échafaudage pour tirer par-dessus.

Guilleminot porta, d'abord, contre le bois, les cinq bataillons de la brigade Bauduin, en échelons, la gauche en tête, précédés par une forte chaîne de tirailleurs, et protégés par le feu de sa batterie et de celle de Piré. Ils s'avancèrent avec le plus grand élan, et malgré le fourré, malgré une résistance opiniâtre et la mort du brave Bauduin, tué dès le commencement de l'action, ils gagnèrent du terrain. Bientôt, cependant, il fallut les renforcer. Guilleminot fit entrer en ligne son autre brigade, à droite de celle de Bauduin ; et Napoléon envoya l'ordre à Kellermann de détacher ses deux batteries pour augmenter le feu sur Goumont. Une assez vive canonnade s'engagea alors entre notre artillerie et celle du centre droit ennemi.

L'attaque prit, dès ce moment, un ascendant marqué sur la défense.

Wellington, à cheval, près de la chaussée de Nivelles, sur le plateau, en suivait la marche. Voyant les progrès de Guilleminot, le bois sur le point d'être enlevé aux siens, il y fit diriger un bataillon de Brunswick. Mais, avant que ce secours fût arrivé, les soldats de Guilleminot avaient balayé le terrain. Déjà ils atteignaient la limite nord du bois et se croyaient maîtres de la position, quand un feu épouvantable éclata sur eux et renversa les plus avancés.

Abritées par les haies, les murs crénelés et garnis d'échafaudages, les gardes anglaises révélaient ainsi leur présence et les difficultés nouvelles qui attendaient les assaillants.

Les murs et les haies avaient plus de deux mètres de haut ; on ne s'était pourvu d'aucun moyen d'escalade ; l'artillerie ne pouvait être amenée à travers le bois pour ouvrir une brèche ; on n'avait pas même un pétard, quelques sacs de poudre pour renverser un pan de mur ; la porte méridionale du château était dans un rentrant flanqué à bout portant par un coin du jardin. L'assaut, de ce côté, était donc impos-

sible. Officiers et soldats ne voulurent pourtant pas reculer. Ils se mirent et s'acharnèrent à se fusiller avec les défenseurs du verger, du jardin et du château.

Dans leur héroïque et stérile courage, ils restaient en butte à des coups assurés et n'y pouvaient répondre que par des coups incertains. Les plus intrépides, les plus audacieux pénétrèrent, par quelques ouvertures des haies, dans le verger, allèrent même, s'aidant les uns les autres pour l'escalade, jusqu'à franchir le mur du jardin. Mais la mort fut le seul prix de leur tentative. Jamais hommes si braves ne furent si vainement sacrifiés.

C'était la brigade Soye qui était venue se heurter à ce puissant obstacle.

Celle de Bauduin avait appuyé à gauche, tournant le bois, enlevé le petit verger, qui est dans le vallon de Merbe-Braine, atteint le côté ouest du château, s'était trouvée aussi arrêtée par des murs, et restait en prise au feu des créneaux et de l'artillerie du plateau, qui avait libre jeu sur elle.

De ce côté, les murs étaient à découvert; une demi-batterie de 12, amenée là, les aurait renversés en quelques instants, aurait fait la voie à l'assaut. L'idée n'en vint, paraît-il, à personne. Guilleminot, Jérôme Bonaparte, Reille lui-même laissèrent décimer, en vain, leurs bataillons par d'invisibles ennemis.

Quelques compagnies du 1er léger et une poignée de sapeurs du génie avaient poussé jusqu'à la porte nord du château; et, malgré la mitraille, la fusillade du plateau, ils l'avaient enfoncée. Mais cette audacieuse tentative avait échoué. Quelques braves en tête desquels marchait, une hache à la main, le sous-lieutenant Legros, avaient pénétré dans la cour. Tous y avaient trouvé la mort; et l'ouverture qu'ils venaient de pratiquer avait été barricadée sur-le-champ par leurs adversaires.

La division Guilleminot, ne pouvant avancer, ne voulant pas battre en retraite, était déjà bien ébranlée quand le bataillon de Brunswick, appelé par Wellington, accourut. Il était précédé de quatre compagnies de gardes anglaises.

Appuyées par cette réserve, les troupes qui avaient été chassées du bois, et s'étaient réfugiées dans le vallon en arrière du jardin et du grand verger adjacent, sortirent de leur retraite, rentrèrent en ligne; et Guilleminot fut repoussé jusqu'au milieu du bois.

Il était une heure.

Les tirailleurs étaient engagés sur toute la ligne jusque vis-à-vis de Papelotte. Ceux de l'ennemi avaient été répliés et se tenaient, maintenant, sur la pente du plateau.

L'artillerie tonnait à l'aile droite de l'armée française. Elle préparait l'attaque ordonnée, de ce côté.

Mais une bien grave nouvelle était parvenue, depuis quelques instants, à Napoléon.

L'attaque de Goumont venait de commencer. Il l'observait avec distraction, promenant sa lunette sur l'horizon en avant des hauteurs de Rossomme, lorsqu'il aperçut sur Chapelle-Saint-Lambert un corps de troupes. Chapelle-Saint-Lambert est un village à sept kilomètres, en ligne droite, par le nord-est de la ferme de Rossomme. Placé sur la direction même de Wavre à Smohain, il est séparé de ce dernier point par moins de quatre kilomètres et demi. A son pied, coule le ruisseau de Lasne dans un vallon étroit et d'abords très-difficiles, qui limite, à l'ouest, le plateau de la Dyle.

Il était de la plus haute importance de savoir promptement quel était ce corps qui se montrait si proche des deux armées en présence. Les divisions de Subervie et de Domon reçurent immédiatement l'ordre d'aller le reconnaître; et le général Bernard, aide de camp de Napoléon, fut expédié en avant avec quelques cavaliers afin d'avoir encore plus vite des nouvelles précises.

Napoléon a dit qu'il eut l'espoir que les troupes qui paraissaient sur Chapelle-Saint-Lambert étaient un détachement de Grouchy. Cela est possible, mais fort peu probable.

Depuis le moment où il s'était séparé de ce maréchal, il en avait reçu deux dépêches, datées toutes les deux de Gembloux, l'une de dix heures du soir le 17, l'autre de deux heures du matin le 18.

On a lu la première (1).

Grouchy y exposait ses incertitudes sur la direction prise par l'armée prussienne : il ne savait si elle se retirait par Wavre ou par Perwez (village tout près de la voie romaine); et il disait qu'il marcherait sur l'un ou l'autre de ces points, suivant les rapports qui lui parviendraient.

Dans sa seconde dépêche, il annonçait qu'il se porterait sur Sart-

(1) Voir t. 1er, page 194.

lez-Walhain, sans ajouter quelle direction il prendrait quand il y serait arrivé.

Sart-lez-Walhain se trouve à une lieue à l'est du chemin direct de Gembloux à Wavre, et à une demi-lieue au nord de la voie romaine. Le choix de ce point intermédiaire indiquait que les incertitudes du maréchal n'avaient pas cessé.

Ces deux dépêches étaient parvenues au quartier général impérial à deux heures, et à cinq ou six heures du matin.

Napoléon n'y avait répondu qu'à dix heures, par cette lettre signée du major général Soult :

« L'empereur a reçu votre dernier rapport daté de Gembloux. Vous ne parlez à Sa Majesté que de deux colonnes prussiennes qui ont passé à Sauvenière et à Sart-lez-Walhain ; cependant, des rapports disent qu'une troisième colonne, qui était assez forte, a passé à Gery et à Gentinnes, se dirigeant sur Wavre.

» L'empereur me charge de vous dire qu'en ce moment Sa Majesté va faire attaquer l'armée anglaise, qui a pris position à Waterloo, près de la forêt de Soignes ; ainsi, Sa Majesté *désire que vous dirigiez vos mouvements sur Wavre, afin de vous rapprocher de nous, vous mettre en rapport d'opérations*, poussant devant vous *les corps* de l'armée prussienne qui ont pris cette direction, et qui auraient *pu s'arrêter à Wavre, où vous devez arriver le plus tôt possible.* Vous ferez suivre les colonnes ennemies qui ont pris sur *votre droite* par quelques corps légers, afin d'observer leurs mouvements et de ramasser leurs traînards... Ne négligez pas de lier vos communications avec nous. »

Écrite à dix heures, cette lettre, contenant le premier ordre donné à Grouchy de marcher sur Wavre, n'avait pu avoir encore aucune influence sur ses mouvements (1). D'autre part, sa dépêche de deux heures du matin, apprenant qu'il se porterait de Gembloux sur Sart-lez-Walhain, ne donnait pas à croire qu'à onze heures et demie ou

(1) Les deux relations de Sainte-Hélène affirment que d'autres ordres furent expédiés, dans la nuit, prescrivant au maréchal de marcher sur Wavre, et même de faire occuper Chapelle-Saint-Lambert. Ces ordres sont de pure invention ; nous le prouverons plus tard. La lettre que nous venons de citer est déjà une preuve de ce que nous disons; car elle ne rappelle aucun ordre qui l'aurait précédée, n'y fait pas même la plus lointaine allusion.

midi, un de ses détachements pût être arrivé à Chapelle-Saint-Lambert. Il y a, en effet, de Gembloux à Sart-lez-Walhain, une lieue et demie en ligne droite, et, de ce dernier point, à Chapelle-Saint-Lambert, trois fois autant en ligne droite aussi, ce qui donne près de huit lieues par toutes les traverses à suivre; et la pluie avait défoncé les chemins; et tout le terrain est très-difficile, très-coupé, rempli de défilés. Napoléon ne l'ignorait certainement pas.

L'espoir qu'il a dit avoir conçu, en apercevant un corps de troupes sur Chapelle-Saint-Lambert, est donc, nous le répétons, fort peu probable.

Mais, si cet espoir exista, il ne dura pas longtemps.

L'aide de camp Bernard, après avoir galopé dans la direction de Chapelle-Saint-Lambert, avait mis pied à terre, et, se couvrant des bois et des haies, s'était assez approché des bords du ruisseau de Lasne, pour avoir pu parfaitement distinguer une ligne de tirailleurs sortant du vallon dans la direction de Plancenoit. C'était de l'infanterie prussienne. Revenu rapidement près de Napoléon, Bernard lui avait appris cette fâcheuse découverte.

Mais quelle était la force de l'ennemi qui venait se jeter ainsi au travers des combinaisons du général français? Les troupes qui paraissaient sur Saint-Lambert formaient-elles l'avant-garde d'un corps considérable? étaient-elles seulement un détachement séparé de l'armée prussienne dans le tumulte de la retraite, et cherchant à rallier l'armée anglo-hollandaise?

Napoléon avait bientôt su une partie de la vérité.

Un officier de chasseurs lui avait amené un hussard prussien qui venait d'être fait prisonnier par un parti de cavalerie battant l'estrade vers le vallon de Lasne. « Ce hussard était porteur d'une lettre; il était fort intelligent, et avait donné tous les renseignements désirables. La colonne qu'on apercevait sur Saint-Lambert était l'avant-garde du corps de Bülow, qui arrivait avec trente mille hommes, et n'avait pas donné à Ligny. La lettre était l'annonce de l'arrivée de ce corps. Bülow demandait des ordres à Wellington. Le hussard avait dit qu'il avait été, le matin, à Wavre; que les trois autres corps de l'armée prussienne y étaient campés; qu'ils y avaient passé la nuit du 17 au 18 et n'avaient aucun Français devant eux (1). »

(1) *Mémoires*, t. IX.

L'intervention, si imprévue pour Napoléon, et si prochaine de trente mille Prussiens sur le champ de bataille où les Français avaient déjà en face des forces égales aux leurs, était un incident bien grave; et la gravité en était augmentée par la nouvelle, non moins imprévue, pour Napoléon, de la réunion sur Wavre de tout le reste de l'armée prussienne. De Wavre à Smohain, où s'appuyait l'extrême gauche des Anglo-Hollandais, il n'y a que trois lieues en ligne droite.

Le général français avait persisté, néanmoins, à continuer la bataille à peine et si tardivement engagée.

Il avait ordonné à Lobau de traverser la chaussée de Bruxelles par un changement de direction à droite par division, de se porter du côté de Chapelle-Saint-Lambert, pour soutenir Domon et Subervie, et « de choisir une bonne position intermédiaire où il pût, avec dix mille hommes, en arrêter trente mille, si cela devenait nécessaire. »

Lobau s'était mis immédiatement en mouvement; l'infanterie de la garde avait pris la place qu'il quittait; et simultanément, le major général avait écrit à Grouchy :

« Du champ de bataille de Waterloo, le 18 juin, *à une heure après midi.*

» Vous avez écrit, ce matin, à deux heures, à l'empereur que vous marcheriez sur Sart-lez-Walhain; *donc*, votre projet était de vous porter à Corbais ou à Wavre (1). Ce mouvement est conforme aux dispositions de Sa Majesté, qui vous ont été communiquées.

» Cependant, l'empereur m'ordonne de vous dire que vous devez *toujours manœuvrer dans notre direction*. C'est à vous de voir le point où nous sommes pour vous régler en conséquence et pour lier nos communications, ainsi que pour être toujours en mesure de tomber sur les troupes ennemies qui chercheraient à inquiéter notre droite, et de les écraser.

» Dans ce moment, la bataille est engagée sur la ligne de Waterloo. Le centre ennemi est à Mont-Saint-Jean; *ainsi, manœuvrez pour joindre notre droite.*

(1) Cette conclusion était anticipée, on le verra plus tard. Grouchy, en se portant sur Sart-lez-Walhain, ne savait pas encore dans quelle direction il prolongerait son mouvement.

» P. S. Une lettre qui vient d'être interceptée porte que le général Bülow doit attaquer notre flanc. Nous croyons apercevoir ce corps sur les hauteurs de Saint-Lambert; ainsi, ne perdez pas un instant pour *vous rapprocher de nous et nous joindre*, et pour écraser Bülow, que vous prendrez en flagrant délit. »

Instructions tardives! Où se trouvait Grouchy au moment où on les écrivait? où serait-il quand elles lui parviendraient? quand les recevrait-il; et où serait alors l'armée prussienne? Blücher était bien actif, bien audacieux. Pouvait-on penser qu'il serait resté inerte, depuis le point du jour, à Wavre? Or, Grouchy, on le savait, n'avait dû partir de Gembloux qu'au matin; de Gembloux à Wavre, il y a tout près de six lieues quand on y va par Sart-lez-Walbain; et la route n'est qu'une mauvaise traverse où l'on rencontre des défilés à chaque instant.

Pendant qu'étaient parvenues les fâcheuses nouvelles qui avaient déterminé l'envoi de ces instructions pressantes, Ney avait reçu l'ordre d'ouvrir le feu d'artillerie qui devait préparer l'attaque dont le but était la prise du hameau de Mont-Saint-Jean.

A une heure, nous l'avons dit, ce feu était dans toute son intensité.

Les trois batteries de 12 de d'Erlon, de Reille, de Lobau, réunies aux batteries divisionnaires du premier et renforcées de deux batteries de la garde, en tout soixante et dix-huit bouches à feu, placées sur une arête de la pente des hauteurs de la Belle-Alliance, à droite de la chaussée, battaient à outrance la gauche et la partie adjacente du centre anglo-hollandais, qui ne leur opposaient qu'une artillerie inférieure.

Vers une heure et demie, Napoléon, jugeant l'ennemi assez ébranlé par la masse de projectiles lancés sur ses lignes, fit dire à Ney de disposer les quatre divisions du 1er corps en autant de colonnes par échelons, la gauche en avant, pour enlever la Haie-Sainte, franchir le vallon et marcher au plateau.

Soit malentendu dans la transmission de l'ordre, soit aberration du maréchal ou de d'Erlon, les divisions se formèrent, chacune en masse pleine, par bataillons déployés, à cinq pas de distance les uns des autres.

Sur un terrain favorable, cette formation, complétement et à juste titre inusitée, aurait été bien dangereuse; sur le sol accidenté, bour-

beux qu'il fallait parcourir, c'était une folie. On se mettait à la merci d'une charge de cavalerie.

Le premier échelon, ou échelon de gauche, fut formé par la brigade Bourgeois, de la division Allix (1), l'autre brigade de cette division, celle de Quiot devant aller attaquer la Haie-Sainte. La division Donzelot forma le second échelon; celle de Marcognet le troisième; celle de Durutte le quatrième.

La distance d'un échelon à l'autre fut de quatre cents pas; chaque division avait huit bataillons, excepté celle de Donzelot, qui en avait neuf.

Ces étranges colonnes présentaient donc ici douze, là vingt-quatre et vingt-sept rangs d'épaisseur et un front variant de cent cinquante à deux cents hommes, suivant la force des bataillons (2).

Au signal de Ney, alors à cheval sur la chaussée, elles se mirent en marche et descendirent, aux cris redoublés de « Vive l'empereur ! » dans le vallon qui séparait les deux armées. Rendus inutiles le jour de Ligny et des Quatre-Bras, soldats et officiers brûlaient d'impatience, voulaient se signaler par quelque action éclatante.

La brigade de Quiot, dirigée contre la Haie-Sainte, fut la première qui en vint aux mains. Elle était déjà engagée, que les colonnes à sa droite gravissaient encore la pente du plateau sous le feu plongeant de l'artillerie ennemie.

L'aile gauche anglo-hollandaise, commandée par le lieutenant général Picton, s'étendait, on l'a vu, depuis la chaussée de Bruxelles jusqu'à hauteur de la Haie.

Elle se composait des deux brigades anglaises de Kempt et de Pack, des deux brigades hanovriennes de Vincke et de Best, et de la division hollando-belge Perponcher, comprenant les brigades de

(1) Allix étant absent, en mission, sa division était commandée par Quiot, le plus ancien de ses maréchaux de camp.

(2) Cette singulière formation du corps de d'Erlon a été présentée, jusqu'ici, d'une manière inexacte par les historiens français et étrangers. Nous devons à la bienveillante amitié d'un général qui était officier supérieur dans le corps de d'Erlon les détails qu'on vient de lire. Dans la note remarquable qu'il nous a envoyée, nous lisons que le chef du dernier bataillon de la division Durutte avait rompu sa troupe par division, prêt à former le carré, et que Durutte, s'en étant aperçu, lui ordonna de la faire marcher en bataille, parce que tel était l'ordre.

Bylandt et du prince de Saxe-Weimar. Les brigades de cavalerie anglaise Vandeleur et Vivian flanquaient la ligne à gauche.

Kempt, Pack, Vincke, Best, le prince de Saxe-Weimar avaient, chacun, quatre bataillons (1) ; Bylandt en avait cinq.

Kempt avait sa droite à la chaussée de Bruxelles : un bataillon (95e, armé de carabines) déployé, partie derrière les haies du chemin d'Ohain, partie dans une petite carrière qui est en avant ; les trois autres bataillons formés en autant de colonnes à intervalles de déploiement, en arrière et à une centaine de mètres de la crête du plateau.

Bylandt avait quatre bataillons déployés en avant de cette crête et un bataillon en arrière.

Pack était en colonnes par bataillon à intervalles de déploiement, à deux cents mètres en arrière de la crête. Best avait trois bataillons déployés, un peu en saillie sur l'alignement de Pack, et un bataillon en réserve. Vincke se trouvait à la même hauteur et dans le même ordre que Pack.

Trois batteries d'artillerie (vingt pièces) étaient en action sur la crête.

Sur toute la ligne occupée par Picton, cette crête se confond avec le chemin d'Ohain jusqu'à une centaine de mètres de la chaussée de Bruxelles. Le chemin d'Ohain est bordé, nous l'avons dit antérieurement, de haies fortes mais discontinues. En quelques points, on les avait taillées pour former comme des embrasures à l'artillerie.

Le prince de Saxe-Weimar occupait le château de Frichemont par un bataillon, Smohain, la Haie, Papelotte par un autre, et tenait le reste de sa brigade en réserve. Il disposait de trois bouches à feu, restes d'une batterie désorganisée par notre cavalerie, aux Quatre-Bras.

La disposition donnée aux troupes établies sur le plateau les avait préservées, en grande partie, des atteintes de la canonnade de Ney ; car la crête a très-peu de largeur et le terrain immédiatement en arrière tombe dans un large pli où ne venaient frapper que les éclats d'obus et très-peu de boulets.

Les colonnes françaises s'avançaient assez lentement, en dépit de leur ardeur, dans les terres fangeuses, à travers les hautes moissons. Celle de gauche, gênée par le feu de carabiniers embusqués de l'au-

(1) Un des bataillons du prince de Saxe-Weimar était détaché à Goumont.

tre côté de la chaussée, au-dessus de la Haie-Sainte, obliqua insensiblement à droite. La seconde colonne laissa perdre sa distance; et toutes les deux se trouvaient à même hauteur, quand elles reçurent la mitraille de deux batteries et bientôt la fusillade du 95e anglais et de Bylandt. D'Erlon, alors, fait battre la charge. Nos soldats précipitent le pas, chassent devant eux le 95e, abordent les bataillons de Bylandt, les culbutent, les dispersent sous un choc impétueux, franchissent le chemin d'Ohain par les intervalles des haies, par les embrasures qui y sont ouvertes, et mettent la main sur les pièces.

Le passage de l'obstacle, le choc même a désuni les colonnes; on en a arrêté la tête pour les reformer un peu lorsque, de gauche et de droite, une grêle épaisse de balles vient les assaillir : les bataillons de Kempt et ceux de la droite de Pack ont déployé, et les fusillent à quelques pas.

Surprises par cette attaque aussi violente que soudaine, elles essayent d'y répondre, de déployer aussi. Malheureusement, l'ordre vicieux de leur formation, le trouble causé par le passage des haies, embarrassent, ralentissent leur mouvement; et, pendant qu'il s'opère, Kempt et Pack les abordent à la baïonnette et les jettent dans la plus grande confusion. Les braves soldats de d'Erlon résistent pourtant au milieu d'un effroyable pêle-mêle; le désordre se met aussi dans les rangs de leurs adversaires; l'intrépide Picton, un des plus renommés parmi les généraux de la guerre d'Espagne, tombe frappé à mort, la tête traversée d'une balle (1). Cette rencontre furieuse ne reste pas longtemps indécise.

Wellington, reconnaissant les apprêts de l'attaque de d'Erlon, s'était, tout de suite, porté à son aile gauche et y avait appelé, de sa réserve, la brigade de gros dragons de Ponsonby, forte de douze cents chevaux.

Placé près de la chaussée, dans un pli de terrain, en arrière de Kempt, Ponsonby attendait le moment de prendre la charge. Il saisit l'occasion. A la tête de deux de ses régiments, de huit cents cavaliers d'élite, il passe dans les intervalles de Kempt et se précipite sur le flanc gauche des colonnes françaises, les sabre à outrance, les

(1) Le bulletin de Wellington dit : « Picton est mort glorieusement en conduisant sa division à une charge à la baïonnette, par laquelle une des *plus sérieuses attaques* faites par l'ennemi sur notre position a été repoussée. »

repousse sur les haies, les éparpille et descend parmi elles la pente du plateau. Le drapeau du 105e de ligne est pris.

Presque simultanément, la troisième colonne, celle de Marcognet, éprouvait le même sort que les deux premières.

Très-maltraitée déjà par une batterie qui la battait d'écharpe à courte portée, elle avait dépassé les haies et descendait le revers de la crête, quand les bataillons de la gauche de Pack et ceux de la droite de Best, qui se tenaient à moitié couchés dans les blés, se relevèrent et ouvrirent sur elle un feu des plus meurtriers, suivi bientôt d'une charge exécutée à fond par le troisième régiment de la brigade de Ponsonby. Ainsi surprise, n'ayant pas le temps de se former en carrés à cause de sa vicieuse ordonnance, la division Marcognet s'émeut, tourbillonne et regagne précipitamment le vallon, tous rangs confondus, perdant le drapeau du 45e de ligne, sabrée par les dragons qui galopent, ivres d'ardeur, au milieu de la déroute.

Du moment où nos colonnes avaient été près d'atteindre la crête du plateau, la grande canonnade de Ney avait dû cesser. Deux batteries divisionnaires s'étaient avancées alors pour les rejoindre; mais, en traversant le vallon, elles s'étaient à moitié embourbées. La cavalerie qui poursuivait nos fuyards les rencontra sur sa route, et coucha par terre, en un instant, canonniers, soldats du train et chevaux.

Les artilleurs des batteries restées en position assistaient ainsi à cette destruction, au carnage de notre infanterie, impatients de la mêlée, qui les empêchait de tirer sur les audacieux dragons et la masse des fantassins anglais accourus jusque sur la pente du plateau.

Peu s'en fallut qu'ils n'eussent, à leur tour, beaucoup à souffrir de la tempête.

Emportés par le succès, les dragons franchissent le vallon, et dans leur élan, arrivent jusqu'à la gauche de la grande batterie. Mais, tout aussitôt, une brigade de cuirassiers, un régiment de lanciers tombent sur eux de front, de flanc, et mettent un terme à leur course. Saisis dans leur éparpillement, les uns sont impitoyablement renversés par le long sabre et la lance de nos cavaliers; les autres tournent bride et vont chercher un abri sur le plateau. Ils l'y trouvent derrière l'infanterie qui s'est reformée sur la crête et la brigade de Vivian, qui vient de s'y porter aussi. A l'aspect de ces forces, la poursuite

s'arrête; le ralliement sonne pour les nôtres. Il se fait dans le vallon, sous la protection de la grande batterie, qui a repris son feu.

Ponsonby y est resté inanimé, le corps troué de sept coups de lance. De ses douze cents dragons, six cents à peine se sont échappés; les autres ont péri ou ont été faits prisonniers. Deux des trois commandants de régiment, les lieutenants-colonels Hamilton et Muter, ont été, celui-ci blessé grièvement, celui-là tué.

C'est la brigade Travers, composée des 7e et 12e cuirassiers, c'est le 4e lanciers, colonel Bro, qui ont fait payer ainsi aux Anglais leur témérité. Travers a marché par ordre de Napoléon, qui a vu trop tard arriver l'orage. Bro a été lancé par son chef de division, le général Jacquinot; il est grièvement blessé.

La quatrième colonne, celle de Durutte, avait eu moins mauvaise fortune que les trois autres.

Composée d'abord de huit bataillons, elle n'en comptait plus que six en franchissant le vallon, Durutte ayant pris sur lui d'en laisser deux à la garde de la droite de la grande batterie.

En avançant, elle avait masqué les fermes de Papelotte et de la Haie par quelques compagnies. Elle avait atteint, en bon ordre, la crête du plateau, traversé les haies très-discontinues sur cette partie de la ligne ennemie; les Hanovriens de Best et de Vincke avaient déjà beaucoup reculé devant elle, au moment où les dragons légers de Vandeleur, sortant d'un pli de terrain, l'avaient chargée inopinément. Pliant d'abord sous le choc, elle s'était confusément pelotonnée; mais la confusion n'avait pas duré; et les dragons, fusillés à bout portant, s'étaient repliés promptement pour aller se rallier loin du feu.

Ce ralliement fait, Vandeleur, qui venait d'apprendre la déroute de nos autres colonnes, s'était porté dans le vallon pour appuyer Ponsonby.

Durutte, profitant de ce mouvement et voyant qu'il n'y avait plus de colonne française à sa gauche, s'était mis en retraite, maintenant en respect les Hanovriens, et avait regagné sa première position. Sa perte était de six cents hommes hors de combat.

Comme sa division repassait le vallon, Vandeleur y était aux prises avec le 3e lanciers et le 3e chasseurs (division Jacquinot); et, peu après, se voyait forcé par eux de suivre la retraite de Ponsonby. Mais il la suivait sans désordre, protégé qu'il était par la brigade Ghigny (hollando-belge), accourue, elle aussi, dans le vallon.

Ghigny s'était heurté, d'abord, aux deux bataillons laissés par Durutte à la garde de la grande batterie, et avait tenté vainement d'entamer les deux carrés qu'ils avaient formés.

Ainsi, l'attaque sur la gauche des Anglo-Hollandais avait complétement échoué.

Elle coûtait au corps de d'Erlon près de cinq mille hommes, dont deux mille prisonniers ; et une quinzaine de pièces d'artillerie étaient absolument désorganisées (1).

Les Anglo-Hollandais avaient moins souffert. Leurs pertes, pourtant, étaient très-sensibles.

Les dragons de Ponsonby étaient à moitié détruits. Les brigades de Kempt et de Pack, déjà bien diminuées aux Quatre-Bras, présentaient de nouveaux vides ; celle de Bylandt, fortement éprouvée d'abord par la canonnade, culbutée ensuite à coups de baïonnette, était réduite à moins de quinze cents hommes ; son courageux chef, plusieurs de ses officiers supérieurs étaient hors de combat ; enfin, l'habile et intrépide Picton était tué.

En attendant de nouvelles luttes, la canonnade reprit avec violence entre la gauche anglo-hollandaise et l'aile droite française.

La brigade Quiot, dirigée contre la Haie-Sainte, en même temps que d'Erlon marchait au plateau, n'avait pas réussi dans cette attaque.

Comme la plupart des grandes fermes de Belgique, la Haie-Sainte

(1) Le colonel E.-F. Janin, dans sa brochure (*Campagne de Waterloo.* — Paris, 1820), a dit que, dans cette rencontre, quarante pièces avaient été désorganisées. Son assertion a été répétée par quelques écrivains français et étrangers, qui ont même ajouté, sur la foi de Vaudoncourt (*Histoire des campagnes de 1814 et 1815 en France.* — Paris, 1826), que toute la grande batterie de notre aile droite s'était mise en mouvement pour se porter sur la crête en avant. C'est une double erreur. Ce mouvement fut fait seulement par la batterie de la division Donzelot et celle de la division Marcognet. Une note écrite par un témoin, et maintenant sous nos yeux, ne laisse aucun doute à ce sujet.

Napoléon, dans sa première relation de Sainte-Hélène, dit : « Une *quinzaine* de pièces qui se portaient en avant furent culbutées par la cavalerie ennemie, dans un chemin creux ; » dans sa seconde relation, il réduit ce chiffre à *sept*.

Muffling (*Geschichte des Feldzugs,* etc.) dit : « Quelques pelotons de cavalerie anglaise... tombèrent sur une colonne d'artillerie sans escorte. Elle fut prise. Comme il était impossible de l'emmener, on tua les chevaux. »

présente un massif rectangulaire de bâtiments contigus ou reliés par des murs, de manière à former un enclos et une cour intérieure. Un verger de deux cent cinquante mètres de long sur cent de large et un jardin trois fois moins grand y touchent, le premier au sud, le second au nord. Le jardin est fermé par un mur à l'est, par de petites haies au nord et à l'ouest. Le verger est entouré de haies vives élevées, mais très-peu fourrées ; sa clôture est s'appuie à la chaussée même de Bruxelles et se trouve sur le prolongement des murs de la ferme et du jardin.

La ferme a deux grandes entrées : l'une à l'est, l'autre à l'ouest. De ce dernier côté, il y a encore une porte qui s'ouvre dans une vaste grange d'où l'on passe dans la cour. Une petite porte donne accès dans le jardin.

Le massif des bâtiments est placé à l'extrémité inférieure de la pente du plateau de Mont-Saint-Jean. Le verger est dans le vallon. L'un et l'autre échappent aux vues du plateau par la disposition de la pente (1).

La Haie-Sainte était occupée, depuis la veille, par le 2e bataillon léger de la légion allemande (division Alten), fort de 431 hommes et commandé par le major Baring. Des préparatifs de défense y avaient été faits : les murs étaient crénelés. Deux compagnies tenaient les bâtiments, trois le verger, une le jardin.

Les ravages de l'artillerie, des obusiers surtout auraient dû précéder l'attaque de cette position. On n'y avait pas pensé ; on répétait la faute commise à Goumont. Les soldats de Quiot n'y prirent garde.

Ils abordèrent le verger, en traversèrent les haies, en chassèrent les défenseurs. Ceux-ci se retirèrent et allèrent appuyer leur gauche au mur occidental de la ferme.

Pendant ce temps, la porte qui donne sur la chaussée de Bruxelles, était poussée avec furie, attaquée à coups de hache, malgré le feu des créneaux et la mitraille de deux pièces en batterie derrière la barricade obstruant la chaussée, à l'extrémité gauche du centre anglo-hollandais (2).

(1) Il n'en est plus ainsi maintenant. On a pris sur cette pente une grande partie des terres nécessaires à la construction du monticule qui supporte le lion de Waterloo ; et, du bord du plateau, on voit, jusqu'au pied, les bâtiments de la Haie-Sainte.

(2) Ces deux pièces, au contraire du reste du centre anglo-hollandais,

Un jeune officier du génie se fit remarquer entre tant de braves, dans cet assaut plein d'extrêmes périls. De la plus haute stature, de force herculéenne, on le vit, armé d'une hache, frapper sur la porte à coups redoublés, persister dans ce travail héroïque malgré une première blessure, et n'y renoncer qu'après une seconde qui le mit complétement hors de combat. C'était le lieutenant Vieux, réservé à une mort glorieuse, sur un autre et plus lointain champ de bataille (1).

En dépit de tous les efforts, la porte, fortement barricadée par derrière, ne céda pas; et cette tentative n'aboutit qu'à une perte considérable en officiers et soldats.

Le prince d'Orange, ayant vu le verger enlevé, les bataillons de Quiot entourant la Haie-Sainte, fit marcher au secours de Baring un bataillon de landwehr hanovrienne, celui de Lüneburg (division Alten). Ce renfort permit à Baring de reprendre une partie du verger. Son succès ne fut pas de longue durée. La brigade Dubois (cuirassiers de Milhaud) avait été portée, par l'ordre de Napoléon, dans le pli de terrain qui se trouve entre les hauteurs de la Belle-Alliance et la Haie-Sainte. Elle s'avança jusqu'à hauteur du verger. Quiot, appelant alors quelques compagnies de sa réserve, le balaya, baïonnettes basses; et les cuirassiers, saisissant le moment, se précipitèrent sur l'ennemi en retraite. Les soldats de Baring, très-rapprochés de la ferme, purent s'y réfugier à temps. Mais le bataillon de Lüneburg fut renversé par la charge, détruit presque entièrement et laissa son drapeau aux mains des cuirassiers. Quiot jeta aussitôt deux compagnies sur le jardin. Elles l'enlevèrent.

La cavalerie avait frappé un coup brillant. Elle ne voulut pas s'en tenir là. Soit ordre donné, soit entraînement du combat, elle se lança à la poursuite des fuyards, gravit la pente du plateau et se trouva, tout à coup, en face de carrés formés par la brigade hanovrienne de Kielmansegge (division Alten). Sans la moindre hésitation, elle prit la charge contre eux. Repoussée, elle y retournait.

Wellington était près de là. Il venait de lancer Ponsonby contre

voyaient toute la pente devant elles, parce que la chaussée franchit les hauteurs dans une tranchée profonde.

(1) Devenu chef de bataillon, Vieux périt sur la brèche de Constantine. Il faisait partie de la première colonne d'assaut, conduite par le chef du régiment de zouaves, l'intrépide Lamoricière.

les colonnes de d'Erlon ; il lança la brigade de Somerset (gardes), quatorze cents chevaux, sur nos cuirassiers. Uxbridge, le commandant en chef de la cavalerie, conduisit la manœuvre. Le résultat en fut rapide. Les cuirassiers cédèrent sous la supériorité du nombre et furent ramenés jusqu'au vallon. Fort heureusement, là, ils furent recueillis par les bataillons de Quiot, qui, par leur ferme contenance et leur feu, arrêtèrent court la poursuite de l'ennemi. Sans chercher à les entamer, Uxbridge fit demi-tour et remonta sur le plateau. Dans cette rencontre avec nos cuirassiers, le commandant des dragons-gardes, le lieutenant-colonel Fuller, fut tué.

Wellington dirigea sur la Haie-Sainte quatre nouvelles compagnies de la légion allemande (division Alten). Elles reprirent le jardin, tandis que de nouveaux efforts faits par Quiot pour pénétrer dans la ferme à l'est et surtout à l'ouest, restaient infructueux, augmentant nos pertes, à chaque instant.

Ney, Napoléon ne songeaient pas plus l'un que l'autre à faire abattre à coups de canon ces murs, à incendier par des obus ces bâtiments contre lesquels s'épuisait le courage des soldats de Quiot.

Pendant tous les insuccès du corps de d'Erlon, l'attaque de Goumont avait continué avec la même violence et sans meilleur résultat qu'auparavant.

La division Foy était allée y renforcer Guilleminot.

Celui-ci avait fini par pratiquer des ouvertures dans les haies du grand verger. Il y avait pénétré, pendant que Foy tournait la position par la droite. Le verger avait été occupé; toutes les troupes ennemies qui n'avaient pas trouvé abri dans le jardin et le château, avaient été refoulées dans le vallon en arrière et bientôt rejetées sur la pente du plateau. Mais, alors, la première ligne du centre anglais s'était ébranlée, et Foy et Guilleminot avaient été obligés de reculer jusqu'à hauteur du bois, abandonnant le verger couvert de cadavres.

D'autres tentatives n'avaient pas eu plus de succès. L'intrépide Foy, grièvement blessé, avait été emporté hors du champ de bataille. Jérôme Bonaparte, atteint d'une balle au bras, s'en était éloigné aussi et s'était rendu près de Napoléon.

Toute cette lutte sur Goumont n'avait présenté qu'une succession de mouvements en avant et en arrière dont le détail échappe à l'analyse. Tantôt, les assaillants avaient rejeté leurs adversaires derrière les clôtures du château, du jardin, du verger adjacent, les refoulant

dans le vallon au pied de l'extrémité droite du centre anglais ; tantôt, ceux-ci, appuyés par des bataillons descendus de la crête du plateau sur la pente, avaient repris le terrain perdu, étaient revenus jusque dans le bois. Combat meurtrier pour les deux partis et surtout pour les Français.

Ces derniers y avaient engagé, déjà, près de dix mille hommes d'infanterie (1).

Ce conflit si prolongé avait appelé, enfin, l'attention de Napoléon, et il avait fait diriger huit obusiers contre le château inaccessible. Placée vers la chaussée de Nivelles, cette artillerie avait bientôt mis en feu tous les bâtiments, où des centaines de blessés avaient péri, dévorés par les flammes ; mais le jardin et le grand verger étaient restés occupés par l'ennemi : la position n'avait pas été prise.

La division de cavalerie de Piré faisait, depuis le commencement de la bataille, des démonstrations du côté de Braine-l'Alleud. Wellington y avait envoyé, par suite, deux régiments de cavalerie.

Il était trois heures.

L'aile droite française reformait, alors, sur sa position primitive, ses bataillons si malheureusement engagés ; au centre, on occupait seulement le verger de la Haie-Sainte ; à gauche, on était aux prises sur Goumont ; sur toute la ligne, le feu de l'artillerie et des tirailleurs était incessant.

Wellington, attendant de nouvelles attaques, prenait des dispositions pour y faire face.

Une des brigades de Chassé, appelée de Braine-l'Alleud, venait se placer près de la chaussée de Nivelles, à hauteur de Merbe-Braine ; l'infanterie de Brunswick renforçait le centre, la division Clinton s'en rapprochait ; deux cents hommes étaient portés dans la Haie-Sainte ; enfin, la brigade hanovrienne de Vincke était retirée de l'aile gauche et passait en réserve, en avant de la ferme de Mont-Saint-Jean.

Cette aile avait beaucoup souffert dans sa rencontre avec d'Erlon ; mais Wellington pensait pouvoir l'affaiblir maintenant, sans grand inconvénient : le corps de Bülow approchait ; ceux de Pirch I et de

(1) La division Guilleminot avait, à l'entrée en campagne, 7,800 fantassins, celle de Foy, 4,800. Elles avaient perdu, le 15 et le 16, trois mille hommes. Le 18, il leur en restait donc 9,600 environ.

Zieten n'étaient plus bien éloignés; Blücher tenait sa promesse; il était avec Bülow et faisait annoncer son entrée en ligne sous peu de temps.

La combinaison du général anglais et du général prussien marchait vers son accomplissement.

Napoléon ne connaissait encore que le mouvement de Bülow, dont les éclaireurs de Domon annonçaient, à présent, l'intervention très-prochaine.

Quand il avait reçu la première nouvelle de la présence de Bülow à Chapelle-Saint-Lambert, vers une heure, « il avait balancé un instant, a-t-il assuré, s'il ne changerait pas sa ligne d'opérations pour la placer sur la route de Nivelles en débordant la droite de l'armée anglaise, au lieu de la gauche, et en marchant sur Mont-Saint-Jean par cette route, après s'être emparé de Braine-l'Alleud. » Mais, ce mouvement devant augmenter l'espace qui le séparait de Grouchy, il ne l'avait pas opéré, et s'était décidé à recevoir l'attaque prussienne sur son flanc droit, en y opposant Subervie, Domon et Lobau, pendant qu'il continuait et continuerait l'exécution de son plan de bataille contre Wellington. Résolution périlleuse!

L'agression de Bülow, maintenant imminente, le porta, cependant, à une modification profonde de ce plan.

Il venait d'échouer dans sa tentative sur la gauche des Anglo-Hollandais, partie faible de leur ligne, comme il le dit; il renonça à la renouveler et s'arrêta au projet de diriger l'effort principal vers le milieu de leur centre.

Il tira de son aile droite deux batteries de 12 et les fit passer vis-à-vis de cette partie de la ligne ennemie. En même temps, Ney reçut l'ordre de presser l'enlèvement de la Haie-Sainte.

Le maréchal adjoignit à Quiot deux bataillons de Donzelot, les premiers qui se fussent remis en ordre à leur retour du plateau. Une demi-heure après, nos soldats, forçant l'entrée de la grange, pénétraient dans la cour de la ferme, nettoyaient tous les bâtiments, occupaient le jardin. Devant cette irruption furieuse, Baring s'enfuyait avec ses compagnons, gagnant le plateau. Du 2e bataillon léger de la légion allemande, qui avait commencé la défense de la Haie-Sainte, quarante-deux hommes seulement s'étaient échappés; tous les officiers, à l'exception de cinq, avaient péri ou étaient blessés; deux restaient prisonniers. Les troupes envoyées successivement

pour soutenir Baring avaient été presque aussi maltraitées (1).

Le 5e et le 8e bataillon de l'infanterie de la légion allemande (division Alten) furent détachés, alors, du centre ennemi pour reprendre la ferme. Chargés par les cuirassiers, qui s'élancèrent du vallon, le second fut sabré, dispersé, perdit son drapeau, et le premier, après avoir résisté à deux charges successives, ne dut son salut qu'à la brigade Somerset, accourue pour le dégager.

Un peu avant quatre heures, la première ligne du centre anglo-hollandais opéra un mouvement rétrograde. Pour diminuer les ravages de nos boulets et de nos obus, Wellington la fit passer en deçà de la crête des hauteurs. Là, comme à la gauche, cette crête avait très-peu de largeur, et le terrain immédiatement en arrière s'abaissait dans un large pli où les troupes échappaient complétement à la vue des Français.

Napoléon crut, paraît-il, à un commencement de retraite. Cependant, l'artillerie ennemie était restée en position sur la crête, ainsi que les tirailleurs.

Milhaud reçut l'ordre de se porter en avant, avec ses deux divisions, en laissant la Haie-Sainte à droite, et de charger à fond le centre de Wellington. La division de lanciers et de chasseurs de la garde, sous Lefebvre Desnouettes, appuya cette manœuvre.

Forte de cinq mille chevaux, cette superbe cavalerie défila dans le fond, en arrière de la Haie-Sainte; et, tout aussitôt, on la vit monter au trot la pente fangeuse du plateau de Mont-Saint-Jean. Le maréchal de l'Empire n'avait pas oublié le brillant général de cavalerie de la République : Ney s'était mis à la tête des escadrons cuirassés.

Les boulets, puis la mitraille furent impuissants à les émouvoir. Ils atteignirent la crête.

Ney les dirigeait, en suivant le côté ouest du contre-fort où pren-

(1) Les versions sur le moment où la Haie-Sainte fut prise diffèrent beaucoup. Wellington, dans une lettre à Walter Scott (17 août 1815), dit qu'elle fut enlevée à « environ deux heures, » ce qui concorde avec son bulletin; Napoléon, à trois heures; plusieurs écrivains français et étrangers, à quatre heures ou quatre heures et demie; Wagner, à six heures passées; enfin, le major Baring a publié, en 1831, dans le *Journal militaire* hanovrien, une relation qui reculerait encore plus le moment de la prise.

Nous l'avons fixé, d'après une note provenant d'un officier présent à la bataille et en position d'en connaître certains incidents.

nent naissance le vallon de Goumont et celui de la Haie-Sainte (1). Il évitait ainsi d'aller tomber dans la partie encaissée du chemin d'Ohain.

L'artillerie anglaise avait pour instructions de tirer jusqu'au dernier moment, puis de porter, au galop, ses avant-trains jusque vers les réserves, en repliant rapidement ses hommes avec les armements des pièces dans l'intérieur des carrés de l'infanterie.

Immobiles, silencieux, formés chacun de deux bataillons, et disposés en échiquier sur deux lignes, ces carrés attendaient froidement les adversaires dont l'approche s'annonçait par des cris frénétiques de « Vive l'empereur ! »

Ils venaient à peine de se refermer sur les artilleurs fugitifs, quand les cuirassiers, franchissant la crête du plateau, se précipitèrent sur eux avec la fureur de l'ouragan. L'imminence et la grandeur du péril ne les ébranlèrent pas. Ils y opposèrent une ferme résolution. Attaqués successivement, simultanément parfois, sur toutes leurs faces, ceux de la première ligne arrêtèrent le choc par une fusillade meurtrière; et, lorsque le choc se porta sur ceux de la seconde, il y trouva la même résistance. En vain, des files entières étaient écrasées sous le poids des cavaliers, dont la balle n'interrompait pas la course : les brèches ouvertes dans ces murs d'hommes se refermaient à l'instant. Fantassins d'Angleterre, de Hanovre, de Brunswick, grandissaient leur énergie au niveau de la vaillance de l'attaque.

Cependant, au milieu de ces efforts ardents, incessants de notre cavalerie cuirassée, et par ces efforts mêmes, le désordre s'était mis dans ses rangs : ses escadrons se trouvaient mêlés, confondus dans le tumulte des charges et de la mousqueterie. Wellington le vit, et lança sur elle, à travers les intervalles de sa seconde ligne, trois brigades qu'il tenait sous la main. Somerset (gardes anglaises) à gauche, Trip (carabiniers hollando-belges) au centre, Dörnberg (dragons légers anglais et de la légion allemande) à droite, prirent la charge.

Ainsi assaillis par le fer et par le feu, surpris dans un moment d'inévitable confusion, nos intrépides cuirassiers firent ferme contenance, et se mêlèrent audacieusement à ces nouveaux adversaires. Lutte trop inégale ! Ney voulut l'interrompre et fit sonner le rallie-

(1) Voir ci-dessus pages 7-9, la description du terrain.

ment. On dut l'opérer en arrière de la crête, où Lefebvre Desnouettes était resté en réserve. Somerset, Trip, Dörnberg y arrivèrent pêle-mêle avec nos cuirassiers. Ney, alors, reprit la charge à la tête des lanciers et des chasseurs de la garde, ramena les généraux ennemis sur l'infanterie, et recommença ses attaques contre les carrés avec une extrême violence. Les cuirassiers, bientôt ralliés, le rejoignirent; le plateau au milieu du centre anglais fut inondé par notre cavalerie. Mais, cette fois encore, la répétition des charges, le feu des carrés mirent nos escadrons en désordre. Ney fut forcé de leur faire abandonner le plateau, et les ramena au fond du vallon pour les reformer, et leur faire reprendre haleine. Ce mouvement se fit en bon ordre, malgré le feu des batteries tout à l'heure au pouvoir des nôtres et remises, maintenant, en action contre eux.

Dans cette rencontre, la brigade Somerset avait subi des pertes considérables.

L'audacieuse attaque tentée par Ney, à forces si inégales, avait donc échoué : comme l'aile gauche, le centre de Wellington lui avait résisté.

Peut-être aurait-il réussi, s'il eût été appuyé ou précédé par de l'infanterie. Mais il n'y avait plus d'autres bataillons disponibles que ceux de la garde; et Napoléon n'avait pas voulu s'en dessaisir encore; le moment même approchait où il allait être obligé d'employer une grande partie de cette réserve afin de pourvoir à d'urgentes nécessités sur un autre point du champ de bataille.

Pendant la grande lutte de la cavalerie conduite par Ney, les divisions Guilleminot et Foy avaient continué à combattre sur Goumont. Leurs efforts n'avaient pas eu plus de succès qu'auparavant; mais, s'avançant une fois de plus sur la pente du plateau, portant même l'attaque jusque sur la barricade de la chaussée de Nivelles, elles avaient assez occupé l'ennemi, de ce côté, pour favoriser un peu la manœuvre de Ney.

La division Bachelu, réduite à trois mille hommes le jour des Quatre-Bras, avait appuyé sur Goumont, où se fondaient sous le feu les régiments de Guilleminot et de Foy.

A notre droite la division Allix, commandée par Quiot, avait poussé, après la prise de la Haie-Sainte, jusqu'au chemin d'Ohain et n'avait pu le franchir. Donzelot, Marcognet, si maltraités dans l'attaque contre Picton, s'étaient battus sur la pente du plateau, sans

avancer. Durutte s'était efforcé d'enlever Papelotte au prince de Saxe-Weimar. Il n'y avait pas réussi, et avait dû se prémunir en arrière de sa droite.

De ce côté, en effet, les choses venaient de prendre une tournure menaçante.

Il était cinq heures; et, depuis une demi-heure (1), Bülow avait commencé une puissante diversion.

Le corps sous ses ordres comprenait les divisions d'infanterie de Hacke, Ryssel, Losthin, Hiller et la division de cavalerie du prince Guillaume de Prusse, fortes ensemble de trente et un mille hommes et de 88 bouches à feu, mais diminuées momentanément de 2,000 hommes environ et de deux pièces par un détachement laissé en arrière.

Parti de son bivac de Dion-le-Mont, dès le point du jour, Bülow avait été attendu beaucoup plus tôt. C'est que sa marche avait été retardée par bien des obstacles. Il avait dû suivre des chemins abîmés par les pluies, où les roues de son artillerie s'enfonçaient parfois jusqu'au moyeu, pendant que ses fantassins avançaient péniblement dans les terres détrempées, à travers les hautes moissons.

Sa division d'avant-garde n'avait pu achever de se masser qu'à midi, sur Chapelle-Saint-Lambert; et, en ce moment, elle se trouvait séparée de la division suivante, dont le mouvement avait été interrompu longtemps par un incendie qui avait éclaté sur son passage, dans la ville de Wavre.

Bülow avait détaché deux partis de cavalerie commandés par des officiers supérieurs pour éclairer le terrain depuis la Dyle jusqu'au ruisseau de Lasne. Ces officiers venaient de lui faire savoir qu'ils ne rencontraient aucune force ennemie, quand Blücher arriva de Wavre à Chapelle-Saint-Lambert.

Le maréchal ordonna sur-le-champ à son lieutenant de passer le ruisseau de Lasne, de faire saisir par deux bataillons et quatre esca-

(1) Napoléon et les écrivains français, en général, portent l'attaque de Bülow à quatre heures. Elle commença à quatre heures et demie, comme le disent le bulletin prussien et le rapport de Bülow, comme le disent aussi Muffling et les historiens prussiens et hollandais; et les historiens anglais, ce qui est décisif, sont d'accord avec tous ces témoignages, malgré leur envie de réduire, le plus possible, le rôle des Prussiens dans la bataille.

drons le bois de Paris et de former ses divisions en arrière, à mesure qu'elles déboucheraient. Cette manœuvre avait déjà été demandée à Bülow par Wellington.

De Chapelle-Saint-Lambert, on descend dans le vallon de Lasne par un défilé très-étroit, à pente très-rapide, sur un terrain de sable presque mouvant; et, une fois dans le vallon, il faut suivre un défilé non moins difficile pour atteindre le bois de Paris. Quelques bataillons français et quelque artillerie, postés sur la rive du ruisseau, auraient suffi pour empêcher longtemps la colonne prussienne de déboucher. Elle trouva le terrain tout à fait libre; et, en s'avançant sur le bois de Paris, elle constata qu'il était libre aussi. Son avant-garde l'occupa. Les divisions Losthin et Hiller, une partie de la cavalerie du prince Guillaume avaient achevé de se réunir en arrière, au moment où Ney était le plus fortement engagé avec notre cavalerie contre le centre anglo-hollandais.

Blücher avait eu, d'abord, l'intention de ne faire entrer Bülow en ligne qu'après la concentration de tout son corps d'armée.

Mais, à la vue des charges réitérées de Ney, il avait craint pour l'issue de la bataille, si elles étaient appuyées par l'infanterie de la garde impériale, qu'il apercevait, en colonnes serrées, sur la chaussée de Bruxelles; et, sans attendre davantage, il avait ordonné à Bülow de déboucher du bois de Paris, en se dirigeant sur la Belle-Alliance (1).

Du bois de Paris à la Belle-Alliance et à Rossomme, le terrain présente un plateau ondulé dont les pentes tombent, d'un côté, sur Frichemont, et, de l'autre, sur le ruisseau de Lasne, qui a ses sources dans Plancenoit et tout à côté.

Plancenoit est un village situé dans un fond, presque à hauteur de la ferme de Rossomme, dont il n'est séparé que par un millier de mètres.

Lobau avait pris position sur le plateau, en deçà du bois de Paris, sa cavalerie en première ligne, ses vedettes sur ce bois.

Réduit aux divisions de Simmer et de Jannin (2), privé de sa batterie de réserve, donnée au maréchal Ney, il n'avait que sept mille cinq cents hommes d'infanterie et d'artillerie. Les divisions Domon

(1) Dans son rapport, Bülow dit que Blücher ordonna ce mouvement « pour donner de l'air à l'armée anglaise. »

(2) La division Teste, faisait partie, on l'a vu, de la colonne de Grouchy.

et Subervie, passées, maintenant, sous ses ordres, lui donnaient, en outre, deux mille sabres et douze bouches à feu.

Bülow avait débouché du bois, poussant en avant douze escadrons; et, sous la protection de cette cavalerie, il avait déployé la division Losthin par bataillon en masse, en appuyant sur Frichemont. La division Hiller, s'avançant dans le même ordre, avait pris la gauche de Losthin; et le prince Guillaume s'était formé en bataille derrière Hiller.

Pendant cette manœuvre, Domon s'était d'abord sabré sans résultat avec les escadrons qui la couvraient. Mais, l'infanterie de Losthin étant entrée en action avec plusieurs batteries, il avait dû reculer malgré l'aide de Subervie; et bientôt Lobau lui-même s'était trouvé engagé.

Vers cinq heures, la ligne de bataille de Bülow était sur la direction de Frichemont à la ferme d'Hanotelet, parallèle à la chaussée de Bruxelles, et perpendiculaire au flanc droit de l'armée française.

Le combat était déjà très-vif. Quarante bouches à feu battaient les divisions de Lobau, qui faisaient ferme contenance contre un ennemi supérieur en nombre.

En ce moment, nous l'avons dit, Ney venait de ramener dans le vallon de la Haie-Sainte les cuirassiers de Milhaud et la division Lefebvre Desnouettes, cruellement décimés.

Le découragement du champ de bataille était inconnu à son âme. Les boulets qui viennent frapper cette cavalerie mal à couvert l'exaspèrent; il se décide à la conduire encore au plateau, à renouveler sa vaillante tentative.

L'épée à la main devant les escadrons de Milhaud, que suit Lefebvre Desnouettes, il s'élance au grand trot sur la pente du plateau.

Wellington l'attendait. Calme, froid comme toujours, il venait de passer rapidement sur le front des troupes de son centre, recommandant les mêmes dispositions qu'auparavant contre une nouvelle attaque de la cavalerie française.

Sa première et sa seconde ligne, de la chaussée de Bruxelles au vallon de Merbe-Braine, étaient formées, alors, des brigades Ompteda (légion allemande), Kielmansegge (hanovrienne), C. Halkett (anglaise), composant la division Alten; Kruse (contingent de Nassau), Maitland (gardes), Mitchell (anglaise) et de l'infanterie de Brunswick : vingt-six bataillons en tout.

En outre, quatre bataillons, dont deux des gardes (brigade Byng), défendaient Goumont.

La division Chassé, appelée, maintenant, tout entière de Braine-l'Alleud, où aucune attaque ne paraissait plus à craindre, s'était avancée, en troisième ligne, au centre; la division Clinton demeurait en colonne le long et au-dessus du vallon de Merbe-Braine; ce vallon était devenu ainsi la limite extrême du front de bataille de Wellington. A proprement parler, l'aile droite était rabattue derrière le centre.

Des vingt-trois bataillons de Clinton et de Chassé, aucun n'avait encore tiré un seul coup de fusil.

La brigade Lambert, de trois bataillons, se trouvait dans le même cas. Elle était à la ferme de Mont-Saint-Jean, également à portée du centre et de l'aile gauche.

La cavalerie, sauf les brigades Vivian et Vandeleur, en position à l'extrême gauche de cette aile, était en troisième et quatrième ligne entre les chaussées de Nivelles et de Bruxelles. Les deux régiments détachés vers Braine l'Alleud, par suite des démonstrations de Piré, venaient de la rejoindre, après avoir reconnu l'insignifiance des mouvements de ce général.

L'artillerie avait été maltraitée par les boulets français. Une partie de sa réserve avait dû entrer en ligne.

L'infanterie et la cavalerie avaient éprouvé d'assez grandes pertes. Leurs rangs avaient même été éclaircis par la fuite de quelques centaines d'hommes courant, à présent, vers Bruxelles, dans la forêt de Soignes. Mais le reste était solide.

Telle était la situation du centre anglo-hollandais, au moment où il allait recevoir le nouveau choc de la cavalerie française.

Sa force, on le voit, était très-grande.

Ney n'avait pu s'y tromper. Mais il n'avait jamais reculé devant les œuvres les plus difficiles des combats.

Battu par la mitraille, il gravit la hauteur, et, une fois encore, il se précipite, avec une indicible audace, sur les carrés ennemis.

Le corps de Kellermann reçut, alors, de Napoléon, l'ordre de prendre sa trace et de l'appuyer. Il s'ébranla immédiatement, laissant en réserve, par une sage disposition de son chef, sa brigade de carabiniers. La division de grenadiers et de dragons sous Guyot le suivit

C'était plus de quatre mille chevaux.

Le mouvement rapide de cette cavalerie, brandissant le sabre au-dessus du casque, éclatant en immenses acclamations et succédant, de si près, à Milhaud et à Lefebvre Desnouettes, aux abords du plateau, donna à tous une extrême confiance dans l'issue de la journée.

Les lignes anglo-hollandaises, pensait-on, ne devaient pas résister au choc de pareilles masses.

Le choc fut terrible, en effet, au dire unanime des acteurs et des témoins de ce grand drame; mais il ne fut pas au-dessus de l'opiniâtre courage de Wellington et de ses soldats.

En vain, Ney engagea jusqu'à son dernier escadron, jusqu'à sa brigade de carabiniers laissée en réserve; en vain, des batteries d'artillerie légère vinrent lancer leur mitraille sur les bataillons de la première ligne, en vain, des carrés entiers furent renversés, dispersés, écrasés, toute la division Alten refoulée sur la chaussée de Bruxelles (1); en vain, les nombreux escadrons venus au secours de l'infanterie furent sabrés, mutilés, disloqués; le drapeau de la Grande-Bretagne continua à flotter sur le fatal plateau, et, après une lutte de près de deux heures, une lutte sans exemple dans les annales de la guerre (2), notre cavalerie, désorganisée par d'incessants efforts, par les chances de la mêlée, le bras fatigué par tant de coups portés, ses chevaux haletants, harassés de tant de mouvements violents sur un sol fangeux, dut se résoudre, frémissante de rage, à redescendre la pente qu'elle avait gravie dans la conviction du succès.

Ce mouvement, a-t-on dit, s'opéra, en quelque sorte, sans ordre du chef, par suite de l'épuisement de chacun. C'est qu'il y a des limites à la puissance des organisations les plus vigoureuses.

Les Anglo-Hollandais eux-mêmes en témoignèrent : malgré le succès de leur résistance, ils inquiétèrent à peine la retraite.

Des deux côtés, les pertes étaient énormes.

(1) Rapport du général Alten.

(2) « Le duc de Wellington m'a assuré lui-même, au congrès de Vérone, qu'il n'avait jamais rien vu de plus admirable, à la guerre, que les dix ou douze charges réitérées des cuirassiers français sur les troupes de toutes armes. » (*Précis historique et militaire*, etc., par le général Jomini.)

Ney avait laissé, étendus sur le plateau ou aux mains de l'ennemi, le tiers de ses hommes et de ses chevaux; et ceux qu'il ramenait étaient peu capables, maintenant, de nouveaux efforts. Parmi les cavaliers revenus, beaucoup étaient démontés. Les généraux de division Lhéritier, Delort, Colbert, les généraux de brigade Travers, Dnop, Blancard, d'autres encore étaient blessés ou avaient été froissés, contusionnés dans la chute de leur monture; plusieurs colonels étaient tués. Tel régiment ne formait plus qu'un escadron.

Mais aussi, de la chaussée de Bruxelles à celle de Nivelles, la terre était couverte des débris de l'armée ennemie.

« L'infanterie, la cavalerie, l'artillerie avaient subi des pertes terribles. Des bataillons étaient devenus des poignées d'hommes et n'étaient plus commandés que par des capitaines ou des subalternes. Un grand nombre de canons, sur toute l'étendue de la ligne, avaient été démontés. Les brigades de cavalerie anglaises et allemandes, à l'exception de celles de Vivian et de Vandeleur à la gauche de la ligne de bataille, étaient réduites, chacune, à une force moindre que celle d'un régiment ordinaire; les brigades de Somerset et de Ponsonby réunies ne présentaient pas deux escadrons (1). » Tel est le tableau que trace du centre de l'armée de Wellington, à ce moment de la journée, le plus accrédité, en Angleterre, des historiens anglais de la campagne de 1815 et le moins suspect d'exagération en pareille circonstance; et ce tableau est fidèle, sauf l'oubli qu'on y remarque de la cavalerie hollando-belge, qui, elle aussi, avait beaucoup souffert. Un autre historien anglais (2) dit que *toute* l'armée anglo-hollandaise était diminuée, alors, de plus de vingt mille hommes : dix mille tués, blessés; dix mille en fuite ou occupés au transport des blessés.

Le général de division Alten était hors de combat, un de ses chefs de brigade, le colonel Ompteda tué, le général Van Merlen tué, le quartier-maître général de l'armée, le colonel Delancey tué, l'adjudant général Barne blessé, la plupart des officiers de l'état-

(1) *Siborne. — History of the war in France and Belgium in* 1815. — London, 1848. — 1 vol.

(2) John-W. Pringle. — *Remarks on the campaign of* 1815.

Pringle dit que l'armée de Wellington était réduite à moins de 34,000 hommes; mais, comme il en estime (inexactement) la force, au commencement de la bataille, à 54,000 hommes seulement, la perte, à son compte, était donc de vingt mille, après les charges de Ney.

major de Wellington blessés, tués, et une foule d'autres encore de toutes armes.

Les hussards de Cumberland (régiment hanovrien de nouvelle levée), saisis d'épouvante à l'aspect de la scène de carnage, ont refusé d'y entrer et se sont enfuis au galop, leur colonel en tête, vers Bruxelles, semant sur la route le bruit de la défaite de l'armée anglo-hollandaise (1).

Pour réparer les ravages faits dans ses deux premières lignes, Wellington avait dû y faire avancer, durant la mêlée, toute la division Clinton, au-dessus de Goumont et la brigade Vincke, au-dessus de la Haie-Sainte; et ces troupes avaient beaucoup souffert. Il ne restait plus d'autre infanterie en réserve que la division Chassé.

La lutte héroïque de Ney avait donc eu de grands résultats. Malheureusement, si grands qu'ils fussent, ils compensaient mal la destruction d'une grande partie de notre cavalerie de réserve et l'épuisement momentané du reste. Bien autres ils auraient été sans doute, si Napoléon eût lancé les bataillons de la garde sur le plateau disputé avec tant d'acharnement. Ce plateau était conquis, a-t-il écrit. Hélas! on voit ce qu'était la conquête.

Ney avait bien senti que ses seuls escadrons ne suffiraient pas à la faire, quelle que fût leur vaillance. Au plus fort du combat, il avait envoyé Heymès, son aide de camp, demander à Napoléon l'appui de l'infanterie. Mais Heymès avait reçu cette réponse brutale : « De l'infanterie! où voulez-vous que j'en prenne? Voulez-vous que j'en fasse (2)? »

Le chef de l'armée française subissait, en effet, dans ce moment, la loi de la position qu'il s'était faite en persistant à livrer et à recevoir simultanément bataille, à lutter sur son front contre les Anglo-Hollandais, sur son flanc droit contre Bülow.

Pendant l'attaque de Ney, le combat avait continué sur Goumont

(1) Le régiment de Cumberland était commandé par le colonel Hacke. Jugé par une cour martiale générale, Hacke fut destitué, peu après Waterloo.

(2) *Relation de la campagne de* 1815, par le colonel Heymès. Heymès ajoute : « Le prince Jérôme et le général Drouot ont entendu cette réponse. Elle fut rapportée, sans y rien changer, au maréchal, qui vit bien dès lors que la bataille était loin d'être gagnée. »

sans plus de succès qu'auparavant, bien que la division Bachelu eût, nous l'avons dit, appuyé vers Foy et Guilleminot. Le grand verger avait été pris, perdu et repris plusieurs fois; on avait lutté avec acharnement dans le vallon en arrière; et Wellington avait dû y faire prendre position à la brigade Duplat (légion allemande), de la division Clinton, qui avait énormément souffert. Duplat avait été tué, un grand nombre de ses officiers mis hors de combat. Mais, en dernier terme, la position même de Goumont était restée à l'ennemi.

Quiot à la tête de la division Allix, et Donzelot à sa droite n'avaient pas franchi le chemin d'Ohain. Deux ou trois pièces mises en batterie sur le relèvement de la pente au-dessus de la Haie-Sainte n'avaient pu y tenir sous le feu de mousqueterie venant de la droite de la chaussée.

Marcognet s'était battu en tirailleur avec des chances diverses contre Pack, Kempt et Bylandt, qui occupaient toujours la crête du plateau. La brigade Lambert s'était avancée, de la ferme de Mont-Saint-Jean, et les soutenait.

Durutte, avec l'une de ses brigades, faisait face aux Prussiens, et avec l'autre avait contenu Best et enlevé la ferme de Papelotte, où il se maintenait; mais la Haie, Smohain, le château de Frichemont continuaient à résister. Le prince Bernard de Saxe-Weimar y était appuyé par trois bataillons de Bülow.

Du côté de Plancenoit, les circonstances avaient été, un moment, bien périlleuses.

Vers cinq heures, on l'a vu, Lobau, disposant seulement des faibles divisions de Simmer et de Jannin, de Domon et de Subervie, était aux prises avec la moitié du corps de Bülow et en arrêtait la marche. Mais, à moins d'une demi-heure de là, Bülow avait été rejoint par les divisions Hacke et Ryssel; et toute sa cavalerie (près de deux mille chevaux) (1), toute son artillerie (86 bouches à feu) étaient entrées en ligne : vingt-neuf mille hommes en attaquaient dix mille.

Devant une telle supériorité numérique, Lobau avait dû reculer jusqu'à hauteur de Plancenoit et était venu y appuyer sa droite. Il avait opéré cette retraite en échiquier, avec le sang-froid, la fermeté qui le caractérisaient; mais il s'était rapproché ainsi de la chaussée

(1) Un millier de chevaux ne rejoignirent qu'après la bataille; on le verra plus loin.

de Bruxelles, à ce point que des boulets prussiens frappaient dans les rangs de l'infanterie de la garde, en position près de la Belle-Alliance.

Cette chaussée était la ligne d'opérations de l'armée. Il fallait la préserver de pareilles atteintes. On devait même craindre que Lobau ne fût obligé bientôt d'évacuer Plancenoit et de rétrograder encore. Sur sa droite, il était débordé par le mouvement de Bülow, qui étendait incessamment sa ligne de ce côté.

La division de jeune garde sous Duhesme reçut l'ordre de se porter immédiatement sur Plancenoit avec trois batteries. L'arrivée de cette troupe d'élite, le feu de ces vingt-quatre pièces arrêtèrent d'abord le progrès de l'ennemi. Ce ne fut pas pour longtemps.

La ligne française occupa alors par sa droite, que forma la jeune garde, le village, les jardins et les vergers de Plancenoit jusque vers le sentier qui conduit à la ferme du Caillou ; et sa gauche, composée du corps de Lobau, se trouva sur l'alignement de ce village et de Papelotte, se reliant par la cavalerie à Durutte, dont la division avait, en partie, fait face à droite.

Bülow appuyait sa gauche au ruisseau de Lasne et sa droite en avant de Frichemont. Irrité du temps d'arrêt causé par la jeune garde, Blücher ordonna à son lieutenant d'enlever, à tout prix, Plancenoit.

La division Hiller forma trois colonnes d'attaque, chacune de deux bataillons, et celle de Ryssel fut disposée pour l'appuyer au besoin.

Les vergers et les premières maisons furent abordés avec vigueur. Cependant, la résistance fut plus vigoureuse encore ; et, après un combat où, dit un historien prussien, on se fusilla à trente pas, Hiller fut obligé de ramener ses troupes en arrière.

Mais il revint tout de suite à la charge, renforcé de deux bataillons ; et, cette fois, malgré des prodiges d'énergie, la jeune garde plia et fut rejetée hors du village. Le moment fut critique : des batteries prussiennes vinrent prendre position à sept ou huit cents mètres de la chaussée de Bruxelles. Outre le danger immédiat, ainsi produit, il y avait à craindre l'action morale exercée sur les troupes engagées contre Wellington par cette artillerie tonnant en arrière et si près de leur champ de bataille.

Napoléon ordonna à Morand de marcher avec un bataillon de grenadiers, deux bataillons de chasseurs, deux batteries de la garde, et de reprendre Plancenoit. En même temps, un régiment de grenadiers

et une batterie du même corps, allèrent s'établir un peu en deçà du village, sur le chemin qui conduit au hameau de la Maison-du-Roi. Un bataillon de chasseurs laissé, jusqu'alors, à la ferme du Caillou pour la garde du quartier général dut se porter sur la ferme du Chantelet, où se montraient des partis de cavalerie ennemie.

Le mouvement de Morand fut mené avec la résolution audacieuse qu'on pouvait attendre d'un pareil chef et de pareilles troupes.

La vieille bande se jeta sur les défenseurs de Plancenoit au bruit du pas de charge. La jeune garde la suivit; et, après une rencontre terrible mais assez courte, le village, les jardins, les vergers furent repris; la hauteur qui les domine fut couronnée par notre artillerie; toute la gauche prussienne plia et alla se reformer un peu en arrière; Lobau regagna aussi quelque terrain.

Napoléon en conclut que « l'attaque de Bülow était épuisée. » Il ne voyait pas ce que présageait cette retraite de quelques centaines de pas.

Il était, alors, près de sept heures. La bataille restait indécise.

Il y avait encore plus de deux heures de jour (1).

La seule réserve de Napoléon consistait en cinq mille hommes d'infanterie de la garde, attendant près de la Belle-Alliance, dans le calme de la force, l'ordre qui disposerait d'eux.

Wellington avait plus de troupes fraîches : la division Chassé, forte de sept mille hommes, les brigades de cavalerie Vivian et Vandeleur, de deux mille cinq cents. La qualité de ces troupes n'égalait pas, il est vrai, celle de la garde; mais le général anglais comptait sur une autre et plus puissante réserve qui ne devait pas lui manquer, sur le concours de laquelle était basé son plan de bataille, et dont l'imminente arrivée était annoncée par ses coureurs. Blücher lui avait promis, en effet, plus que l'appui du corps de Bülow; et Blücher allait tenir sa promesse.

Napoléon ne le soupçonnait pas. Il savait, cependant, depuis une heure après midi, la réunion, opérée la veille, de toute l'armée prussienne sur Wavre; et le rapport d'un officier (2) expédié par Grouchy

(1) Le 18 juin, à l'Observatoire de Bruxelles, le soleil se couche à huit heures quatorze minutes.

(2) Le lieutenant-colonel Delafresnaye. Napoléon dit qu'un officier de Grouchy arriva, vers deux heures, sur le champ de bataille; mais il ne le nomme pas. (*Mémoires*, t. IX.)

et arrivé de deux à trois heures, n'avait pu lui laisser l'espoir que le maréchal eût occupé beaucoup cette armée.

Deux divisions et la cavalerie du corps de Pirch I (1) et le corps de Zieten avaient quitté Wavre à midi.

Pirch I, ayant suivi le chemin de Chapelle-Saint-Lambert et de Lasne, montrait maintenant la tête de sa colonne en avant du bois de Paris.

Zieten avait pris sa route par Fromont, Genval et la lisière nord des bois d'Ohain. Le gros de son corps était déjà à hauteur de ces bois, et son avant-garde dépassait celui de la Grande-Huissière.

Sans le mauvais état des chemins, ces deux généraux auraient déjà été en ligne depuis longtemps. Ils amenaient trente mille hommes.

Thielmann, qui s'était ébranlé pour les suivre, avait dû rester à Wavre et s'y défendre contre une vive attaque. La nouvelle venait d'en parvenir à Blücher; mais elle ne l'avait pas ému. Le destin de la guerre était en avant, non en arrière de lui; l'audacieux vieillard avait fait dire à Thielmann de résister de son mieux, de battre en retraite au besoin; et il avait continué de hâter la marche de Pirch I et de Zieten.

La crise suprême approchait.

Livrée à ses propres forces, la cavalerie de Ney, nous l'avons dit, avait été forcée d'abandonner le plateau. Mais elle avait suspendu, sur la pente, son mouvement rétrograde; et, là, sous la protection de notre artillerie et de nos tirailleurs, mais en butte aux coups des canonniers ennemis, revenus à leurs pièces, elle s'efforçait de reformer ses escadrons rompus, affreusement mutilés. En ce moment, il était de bien grave importance qu'elle ne reculât pas davantage : une retraite plus prolongée pouvait ébranler toute la partie de l'armée opposée à Wellington et inquiète du canon qui retentissait toujours vers Plancenoit. Ney avait vu le péril. C'était pour cela qu'il retenait ses cavaliers intrépides sous un feu meurtrier. Cependant, on ne pouvait espérer qu'il garderait longtemps une pareille position.

Il fallait le soutenir, le dégager (2). Napoléon s'y résolut et voulut bien autre chose.

(1) Les deux autres divisions d'infanterie de Pirch I ne partirent de Wavre qu'à quatre heures; on le verra dans un prochain chapitre.

(2) Bulletin du 18 juin.

Persuadé que l'armée anglo-hollandaise était non-seulement très-affaiblie, mais encore désorganisée; qu'elle n'avait plus de réserve; rassuré du côté de Bülow, qui reculait; sans la moindre prévoyance de l'intervention de nouveaux corps prussiens; croyant l'heure venue, il résolut de frapper un grand coup qui lui donnerait la victoire. Les résultats matériels ne pourraient en être bien importants, avec une cavalerie épuisée dans des luttes si sanglantes, si prolongées; mais le résultat moral en serait, sans doute, considérable.

Ney est prévenu de la volonté du chef, et reçoit l'ordre de masser, à droite de Goumont, tout ce qu'il pourra réunir du corps de Reille, les divisions Quiot et Donzelot sur la Haie-Sainte, et de préparer quelque effort de sa cavalerie.

En même temps, Napoléon conduit tous les bataillons disponibles de la garde entre la Belle-Alliance et la Haie-Sainte. Il y en a dix. Tous appartiennent aux grenadiers et aux chasseurs (1).

Six de ces bataillons sont déployés en autant de colonnes d'attaque échelonnées à courte distance les unes des autres. Ils marcheront au plateau. Deux batteries d'artillerie à cheval de la garde viennent se placer sur leur flanc gauche. Elles suivront ce mouvement. Les quatre derniers bataillons resteront en réserve.

Le feu de notre artillerie s'est ralenti par suite de l'épuisement des caissons de plusieurs batteries. Une batterie, la dernière de la réserve, entre en action. Ordre est donné d'activer les décharges sur toute la ligne.

Napoléon, en personne, préside à ces dispositions. Il en presse l'exécution; la circonstance est urgente. Il s'adresse aux officiers, aux soldats, les excite, les exalte, leur promet la victoire et, pour mieux les en assurer, leur annonce l'arrivée de Grouchy, qui va prendre l'ennemi à revers pendant qu'ils l'attaqueront de front.

Ney reçoit le commandement de ces trois mille vétérans des batailles (2), au bras chevronné, au corps cicatrisé. Sous ses ordres

(1) La division de jeune garde était sur Plancenoit. Les divisions de grenadiers et de chasseurs étaient, chacune, de huit bataillons; mais elles en avaient détaché trois à Plancenoit, deux sur le chemin de ce village à la Maison-du-Roi, un à la ferme du Chantelet.

(2) D'après la lettre, déjà citée, de Ney à Fouché, quatre régiments de vieille garde ou huit bataillons auraient marché au plateau, sous ses ordres. D'après les *Mémoires de Sainte-Hélène*, ce mouvement aurait été opéré par

marchent les lieutenants généraux Friant, Roguet, Michel, les maréchaux de camp Poret de Morvan, Harlet, Mallet : un général par bataillon.

Ney doit laisser la Haie-Sainte à droite et se diriger sur le contrefort par où il a conduit ses attaques de cavalerie.

Quand tout est prêt, la charge bat ; la redoutable phalange s'ébranle et défile, exubérante d'ardeur, d'enthousiasme, devant Napoléon, qui, du geste, lui indique le point où doivent porter ses coups. Elle sort du vallon ; elle gravit la hauteur.

Près de Goumont, près de la Haie-Sainte, la charge bat aussi. Quelques bataillons cruellement diminués par le fer, le feu, la fatigue, se sont massés et montent à la position ennemie. Dans leurs rangs reviennent prendre place nombre d'hommes qui s'en étaient retirés, blessés, harassés, découragés, et qu'anime, maintenant, une énergie nouvelle.

Quelques centaines de cuirassiers, de dragons, de grenadiers, de lanciers, de chasseurs de la garde, se fiant encore à leurs forces, à leurs montures, se sont apprêtés pour seconder l'infanterie.

La trompeuse assurance de l'arrivée de Grouchy a couru partout, portée par les gendarmes d'élite à travers les lignes. Reille, d'Erlon, les généraux sous leurs ordres, l'ont reçu de Labédoyère, aide de camp de Napoléon. Elle a ranimé les faibles, enivré les braves. A tous, la victoire paraît certaine.

Sur le plateau, cependant, tout s'est disposé aussi pour une nouvelle lutte, pour le combat à outrance. Là, on sait que les bataillons, les escadrons de Prusse sont proches ; qu'il ne s'agit plus que d'user la mort et le jour quelques instants encore pour avoir bataille gagnée. La puissance du nombre habilement préparée ne saurait manquer de faire pencher la balance.

Les rangs éclaircis par la mort, par la fuite, se sont serrés et restent fermes. C'est le nerf, le *robur* de l'armée, c'est l'élite des braves survivant à six heures de combat acharné, qui les forme maintenant. Wellington, le prince d'Orange, Hill vont d'un bataillon à l'autre, encourageant, excitant au devoir. A ses Anglais, comme Nelson à

quatre bataillons seulement, et quatre autres seraient restés provisoirement en réserve. Nous suivons, dans notre récit, la version d'une note digne de confiance. Au reste, les différences sont ici peu importantes.

à Trafalgar, Wellington rappelle la patrie : « Tenez ferme, mes garçons! que dirait-on de nous, en Angleterre, si nous quittions d'ici? » Aux soldats de Néerlande, de Nassau, de Brunswick, le jeune et vaillant prince d'Orange demande s'ils veulent revoir la ruine, le déshonneur de leur pays, la tyrannie impériale. Et de longs hourras répondent à ces énergiques allocutions jetées au milieu des boulets, des obus ricochant, éclatant de toutes parts.

Néanmoins, la situation des Anglo-Hollandais était bien critique (1). Wellington le voyait, mais n'en était pas ébranlé. Il aurait fait retraite, s'il l'eût pu, a dit Napoléon. Triste vengeance du vaincu que cette allégation tant répétée! Le plan du général anglais reposait sur la défense du plateau jusqu'à l'arrivée des colonnes prussiennes; elles étaient proches; et il aurait renoncé à le disputer, avec la masse de braves qui lui restaient encore! « Vous pouvez être tué, lui dit lord Hill; quels sont vos projets, vos instructions? — De tenir ici jusqu'au dernier homme. » Kempt, qui a remplacé Picton dans le commandement de l'aile gauche, fait demander des renforts. « Qu'il n'y compte pas, et qu'il continue la défense! » Le mot de la journée est dans ces laconiques réponses, dignes de l'antiquité, des plus beaux temps des armées de notre République. Il est puéril, peu honorable de méconnaître ses ennemis.

Le redoublement du feu de notre artillerie semblant annoncer une attaque imminente, Wellington s'avance sur le bord du plateau. Bientôt, à travers les éclaircies des fumées de la poudre, il saisit le mouvement de la garde, bien reconnaissable à ses hauts bonnets à poil, et il se prépare pour la rencontrer avec vigueur.

Les batteries à portée reçoivent l'ordre de concentrer leurs coups sur la colonne d'élite. Les bataillons de Brunswick et de Nassau, en deux colonnes serrées, de quatre et de trois bataillons, sont en première ligne sur sa direction même; ils soutiendront le premier choc.

(1) « A sept heures environ, la perte extraordinaire d'hommes et la nécessité de porter les réserves en ligne rendirent la situation du duc de Wellington critique. » (Rapport adressé à son gouvernement, par le général autrichien Vincent.) Ce général fut blessé dans la journée. Il était détaché comme commissaire au quartier général anglais.

« Vers sept heures du soir..., le duc, qui sentit que le moment était très-critique, etc. » (Rapport du général Alava, ministre plénipotentiaire d'Espagne près la cour des Pays-Bas, et présent à la bataille, où il fit partie de l'état-major de Wellington.)

Derrière eux, la brigade Maitland (gardes anglaises), déployée et formée sur quatre rangs, se tient couchée dans un pli de terrain. La division Chassé est sur la droite de Maitland, une brigade en colonnes serrées, une brigade en deux carrés échelonnés, et en réserve.

Le bruit des tambours battant la charge, les cris frénétiques de « Vive l'empereur ! » sont devenus distincts, malgré les grondements de l'artillerie; la garde approche. Les soldats ont l'arme au bras; leurs rangs se serrent et restent alignés sous la mitraille comme en un jour de parade. Ney est devant eux, l'épée à la main. La garde approche toujours. Les batteries qui sont en face d'elle sont enlevées à la baïonnette ou se retirent en désordre. Les bataillons de Brunswick s'avancent à sa rencontre; elle les culbute et les disperse. Le prince d'Orange se précipite en tête des Nassau, et veut, à son tour, l'arrêter; une balle le renverse de cheval; et les Nassau subissent le sort des troupes de Brunswick.

Des cris de victoire retentissent dans la colonne française. Le général Friant, blessé et forcé d'abandonner la lutte, dit à Napoléon, resté dans le vallon de la Haie-Sainte, que tout va bien sur le plateau (1).

Au-dessus de la Haie-Sainte, au-dessus de Goumont, d'Erlon et Reille sont aux prises avec la première ligne de l'ennemi. La garde continue sa marche en avant, malgré la mitraille que viennent lui lancer, sur sa gauche, à trois cents pas, une batterie anglaise et l'une des batteries de Chassé; trois bataillons de ce général viennent l'attaquer; elle les repousse et les met en désordre. Mais, tout à coup, se dresse devant elle, presque sous ses pieds, comme un mur rouge, d'où éclate un feu de mousqueterie qui ravage ses rangs. Les soldats de Maitland se sont levés au commandement de Wellington, à cheval derrière leurs rangs. Il a crié : « Debout, gardes! et visez juste ! » Il n'a été que trop bien obéi! L'intrépide Michel est frappé à mort; Malet, plusieurs officiers supérieurs sont renversés. Entraîné par la chute de son cheval, le quatrième qui est tué sous lui dans cette terrible journée, Ney tombe. La garde hésite. Mais *le brave des braves* s'est déjà relevé; et, à sa voix, elle se raffermit. Malheureusement, soit ordre donné, soit instinct du soldat, elle déploie pour répondre

(1) *Campagne de* 1815, par le général Gourgaud.

à la mousqueterie qui la décime d'instant en instant ; et, par ce mouvement, elle masque les deux batteries qui l'ont suivie, qui ont pris position sur la crête du plateau, et dont le feu a, jusque-là, protégé ses flancs. Un Hollandais, un soldat formé, grandi dans nos rangs, mais fidèle au drapeau de sa patrie, Chassé saisit le moment, et, à la tête d'une demi-brigade en colonnes serrées, charge la gauche de la garde, baïonnettes croisées (1); Wellington pousse en avant la brigade de Maitland. Mitraillée, fusillée, réduite à quinze ou seize cents hommes, la garde recule, sous la pression du nombre; mais elle recule en combattant, lentement, en bon ordre, sans être entamée. Viennent les bataillons si longtemps laissés à la Haie-Sainte, et elle reprendra l'attaque.

Mais ils ne doivent pas venir.

Le soleil, resté caché jusque-là, projette ses derniers rayons à travers les arbres qui bornent l'horizon vers Braine-l'Alleud.

Il est près de huit heures.

Un péril immense s'est produit, depuis quelques instants, à l'angle de la ligne brisée en équerre sur laquelle combat l'armée française, de Goumont à Papelotte, de Papelotte à Plancenoit.

Marcognet, qui couronnait le plateau, Durutte, qui disputait la Haie au prince de Saxe-Weimar, viennent d'être subitement assaillis par deux fortes colonnes d'infanterie débouchant sur cette ferme. Comme leurs soldats, ils les ont prises, d'abord, pour des troupes de Grouchy; car elles se sont fusillées avec les bataillons du prince de Saxe-Weimar, et les ont rompus, dispersés; mais leur erreur a été courte. Il plient, maintenant, sous de nouveaux adversaires. Durutte abandonne Papelotte; Marcognet redescend la pente du plateau; Lobau est menacé d'être pris à revers; une vaste trouée va s'ouvrir dans la ligne française. Des cris d'alarme se sont fait entendre; le trouble s'est mis dans les divisions de Durutte et de Marcognet; des centaines de leurs soldats ont déjà quitté les rangs et arrivent, éperdus, jusqu'à la Belle-Alliance. Trente-deux bouches à feu en batterie sur la crête du plateau foudroient les bataillons en retraite à travers le vallon; une masse de cavalerie paraît. C'est la division Steinmetz, avant-garde du corps de Zieten, qui a fait ainsi irruption sur le

(1) Lettre du général Chassé au général Hill (5 juillet 1815). — Réponse du général Hill (11 juillet 1815).

champ de bataille; c'est la cavalerie de ce corps qui l'appuie immédiatement. Blücher la conduit (1).

A cette vue, Napoléon arrête les quatre bataillons de la garde, qui s'ébranlaient, enfin, pour marcher aux Anglo-Hollandais. Un changement de front leur est ordonné; ils font face à droite, la gauche vers la Haie-Sainte, la droite vers la Belle-Alliance; immédiatement après, chaque bataillon se forme en carré.

Napoléon espère rallier sur cette ligne les troupes de Marcognet et de Durutte, qui continuent à reculer, dont les fuyards augmentent à chaque instant.

Espérance éphémère! Des hauteurs dominant la Haie-Sainte, les divisions Donzelot et Quiot ont vu la marche victorieuse des Prussiens, la retraite qui s'opère à droite de la chaussée, le désordre qui s'y manifeste; elles sont étonnées, hésitent, reculent.

En ce moment, les Anglo-Hollandais ont formé plusieurs colonnes et prononcent une vigoureuse attaque.

Dès qu'il a vu l'entrée en ligne de Zieten, Wellington a ordonné, en effet, un mouvement général en avant; et cet ordre s'exécute. Bientôt, notre centre et notre gauche sont violemment refoulés. Les soldats de Quiot, de Donzelot précipitent leur retraite; la Haie-Sainte est abandonnée; des rangs entiers se débandent; la confusion du reste est imminente. Les bataillons de la garde qui ont continué, en débris, leur lutte héroïque sur la pente du plateau, le corps de Reille, sont entraînés dans le mouvement rétrograde. Mais ils restent en

(1) Les *Mémoires de Sainte-Hélène* (t. IX, p. 142) disent « qu'il était nuit » quand se produisit cette attaque.

Le bulletin prussien et les écrivains de Prusse la placent, au contraire, à *sept heures et demie*. Cela ne suffirait pas pour prouver l'inexactitude des *Mémoires*. Mais elle est mise hors de doute par les relations anglaises. Malgré tout le désir qui y perce, de faire la plus forte part dans le succès à l'armée de Wellington, ces relations conviennent, en effet, que ce fut vers sept heures et demie que Papelotte fut emporté par Zieten.

Le général Vincent, commissaire près de Wellington, et peu disposé, sans doute, en sa qualité d'Autrichien, à exagérer l'importance de l'intervention prussienne, dit, dans son rapport : « La tête du 1er corps prussien (Zieten) atteignit la Haie vers *sept heures environ*. »

Du reste, Napoléon, dans sa première relation (*Campagne de 1815*, par Gourgaud), a écrit : « Il était de *sept heures et demie à huit heures*, un cri d'alarme se fit entendre; Blücher, avec le corps de Zieten, aborda le village (ferme) de la Haie (Papelotte), qui fut aussitôt enlevé. »

ordre et cèdent lentement le terrain. Reille dispute la partie inférieure du bois de Goumont. Ney fait replier, à gauche de la chaussée, l'infanterie mutilée de la garde et en forme deux carrés vers la Belle-Alliance.

L'œil en feu, la bouche écumante, les vêtements criblés de balles, souillés de sang et de boue, il excite tout le monde au devoir. « C'est ici, s'écrie-t-il, la clef de l'indépendance nationale ; il faut y tenir jusqu'au dernier. » Et, dans son exaltation furieuse, rencontrant d'Erlon, qui s'épuise à rallier, à raffermir ses soldats, il lui dit : « Toi et moi, si la mitraille anglaise nous ménage, nous sommes sûrs de notre sort : nous serons pendus. »

Depuis le commencement de la journée, Wellington, on l'a vu, avait laissé sur son extrême gauche, pour la flanquer, les brigades Vivian et Vandeleur, leur donnant l'ordre de rallier le centre de l'armée, dès l'approche des escadrons de Zieten. Elles avaient exécuté ce mouvement sans perte de temps ; et le général anglais venait de les diriger, la première à droite de la Haie-Sainte, la seconde à gauche de Goumont. Elles comptaient deux mille cinq cents chevaux bien reposés.

Le mouvement rapide de la cavalerie de Vivian achève de désorganiser les divisions Quiot et Donzelot ; leurs fuyards se jettent à travers les carrés de la garde et refluent au loin en arrière de la Belle-Alliance. Des batteries sont abandonnées. Napoléon tente d'arrêter les escadrons anglais en lançant contre eux ses escadrons de service. Trop faibles, ces derniers sont culbutés. Le brave Guyot, qui les a conduits, tombe grièvement blessé. Quelques poignées de dragons, chasseurs, lanciers, cuirassiers, restes de la cavalerie de réserve, reprennent la charge et sont tout aussi malheureux. Les carrés de la garde ne se laissent pas ébranler : ils repoussent Vivian par la puissance de leur feu. Celui-ci les tourne, alors, et galope plus loin pour sabrer les fuyards. Mais son infructueuse tentative va être reprise : des masses de cavalerie, d'infanterie, d'artillerie anglo-hollandaises arrivent sur les carrés. Déjà les brigades Adam et Lambert se fusilent avec eux.

Assailli, sur sa droite, par Vandeleur, pressé, sur le reste de sa ligne, par l'infanterie, Reille abandonne complétement le bois de Goumont. Deux ou trois de ses bataillons ne résistent pas au choc de la cavalerie et se débandent ; mais les autres, quoique bien réduits, continuent à se maintenir en ordre ; et ils atteignent, en combattant, le rideau des hauteurs de la Belle-Alliance.

A droite de la chaussée de Bruxelles, les circonstances sont devenues plus désastreuses encore.

Ney s'y est porté. Monté sur un cheval d'emprunt, tête nue, un tronçon d'épée à la main, il aperçoit quelques centaines de fantassins, débris de deux régiments ralliés, dans un pli de terrain, par Durutte. Il les rejoint. « Venez, suivez-moi, mes camarades, leur crie-t-il; je vais vous montrer comment meurt un maréchal de France, sur le champ de bataille (1). — Vive le maréchal Ney! » répondent ces braves tout d'une voix; et ils le suivent. Mais, au moment où ils paraissent hors du pli de terrain, ils se trouvent en face des brigades de Kempt, de Pack, de Bylandt, de Best; ils reçoivent un feu terrible, auquel se mêle la mitraille de plusieurs pièces; la cavalerie prussienne se précipite sur eux, les renverse, les sabre; quelques-uns seulement échappent au carnage et trouvent un asile dans un carré de la garde, qui s'ouvre pour les recevoir. Ney est tombé sous son cheval tué; mais il n'est atteint d'aucune blessure. La mort ne doit pas le prendre là.

Du corps de d'Erlon, il ne reste plus, maintenant, un seul bataillon, une seule compagnie en ordre; l'artillerie tout entière est aux mains de l'ennemi.

Sur Plancenoit, la position est presque désespérée. Deux divisions du corps de Pirch I sont venues y renforcer Bülow, à sept heures et demie; et, depuis lors, Lobau, Duhesme, Morand sont en butte aux attaques les plus violentes, continuellement répétées.

Déjà tournées par le mouvement de Zieten, débordées par la cavalerie du prince Guillaume, de Pirch I, que ne contiennent pas suffisamment les escadrons, trop diminués, de Domon et de Subervie, les deux faibles divisions de Lobau sont refoulées. Quelque désordre s'est produit dans leurs rangs; cependant, elles continuent de combattre.

Dans toute l'étendue de Plancenoit et sur les bords du ruisseau, dix-huit bataillons prussiens sont engagés, maintenant, contre les onze bataillons de Duhesme et de Morand et les font plier. Ils viennent d'enlever l'église et le cimetière, malgré la plus énergique résistance; et ils avancent toujours. Dans les jardins, les vergers, les rues, les maisons, la lutte est furieuse : on se fusille, on se massacre

(1) Ce furent les propres paroles du maréchal. Nous les rapportons d'après une note écrite par un officier supérieur. Nous y lisons : « Ces paroles, je les ai très-distinctement entendues; elles ne sortiront jamais de ma mémoire. »

avec une rage qui rappelle Ligny. Mais la disproportion est trop grande ; le nombre va l'emporter.

Après l'impuissante tentative de ses escadrons de service, Napoléon s'était porté au galop près des deux bataillons (1er régiment) de grenadiers de la garde laissés en position sur les hauteurs de Rossomme ; et, lançant, de là, tous ses officiers à travers les fuyards, s'adressant lui-même aux soldats courant éperdus vers Genappe, il s'était efforcé de les rallier sur ces deux redoutes vivantes, immobiles au milieu de l'épouvante qui les entourait. Mais ses efforts, ceux de ses officiers et des officiers de troupes, arrêtés à sa voix, par sa présence, avaient échoué. Le soldat, qui avait cru à l'arrivée de Grouchy et reçu le choc de Zieten ; le soldat, nourri de soupçons de trahison, qu'avaient augmentés les défections récentes, était persuadé qu'il était victime d'une trame odieuse, que tout était perdu ; et sourd à tous les appels, il avait continué, il continuait à fuir. La chaussée, encombrée de canons, de voitures d'artillerie, d'ambulances, les unes en marche, les autres abandonnées, renversées, laissait à peine l'espoir de sauver une partie du matériel de l'armée.

Les charges de la cavalerie anglaise, puis de celle de Zieten sur la masse des fuyards de toutes armes avaient bientôt porté au comble la terreur et la confusion.

Napoléon, alors, s'était éloigné, se dirigeant, à travers champs, vers Genappe, où il espérait encore, sans doute, pouvoir rallier au moins une arrière-garde.

Il était près de neuf heures ; la nuit allait se faire. Des hauteurs de Rossomme, on entendait encore le bruit du combat que soutenaient, vers la Belle-Alliance, les carrés de la garde, battus en brèche par l'artillerie, fusillés par l'infanterie, chargés par la cavalerie. Ce bruit, violent tout à l'heure, diminuait rapidement ; il cessa. Les carrés étaient rompus ; la moitié des officiers et des soldats était hors de combat ; un petit nombre prisonnier ; le reste, dispersé par des chocs multipliés, se faisait jour à travers les masses tumultueuses des deux armées victorieuses, à travers nos débris, et gagnait la direction de Genappe. Aux voix qui, au plus fort d'une lutte inégale, lui avaient crié de se rendre pour gagner la vie sauve, la garde avait répondu par le refus, sublime dans son cynisme soldatesque, que la légende a traduit par les mots : « La garde meurt et ne se rend pas. »

Avant la nuit, la résistance finit aussi à Plancenoit : le village en-

levé, Lobau, Duhesme, Morand, virent leurs bataillons, pressés de front, tournés, enveloppés, se fondre et chercher leur salut dans la fuite. Le brave Duhesme, grièvement blessé, échappa à la mort, grâce au dévouement de quelques soldats.

Au même moment, ou un peu plus tard, les restes du corps de Reille, revenus jusqu'au bois du Callois, toujours assaillis par les Anglo-Hollandais, toujours combattant, tombèrent en dissolution.

Dans toute l'armée française, il ne resta plus un bataillon, un escadron en ordre. La déroute fut complète, absolue. Napoléon avait perdu la bataille la plus décisive de notre âge.

Wellington, par sa ténacité inébranlable, Blücher par son activité audacieuse, tous les deux par l'habileté et l'accord de leurs manœuvres, avaient produit ce résultat.

Comme pour leur montrer, par avance, le jugement de l'histoire, le hasard les fit se rencontrer à la Belle-Alliance.

L'un et l'autre s'étaient portés, avec quelques escadrons, jusqu'aux hauteurs de Rossomme pour activer le désastre, pour mieux en constater l'étendue; et ce fut à leur retour qu'ils se retrouvèrent pour la première fois, depuis la journée de Ligny.

Ils mirent pied à terre et se jetèrent dans les bras l'un de l'autre, se félicitant mutuellement de leur victoire.

Il était neuf heures et demie ; la nuit était close.

Les deux généraux résolurent, néanmoins, de pousser sans relâche le succès, de ne pas laisser aux vaincus le temps de se reconnaître, de respirer. Les Anglo-Hollandais, épuisés, incapables d'avancer plus loin, établirent leurs bivacs sur les positions mêmes que l'armée française avait occupées dans la matinée. Les Prussiens furent chargés de la poursuite. Blücher en confia la direction à son chef d'état-major, le général Gneisenau. Exalté par le succès, toujours ardent, infatigable, il ne devait pas tarder à le rejoindre.

Gneisenau eut à sa disposition les corps de Zieten et de Bülow, une division d'infanterie et une partie de la cavalerie du corps de Pirch I. Il poussa immédiatement ces forces sur Genappe, où se précipitaient les Français.

Pirch I reçut l'ordre de rallier ses trois autres divisions d'infanterie, le reste de sa cavalerie et de se diriger, ensuite, par Maransart sur Bousval, où il passerait la Dyle, afin d'opérer contre la colonne française qui, dans la soirée, avait attaqué Thielmann sur Wavre. En

traite, et, si elle se trouvait pressée entre Thielmann et Pirch I, elle ne pourrait échapper à un désastre.

Des hauteurs de Rossomme à Genappe, où Napoléon avait espéré arrêter la déroute, la distance est d'une lieue et demie.

Il s'y rendit à travers champs, faisant un long détour à l'ouest de la chaussée, pour éviter toute rencontre de cavalerie prussienne.

Cette chaussée est très-large ; mais, dans la traversée de Genappe, aux abords de la Dyle, elle s'étrangle et franchit ce cours d'eau sur un pont maçonné qui ne donne passage qu'à deux voitures à la fois.

Dans la circonstance actuelle, un si étroit défilé était un bien grave inconvénient : il suffisait d'un accident pour obstruer la voie au matériel refluant du champ de bataille. Cet inconvénient aurait pu être bien diminué si on se fût préparé à tirer parti des ponts de Ways et de Thy, qui sont près et en aval de Genappe ; il aurait même disparu si, dans la journée, on eût construit quelques ponts de chevalets. Malheureusement, aucune des faciles précautions qu'indiquait la prudence la plus vulgaire n'avait été prise. Aucun pont n'avait été jeté ; pas un escadron, pas un peloton organisés, pas un officier d'état-major ne s'étaient trouvés pour jalonner, indiquer les traverses conduisant à Ways et à Thy, pour y diriger une partie des voitures. Aussi, toutes avaient continué à suivre la chaussée et bientôt l'avaient encombrée. Alors, les conducteurs, effrayés, avaient coupé les traits de leurs attelages et s'étaient enfuis à travers champs.

A la hauteur de Genappe, la Dyle, même après de très-fortes pluies, n'est un obstacle, par ses eaux, ni pour la cavalerie, ni pour l'infanterie, et ses berges n'en sont un que pour les voitures ; les fuyards auraient donc pu la passer rapidement. Mais, frappés de vertige, ils s'étaient précipités dans le village, comme s'ils eussent dû y trouver un asile assuré contre l'ennemi et s'y étaient entassés dans le plus affreux pêle-mêle. Les flots de la déroute continuaient à s'amonceler ainsi, quand Napoléon, n'ayant pour toute escorte qu'un faible groupe d'officiers, arriva sur Genappe. Il voulut y pénétrer et s'engagea dans la cohue.

Rétablir un peu d'ordre dans cet immense désordre, former seulement une arrière-garde de quelques centaines d'hommes, lui parut une œuvre impossible : il se résigna à suivre les débris de l'armée, et, apprenant la défaite de Napoléon, cette colonne devait battre en re-

au bout d'une heure, les vagues de la foule le poussèrent comme une épave hors du village.

Précédé, escorté par le tumulte, il gagna les Quatre-Bras.

Le lieutenant général d'artillerie Nègre y était arrivé depuis le matin, avec la presque totalité du grand parc.

Napoléon lui donna l'ordre bien tardif de faire retourner, sur-le-champ, tout ce matériel à la frontière. Simultanément, il expédia à Grouchy un officier pour le prévenir de la perte de la bataille et lui prescrire de battre en retraite. Il était fort troublé, a-t-on dit. Cela paraît bien probable, car il oublia d'indiquer sur quel point il entrait dans ses vues que le maréchal dirigeât sa marche (1).

En ce moment, s'il faut l'en croire, des officiers qui avaient été envoyés du champ de bataille pour aller prendre la division Girard, laissée, la veille, à Ligny, et la faire avancer jusqu'aux Quatre-Bras, revinrent et annoncèrent qu'ils n'avaient pu la trouver.

Napoléon, après une courte halte, poursuivit sa route vers Charleroi.

Cependant, Gneisenau avait marché sur Genappe, ne rencontrant aucun obstacle autre que les voitures abandonnées, et la masse des cavaliers montés et démontés, des fantassins harassés, des blessés de tous grades, de toutes armes, confondus dans la déroute, embarrassés dans la commune épouvante; masse informe qui n'opposait d'autre résistance au sabre de la cavalerie, que sa confusion même et, par moments, quelques coups de fusil tirés par des hommes restés inaccessibles à la crainte, malgré l'immense désastre.

Vers le milieu de la nuit, le général prussien arriva sur les hauteurs en deçà de Genappe avec ses nombreux escadrons et de l'artillerie. Il fit immédiatement fouiller le village et le vallon à coups de boulets et d'obus, et attendit l'arrivée de son infanterie. Elle était proche.

Au premier bruit du canon, les fuyards, accumulés dans Genappe, reprirent leur course, s'échappant par toutes les issues, et le torrent de la déroute acheva de s'écouler rapidement.

(1) « L'officier qui me l'apporta (la nouvelle de la perte de la bataille) me dit que Votre Majesté se retirait sur la Sambre, sans pouvoir préciser sur quel point il entrait dans ses vues que je me dirigeasse. » (Rapport du maréchal Grouchy à Napoléon, en date du 20 juin.)

Des hommes de cœur, voyant diminuer le tumulte, voulurent organiser une résistance qui arrêtât, pour quelques instants au moins, la marche de l'ennemi. Ils parvinrent à rallier, çà et là, quelques groupes d'officiers, de soldats de toutes armes. Mais ce fut en vain. Dès que l'infanterie prussienne s'approcha, tout se débanda encore. Le brave Lobau, qui avait réuni deux ou trois cents hommes et les menait au combat, fut ainsi abandonné et fait prisonnier.

Genappe était rempli de nos blessés. Les Prussiens, furieux, en massacrèrent beaucoup impitoyablement. Duhesme fut une de leurs plus nobles victimes. « Ce crime est resté impuni ! » s'écrie Napoléon dans ses *Mémoires*. Cela n'est que trop vrai. Mais avait-il le droit de flétrir cette atrocité, celui qui n'avait pas même blâmé le général Roguet menaçant, le jour de Ligny, de faire fusiller le premier grenadier de la garde qui lui amènerait un Prussien prisonnier ?

A Genappe, et auprès, furent pris un nombre considérable de voitures d'artillerie, d'administration, la plupart des équipages des généraux, de Napoléon et de sa suite, la voiture même dans laquelle il était venu de Paris, qui avait échappé au désastre de Russie, et contenait des vêtements et une épée appartenant au vaincu (1). Une sanglante ironie de la fortune fit trouver, dans un fourgon aux armes impériales, des liasses d'une pièce imprimée en France, mais datée du « palais impérial de Laeken (2). » C'était une proclamation adressée « aux Belges et aux habitants de la rive gauche du Rhin. »

Dans son orgueilleuse présomption, Napoléon leur disait : « Le succès éphémère de mes ennemis vous a détachés, pour un moment, de mon empire. Dans mon exil, sur un rocher au milieu des mers, j'ai entendu vos plaintes. Le Dieu des batailles a décidé du destin de vos belles provinces ; Napoléon est parmi vous.. Vous êtes dignes d'être Français. Levez-vous en masse, rejoignez mes invincibles phalanges pour exterminer le reste de ces barbares qui sont vos ennemis et les miens. Ils fuient avec la rage et le désespoir au cœur (3). »

Il y avait longtemps que les prédictions de l'envoyé de la Provi-

(1) Fleury de Chaboulon dit que, dans cette voiture, se trouvait aussi « le superbe collier de diamants qu'avait donné à Napoléon la princesse Borghèse (Pauline Bonaparte). »

(2) Ce palais est à une demi-lieue de Bruxelles. Il sert actuellement de résidence au roi des Belges.

(3) Cette proclamation était signée Napoléon, et contre-signée Bertrand.

dence, comme avaient parlé les évêques de France et le pape, rencontraient ainsi le démenti impitoyable des événements.

Arrêtés, un moment, par le riche butin tombé en leur pouvoir, les Prussiens ne tardèrent pas à reprendre la poursuite de notre malheureuse armée. La lune s'était levée, et sa clarté favorisait leur course à travers nos débris. « Ce n'était qu'une chasse coutinuelle, a dit le bulletin prussien avec une lamentable vérité; ceux qui voulaient se reposer, ne s'attendant pas à être si vivement poursuivis, furent repoussés successivement de plus de neuf bivacs; dans quelques villages, ils cherchèrent à tenir; mais, aussitôt qu'ils entendaient le son du tambour ou des trompettes, ils lâchaient pied ou se jetaient dans les maisons, et, là, ils étaient taillés en pièces ou faits prisonniers. »

Ils en étaient donc venus au dernier degré de la démoralisation, ces soldats si intrépides, si admirables de constance, de dévouement, pendant la longue journée où ils avaient combattu à nombre égal d'abord, à nombre bien inférieur ensuite, livrant, recevant bataille sur leur front et sur leur flanc! Qu'avait-il manqué, cependant, à leur héroïsme, pour ne pas donner au monde le spectacle d'une si affreuse déroute, à nos annales une si triste page? Rien, si ce n'est un chef moins obstiné dans son aveuglement, qui les eût retirés, à temps, d'une lutte devenue impossible.

Au milieu de l'épouvante générale, il y eut bien des traits d'héroïsme militaire. Ils appartiennent à l'histoire. Ney, meurtri, contusionné, harassé, marchant péniblement sur la terre fangeuse, sans un officier, sans une ordonnance, reçut le secours d'un homme ignoré, d'un soldat qui servit d'appui à sa fatigue, et le quitta seulement quand un autre dévouement vint lui offrir une aide nouvelle et plus sûre. Au delà de Genappe, le major Schmidt, de la division Lefebvre Desnouettes, mit pied à terre devant le héros de la Moscowa, le hissa sur son cheval et assura le salut de son chef, au risque de sa propre vie (1).

Le général Durutte, le front sillonné d'un coup de sabre, aveuglé par le sang qu'il perdait, le poignet droit mutilé, errait, au hasard, emporté par sa monture. Un maréchal des logis de cuirassiers s'attacha à lui, le guida et ne l'abandonna qu'après l'avoir mis en sûreté, au delà de la frontière.

(1) Lettre du maréchal Ney à Fouché, en date du 26 juin 1815.

Les conducteurs de l'artillerie, du train des équipages, avaient, presque tous, dételé leurs chevaux, coupé les traits, abandonnant sur la route, dans les terres, pièces et canons, voitures et blessés. Mais plusieurs, fermes jusqu'au bout dans le devoir, revinrent, se frayant un chemin à travers la confusion et les embarras de tous les genres, et sauvèrent le matériel et les soldats mutilés, confiés à leur courage.

Deux drapeaux avaient été perdus sur le champ de bataille, au commencement de l'action. Il n'en fut perdu aucun autre. Dans la foule de ces cavaliers, de ces fantassins débandés, marchant, courant pêle-mêle, les uns encore armés, les autres ayant jeté, brisé sabres et fusils, sous l'action de la colère, du désespoir, de la terreur, on apercevait, çà et là, à la pâle clarté du ciel, de petits groupes d'officiers de tous grades, de soldats spontanément serrés autour de l'étendard de chaque régiment et s'avançant, sabre en main, baïonnette au fusil, résolus, imperturbables, au milieu du désordre général. « Place au drapeau ! » criaient-ils quand la cohue arrêtait leur marche ; et, presque toujours, ce cri suffisait pour que les mêmes hommes qui étaient devenus sourds à tout appel du commandement, de la discipline, s'écartassent devant eux, leur ouvrant passage. Glorieux représentants de l'honneur militaire, ils eurent à subir bien des fois, ils repoussèrent toujours les attaques de l'ennemi, et sauvèrent ainsi leurs drapeaux vaincus des atteintes du vainqueur.

La poursuite cessa seulement quand se fit le jour. En ce moment, les escadrons les plus avancés, conduits par le prince Guillaume de Prusse, arrivaient un peu au delà de Frasnes, à hauteur de l'auberge qui est sur la chaussée et dont l'enseigne est : « A l'Empereur. » Gneisenau leur ordonna de s'arrêter et fit sonner le ralliement sur toute la ligne. La masse de son infanterie atteignait les Quatre-Bras; il lui envoya l'ordre de faire halte aussi. Toutes ces troupes, épuisées de fatigue, avaient besoin d'un repos de quelques heures. Cet épuisement fut le salut de bien des nôtres.

L'armée française avait disparu. Gagnant les points où ils avaient passé la Sambre, quatre jours auparavant, les soldats de Reille et de d'Erlon s'étaient jetés dans la direction de Marchienne, ceux des autres corps dans celle de Charleroi.

Avant le lever du soleil, Napoléon parvint à ce dernier point. Des fuyards, surtout des cavaliers restés montés l'y avaient précédé. Le

trouble était déjà dans la ville. Napoléon la traversa sans s'y arrêter et alla faire une courte halte au delà de la Sambre, dans la prairie de Marcinelle. On lui amena de Charleroi deux mauvaises voitures. Il monta dans l'une avec Bertrand, désigna quatre ou cinq de ses officiers pour monter dans l'autre, et se dirigea sur Philippeville, sans un seul cavalier d'escorte.

Il n'avait pris aucune disposition pour faciliter, assurer la retraite des équipages de pont, des voitures de vivres, des blessés du 16 juin, réunis à Charleroi, des fuyards. Aussi, tout y tomba-t-il bientôt dans une confusion hideuse. Les équipages de pont, d'autres voitures d'artillerie furent abandonnés par les soldats du train ; les chariots chargés de pain, de farines, de vin, d'eau-de-vie furent pillés par la foule affamée, renversés aux abords de la ville, dans les rues ; le trésor même de l'armée, une somme de six millions, fut violé, dispersé en des milliers de mains ; et, la foule augmentant, vivres et or furent disputés à coups de baïonnette, de sabre et de fusil. C'étaient les horreurs de Vilna aux portes de la France.

Dans la matinée de ce jour, Blücher eut son quartier général à Genappe. Wellington avait gardé le sien à Waterloo. Il data de ce village le bulletin de la victoire, qui a reçu de cette circonstance fortuite le nom sous lequel elle est inscrite dans l'histoire.

Le général anglais a dit de la journée du 18 juin, qu'elle avait « été une journée de géants (1). » On ne saurait la qualifier plus justement. Jamais armées ne s'étaient livré de plus furieux, de plus sanglants assauts. Mais, malheureusement pour la France, jamais, non plus, armée française n'avait subi défaite si terrible, si funeste.

Après avoir appris à nos légions les victoires foudroyantes qui jettent les plus grandes puissances à la merci du vainqueur, Napoléon ne leur enseignait plus que les désastres.

Il a voulu consoler la France plongée dans la douleur, en exaltant la valeur de ses soldats. On ne l'exaltera jamais assez si on veut leur rendre justice pour cette fatale rencontre ; car, huit heures durant, ils firent preuve d'un dévouement, d'une intrépidité qui ont pu être

(1) Lettre datée du 26 juin et adressée au maréchal Schwartzenberg. (*The dispatches*, etc.)

Dans une lettre du 20 juin, Wellington disait à Dumouriez, le traître de 1793 : « Jamais je n'ai vu une telle bataille que celle d'avant-hier, ni n'ai remporté une telle victoire. »

égalés, mais qui ne furent ni ne seront jamais surpassés; car c'est sur leur chef et non sur eux-mêmes que doit retomber la responsabilité de la déroute qui renversa leurs drapeaux. Plus d'une fois, comme à Waterloo, ils avaient combattu contre des forces bien supérieures, et la victoire leur avait échappé; mais, leur chef ayant eu la sagesse de ne pas s'obstiner dans une lutte devenue impossible, ils avaient évité la déroute et opéré leur retraite en bon ordre.

Avec plus de prévoyance et moins d'obstination chez Napoléon, le 18 juin, il en aurait été ainsi.

La victoire coûtait cher à Wellington et à Blücher, au premier surtout qui avait soutenu la lutte la plus longue.

Les Anglais comptaient 8,358 hommes blessés et tués; les Hanovriens, 2,228; les Hollando-Belges, 3,178; les Brunswickois, 687; le contingent de Nassau (brigade Von Kruze), 643. C'était une perte totale de 15,094 hommes (1), du quart à peu près des troupes engagées. Sept cents officiers, parmi lesquels douze généraux, étaient hors de combat.

La perte des Prussiens s'élevait à 6,999 tués et blessés (2), presque tous du corps de Bülow.

Témoignage terrible de la valeur française : les armées de Wellington et de Blücher étaient diminuées de vingt-deux mille hommes.

Notre armée avait encore plus souffert. On a diversement évalué ses pertes, les circonstances qui suivirent la défaite ayant empêché de les constater exactement. Napoléon, qui en a donné l'évaluation la plus modérée, les estime à 23,600 hommes, dont 7,000 prisonniers. Mais une pièce officielle existant aux archives du dépôt de la guerre, à Paris, donne raison d'admettre que cette estimation est trop faible de huit ou neuf mille hommes (3).

(1) Rapport de Wellington. — Situations officielles hollandaises (Archives du ministère de la guerre, à la Haye). — *Geschichte des herzoglich Braunschweigschen armée corps, etc.* — *History of the king's german legion*, by Beamish.

(2) Wagner, Damitz. On peut regarder ce chiffre comme un maximum; car les écrivains prussiens sont plus disposés à exagérer qu'à diminuer les pertes de l'armée prussienne, dans la journée du 18 juin, préoccupés, comme ils le sont, de lui faire la part la plus grande possible dans la victoire.

(3) Cette pièce est une situation détaillée, par division, de l'armée réunie sous Paris. Elle est datée du 1er juillet (*voir note E*) et porte à

Nos officiers généraux avaient payé un cruel tribut au destin de la guerre : Michel, Duhesme, Desvaux (commandant l'artillerie de la garde), Bauduin étaient tués ; Friant, Barrois, Foy, Durutte, Guyot, Durrieu, Lhéritier, Delort, Colbert, Malet, Travers, Dnop, Blancard, Lallemand, Farine, Guiton, Cambronne étaient blessés ; ce dernier et Lobau étaient prisonniers.

Aux pertes subies par le personnel de l'armée, se joignait celle de presque tout notre matériel. Le 18 au matin, nous avions 248 bouches à feu (y compris la batterie de la division Girard) ; le lendemain, il n'en restait pas 50. Le grand parc, l'équipage de pont étaient tombés, à peu près entièrement, aux mains de l'ennemi.

Rien ne manquait au désastre. Pour surcroît de malheur, Napoléon n'avait préparé aucune réserve qui pût recueillir l'armée fuyant en déroute vers la France, former un appui sur lequel elle vînt se rallier, se réorganiser ; et Wellington et Blücher devaient se précipiter sur ses pas ; et, prévenus déjà de l'ouverture dés hostilités, avertis bientôt de la victoire remportée en Belgique, les armées russe, autrichienne, les contingents de la confédération germanique allaient se hâter d'accourir, sur les routes de Paris, pour renforcer Anglais et Prussiens, pour accabler la France sous le poids de tant de masses.

37,000 hommes, officiers compris, l'effectif des divers corps revenus de Waterloo. En retranchant de ce nombre la division Girard, forte alors de 2,000 hommes, il se réduit à 35,000. On pourrait donc en conclure que l'armée qui combattit à Waterloo, comptant 72,000 hommes, en perdit 37,000. Mais la conséquence ne serait peut-être pas exacte, parce que, d'une part, un certain nombre d'hommes déserta, après avoir repassé notre frontière, et que, de l'autre, plusieurs corps, notamment la cavalerie de la garde, reçurent quelques renforts la veille du 1er juillet. Cependant, la probabilité est, comme nous l'avons dit, que nos pertes en tués, blessés, prisonniers, s'élevèrent à 31,000 ou 32,000 hommes.

CHAPITRE TREIZIÈME.

Examen des critiques de Napoléon sur les combinaisons et les manœuvres de Wellington et de Blücher. — Observations sur la conduite de la bataille, du côté des Français.

Beaucoup de jugements, et des jugements bien divers, ont été portés sur les causes qui produisirent l'immense défaite de nos armes.

D'après Napoléon et les écrivains français, qui, tous, ou à peu près, ont formé leur opinion sur les écrits de Sainte-Hélène, Wellington et Blücher n'ont dû la victoire qu'au plus incroyable des hasards.

« Les dispositions du général anglais ont été pitoyables, ou pour mieux dire, il n'en a fait aucune. Il s'était mis dans l'impossibilité d'en faire (1)... »

« La position de Mont-Saint-Jean était mal choisie. La première condition d'un champ de bataille est de n'avoir pas de défilés sur ses derrières. Pendant la bataille, le général anglais ne sut pas tirer parti de sa nombreuse cavalerie... Il ne jugea pas qu'il devait être et serait attaqué par sa gauche, il crut qu'il le serait par sa droite...

» En prenant la résolution de recevoir la bataille à Waterloo, il ne la fondait que sur la coopération des Prussiens ; mais cette coopération ne pouvait avoir lieu que dans l'après-midi ; il restait donc exposé seul depuis quatre heures du matin jusqu'à cinq heures du soir,

(1) *Mémorial de Las Cases.*

c'est-à-dire pendant *treize heures*. Une bataille ne dure pas ordinairement plus de six heures; *cette coopération était donc illusoire...*

» Pendant toute la nuit du 17 au 18 juin, le temps a été horrible, ce qui a rendu les terres impraticables jusqu'à *neuf heures du matin*. Cette perte de six heures depuis la pointe du jour a été *tout à l'avantage de l'ennemi;* mais son général pouvait-il faire dépendre le sort d'une pareille lutte, du temps qu'il ferait dans la nuit du 17 au 18 (1)? »

En un mot, Wellington a été inepte; et le plan qu'il exécuta, de concert avec Blücher, ce plan très-bien conçu, au dire de tous les écrivains impartiaux et compétents (2), reposait sur « une coopération illusoire. » La victoire ne prouve rien en faveur des deux généraux alliés, puisqu'elle a été seulement le résultat du hasard.

Telle est l'opinion du vaincu.

Les faits la contredisent nettement.

Les dispositions de Wellington furent assez bonnes pour que son adversaire l'ait constamment trouvé prêt à repousser toutes les attaques portées sur un point quelconque de sa ligne. Livrant une bataille défensive, dont le but était le maintien de son armée sur la position prise, jusqu'à l'arrivée des Prussiens, il eut peu à manœuvrer, ce qui convenait très-bien à l'espèce de troupes rangées sous ses ordres; mais les manœuvres qu'il fit furent bien entendues et bien exécutées.

La position de Mont-Saint-Jean ne présentait pas plus de difficultés à la retraite que celle qu'occupait Napoléon; même elle en présentait moins. La large chaussée de Bruxelles, la route, presque tout entière pavée, d'Alsemberg, qui conduit aussi de Mont-Saint-Jean à la capitale de la Belgique, trois traverses ouvertes dans cette même direction, traverses rendues difficiles mais non impraticables par les pluies, devaient suffire pour retirer au moins la plus grande partie de l'artillerie; et la forêt de Soignes, haute futaie sans taillis, qu'il était impossible de tourner avec promptitude, qui était praticable en tous sens aux hommes à pied et à cheval, offrait un excellent couvert à

(1) *Mémoires*, t. IX, p. 171, 172, 173, 174.

(2) Parmi ces écrivains, nous citerons le général Jomini (*Précis historique et critique de la campagne de* 1815). Il est peu suspect, à coup sûr, de partialité pour les adversaires de Napoléon, quand ils ne sont pas Russes.

l'infanterie, à la cavalerie contre une poursuite, un moyen prompt et facile de retraite, au cas même où elles auraient été débandées.

L'armée française, beaucoup plus forte en artillerie que les Anglo-Hollandais, ayant derrière elle le défilé de Genappe, était dans de moins bonnes conditions de retraite; et, dans son désastre, elle aurait tenu à grand bonheur de rencontrer, en deçà de Genappe, une forêt pareille à celle de Soignes (1).

Il n'est malheureusement pas vrai que « le général anglais ne sut pas tirer parti de sa nombreuse cavalerie. » Dans la premiere période de la bataille, l'échec du corps de d'Erlon fut déterminé par cette arme et nous coûta près de cinq mille hommes. Dans la seconde, les charges répétées, héroïques des escadrons de Milhaud, de Kellermann, de la garde, échouèrent non-seulement par la résistance des bataillons anglo-hollandais, mais encore par l'emploi opportun, habile, que Wellington fit de sa cavalerie.

Enfin, dans la catastrophe, cette même cavalerie joua un rôle très-puissant, surtout par les deux brigades, fortes de 2,500 chevaux, tenues en réserve jusque-là.

La disposition des troupes de Wellington montre qu'il s'attendait à une attaque, non sur sa droite, comme le dit Napoléon, mais sur son centre plutôt que sur sa gauche. Cependant, ce qui prouve qu'il n'avait pas trop mal prévu l'événement, c'est qu'attaqué sur cette dernière partie de sa ligne, il s'y trouva suffisamment préparé pour y faire subir à d'Erlon une défaite signalée; ce qui le prouve encore, c'est qu'après cette défaite Napoléon dirigea son principal effort contre le centre anglo-hollandais.

« En prenant la résolution de recevoir la bataille à Waterloo, Wellington ne la fondait que sur la coopération des Prussiens. » Cela est incontesté et incontestable. Mais il est inexact de dire que « cette coopération ne pouvait avoir lieu qu'à cinq heures du soir. »

En effet, si Bülow n'eût pas été attardé par l'incendie de Wavre, ou s'il eût passé la Dyle en amont de cette ville, et s'il eût marché sur deux colonnes, ce qui était possible, il serait intervenu sur le

(1) On a dit que Napoléon avait deux chaussées pour opérer sa retraite : celles de Nivelles et de Charleroi. C'est une erreur; car la retraite par Nivelles aurait donné à l'armée une direction trop divergente pour ne pas compromettre à l'excès le détachement de Grouchy.

champ de bataille vers une heure après midi et non à quatre heures et demie, comme il y intervint.

Mais il y a plus, c'est que Blücher aurait pu donner de huit à neuf heures du matin aux Anglo-Hollandais l'aide attendue ; car rien ne l'empêchait de mettre en marche, deux heures avant le jour, Zieten et Pirch I ; et ces deux généraux, campés, il ne faut pas l'oublier, depuis la veille à midi, tout près de Wavre, plus rapprochés que Bülow du champ de bataille, n'auraient certainement pas employé plus de sept à huit heures pour y parvenir.

« Pendant toute la nuit du 17 au 18, le temps a été horrible, ce qui a rendu les terres impraticables jusqu'à neuf heures du matin. Cette perte de temps de six heures a été *tout à l'avantage de l'ennemi.* » Pour écrire une pareille assertion, pour y croire, il faut avoir oublié qu'il avait plu entre Wavre et Mont-Saint-Jean comme à Mont-Saint-Jean même ; que les traverses reliant ces deux points étaient défoncées, les champs très-fangeux ; et qu'il en résulta de très-grands retards pour les corps prussiens envoyés au secours des Anglo-Hollandais. Sans la pluie, ces corps n'auraient pas eu besoin de plus de quatre heures et demie pour franchir les distances de Wavre à Plancenoit et Smohain. Cela ne saurait faire l'objet d'un doute.

La coopération des Prussiens, sur laquelle se fondait la résolution de recevoir la bataille, « loin d'être illusoire, » n'était donc que trop possible.

Chose étrange ! dans les critiques injustes et acerbes qu'il fait du plan de ses deux adversaires, des manœuvres de Wellington, Napoléon oublie précisément la grande, l'incontestable faute commise par le général anglais : le détachement d'un corps de dix-sept mille hommes sur Hal, à trois lieues de la position où il attendait la bataille, où il la reçut (1).

(1) Voici tout ce que dit Napoléon à ce sujet : « Un corps de deux mille chevaux fut dirigé sur Hal (le 17, à la nuit), menaçant de tourner la droite de la forêt de Soignes et de se porter sur Bruxelles ; le duc de Wellington, alarmé, y porta sa 4e division (celle de Colville) ; dans la nuit, la cavalerie française rentra au camp, la division anglaise resta en observation et se trouva paralysée pendant la bataille. » (*Mémoires,* t. IX.) Le mouvement de ce corps de deux mille chevaux, qu'on ne désigne pas ; ce mouvement, dont il n'est question nulle part ailleurs que dans les *Mémoires de Sainte-Hélène,* est plus que douteux. Mais ce qui peut être regardé comme certain, c'est que Napoléon a su, par les écrits du temps, la force du détachement de Hal :

En faisant ce détachement, Wellington avait pour but, lui-même l'a écrit (1), de couvrir Bruxelles contre un mouvement qui l'aurait tourné par sa droite. Il supposait donc que Napoléon voudrait exécuter une marche de flanc de *trois ou quatre lieues, complétement à découvert, en présence* de toutes les forces anglo-hollandaises, ou qu'il avait distrait ou allait distraire, au moment de livrer bataille à Mont-Saint-Jean, une forte partie de son armée pour la jeter sur la route de Hal à Bruxelles. Or, la première supposition était rationnellement inadmissible, la seconde absolument contraire aux principes les plus certains de la stratégie et aux habitudes de Napoléon. On ne s'affaiblit pas ainsi sur le point principal, sur le point où doit se décider le sort des armées pour aller chercher ailleurs des succès hypothétiques et secondaires. A grande peine, on concevrait la préoccupation de Wellington dans la journée du 17, dans une partie même de la matinée du 18, mais on ne la conçoit plus, il faut la lui imputer comme une faute bien caractérisée, quand il persiste après que l'armée de Napoléon a été vue, reconnue en position, prête à engager la lutte. Rappelant, vers huit heures du matin, son détachement de Hal, le général anglais l'aurait eu sur le champ de bataille, de bonne heure dans l'après-midi, malgré le mauvais état des chemins. Il ne voulut pas le rappeler; et il en résulta que l'armée anglo-hollandaise subit des pertes bien plus considérables que celles qu'elle aurait dû subir, se trouva même un moment compromise.

La coopération des Prussiens, regardée comme certaine, attendue beaucoup plus tôt qu'elle n'eut lieu, la victoire même, si complète qu'elle fût, peuvent atténuer cette faute, mais non la justifier. On est surpris de la rencontrer chez Wellington.

En dépit d'allégations aussi passionnées que dénuées de justesse,

division Stedmann, brigade indienne, cavalerie d'Estorff, deux brigades de la division Colville. Cependant, il ne parle que de celle-ci. Il faut penser qu'il a préféré donner à croire que les autres troupes du détachement ont combattu à Waterloo.

(1) « Il se peut que l'ennemi nous tourne par Hal, quoique le temps soit terrible et les chemins détestables, et que j'aie le corps du prince Frédéric en position entre Hal et Enghien. Si cela arrive, je prie Votre Altesse Royale... et Sa Majesté (Louis XVIII) de se rendre à Anvers, non sur de faux bruits, mais sur l'avis certain que l'ennemi est entré à Bruxelles, malgré moi, en me tournant par Hal. » (Lettre au duc de Berry, déjà citée.)

il faut reconnaître que c'est la seule qui puisse lui être reprochée dans ce terrible jour. Malheureusement pour la France, il mena très-bien la bataille malgré le retard des Prussiens : il n'engagea ses troupes qu'au fur et à mesure des besoins de la lutte ; les engagea toujours judicieusement, et sut garder une forte réserve jusqu'au moment décisif. Il eut son heure critique, rien de plus certain. Mais quel conducteur d'armée ne l'a pas eue parfois ? Pour n'en citer qu'un exemple, Napoléon, à Marengo, se trouvait dans une position autrement compromise que celle de Wellington à Waterloo, quand l'heureuse inspiration de Desaix et la détermination héroïque de Kellermann vinrent changer la défaite en une victoire signalée.

Continuant ses critiques, Napoléon dit encore du général anglais : « Malgré la diversion opérée en sa faveur par les trente mille Prussiens du général Bülow, il eût deux fois opéré sa retraite dans la journée, si cela lui eût été possible. Ainsi, par le fait, ô étrange bizarrerie des événements humains ! le mauvais choix de son champ de bataille, qui rendait toute retraite impossible, a été la cause de son succès (1) ! »

Nous avons dit ce qu'il fallait penser de l'impossibilité d'une retraite à travers la haute futaie de Soignes, percée par la large chaussée de Bruxelles, par la route d'Alsemberg, pavée presque tout entière, par trois traverses de même direction que celles-ci. Napoléon, avec une artillerie bien plus nombreuse, n'avait pas autant de voies pour se retirer en cas de défaite. A Essling, il ne lui restait plus qu'un pont de bateaux quand il battit en retraite ; ce pont, cependant, fut suffisant parce que cette opération commença à temps.

Mais à quel moment Wellington a-t-il pu avoir l'idée d'abandonner le champ de bataille à son adversaire ? Est-ce après son succès contre d'Erlon ? Est-ce après avoir repoussé la première charge de Ney, à cinq heures, quand Bülow prononçait son mouvement sur Plancenoit ? ou à sept heures, quand toute notre cavalerie de réserve venait d'échouer, en dépit de sa vaillance, contre le centre anglo-hollandais, quand Pirch I et Zieten touchaient au théâtre de la lutte ? ou bien encore, une demi-heure plus tard, quand l'infanterie de la garde, écrasée par le nombre, redescendait du plateau, quand Pirch I et

(1) *Mémoires*, t. IX, p. 175.

Zieten entraient en ligne? Ainsi précisée, chacune de ces questions porte en soi sa réponse.

Non, Wellington n'a pas eu, n'a pu avoir la pensée de battre en retraite, en aucun moment du jour. Affirmer, admettre le contraire, c'est le fait d'un homme qui veut se roidir contre l'évidence, ou n'a étudié ni le caractère du général anglais, ni la marche des événements de la journée, ni la combinaison prise pour base du plan de bataille. Porter aux Anglo-Hollandais l'appui de toute l'armée prussienne, de la moitié au moins de cette armée ; en venir à combattre deux contre un, tel était le mot de cette combinaison, qui devenait forcément décisive, si elle était menée à fin. Bülow était en ligne, Pirch I et Zieten s'avançaient; Wellington apprenait, à chaque instant, les progrès de leur approche; tout marchait vers la réunion projetée. Le général anglais n'avait donc rien à faire, que ce qu'il était bien résolu à faire, lui, l'homme tenace par excellence : tenir sa position jusqu'à la dernière extrémité, y brûler sa dernière cartouche.

De son côté, tout soldat qui tombait allait être remplacé par dix soldats prussiens ; du côté des Français, aucune perte n'était réparable. Dans un pareil plan, dans une pareille situation, il ne pouvait y avoir, il n'y eut pas place pour une pensée de retraite : à défaut des faits, le plus simple raisonnement le prouverait.

Un sentiment d'amour-propre national mal placé, un désir inconsidéré de faire de Napoléon un capitaine infaillible, vaincu par la fatalité seule, ont poussé, cependant, presque tous les écrivains français à prendre pour véritable, à propager l'incroyable assertion du captif de Sainte-Hélène. Il en est même qui, enchérissant sur son dire, ont affirmé que Wellington aurait battu en retraite, non pas deux, mais trois fois, dans la journée, si le mauvais choix de son champ de bataille ne l'en eût empêché ; et on les a crus ! Tant il est vrai qu'il n'est contre-vérité si évidente qui, à force d'être répétée, n'ait chance de prendre rang au nombre des axiomes historiques !

Ardent, absolu dans la critique de ses adversaires (1), Napoléon ne l'est pas moins dans les éloges qu'il se décerne.

« Tout ce qui tenait à l'habileté, il l'avait accompli ! assure-t-il;

(1) Dans un moment de franchise, Napoléon a dit cependant, un jour, à Sainte-Hélène. « que la marche de Blücher sur Wavre était un de ces éclairs de génie qui ne brillent que chez les grands généraux. »

tout n'a manqué que par un concours de fatalités inouïes et que quand tout avait réussi (1). »

Ainsi, cette terrible journée de Waterloo, une des plus grandes de l'histoire par l'acharnement de la lutte, par les intérêts engagés, et surtout par le résultat, cette journée, d'après Napoléon, vit aux prises l'habileté consommée avec l'ineptie avérée; et l'habileté fut vaincue « par un concours de fatalités inouïes. »

Ce que l'homme, dans son impuissance à pénétrer la raison des choses, appelle tantôt la fatalité, tantôt le hasard, fait avorter parfois le plan le mieux combiné et réussir le plus mauvais, déjoue les plus savantes manœuvres, les efforts du talent, du génie, et donne le succès à la médiocrité, à l'ignorance, à la sottise. Cela n'est pas douteux; les annales des guerres en offrent plus d'un exemple. Mais l'histoire ne doit avoir recours à cette explication surnaturelle des événements que dans le cas où toute explication rationnelle vient à lui manquer. La guerre est toujours un jeu sanglant de la force; elle est moins souvent qu'on ne pense un jeu du hasard.

Pour expliquer la catastrophe du 18 juin, est-il besoin de faire ntervenir cette cause mystérieuse? Nous ne le croyons pas.

On vient de voir à quel point sont fausses les accusations d'incapacité, d'ineptie, portées par Napoléon contre ses deux adversaires. Les éloges qu'il se donne ne sont pas moins immérités.

Il fit des fautes, il en fit plusieurs qu'en d'autres temps, il n'eût sans doute pas faites. Ces fautes, on les a relevées, démontrées.

Le 18 au matin, il avait l'heureuse fortune, malgré ses lenteurs de la veille, de trouver en face de lui l'armée anglo-hollandaise, résolue à recevoir la bataille, et égale à l'armée française par le nombre, mais inférieure par la qualité d'une partie de ses troupes, inférieure encore en artillerie. Il ignorait où se trouvait l'armée prussienne, si elle était proche ou éloignée; il devait donc se hâter de profiter de l'occasion, et, puisqu'il était décidé au combat, l'engager avec le moins de retard possible. Cependant, il attendit jusqu'à onze heures et demie pour en donner le signal et ne prononça que deux heures plus tard une attaque réelle, celle qui fut faite par d'Erlon. Pour excuser ce retard, il a allégué l'état du sol, qui n'aurait pas permis plus tôt à l'artillerie de manœuvrer. Mais l'allégation n'a trouvé créance chez

(1) *Mémorial de Las Cases.*

aucun critique impartial (1). Sur un terrain absolument de même nature que celui qu'occupait l'armée française, Wellington opéra, de six à huit heures, tous les mouvements nécessaires pour prendre son ordre de bataille.

Napoléon aurait donc pu opérer les siens en même temps et entamer, dès sept heures et demie, la lutte dont le premier coup de canon ne fut tiré que quatre heures plus tard ; lui-même, d'ailleurs, l'établit, par inadvertance, quand il raconte « qu'à huit heures, des officiers d'artillerie qui avaient parcouru la plaine annoncèrent que l'artillerie pouvait *manœuvrer*, quoique avec quelques difficultés qui, dans une heure, seraient bien diminuées (2). »

Il avait fallu donner peut-être au soldat, fatigué de la nuit, le temps de prendre quelque nourriture, de nettoyer ses armes, de se préparer au combat. Mais deux heures suffisaient à ces soins.

Que de fois, d'ailleurs, après une nuit aussi pénible que celle qui venait de s'écouler, n'avait-on pas vu les légions de France marcher à l'ennemi, l'aborder dès l'aube du jour? Et, le 18 juin même, Bülow ne quittait-il pas ses bivacs, ne se mettait-il pas en marche avant quatre heures du matin, tout prêt à combattre? Notre armée aurait donc pu, sans aucun effort surhumain, commencer à prendre son ordre de bataille à six heures au plus tard, l'avoir pris, nous le répétons, à sept heures et demie (3), et marcher dès lors à l'ennemi.

La fausse attaque de Goumont n'exigeait d'abord que très-peu de manœuvres d'artillerie ; et, l'action une fois engagée sur toute la ligne, les difficultés de ces manœuvres devenaient les mêmes pour les deux armées. Il importe de le remarquer.

Napoléon perdit donc, sans aucun motif, quatre heures tout entières.

Cette perte de temps fut très-malheureuse.

Si elle eût été évitée, le résultat de la journée aurait été différent; cela est très-probable. En butte, dès sept heures et demie du matin, à tous les efforts de l'armée française, réduits, jusqu'à quatre

(1) Le général Jomini, entre autres, dit formellement que le retard de l'attaque « fut une faute. »

(2) *Mémoires*, t. IX.

(3) D'après les *Mémoires de Napoléon*, que nous avons suivis en ce point, l'armée française mit une heure et demie pour prendre son ordre de bataille. On l'a vu dans notre récit.

heures et demie du soir, à leurs propres forces, les Anglo-Hollandais, sans doute, auraient été battus, malgré la ténacité de leur chef, malgré leur bravoure, qui, au dire même de Napoléon, fut admirable : Bülow serait arrivé trop tard pour empêcher leur défaite, et y aurait peut-être été enveloppé lui-même.

La lutte s'engageant dès sept heures et demie du matin, Blücher n'aurait certainement pas gardé jusqu'à midi à Wavre, comme il les garda, les corps de Zieten et de Pirch I. Dès que le bruit du canon serait devenu assez intense pour annoncer la bataille, il les aurait dirigés sur les traces de Bülow; mais ce mouvement n'aurait commencé que vers neuf heures, et n'aurait pu avoir, par suite, aucune influence sur l'issue de la journée.

Wellington avait cru qu'il serait rejoint, dans la matinée (1), par un ou plusieurs corps prussiens. Cette réunion s'opéra seulement dans l'après-midi, parce que Blücher, il faut l'admettre, ne s'était pas assez exactement rendu compte des difficultés des chemins et avait voulu aussi donner le plus long repos possible à ses troupes, à celles-là surtout qui avaient combattu à Ligny. Ce fut une imprudence. Napoléon, plus actif, l'aurait rendue funeste à l'armée anglo-hollandaise.

En retardant la bataille, le général français laissa donc échapper une grande chance de succès. Oublieux de cet axiome de guerre, qu'il faut toujours se hâter de saisir l'occasion, il estima de peu d'importance un retard de quelques heures. Erreur capitale, qui tenait, on ne saurait en douter, à la conviction, bien légèrement formée et, cependant, persévérante, que l'armée prussienne était, depuis la journée de Ligny, incapable de rien entreprendre.

Après cette faute énorme, il en fut commis d'autres dans la conduite de la bataille. Nous les présentons dans l'ordre même des événements.

Dominé, à très-courte distance, par la crête du plateau de Mont-Saint-Jean, le château de Goumont n'aurait pas été tenable pour nos troupes, si elles fussent parvenues à s'en emparer. L'attaque qui y fut dirigée n'avait d'autre but que de préparer, de faciliter, par une diversion, le mouvement de d'Erlon contre la gauche des Anglo-Hollandais. Elle prit cependant, dès l'abord, on lui laissa prendre le

(1) Lettre à sir Charles Stuart, déjà citée.

caractère d'une opération principale destinée à être poussée à fond ; et elle le garda sous les yeux de Napoléon. Avant cinq heures du soir, le corps tout entier de Reille avait fini par s'entasser autour d'une position qui fut constamment défendue par des forces numériquement inférieures, en sorte que la diversion fut à l'avantage de l'ennemi et que l'infanterie manqua pour appuyer la cavalerie conduite par Ney au plateau.

L'attaque même de Goumont fut conduite avec la plus étrange imprévoyance. On ne se renseigna pas sur la force de résistance que présentaient le château, les autres bâtiments et l'enclos contigu ; et on voulut les enlever sans préparer la voie par le jeu de l'artillerie. Ce fut seulement au bout de trois heures de combat, après le sacrifice inutile d'une foule de braves, qu'on songea à concentrer le feu de quelques obusiers sur le massif des constructions, qu'on alluma l'incendie qui en chassa les Anglo-Hollandais ; mais cela ne suffit pas pour leur faire évacuer le jardin, véritable réduit contre lequel échouèrent nos soldats, et dont les murs auraient été renversés de bonne heure, si on eût pris la vulgaire précaution de munir les sapeurs du génie de quelques pétards, de quelques sacs de poudre.

Il était important d'enlever de bonne heure la Haie-Sainte ; on n'y parvint, cependant, qu'entre trois et quatre heures et après des pertes très-sensibles, parce qu'on négligea de diriger contre cette ferme les projectiles de quelques pièces qui, en peu d'instants, l'auraient incendiée, et en auraient renversé les murs.

Sur Papelotte, sur la Haie, on répéta les mêmes fautes.

Dans le récit de la bataille, nous avons fait remarquer l'ordonnance vicieuse de l'infanterie de d'Erlon, marchant contre l'aile gauche des Anglo-Hollandais. C'était déjà une grande faute. On l'aggrava en ne faisant pas soutenir immédiatement par de la cavalerie les colonnes si étrangement formées. Il était trop tard quand elles furent appuyées par la brigade Travers et les escadrons de Jacquinot : elles avaient déjà perdu cinq mille hommes, le tiers de leur effectif.

Les récits de Sainte-Hélène passent sur cet échec de d'Erlon, comme sur un incident sans importance. Il eut, cependant, pour résultat de diminuer très-considérablement le rôle du 1er corps, dans le reste de la journée ; l'étude de la bataille le prouve nettement.

Napoléon avait reconnu que l'aile gauche était la partie faible de la

ligne anglo-hollandaise; lui-même l'a écrit (1), et l'ordre donné vers onze heures l'indique, d'ailleurs, suffisamment (2). Après l'insuccès de d'Erlon contre cette aile, Napoléon renonça, pourtant, à la forcer et dirigea la principale attaque contre le centre.

Les attaques au centre sont généralement les plus fécondes en conséquences avantageuses ; mais, en revanche, elles sont généralement les plus difficiles, les plus longues. Aussi, les emploie-t-on rarement, au cas seul où l'on n'est pas pressé par le temps, où la grandeur du résultat probable rachète l'excès des difficultés à vaincre.

Or, à Waterloo, le centre, on l'a vu, était la partie la plus forte de la ligne anglo-hollandaise ; le but à atteindre était de s'emparer de la route de Bruxelles, de rejeter Wellington sur Braine-l'Alleud, de l'éloigner de Blücher ; en outre, dès une heure après midi, Napoléon connaissait la présence de Bülow à Chapelle-Saint-Lambert, et l'arrivée d'autres corps prussiens était à prévoir, à redouter. Toutes ces considérations réunies auraient dû démontrer qu'il fallait renouveler sur-le-champ, au moyen des réserves, l'attaque portée contre l'aile gauche des Anglo-Hollandais, précipiter le dénoûment et ne pas se jeter dans les difficultés, les lenteurs d'une attaque centrale. On s'y jeta au contraire ; on s'y acharna, et ce ne fut pas la moindre cause de la catastrophe.

Jusqu'à l'apparition de Bülow à Chapelle-Saint-Lambert, Napoléon regarda comme impossible l'intervention d'aucun détachement de l'armée prussienne sur le champ de bataille de Mont-Saint-Jean ; et il crut obstinément ensuite que l'entrée en ligne de ce général était le terme suprême des efforts de Blücher pour appuyer les Anglo-Hollandais.

Il est difficile de ne pas voir encore une faute dans les dispositions prises pour résister à Bülow. Si Lobau, au lieu de l'attendre en deçà du bois de Paris, eût occupé le défilé de Lasne, il l'aurait contenu longtemps, peut-être même l'aurait-il empêché de déboucher, jusqu'à l'arrivée de Pirch I.

Après avoir attaqué la gauche des Anglo-Hollandais avec de l'infanterie, sans soutien assez proche de cavalerie, après avoir échoué

(1) « La partie de la ligne anglaise entre la Haie-Sainte et la Haie parut à l'empereur plus faible que partout ailleurs. » (*Campagne de* 1815, par le général Gourgaud.)

(2) Nous avons reproduit cet ordre, p. 15-16 *suprà*.

contre elle, on attaqua le centre avec de la cavalerie sans soutien d'infanterie ; et on échoua encore. Malgré leur intrépidité, les deux divisions de Milhaud, celle de Lefebvre Désnouettes ne purent tenir sur le plateau. Elles reprirent bientôt leur attaque, furent appuyées par les deux divisions de Kellermann, par celle de Guyot ; et le résultat ne fut pas meilleur.

Une pareille opération ne pouvait guère permettre une autre issue, et le pouvait d'autant moins, que l'infanterie ennemie, en grande partie soustraite au feu de nos canons par la crête des hauteurs, n'avait pas été ébranlée avant les charges des escadrons de Ney.

Aussi a-t-on blâmé l'attaque faite, renouvelée, persévérante, en des conditions si peu favorables.

Napoléon en a repoussé la responsabilité et a donné des causes de cette manœuvre deux versions différentes.

« A peu près sur les quatre heures, a-t-il écrit, il avait ordonné au maréchal Ney de se maintenir dans la Haie-Sainte, en la crénelant, et en y établissant plusieurs bataillons ; mais de ne faire aucun mouvement, *jusqu'à ce qu'on vît l'issue de la manœuvre des Prussiens*. Une demi-heure après, sur *les cinq heures*, au moment où ces derniers nous attaquaient le plus vivement, les Anglais cherchèrent à reprendre la Haie-Sainte : ils furent vigoureusement repoussés par le feu de notre infanterie et *par une charge de la cavalerie ;* mais le *maréchal Ney, emporté par trop d'ardeur, oublia l'ordre qu'il avait reçu :* il déboucha sur le plateau, qui fut immédiatement couronné par les deux divisions de cuirassiers de Milhaud et par la cavalerie légère de la garde. Tous les officiers qui entouraient l'empereur, voyant ce mouvement, le succès des charges, la retraite de plusieurs carrés anglais et la cessation du feu d'une partie des batteries ennemies, chantèrent victoire et se livrèrent à la joie. L'empereur n'en jugeait pas ainsi. Il dit au maréchal Soult : « Voilà un mouvement » prématuré qui pourra avoir des résultats funestes pour la jour- » née. » L'empereur envoya l'ordre aux cuirassiers de Kellermann de soutenir la cavalerie que nous avions sur le plateau, de peur qu'elle ne fût repoussée par la cavalerie ennemie, ce qui, dans la circonstance des affaires, eût entraîné la perte de la bataille. »

Tel est le premier récit dicté à Sainte-Hélène (1). Il fait porter, on

(1) *Campagne de* 1815, par Gourgaud, p. 85, 86, 87, 93.

le voit, d'une manière formelle, absolue, sur le maréchal Ney la responsabilité de l'initiative de l'attaque de la cavalerie de réserve; et il y insiste en ces termes : « L'empereur attribua *principalement* la perte de la bataille de Waterloo, d'une part à...; et, d'une autre part, à l'attaque que le *maréchal Ney fit avec la cavalerie, deux heures trop tôt, malgré les ordres réitérés de l'empereur* (1). »

Le second récit est tout autre.

« Il y avait deux heures (2) que le comte d'Erlon s'était emparé de la Haie, avait débordé toute la *gauche* anglaise et la *droite* du général Bülow. *La cavalerie légère du 1er corps (d'Erlon) poursuivant l'infanterie ennemie sur le plateau de la Haie, avait été ramenée par une cavalerie supérieure en nombre. Le comte Milhaud* gravit alors la hauteur avec ses cuirassiers et *fit prévenir* le général Lefebvre Desnouettes, qui se mit aussitôt au trot pour le soutenir. Il était *cinq heures;* c'était le moment où l'attaque du général Bülow était le plus menaçante, où, loin d'être contenu, il montrait toujours de nouvelles troupes qui étendaient sa ligne sur sa droite. La cavalerie anglaise fut repoussée par les intrépides cuirassiers et les chasseurs de la garde. Les Anglais abandonnèrent tout le champ de bataille entre la Haie-Sainte et Mont-Saint-Jean, celui qu'avait occupé toute leur gauche, et furent acculés sur la droite. A la vue de ces charges brillantes, des cris de victoire se firent entendre sur le champ de bataille. L'empereur dit : « C'est trop tôt *d'une heure :* cependant, il » faut soutenir ce qui est fait. » Il envoya l'ordre aux cuirassiers de Kellermann, qui étaient toujours en position sur la gauche, de se porter au grand trot pour soutenir la cavalerie sur le plateau. Le général Bülow menaça, dans ce moment, le flanc et les derrières de l'armée; il était important de ne faire aucun mouvement rétrograde nulle part et de se maintenir dans la position, quoique prématurée, qu'avait prise la cavalerie (3). »

Cette version a été dictée et publiée la dernière. Napoléon y a donc donné son dernier mot sur cet épisode de la bataille; et ce mot est une justification si complète, si absolue du maréchal Ney, que son

(1) *Campagne de* 1815, par Gourgaud, p. 97 et 98.

(2) Ces mots se rapportent aux derniers du paragraphe précédent « il était sept heures du soir. »

(3) *Mémoires,* t. IX, p. 131, 132, 133.

nom même n'est pas cité. Toute responsabilité retombe sur le général Milhaud : il s'engage sans ordre, spontanément, et entraîne avec lui la division Lefebvre Desnouettes. Mais cette assertion est basée sur de telles inexactitudes, qu'il est impossible de l'accepter.

Ainsi, d'Erlon n'a jamais débordé ni la gauche anglaise ni la droite de Bülow; et la cavalerie légère du 1er corps n'a pas poursuivi l'infanterie anglo-hollandaise sur le plateau de la Haie. Cette cavalerie, par conséquent, n'en a pas été ramenée par une cavalerie supérieure en nombre; et Milhaud n'a pas été poussé, par suite d'un échec imaginaire, à gravir le plateau. Il est constant, d'ailleurs, qu'aucune charge de la cavalerie de réserve ne fut menée au-dessus de la Haie; que toutes le furent à gauche de la Haie-Sainte, à une demi-lieue du premier de ces points. C'est encore une imagination que ce tableau des Anglais « abandonnant (aux cuirassiers de Milhaud) tout le champ de bataille entre la Haie-Sainte et Mont-Saint-Jean, celui qu'avait occupé toute leur gauche, et acculés sur leur droite. » La gauche des Anglais ne quitta pas un moment la position qu'elle avait prise dès le commencement de la bataille; et les charges réitérées de notre cavalerie de réserve eurent constamment pour champ l'espace compris entre les chaussées de Charleroi et de Nivelles. Dans sa première version, il faut le remarquer, Napoléon s'était borné à dire que les cuirassiers de Milhaud avaient déterminé « la retraite de plusieurs carrés anglais et la cessation du feu d'une partie des batteries ennemies. »

Le général Milhaud a donc été inculpé à tort par Napoléon. Après avoir renoncé si complétement à l'accusation qu'il avait formulée, en termes absolus, contre le maréchal Ney, le captif de Sainte-Hélène aurait bien fait de ne pas la reporter sur Milhaud.

La vérité, nous le croyons, est que l'attaque du plateau par notre cavalerie eut lieu sur l'ordre même de Napoléon, qui vit un commencement de retraite des Anglo-Hollandais dans le mouvement que Wellington fit faire à sa première ligne pour l'abriter contre les coups de notre artillerie. Et cela nous paraît d'autant plus certain, que Napoléon put suspendre l'attaque et ne la suspendit pas.

Cette manœuvre présente, en effet, deux phases très-distinctes, et non une seule, comme on le penserait d'après les récits de Sainte-Hélène.

Dans la première, Milhaud et Lefebvre Desnouettes gravissent le

plateau, y fournissent, une heure durant, plusieurs charges, et, après d'infructueux efforts, ils en descendent et reviennent dans le vallon de la Haie-Sainte. Dans la seconde phase, ils remontent au plateau, y sont rejoints par Kellermann et Guyot (1) ; et, pendant près de deux heures, la masse de nos escadrons s'y maintient à force de bravoure; puis elle est obligée à la retraite, après avoir subi des pertes énormes, après s'être harassée, épuisée.

Dans l'intervalle des deux phases, il fut donc possible de suspendre l'attaque du plateau, comme nous venons de le dire. Il aurait suffi d'un ordre pour cela. Cet ordre, Napoléon ne le donna pas; et il nous semble impossible de ne pas en conclure que cette attaque entrait alors dans ses vues, qu'elle avait commencé par son ordre, qu'elle se continua avec son assentiment.

Le malheur ou la faute fut, non de l'avoir faite, mais de ne pas l'avoir soutenue par de l'infanterie.

Du moment où, abandonnant, bien à tort, son projet de forcer l'aile gauche des Anglo-Hollandais, Napoléon s'était décidé à diriger l'effort principal contre leur centre, il fallait qu'il l'y portât rapidement. Sans hésiter, il devait alors faire appuyer les escadrons de Ney par toute l'infanterie de la vieille garde, par cinquante bouches à feu, et laisser à Lobau et à la division de jeune garde le soin

(1) Dans ses récits, Napoléon a prétendu qu'il voulait garder la division Guyot en réserve; qu'elle avait suivi, sans ordre, poussée par « la fatalité du jour, » le mouvement de Kellermann, sans qu'on pût l'arrêter. Mais la fatalité est encore ici mise en scène mal à propos.

Guyot a contredit l'assertion de Napoléon, et affirmé que, dès trois heures de l'après-midi, il avait été mis à la disposition du maréchal Ney (*Victoires et Conquêtes,* t. XXIV.) On peut ne pas le croire. Mais il est un fait qui ruine la version de Napoléon. Ce fait, nous l'avons rapporté; nous le rappelons.

La brigade de carabiniers appartenant au corps de Kellermann fut, d'abord, laissée en réserve par ce général lui-même, et ne monta au plateau que longtemps après les trois autres brigades de son corps et la division Guyot, quand le maréchal Ney l'appela. Or, Napoléon n'empêcha pas ce mouvement; et, bien évidemment, il l'aurait empêché, s'il eût voulu conserver, comme il l'assure, une réserve de cavalerie.

La brigade de carabiniers, il faut le remarquer, était forte de 850 chevaux, c'est-à-dire égale, à deux ou trois cents chevaux près, à la partie de la division Guyot qui monta sur le plateau, l'autre partie composant, le 18 juin, les escadrons de service de Napoléon.

de contenir les Prussiens de Bülow le plus longtemps possible.

C'eût été, sans doute, une détermination bien grave, bien périlleuse; mais c'était la seule qui présentât quelque chance de succès; et plus elle était différée, plus ces chances, déjà bien faibles, diminuaient et plus le péril grandissait. Risquer beaucoup vers Plancenoit, dès trois ou quatre heures, c'était le seul moyen qui restât de gagner beaucoup sur le plateau, d'emporter le gain de la journée.

Napoléon a exprimé une tout autre opinion.

Dans ses deux récits, il dit alternativement que l'attaque du plateau eut lieu « une heure, deux heures trop tôt; » et il ajoute que son projet était de la faire soutenir par les seize bataillons de vieille garde et cent pièces de canon (1). Il la place, d'ailleurs, à cinq heures (2). A son compte, c'était donc à six heures ou à sept qu'il devait faire exécuter cette manœuvre: mais, sans parler d'une si grande force d'artillerie, ni à six heures, ni à sept, il n'eut à sa disposition une pareille réserve. Il avait donc mal calculé ses moyens et le temps; et son calcul devait rester faux, du moment qu'il voulait attendre « l'issue du mouvement de Bülow » pour opérer l'attaque sur le centre ennemi. Cette issue, il l'aperçut seulement, encore se trompa-t-il, quand il était près de sept heures. Mais il y a plus, c'est qu'en ce moment, lors même que Napoléon eût pu disposer de toute l'infanterie de la vieille garde, et que la cavalerie de réserve n'eût pas été encore engagée, il n'aurait plus été temps d'opérer l'attaque du centre anglo-hollandais. En effet, si ce centre n'eût subi aucun choc jusqu'à sept heures, il se serait trouvé en état de faire longue résistance; et, en outre, Zieten et Pirch I étaient alors sur le point d'entrer en ligne.

A sept heures, il n'y avait plus qu'une opération à exécuter: la retraite. Il était même déjà bien tard pour la commencer. Napoléon ne le comprit pas; et ce manque d'intelligence de la situation lui fit commettre une dernière faute qui changea l'insuccès en désastre.

(1) *Mémoires*, t. IX.

(2) L'attaque du plateau commença à quatre heures, cela est constaté par tous les rapports étrangers; quelques-uns même l'indiquent un peu avant quatre heures. Du reste, Napoléon, dans une autre partie de ses *Mémoires*, l'a reconnu en écrivant: « La charge de la cavalerie, *à quatre heures du soir*, a été faite un peu trop tôt. » (*Mémoires*, t. VIII, p. 202.)

Obstiné dans la croyance que le corps de Bülow était le seul qui avait pu être détaché de l'armée prussienne pour appuyer les Anglo-Hollandais, persuadé que Wellington n'avait plus de réserve, il chercha la victoire quand il s'agissait d'éviter la déroute.

Au lieu de se borner à dégager la cavalerie de réserve arrêtée sur la pente du plateau, de se hâter de tout mettre en retraite de Goumont à Smohain et Plancenoit, il fit marcher, contre le centre anglo-hollandais, six bataillons, trois mille hommes de la garde, leur ordonnant d'opérer une attaque à fond.

Exécutée avec un extrême courage, mais non suffisamment soutenue par nos escadrons épuisés, cette manœuvre échoua contre une supériorité numérique écrasante, et on perdit à la faire les derniers moments dont on aurait pu, dont on aurait dû disposer pour se replier en ordre.

Savoir se retirer à temps de la lutte, se résigner à un échec pour ne pas subir un désastre, c'est le fait des grands capitaines, non moins que savoir reconnaître et saisir l'instant où la victoire est possible.

La dernière faute de Napoléon s'explique, nous l'avons dit, par une double erreur : après avoir cru l'armée prussienne incapable d'intervenir sur le champ de bataille de Waterloo, il s'obstina à refuser d'admettre qu'elle pût y porter d'autres forces que celles de Bülow ; et il ne reconnut pas que Wellington avait encore, à sept heures du soir, une forte réserve. Mais il est très-probable, en outre, que sa situation personnelle ne fut pas étrangère à la détermination de poursuivre le succès quand le succès était devenu impossible.

S'il revenait en France, affaibli, déconsidéré par un échec, il courait risque d'être précipité du trône. Pour s'y maintenir, il lui fallait une victoire, et, sous l'empire de cette préoccupation égoïste, il s'acharna à lutter contre la fortune, joua son dernier soldat, comme le joueur malheureux, ruiné, jette sa dernière pièce d'or sur le tapis du jeu de hasard.

Dans cette lamentable journée de Waterloo, les fautes, on le voit, furent assez nombreuses, assez graves pour expliquer la catastrophe, sans qu'il soit nécessaire, comme nous l'avons dit, de faire intervenir la puissance mystérieuse de la fatalité.

Ces fautes se résument en quelques mots :

La bataille commença quatre heures plus tard qu'elle n'aurait dû commencer;

L'attaque de Goumont, qui ne devait être qu'une diversion, fut conduite comme une attaque principale et absorba, sans compensation suffisante, une masse d'infanterie qui manqua bientôt pour soutenir la cavalerie de réserve;

Les dispositions pour cette attaque furent prises sans la moindre prévoyance; et il en fut de même contre la Haie-Sainte, Papelotte et la Haie;

L'attaque de l'aile gauche de Wellington s'opéra dans un ordre défectueux et sans soutien assez proche de cavalerie; on y renonça, au lieu de la renouveler en y employant les réserves;

Au lieu d'occuper les défilés de Lasne, on attendit Bülow en deçà du bois de Paris;

L'attaque centrale se fit avant d'avoir été assez préparée par l'artillerie; et la cavalerie qui en fut chargée ne fut pas appuyée par de l'infanterie;

Cette même attaque fut reprise avec de l'infanterie seulement, la cavalerie qui aurait dû y coopérer se trouvant épuisée par une lutte de près de trois heures;

Enfin, on s'exposa à un désastre, on le subit, pour s'être acharné après le succès quand, malgré la bravoure de nos troupes, le succès n'était plus possible, quand il aurait fallu se hâter de battre en retraite.

Napoléon était malade. Souffrant de deux affections, d'une surtout qui lui rendait très-pénibles les mouvements du cheval, il resta pied à terre pendant presque toute la journée, voyant peu par lui-même ou voyant mal, et obligé souvent de juger de l'état successif des choses, sur des rapports qui purent l'induire en erreur plus d'une fois. Il ne montra pas l'énergie stoïque du vieux Blücher, qui, souffrant aussi, passa douze heures sans descendre de cheval.

Vigoureux, actif comme naguère, il aurait suivi de près les événements, fait préparer, exécuter mieux et plus à temps telle ou telle manœuvre. Cela est certain. Mais ce qui paraît tout aussi assuré, c'est que, dans un meilleur état de santé, il n'aurait pas prévu, plus qu'il ne la prévit, l'arrivée de Bülow, de Zieten, de Pirch I sur le champ de bataille où il avait déjà contre lui une armée numériquement égale à la sienne. Il était trop convaincu de la déroute de

l'armée prussienne pour admettre la possibilité d'une telle concentration de forces. Or, cette concentration fut la cause principale de la catastrophe; car, malgré leur gravité, presque toutes les fautes que nous avons signalées auraient été réparables si Blücher n'eût pas appuyé Wellington.

Si on le considère seulement du point de vue où Napoléon le conçut, c'est-à-dire sans tenir compte de la probabilité de l'intervention prussienne, le plan de la bataille est très-beau, très-solide. Il révèle le chef habitué à combiner les plus grandes actions de guerre; il défie la critique. Mais, cette intervention se produisant, il est immédiatement ruiné par la base; il n'est plus exécutable.

Aussi, dès l'apparition de Bülow, la direction de la bataille, du côté des Français, semble-t-elle, en quelque sorte, flotter au hasard. Les mouvements se succèdent, tardifs ici, précipités là, incohérents, mal préparés, incomplets, mal exécutés.

Soldats et officiers font assaut de constance, d'intrépidité, d'héroïsme; mais les moyens ne sont plus proportionnés au but. On dirait que le chef a la conscience de son impuissance; qu'il ne compte plus que sur l'imprévu pour triompher des difficultés de sa situation. Il n'ose pas risquer un grand coup, quand il le pourrait encore avec des chances de succès; il ne se résigne pas à la retraite, quand la retraite est encore possible; puis l'imprévu se produit, et c'est l'entrée en ligne de Zieten et de Pirch I, qui vient déterminer le plus épouvantable des désastres.

Cette double faute de n'avoir fait, dans ses calculs, aucune part à l'intervention prussienne : de n'avoir pas admis, d'abord, la possibilité de la coopération de Blücher; et puis, quand l'approche du corps de Bülow eut été constatée, d'avoir rejeté toute probabilité de l'arrivée de nouvelles forces prussiennes; cette faute capitale, décisive, Napoléon ne veut pas l'avoir commise. A l'entendre, à en croire ses apologistes, il ne devait, il ne pouvait nullement prévoir que Blücher porterait une aide quelconque à Wellington; car il pouvait et devait compter, en pleine assurance, que Grouchy, avec les forces mises sous son commandement, empêcherait une telle coopération. Grouchy ne l'a pas empêchée; c'est donc lui qui fut coupable et non Napoléon.

« Sa conduite fut aussi imprévoyable que si, sur sa route, son

armée eût éprouvé un tremblement de terre qui l'aurait engloutie (1). »

La voix qui a lancé ces paroles au monde a trouvé bien des échos. Est-ce la voix de l'impartialité, de la justice? Le récit et l'examen des faits vont nous le dire.

(1) *Mémoires*, t. IX.

CHAPITRE QUATORZIÈME.

18 JUIN. — WAVRE. — Dans les premières heures de la matinée, Grouchy ignore encore la direction prise par l'armée prussienne. — Il persiste dans le projet de se porter sur Sart-lez-Walhain. — Motifs de cette décision. — Marche d'Excelmans, de Vandamme, de Gérard sur Sart-lez-Walhain; de Pajol et de Teste sur Grand-Leez. — Grouchy, précédant ses troupes, arrive à Sart-lez-Walhain. — Il y apprend que l'armée prussienne a passé la nuit, réunie sur Wavre. — Il se décide à prolonger son mouvement sur cette ville.— Il en prévient Napoléon par une dépêche. — Vers midi, la canonnade de Waterloo se fait entendre. — Conseil donné par Gérard; Grouchy le repousse. — Marche sur Wavre. — Mouvements de l'armée prussienne. — Attaque de Wavre vers quatre heures. — Grouchy reçoit le premier ordre expédié par Napoléon du champ de bataille de Waterloo. — Après trois heures d'infructueux efforts, ayant reçu le deuxième ordre expédié par Napoléon du champ de bataille de Waterloo, Grouchy se décide à aller passer la Dyle à Limal. — La manœuvre réussit. — Le combat en avant de Limal et sur Wavre ne finit qu'à onze heures du soir.— Positions occupées par Grouchy et les Prussiens en ce moment.

Grouchy, nous l'avons dit, avait sous ses ordres le corps de Vandamme, diminué de la division de cavalerie Domon, emmenée par Napoléon à Waterloo; le corps de Gérard; la faible division d'infanterie Teste, détachée du corps de Lobau; le corps de dragons d'Excelmans et celui de cavalerie légère de Pajol, réduit à la division Soult par le départ de Subervie: en tout, trente-trois mille trois

cent dix-neuf hommes, dont cinq mille environ de cavalerie et 96 bouches à feu.

Le 17 juin, à l'entrée de la nuit, la presque totalité de ces troupes, nous l'avons dit également, était arrivée sur Gembloux. Gérard avait pris ses bivacs un peu en deçà de cette ville, Vandamme un peu au delà, ayant devant lui, à Sauvenière, Excelmans, qui détachait six escadrons sur Sart-lez-Walhain et trois sur Perwez.

En ce moment, Pajol et Teste étaient établis, à près de deux lieues en arrière de Gembloux, au Mazy, village sur la chaussée de Charleroi à Namur.

La dépêche adressée par Grouchy à Napoléon, ce même soir à dix heures, prouve, nous en avons fait l'observation, que ce maréchal n'était nullement fixé alors sur la direction prise par la masse de l'armée prussienne : il ignorait si elle se retirait par Wavre ou par Perwez (1), village qui est à plus de deux lieues à l'est de la direction de Gembloux à Wavre et qui est proche de la chaussée de Namur à Louvain, plus proche encore de la voie romaine conduisant à Tongres et à Maestricht.

Dans cet état de doute, il s'était décidé à se porter à Sart-lez-Walhain, c'est-à-dire à s'avancer sur une direction intermédiaire à celles de Gembloux à Wavre et à Maestricht; et il avait ordonné à Vandamme de marcher sur Sart-lez-Walhain, le lendemain matin, à six heures; à Excelmans de précéder Vandamme; à Gérard, de le suivre; à Pajol et à Teste, de lever leurs bivacs à cinq heures et de gagner Grand-Leez, où ils attendraient de nouvelles instructions (2). Grand-Leez est à une lieue à l'est de Sauvenière.

(1) « *Si la masse* des Prussiens se retire sur *Wavre,* je la suivrai dans cette direction... *Si,* au contraire, mes renseignements prouvent que la principale force prussienne a marché sur *Perwez,* je me dirigerai, par cette ville, à la poursuite des Prussiens. » (Lettre de Grouchy à Napoléon datée de Gembloux, le 17 juin, à dix heures du soir. — Voir page 194, tome 1er.)

(2) Lettre de Grouchy à Vandamme, datée de Gembloux, le 17 juin. (Archives du dépôt de la guerre, à Paris.) Restée inédite jusqu'ici, cette lettre précise un point très-vivement débattu du mouvement de Grouchy, le 18 juin : l'heure fixée par le maréchal pour le départ de Gembloux. On lit aussi dans cette lettre : « Le général Pajol a ordre de marcher du Mazy sur Grand-Leez, où il *recevra* une nouvelle direction *d'après* celle que nous suivrons nous-mêmes. »

Une fois arrivé à Sart-lez-Walhain, Grouchy comptait prolonger son mouvement sur telle ou telle direction, en raison des renseignements qui lui parviendraient.

« Je vous prie, avait-il écrit à Vandamme en lui réitérant son ordre, de dépasser Sart-lez-Walhain avec votre corps d'armée, afin que le général Gérard puisse prendre position en arrière. *Je pense* que nous nous porterons plus loin que ce village. Ce sera donc plutôt une halte qu'une position définitive (1). »

Le 18, à deux heures du matin, Grouchy était encore dans la même incertitude sur la direction prise par l'armée prussienne. Il écrivit à Napoléon pour l'informer du mouvement qu'il allait opérer sur Sart-lez-Walhain; et il persista dans la résolution de faire partir ses troupes de Gembloux, à six heures seulement.

C'était perdre sans motif des instants précieux.

Une de ses préoccupations les plus vives, il l'a dit, était la crainte de se laisser aller à un faux mouvement qui, l'écartant outre mesure de Blücher, permettrait à celui-ci d'exécuter un retour offensif sur la ligne d'opérations de l'armée française. Crainte d'autant plus vive que la faiblesse numérique de sa colonne était plus grande; crainte légitime, mais qui n'aurait pas dû l'immobiliser si longtemps à Gembloux.

Anxieux, indécis, il monta à cheval de bonne heure pour se rendre à Sart-lez-Walhain. Il espérait y trouver, enfin, des renseignements précis sur la marche des Prussiens.

Malgré l'ordre qui fixait à six heures le départ de Gembloux, Excelmans ne se mit en route qu'à sept; Vandamme le suivit. Gérard s'ébranla une heure plus tard (2). La division de cavalerie de celui-ci flanqua le mouvement sur la gauche. Elle avait pour chef, maintenant, le maréchal de camp Vallin, remplaçant Maurin, blessé à Ligny.

Excelmans marcha sans trop de lenteur. Mais il n'en fut pas ainsi des corps de Vandamme et de Gérard.

Cheminant, avec un train considérable d'artillerie, sur une traverse

(1) Seconde lettre inédite de Grouchy à Vandamme, datée de Gembloux, le 17 juin. (Archives du dépôt de la guerre, à Paris.)

(2) L'ordre de mouvement donné par Gérard à son corps d'armée a été publié. Il en fixe le départ à huit heures.

défoncée, dès la veille, par le passage des colonnes de Bülow et de Thielmann, par les pluies, dans des champs fangeux, couverts de moissons, coupés de haies, dans un pays accidenté où les défilés les obligeaient à de longues et fréquentes haltes, ils avançaient péniblement avec d'autant plus de lenteur que, par une disposition bien étrange, ils formaient, il faut y insister, une seule colonne (1).

Pendant que s'opérait ce mouvement si embarrassé, Grouchy était arrivé à Sart-lez-Walhain.

Il y avait appris d'une manière certaine que, la nuit précédente, l'armée prussienne s'était trouvée réunie sur Wavre. Mais y était-elle encore, ou bien avait-elle déjà manœuvré pour se joindre aux Anglo-Hollandais, soit en marchant par sa droite, soit en se retirant sur Bruxelles ou Louvain? Aucun renseignement précis ne l'indiquait encore; et on ignorait également si les Anglo-Hollandais s'étaient arrêtés en avant de la forêt de Soignes, ou s'ils l'avaient traversée, prolongeant leur retraite.

Il n'y avait plus à s'inquiéter de la direction de Liége. C'était beaucoup, mais ce n'était pas assez : un champ immense restait à l'inconnu.

D'après les données qu'il venait de recueillir, Grouchy jugea qu'il devait porter toutes ses forces sur Wavre; et, quand Excelmans parut à Sart-lez-Walhain, il lui ordonna de redresser sa route en prenant, au nord-ouest de ce village, par Nil-Saint-Vincent et la Baraque. Vandamme reçut, plus tard, le même ordre. Pajol et Teste, partis à cinq heures du Mazy, et près, actuellement, d'arriver à Grand-Lecz, furent prévenus qu'ils devaient continuer leur marche pour gagner Tourinnes-les-Ourdons.

Grouchy écrivit ensuite à Napoléon, pour l'informer de sa position et du parti auquel il s'arrêtait. Le lieutenant-colonel de Lafresnaye partit, chargé de cette dépêche.

Il était onze heures et demie, ou un peu plus (2).

(1) « ... Cette marche, que les chemins de traverse, extrêmement mauvais, rendirent lente et fort pénible, le 3e corps nous obligeant à de fréquentes haltes, ainsi que cela arrive toujours dans un pays de défilés et lorsqu'une colonne est aussi longue que celle qui nous précédait... » (Rapport du général Hulot. — *Quelques documents*, etc.)

Le 18 juin, la division Hulot marchait en tête du 4e corps.

(2) « Au moment de mon départ, une canonnade *qui n'avait pas l'air d'un*

En ce moment, Gérard, qui précédait ses troupes, se présenta au maréchal. Il le trouva déjeunant dans la maison d'un notaire nommé Hollaert, et il causait avec lui depuis quelques instants, lorsque le colonel Simon Lorrière, chef d'état-major du 4e corps (1), vint le prévenir que, d'un jardin attenant à la maison, il croyait avoir entendu des détonations d'artillerie, venant de l'ouest.

A cette nouvelle, le maréchal et Gérard sortirent et allèrent se placer au milieu du jardin, dans un kiosque construit sur un monticule. Les généraux Balthus et Valazé, commandant, celui-ci le génie, celui-là l'artillerie du corps de Gérard, et d'autres officiers s'y trouvaient, écoutant en silence le bruit qui avait appelé l'attention de Simon Lorrière. Une pluie fine tombait; ce bruit était faible; pour mieux le saisir, plusieurs officiers s'étaient couchés l'oreille contre terre. Mais, au bout de quelque temps, la pluie ayant cessé, les nuages s'étant élevés, il devint plus distinct; puis, tout à coup, il prit une intensité telle, que le sol en trembla, pour ainsi dire. Il n'y eut pas à en douter, c'était le retentissement d'une violente canonnade. Le notaire Hollaert, des guides consultés indiquèrent Mont-Saint-Jean, comme le point où elle éclatait. Il était midi (2), ou un peu plus.

Gérard ouvrit l'avis de marcher au feu. Une grande bataille s'engageait à l'entrée de la forêt de Soignes; il fallait, dit-il, manœuvrer sur-le-champ, pour aller y prendre part.

Son infanterie arrivait à Sart-lez-Walhain; Vandamme était en avant, près de Nil-Saint-Vincent, Excelmans au delà; Pajol et Teste marchaient sur Tourinnes; Gérard proposa d'expédier à la division de cavalerie de Vallin l'ordre de gagner rapidement les ponts de

engagement général, se fit entendre; je me dirigeai sur le bruit du canon, etc. » (Lettre du lieutenant-colonel de Lafresnaye au maréchal Grouchy. — *Fragments historiques sur la campagne de* 1815, etc., par Grouchy. — Paris, 1829.)

(1) Simon Lorrière remplaçait, dans les fonctions de chef d'état-major du 4e corps, le maréchal de camp de Saint-Rémy, blessé grièvement, le 16 juin, dans une reconnaissance opérée quelques instants avant la bataille de Ligny.

(2) Ce fut vers midi, en effet, ou un peu plus tard, que la batterie de 78 bouches à feu entra en action à l'aile droite de Napoléon; jusqu'à ce moment, il n'y avait eu qu'un petit nombre de pièces d'artillerie tirant de part et d'autre vers Goumont.

Mousty et d'Ottignies et d'y porter, en leur faisant faire tête de colonne à gauche, pour y passer la Dyle, toutes les troupes, à l'exception de celles de Pajol et de Teste, qui iraient reconnaître Wavre en restant sur la rive droite de la rivière et masqueraient le mouvement général. Vallin, une fois au delà de la Dyle, pousserait des reconnaissances dans la direction du feu, et sur le plateau, entre Chapelle-Saint-Lambert et Wavre (1), pour avoir des nouvelles des Prussiens. Cette manœuvre devait bientôt lier les communications avec Napoléon, engagé dans la lutte dont on entendait les éclats, et rapprocher, à chaque instant, la colonne de Grouchy de la colonne principale.

On savait que l'armée prussienne s'était concentrée sur Wavre. Il n'était pas probable, maintenant, qu'elle y fût restée, ni surtout qu'elle y restât immobile; mais, si, en dépit des probabilités, on apprenait qu'elle y fût encore, quand on aurait passé la Dyle, on irait l'attaquer par la rive gauche de cette rivière, en tournant sa position, ce qui vaudrait infiniment mieux que de l'aborder de front.

Ces deux avantages compensaient largement l'inconvénient très-réel de laisser Pajol et Teste isolés, sur la rive droite, avec deux faibles divisions.

Si, au contraire, l'armée prussienne avait quitté Wavre dès le matin, ou si elle en partait à présent, le retentissement de la bataille indiquait suffisamment qu'elle avait marché, qu'elle marchait sur Mont-Saint-Jean; et il fallait se hâter d'exécuter un mouvement parallèle vers Napoléon, qui allait se trouver, qui se trouvait déjà aux prises, peut-être, avec Wellington et Blücher réunis.

Grouchy ne se laissa pas convaincre par les raisonnements de Gérard.

Le changement de direction qu'on ordonnerait à Vandamme ne pourrait commencer qu'à midi et demi ou une heure. La bataille paraissait être à l'entrée de la forêt de Soignes, sur Mont-Saint-Jean. De ce point à Nil-Saint-Vincent, où était Vandamme, il y a cinq lieues en ligne droite et six lieues et demie, peut-être davantage, par les traverses qui y conduisent. A Sart-lez-Walhain, Gérard en était plus éloigné d'une lieue. Le pays intermédiaire est montueux, rempli de défilés, surtout en deçà de Mousty; il faudrait passer, sur

(1) *Dernières observations*, etc., par le général Gérard.

deux ponts étroits, la Dyle, qui n'était pas guéable. Par les difficultés, les lenteurs de la marche de la veille et de la matinée, on pouvait estimer que le corps de Vandamme, qui arriverait le premier sur Mont-Saint-Jean, n'y paraîtrait pas avant dix heures; qu'il y paraîtrait même beaucoup plus tard, si, comme on devait s'y attendre, les ponts de la Dyle avaient été coupés par l'ennemi. Or, avant dix heures, la bataille déjà engagée serait décidée.

De Wavre à Mont-Saint-Jean, il n'y a pas quatre lieues et demie (1). Si l'armée prussienne était partie, dans la matinée, du premier de ces points, pour se porter sur le second, l'effet de son arrivée sur le champ de bataille allait se produire, et Vandamme, Gérard, s'y dirigeant de Nil-Saint-Vincent et de Sart-lez-Walhain, ne pourraient rien pour l'empêcher. Si elle partait maintenant, elle devait avoir opéré sa réunion avec les Anglo-Hollandais avant le coucher du soleil; et Vandamme, Gérard ne pourraient non plus s'y opposer; car elle avait sur eux l'avantage de la plus courte distance : deux et trois lieues de moins à parcourir.

D'ailleurs, le maréchal n'admettait pas que cette armée eût marché vers Mont-Saint-Jean; dans sa pensée, ou elle était encore à Wavre, ou elle se dirigeait sur Bruxelles, sinon sur Louvain; et, dans un cas, il redoutait les périls d'un long mouvement de flanc qu'elle ne pouvait manquer de surprendre; dans l'autre, il craignait d'ouvrir la voie à un retour offensif sur la ligne d'opérations de notre armée. Napoléon ne l'avait pas appelé, ne l'appelait pas à lui; il ne croyait pas devoir aller le rejoindre : ses instructions étaient de suivre les Prussiens; il voulait s'y conformer.

Gérard persista dans son opinion.

Il regardait comme certain que la bataille qui se livrait, était la conséquence d'un plan combiné entre Wellington et Blücher, d'un plan dont la base était la réunion de leurs armées. Cette réunion était faite ou se ferait avant la fin de la journée; il fallait donc se porter immédiatement sur Mont-Saint-Jean, afin d'en compenser, le mieux possible, l'effet, si elle était opérée ou près de l'être; afin de l'empêcher, de la suspendre, de la gêner tout au moins, si l'armée prussienne avait attendu le bruit du canon pour se mettre en mouvement.

Ni la distance, ni le mauvais état des chemins ne semblaient, à

(1) Il y a trois lieues et demie en ligne droite.

Gérard, devoir s'opposer à ce que les têtes de colonne du maréchal allassent déboucher sur Plancenoit et Frichemont dès quatre heures et demie, si Wellington avait été rejoint déjà par Blücher ; à ce qu'on attaquât ce dernier, si on apprenait qu'il fût encore en mouvement entre la Dyle et le ruisseau de Lasne.

Gérard, on le voit, oubliait bien vite la marche de la veille, où, pour faire trois lieues, il avait mis plus de six heures ; la marche même de la matinée, où il venait d'en mettre quatre pour parcourir une distance d'un tiers moins longue ; il négligeait ce fait, que le corps de Vandamme et le sien étaient, l'un à cinq lieues et demie, l'autre à six et demie de Plancenoit et de Frichemont, et que, de Wavre au premier de ces points, la distance est de moins de quatre lieues et demie, et au second, de moins encore.

Les généraux Balthus et Valazé, prenant part à la discussion (1), émettaient sur les difficultés de la route des avis opposés. L'un ne croyait pas à la possibilité de faire suivre par l'artillerie une marche un peu rapide de l'infanterie et craignait même de compromettre son matériel. L'autre pensait que les compagnies de sapeurs aplaniraient bien des obstacles, pratiqueraient beaucoup de passages.

Mais cela seul indiquait à quel point la marche serait lente ; on ne chemine pas vite lorsqu'il faut frayer sa voie, la pelle et la pioche à la main.

Grouchy persévéra dans la résolution de porter toutes ses forces sur Wavre. On eût dit qu'il devinait l'ordre daté de dix heures du matin, par lequel Napoléon lui prescrivait de gagner au plus tôt cette ville (2).

Gérard lui proposa, alors, d'exécuter, avec le 4e corps seul, le mouvement vers Mont-Saint-Jean, pendant que les autres corps continueraient à s'avancer sur Wavre.

C'était courir la chance de faire battre et détruire en détail le dé-

(1) Les *Mémoires de Sainte-Hélène* mettent ici tout un discours dans la bouche d'Excelmans : « Il faut marcher au feu... je suis un vieux soldat de l'armée d'Italie, etc., etc. » Mais, en ce moment, Excelmans n'était pas à Sart-lez-Walhain ; et il ne vit pas Grouchy de la journée du 18 juin. Lui-même l'a reconnu dans une lettre (1820) adressée au fils du maréchal.

Les mêmes *Mémoires* font dire à Gérard : « Dans *deux* heures, nous pouvons être au feu. »

(2) Voir ci-dessus page 22.

tachement et le corps principal. Le maréchal repoussa cette proposition; et, mettant fin à cette espèce de conseil de guerre, qui se tenait ainsi dans le jardin du notaire Hollaert, il monta à cheval pour aller rejoindre son avant-garde, dont on entendait le canon au delà de Nil-Saint-Vincent.

Nous avons indiqué antérieurement les positions occupées, le 17 au soir, par l'armée prussienne autour de Wavre.

Zieten et Thielmann étaient à Bierges et à la Bawette, sur la rive gauche de la Dyle, ce dernier ayant encore une division d'infanterie, celle de Borcke, et une brigade de cavalerie, au côté opposé de la rivière. Pirch I et Bülow étaient sur la rive droite, l'un de Sainte-Anne à Aisemont, l'autre au cabaret à Tout-Vent près de Dion-le-Mont, occupant Vieux-Sart par une division d'infanterie et les défilés de Mont-Saint-Guibert par deux bataillons d'infanterie, quatre escadrons et deux bouches à feu aux ordres du lieutenant-colonel Ledebur. Des partis de cavalerie battaient l'estrade entre la Dyle et le ruisseau de Lasne.

Au point du jour, pendant que Grouchy, plongé dans l'incertitude, restait immobile à Gembloux, Blücher avait envoyé les gros bagages de son armée sur Louvain et fait marcher le corps de Bülow sur Chapelle-Saint-Lambert. Ce corps, nous l'avons dit, avait été retardé longtemps par un violent incendie qui avait éclaté sur son passage à Wavre.

A onze heures, le maréchal prussien avait quitté cette ville, gagnant Chapelle-Saint-Lambert, où il devait déterminer la direction ultérieure de Bülow, en raison des événements qui se produiraient vers Mont-Saint-Jean.

Il avait laissé pour instructions à Zieten, à Pirch I, à Thielmann, de se porter, le premier par Fromont et Genval vers Ohain, le second sur Chapelle-Saint-Lambert, le troisième sur Couture-Saint-Germain, village sur la rive droite du ruisseau de Lasne, à deux kilomètres et demi de Frichemont. Thielmann devait partir le dernier.

Vers midi, l'exécution de cet ordre avait commencé. Zieten était en mouvement. Pirch I s'était engagé dans le défilé de Wavre. Ses deux premières divisions allaient achever d'y passer; ses deux dernières, celles de Brause et de Reckow (1) se formaient en colonne

(1) Reckow remplaçait Langen, tué à Ligny.

pour les suivre, quand il fut prévenu que les Français se montraient vers Neuve-Sart.

Sur cet avis, il prescrivit à la première partie de son corps de continuer à marcher, aux deux divisions qui s'ébranlaient de rester sur place, et galopa du côté de Neuve-Sart pour reconnaître ce qui s'y passait.

Arrivé à un quart de lieue de ce point, à la Baraque, il y trouva le lieutenant-colonel Ledebur, tiraillant et échangeant des coups de canon avec un corps de cavalerie dont la gauche s'appuyait au ravin boisé de la ferme de la Plaquerie, et dont la droite était vers Neuve-Sart. Ce corps était celui d'Excelmans. Il avait jeté quelques escadrons sur Dion-le-Mont; et venait d'être rejoint par la division Vallin. Il paraissait attendre de l'infanterie pour avancer et pénétrer dans les bois qui sont immédiatement en arrière de la Baraque.

Ledebur revenait des défilés de Mont-Saint-Guibert qu'il avait quittés fort tard, au moment seulement où il avait appris que l'avant-garde d'Excelmans approchait de Neuve-Sart; qu'il était ainsi tourné et courait risque d'être coupé. Il avait pu, néanmoins, faire retraite tout en combattant, ayant été soutenu par quelque artillerie, par la brigade de cavalerie de Sohr (corps de Pirch I) et huit escadrons du corps de Bülow (1). Depuis plus de deux heures, il n'avait cessé d'escarmoucher avec Excelmans.

Pirch I, prévoyant que ce dernier ne tarderait pas à être appuyé par de l'infanterie, envoya l'ordre à Brause et à Reckow de faire demi-tour et d'avancer vers Ledebur.

Reckow vint occuper, à quelques centaines de mètres en arrière de la Baraque, la ferme de l'Auzel, sur le chemin de Wavre, et les deux bois entre lesquels elle est située : celui de Warllombrout, qui s'étend jusqu'à la Dyle, et celui de Sarats. Brause, formé sur une seule ligne, dut se placer en réserve. Dès l'arrivée de Reckow, Ledebur se replia, laissant ses deux bataillons dans les bois et portant sa cavalerie en arrière.

La division Borcke (corps de Thielmann), qui n'avait pas encore

(1) Ces huit escadrons formaient le 1er régiment de landwehr de Silésie et le 2e de landwehr de Poméranie. Ils ne rejoignirent le corps de Bülow qu'après la bataille de Waterloo.

passé la Dyle, eut ordre de rester en position immédiatement en avant de Wavre.

Ces dispositions prises, Pirch I donna le commandement de toute l'arrière-garde à Brause, et alla rejoindre celles de ses divisions qui poursuivaient leur marche sur Chapelle-Saint-Lambert.

Cependant, Vandamme arrivait à la Baraque. Grouchy l'y rejoignait. Il était près de deux heures (1).

Des hauteurs de la Baraque, on apercevait les colonnes prussiennes cheminant sur le plateau au delà de la Dyle dans la direction de la canonnade qui retentissait toujours vers Mont-Saint-Jean. Grouchy ordonna à Vandamme de marcher sur la ferme de l'Auzel et les bois voisins et de les enlever.

Brause fit peu de résistance. Après un court engagement, il battit en retraite en bon ordre et assez mollement poussé, d'ailleurs, dit un écrivain prussien (2). A quatre heures, sa division et celle de Reckow, précédées par le détachement de Ledebur, avaient traversé les ponts et la ville de Wavre, et pris le chemin de Chapelle-Saint-Lambert (3). La brigade de Sohr et la division Borcke avaient passé la Dyle, la première au moulin de Bierges, la seconde à Basse-Wavre.

Les choses en étaient là; et Thielmann, n'accordant qu'une faible importance au mouvement des Français sur la rive droite de la Dyle, allait faire filer son corps sur Couture-Saint-Germain, selon les instructions de Blücher, quand il reconnut qu'il fallait suspendre sa manœuvre.

Le corps de Vandamme, en grande partie masqué jusqu'alors par les bois de Manil et de Sainte-Anne, se déployait, en effet, aux approches de la rivière et se disposait pour prononcer une attaque sur Wavre. Déjà, son artillerie en battait le faubourg.

Ce faubourg est sur la rive droite de la Dyle, la ville sur la rive opposée. Deux ponts de pierre, d'inégale largeur, les relient.

La Dyle est un affluent de l'Escaut. Elle n'est pas très-profonde,

(1) « Ce ne fut que vers deux heures que nous arrivâmes à la Baraque. » (Lettre du général Berthezène à Gérard. — *Dernières observations*, etc.)

(2) Wagner.

(3) Reckow reçut, en route, un ordre de Blücher, lui prescrivant de se diriger sur Maransart; Brause prolongea sa marche de Chapelle-Saint-Lambert vers Plancenoit, mais ni l'un ni l'autre ne prirent part à la bataille de Waterloo. Ledebur s'arrêta et passa la nuit à Chapelle-Saint-Lambert.

en temps ordinaire; mais en ce moment les pluies avaient grossi ses eaux, et elle n'était pas guéable. Aux environs de Wavre, elle coule entre deux chaînes de hauteurs parallèles. Ces hauteurs sont moins élevées mais de pente plus roide sur la rive gauche que sur l'autre rive. Du pied de celles de la rive droite jusqu'au lit de la Dyle, il y a, en moyenne, une bonne portée de fusil; et l'espace est couvert de prairies marécageuses fournies d'arbres et coupées parallèlement à la rivière par des fossés pleins d'eau, de un à deux mètres de profondeur.

En aval et à moins d'un kilomètre de Wavre, se trouve Basse-Wavre, qui a un pont de bois. En amont, et avec des ponts semblables, sont le moulin de Bierges et les villages de Limal et de Limelette. Le moulin de Bierges, dominé au nord-ouest par la hauteur où s'élève le village de ce nom, est à moins d'une demi-lieue, Limal à une lieue, Limelette à cinq quarts de lieue ou un peu plus de Wavre.

Ni les ponts de cette ville ni les autres que nous venons d'indiquer n'avaient été détruits. Preuve de confiance, mais non de prévoyance.

Thielmann expédia un officier à Blücher pour l'avertir de ce qui se passait et fit rapidement ses préparatifs de défense. La division Stülpnagel (9 bataillons) occupa le village de Bierges et le moulin au-dessous. La division Kemphen (6 bataillons) se porta sur la hauteur immédiatement en arrière de Wavre, sa droite vers Stülpnagel; la division Luck (6 bataillons) vint se placer à cheval sur la route de Bruxelles, sa droite vers Kemphen. Borcke, avant de passer la Dyle, avait jeté trois bataillons avec deux escadrons, sous les ordres du colonel Zepelin, dans le faubourg de Wavre; ils y restèrent. Il en fut de même de quelques centaines d'hommes qu'il avait laissés à Basse-Wavre. Ce général marchait alors sur Couture-Saint-Germain avec le reste (6 bataillons) de sa division. Thielmann lui fit ordonner de poursuivre sa route (1).

Limal et Limelette étaient observés par trois bataillons et trois escadrons que Zieten y avait détachés de son arrière-garde, en quittant son bivac de Bierges, à midi.

(1) Nous suivons ici la version de Wagner. Damitz dit que Borcke devait rester sur Wavre avec toute sa division, et qu'il ne s'en éloigna que par suite d'un malentendu dans la transmission de l'ordre. Cela paraît peu croyable.

Grouchy, en arrivant en vue de Wavre, avait reçu la lettre, datée de dix heures du matin, par laquelle Napoléon le prévenait qu'il allait livrer bataille aux Anglo-Hollandais et lui ordonnait « de diriger ses mouvements sur ce point (1). » Il en avait conclu que l'attaque qu'il allait faire était conforme aux intentions du général en chef; et il en avait pressé l'exécution.

Vandamme avait pris position, la droite vis-à-vis de Wavre, la gauche vis-à-vis de Bierges. A quatre heures, nous l'avons dit, son artillerie avait ouvert le feu contre le faubourg. Peu après, le moulin de Bierges fut canonné aussi.

Excelmans s'était porté en arrière et à droite de Vandamme, attendant que l'infanterie lui ouvrît le passage. Un de ses régiments éclairait le pays vers la chaussée de Namur à Louvain.

La division d'avant-garde de Gérard, celle de Hulot, atteignait les hauteurs où était la gauche de Vandamme. La cavalerie de Vallin observait Limal et Limelette.

Pajol et Teste, appelés déjà de Tourinnes, avaient reçu l'ordre de hâter le pas et de se diriger sur Limal.

En voyant paraître sur les hautenrs les premières troupes de Vandamme, le colonel Zepelin avait commencé à la hâte des dispositions de défense, barricadant les ponts, perçant des créneaux dans les murs des maisons et des jardins du faubourg; et il avait continué ce travail sous les boulets lancés par deux batteries, dont une de douze. Ses soldats y étaient encore occupés au moment où Vandamme fit avancer contre lui la division Habert.

Le faubourg, abordé avec grande vigueur, fut défendu de même. Zepelin, renforcé par un bataillon de la division Luck, s'y maintint près de deux heures. Il en fut enfin chassé; et Habert, culbutant les barricades, déboucha par les deux ponts, malgré le feu de l'artillerie en batterie dans leur prolongement et sur les hauteurs qui les dominent.

Parallèlement à cette attaque, Grouchy avait ordonné d'en diriger une contre le moulin de Bierges, une autre contre Basse-Wavre.

Un des bataillons de Habert, soutenu par quelque artillerie et trois

(1) « Sa Majesté désire que vous dirigiez vos mouvements sur Wavre où vous devez arriver le plus tôt possible. » (Lettre citée *suprà* page 22.)

escadrons d'Excelmans, s'était porté sur ce dernier point. Il avait enlevé quelques maisons isolées, mais n'avait pu pénétrer plus avant. Il tiraillait, maintenant, sans résultat.

Occupé par deux compagnies qu'appuyait un bataillon et que protégeaient huit bouches à feu en position sur la pente de la hauteur immédiatement en arrière, où Stülpnagel avait établi sa division, le moulin de Bierges avait résisté à toutes les tentatives faites pour l'emporter.

Des troupes de Lefol (corps de Vandamme) ayant échoué, Grouchy les avait fait relever par des troupes de la division Hulot; et celles-ci n'avaient pas eu plus de succès. L'intrépide Gérard, qui les menait, l'épée à la main, marchant en tête d'un bataillon du 9e léger, avait été blessé grièvement d'une balle : elles avaient reculé.

Les difficultés du terrain, la ténacité de l'ennemi avaient continué, depuis, à paralyser les efforts renouvelés des assaillants.

Il était sept heures.

Depuis le moulin de Bierges jusqu'à Basse-Wavre, le feu de l'artillerie et de la mousqueterie était devenu très-vif. Les deux rives de la Dyle étaient garnies de nombreux tirailleurs.

Ce fut alors que Grouchy reçut (1) la dépêche du major général Soult, datée du champ de bataille de Waterloo, et d'une heure après midi. Dans cette dépêche, on se le rappelle, Napoléon approuvait le mouvement sur Sart-lez-Walhain, qui, à son avis, avait dû porter le maréchal sur Corbais ou Wavre; recommandait à celui-ci, pourtant, de toujours manœuvrer dans la direction de Mont-Saint-Jean; et lui signalait l'apparition du corps de Bülow sur Chapelle-Saint-Lambert, ajoutant : « Ne perdez pas un instant pour vous rapprocher de nous et pour écraser Bülow, que vous prendrez en flagrant délit (2). »

Écraser Bulow ! Au moment où ces instructions arrivaient à leur destination, le général prussien était, depuis longtemps sur Plance-

(1) Rapport de Grouchy à Napoléon. — Dinant, le 20 juin.

(2) « Vous avez écrit, ce matin à deux heures, à l'empereur que vous marcheriez sur Sart-lez-Walhain ; *donc,* votre projet était de vous porter à Corbais ou à Wavre. Ce mouvement est conforme aux dispositions de Sa Majesté, qui vous ont été communiquées. Cependant, l'empereur m'ordonne de vous dire que vous devez toujours manœuvrer dans notre direction... » (Dépêche déjà citée *suprà* page 24.)

noit, à la tête de son corps d'armée, aux prises avec Lobau, Duhesme, Morand ; et Grouchy en était à plus de quatre lieues.

Le maréchal prit le meilleur parti qu'il eût à prendre et auquel il aurait dû se décider plus tôt. Il résolut de passer la Dyle au-dessus de Bierges. Opération doublement avantageuse, si elle réussissait, puisqu'elle permettrait de tourner la position attaquée vainement de front, et de jeter au loin des partis qui chercheraient à lier les communications avec Napoléon.

Sur-le-champ, Vandamme reçut l'ordre de faire remplacer ceux des bataillons de Gérard qui étaient engagés devant le moulin de Bierges et d'entretenir le combat, depuis ce point jusqu'à Basse-Wavre. Les trois divisions d'infanterie de ce dernier, qui laissait le commandement de son corps à Vichery, marchèrent par leur gauche, remontant la vallée de la Dyle, jusqu'en face de Limal, où, appuyées par la cavalerie de Vallin, elles durent forcer le passage.

Limal et Limelette, nous l'avons dit, étaient observés par trois bataillons et trois escadrons, sous le commandement du colonel Stengel et détachés du corps de Zieten. Les deux ponts sur la Dyle étaient faciles à détruire, puisqu'ils étaient en bois. Stengel les avait pourtant laissés intacts.

Vers huit heures, ou un peu plus tard, Vichery arriva devant celui de Limal ; y jeta brusquement un bataillon qui s'en empara après une courte résistance ; et, sans perte de temps, il fit déboucher, au delà, tout son corps d'armée. Stengel s'efforça de défendre la rampe rapide qui conduit du pont au village ; mais il fut vivement replié. Vichery s'empara du village et se forma sur la hauteur, sa droite appuyée aux maisons, sa gauche couverte par Vallin, dans la direction de Neuf-Cabaret. Pajol et Teste, qui venaient de traverser le pont, serrèrent en arrière de lui.

La manœuvre, ainsi opérée, avait si bien échappé à Thielmann, qu'il l'avait connue seulement quand Stengel, déjà attaqué, lui avait fait demander des secours.

Il s'était alors hâté de diriger contre Vichery six bataillons de la division Stülpnagel qui étaient sur les hauteurs de Bierges, la cavalerie de réserve commandée par le général Hobe, et tenue, jusque-là, en arrière de Wavre ; et il avait fait appuyer à droite la division de Kemphen, et une partie de celle de Luck. Mais tout cela avait demandé du temps. Le jour tirait à sa fin ; Vichery venait d'occuper la

hauteur de Limal, au moment où Stülpnagel arriva en face de ce village.

Celui-ci recueillit le colonel Stengel, lui adjoignit deux escadrons et le fit passer à sa droite. Il forma ensuite deux bataillons en colonnes d'attaque, soutenus par quatre bataillons, puis par la cavalerie de Hobe, et porta toute sa ligne en avant pour reprendre Limal. Son mouvement échoua : à gauche, ses deux colonnes donnèrent sur la division Hulot, qui les mit en désordre par une vive fusillade, au passage d'un ravin, et les rejeta sur leurs bataillons de soutien, qu'elles entraînèrent. A droite, Stengel fut repoussé par Vallin.

La nuit survenant empêcha Vichery de profiter de cet échec des Prussiens. Il les fit reculer, néanmoins, jusqu'à la hauteur du village de Bierges et de la pointe du bois de Rixensart.

Le combat, de ce côté, ne cessa qu'à onze heures.

Il s'était prolongé, à peu près aussi tard, sur la rive droite de la Dyle, sans donner aucun résultat, depuis que Grouchy en avait retiré le corps de Gérard pour le porter sur Limal. Habert, on l'a vu, venait alors d'enlever le faubourg de Wavre et débouchait sur la ville, par les deux ponts. Il avait occupé des maisons adjacentes et s'y était maintenu quelques instants. Mais il avait reçu une blessure assez grave ; sa troupe avait été refoulée jusque dans le faubourg ; l'ennemi avait de nouveau barricadé les ponts ; et tout s'était borné ensuite à un feu d'artillerie et de mousqueterie, échangé des deux rives de la Dyle.

Le moulin de Bierges et Basse-Wavre avaient continué de résister.

Français et Prussiens bivaquèrent à portée de fusil les uns des autres.

La cavalerie de Hobe fut derrière le bois de Rixensart ; le détachement de Stengel dans ce bois ; Stülpnagel entre Stengel et Bierges, et dans ce village même, se reliant à la droite de Kemphen, qui avait sa gauche vers Wavre ; le colonel Zepelin resta dans cette ville ; Luck y maintint une partie de sa division, laissa l'autre auprès, et un bataillon à Basse-Wavre.

Vandamme garda un détachement devant ce dernier point, sa gauche à hauteur du moulin de Bierges et la masse de son corps vis-à-vis de Wavre, occupant le faubourg.

Excelmans s'établit vers Sainte-Anne.

Le corps de Gérard, commandé maintenant par Vichery, resta devant Bierges et le bois de Rixensart, ayant en seconde ligne Pajol et Teste.

A minuit, Grouchy n'avait encore aucune nouvelle de la bataille livrée sur Mont-Saint-Jean.

Vers huit heures, le retentissement en avait faibli ; avant neuf, il avait cessé. Le vent, qui soufflait de l'ouest, n'apportait plus que le silence.

Thielmann n'était pas mieux instruit que son adversaire.

CHAPITRE QUINZIÈME.

Examen des opérations de Grouchy dans la journée du 18 juin. — En quoi elles furent fautives. — Grouchy ne pouvait empêcher la catastrophe de Waterloo. — Fausses assertions des *Mémoires de Sainte-Hélène*. — Leur objet.

Nous venons de dire les opérations du maréchal Grouchy, dans la funeste journée du 18 juin.

De Sainte-Hélène, Napoléon, on l'a vu, les a signalées comme la cause décisive du désastre de Waterloo ; et presque tous les écrivains français, certains écrivains étrangers ont partagé son opinion.

Cette opinion est erronée. Elle est basée sur une confusion complète de temps, sur des faits supposés, des inexactitudes de tout genre.

Grouchy l'a combattue énergiquement ; mais il n'a pas toujours été bien exact ni bien sincère.

Nous avons rétabli la vérité sur la journée du 17 juin.

Au dire même de Gérard, un des critiques les plus opiniâtres et les plus rigoureux du maréchal, la marche de Saint-Amand et de Ligny sur Gembloux fut aussi prompte que les circonstances le permettaient. Cependant, il était nuit quand les troupes de Vandamme et de Gérard y parvinrent, n'ayant parcouru que trois lieues et demie et trois lieues.

Grouchy les fit bivaquer là pour leur donner quelque repos et,

surtout, pour attendre les renseignements que devaient lui transmettre les détachements de dragons portés, par son ordre, sur Sart-lez-Walhain et Perwez. Alors, en effet, il était dans une complète incertitude sur la direction prise par la masse de l'armée prussienne : il ne savait si elle se retirait sur Wavre ou sur Liége. Cela résulte clairement de la dépêche, qu'à dix heures du soir, il expédia à Napoléon (1), et des deux lettres que, peu après, il adressa à Vandamme (2).

A deux heures du matin, le lendemain, Grouchy était encore dans l'incertitude. Les reconnaissances envoyées sur Sart-lez-Walhain et Perwez ne lui avaient rien appris. Il écrivit à Napoléon et lui annonça qu'il était décidé à marcher sur le premier de ces points.

Ce fut le premier fait de la journée du 18.

On ignore le texte de cette dépêche datée de Gembloux à deux heures du matin ; mais l'esprit en est suffisamment connu par un passage de la réponse tardive qu'y fit Napoléon : Grouchy n'indiquait pas sur quel point, dans quelle direction il marcherait, une fois arrivé à Sart-lez-Walhain. Napoléon conclut, néanmoins, du mouvement sur ce village, à la marche du maréchal sur Corbais ou sur Wavre ; et il l'approuva (3). Mais cette conclusion était aventurée ; les événe-

(1) « ... Il *parait,* d'après tous les rapports, qu'arrivés à Sauvenière, les Prussiens se sont divisés en deux colonnes : l'une a dû prendre la route de *Wavre* par Sart-lez-Walhain ; l'autre parait s'être dirigée sur *Perwez.* On peut *peut-être* en inférer qu'une portion va rejoindre Wellington et que le centre, *qui est l'armée* de Blücher, se retire sur *Liége,* une autre colonne, avec de l'artillerie, ayant fait son mouvement de retraite sur Namur. Le général Excelmans a ordre de pousser, ce soir, six escadrons sur Sart-lez-Walhain et trois sur Perwez. D'après leur rapport, *si* la masse des Prussiens se retire sur Wavre, je la suivrai dans cette direction... *Si, au contraire,* mes renseignements prouvent que la *principale* force prussienne a marché par Perwez, je me dirigerai par cette ville, à la poursuite de l'ennemi. » (Voir cette lettre, page 194 tome 1er.)

(2) Voir ci-dessus pages 91-92.

(3) Vous avez écrit, ce matin à deux heures, à l'empereur, que vous marcheriez sur Sart-lez-Walhain ; *donc,* votre projet était de vous porter à Corbais ou à Wavre. Ce mouvement est conforme aux ordres de l'empereur, qui vous ont été communiqués. » (Lettre du major général, datée du champ de bataille de Waterloo, le 18 juin, à une heure après midi, et reproduite ci-dessus page 24.)

ments seuls la firent juste. Si Grouchy eût été décidé, en effet, à gagner Corbais ou Wavre, il aurait dit explicitement qu'il s'y porterait ; et il s'y serait porté par le chemin direct, et non en faisant, par Sart-lez-Walhain , un détour qui allongeait sa route d'une lieue.

La direction de Gembloux à ce village est intermédiaire au chemin direct de Gembloux à Wavre et à la voie romaine qui conduit vers Liége. Voilà, sans aucun doute, pourquoi Grouchy marcha sur Sart-lez-Walhain. Il espérait recevoir, avant d'y arriver ou en y arrivant, des informations qui lui apprendraient, enfin, par où se retirait la masse de l'armée prussienne ; et il différait, jusqu'au moment où des renseignements précis lui parviendraient, le soin de décider s'il prolongerait son mouvement au delà de Sart-lez-Walhain et d'en déterminer la direction nouvelle, s'il le prolongeait. Voilà pourquoi encore il se borna à prévenir Napoléon qu'il se porterait sur ce village.

Réduit à de vagues nouvelles, irrésolu, il prit un moyen terme.

Cette irrésolution fut cause du retard de la mise en marche de ses troupes, retard qui a été l'objet de vives et justes critiques.

Vandamme ne partit de Gembloux qu'à sept heures, au lieu d'en partir à six, ainsi que le lui avait ordonné Grouchy. Cela est vrai. Mais cet ordre même reculait beaucoup trop le moment du départ. Grouchy aurait dû faire comme Bülow, lever ses bivacs dès la pointe du jour (1), dès trois heures du matin.

Le mouvement sur Sart-lez-Walhain a été fortement blâmé. Grouchy, a-t-on dit, aurait dû marcher, non sur ce point, mais sur Mousty. A Gembloux, où l'avait envoyé Napoléon, il était déjà trop éloigné de la ligne d'opérations de celui-ci, et il s'en éloignait davantage en se portant à Sart-lez-Walhain. De plus, si les Prussiens étaient à Wavre, ce mouvement le conduisait à aller les y attaquer de front, tandis qu'en gagnant Mousty, il pouvait manœuvrer, tout de suite, par la rive gauche de la Dyle et éviter cette grande difficulté.

Grouchy a cru répondre victorieusement à la critique, en alléguant ses instructions et son incertitude sur la direction prise par Blücher.

Il avait reçu de Napoléon l'ordre de poursuivre les Prussiens ; et cet ordre n'était nullement subordonné à la condition de se tenir tou-

(1) Le 18 juin, à l'observatoire de Bruxelles, le soleil se leve à trois heures quarante-huit minutes.

jours en mesure de coopérer promptement avec l'armée qui suivait les Anglo-Hollandais par la chaussée de Charleroi à Bruxelles. Cette coopération même ne devenait-elle pas impossible, si les Prussiens se retiraient sur Liége? D'ailleurs, Napoléon paraissait en avoir si peu besoin, qu'il ne faisait seulement pas connaître à son lieutenant sa position dans la nuit du 17 au 18.

Grouchy, ignorant la direction de la retraite des Prussiens, devait craindre d'ouvrir la voie à un retour offensif sur la ligne d'opérations de notre armée, s'il se portait à Wavre avant d'avoir acquis la certitude que Blücher ne s'était pas retiré vers Liége.

Telle a été, en résumé, la défense de Grouchy. Elle est mal fondée.

Ses instructions étaient incomplètes, trop vagues; Napoléon aurait dû lui prescrire nettement de manœuvrer de manière à ne pas cesser de se trouver en rapport d'opérations avec lui, à même de lui venir en aide au besoin; cela est vrai. Napoléon eut grand tort de ne pas faire connaître au maréchal sa position dans la nuit du 17 au 18, et même de ne pas lui indiquer ses projets pour le lendemain; cela est encore vrai.

Un retour offensif de Blücher sur la ligne d'opérations de notre armée n'était nullement impossible; il n'y a pas à le contester.

Mais tout cela ne saurait justifier Grouchy d'avoir marché sur Sart-lez-Walhain et non sur Mousty.

Ne pouvant trouver ni dans ses instructions, ni dans des renseignements certains ce qu'il avait à faire, il devait tirer sa résolution des circonstances. En pareil cas, l'hésitation n'est pas permise : il faut baser ses opérations sur la supposition que son adversaire a agi et agira pour atteindre le résultat le plus favorable à ses intérêts et conformément au caractère qu'on lui connaît. Il n'y a pas d'autre règle de conduite rationnelle. L'art du général serait bien vulgaire, si on n'avait jamais à opérer que sur des ordres parfaits, des données certaines.

Or, tout l'indiquait, la manœuvre la plus avantageuse pour Blücher était celle qui devait le rapprocher le plus vite possible de Wellington, réunir les Prussiens aux Anglo-Hollandais. Depuis l'ouverture des hostilités, les deux généraux alliés avaient manœuvré pour opérer cette réunion; ce n'était évidemment pas après la défaite de l'une de leurs armées qu'ils pouvaient vouloir y renoncer; l'activité,

l'énergie, l'audace bien connues de Blücher, la ténacité aussi connue de Wellington suffisaient pour garantir qu'ils n'y renonceraient pas facilement.

S'ils y parvenaient, Napoléon se trouverait exposé à être écrasé sous le poids des deux armées alliées.

Cette catastrophe, le plus grand de tous les malheurs, Grouchy devait, avant tout, se mettre en position de la détourner, dans la mesure de ses forces. De là, pour lui, l'impérieuse obligation d'entrer, le plus promptement possible, en rapport d'opérations avec Napoléon; et de là aussi la nécessité de marcher sur Mousty.

De ce point, en effet, mieux que de tout autre, il serait également à portée ou d'atténuer les conséquences de la réunion des Prussiens et des Anglo-Hollandais, si elle était déjà opérée, ou de la gêner, si elle ne l'était pas encore.

En ligne droite, Mousty est à moins de trois lieues de la chaussée de Bruxelles, et à moins de deux lieues de Wavre.

En y arrivant, ou peu après y être arrivé, on recevrait, sans doute, des nouvelles de Napoléon et de l'armée prussienne, par les éclaireurs; et ces nouvelles détermineraient la direction ultérieure du mouvement.

Si les Prussiens étaient réunis déjà aux Anglo-Hollandais, on appuierait immédiatement sur Napoléon;

S'ils étaient encore à Wavre, on marcherait à eux par la rive gauche de la Dyle, en tournant leur position;

S'ils étaient partis de Wavre et encore en mouvement sur le plateau, engagés dans les défilés du ruisseau de Lasne, on irait les attaquer pendant cette marche de flanc;

Si, de Wavre, ils s'étaient repliés sur Bruxelles, ce qui indiquerait que Wellington n'aurait pas voulu défendre les abords de la forêt de Soignes, on les suivrait dans cette direction en gagnant Wavre et y prenant leurs traces;

Enfin, s'ils n'avaient pas paru sur ce dernier point; si, le laissant à leur gauche, ils avaient marché directement vers Louvain par la chaussée qui conduit de Namur à cette dernière ville, on se porterait sur Wavre et, de là, par un demi à droite, sur leur flanc ou sur leurs derrières.

En se dirigeant vers Mousty, Grouchy se serait donc mis à même, on le voit, de diminuer, dans la mesure de ses forces, les formida-

bles conséquences de la manœuvre la plus probable, de la manœuvre presque certaine de son adversaire : celle qui avait dû ou devait réunir bientôt les deux armées alliées.

Il faut le remarquer encore, si Blücher se fût retiré vers Liége et non vers Wavre et Bruxelles ou Louvain, le mouvement sur Mousty n'aurait pas compromis la ligne d'opérations de l'armée française, dans le cas même où de faux renseignements auraient conduit à le prolonger jusqu'à Wavre ; car, tout en manœuvrant par sa gauche, Grouchy aurait pu, au moyen d'une partie de sa nombreuse cavalerie, bien s'éclairer dans la direction de Liége et s'assurer qu'il ne se passerait rien de grave de ce côté sans qu'il en fût informé assez tôt pour rétrograder et s'opposer à un retour des Prussiens. Il avait un détachement de dragons à Perwez ; il était donc certain, déjà, que, si l'armée prussienne s'était retirée vers Liége, elle était au delà du premier de ces points. Or, une fois à Wavre, il se serait trouvé en position de revenir avant elle sur la chaussée de Bruxelles. Il suffit de jeter un coup d'œil sur la carte pour s'en assurer.

Ainsi, dans toutes les suppositions, c'était à Mousty et non à Sart-lez-Walhain que Grouchy devait se porter ; et la justification de son mouvement sur le second de ces points est impossible : certainement, ce mouvement fut une faute.

Mais cette faute n'exerça et ne pouvait exercer aucune influence sur la bataille de Waterloo. Grouchy l'aurait évitée ; il aurait marché à Mousty, il y aurait marché dès trois heures du matin, que nos armes n'en auraient pas moins subi un désastre. La preuve de cette assertion, c'est l'infériorité numérique de la colonne du maréchal relativement à l'armée prussienne. Avec trente-trois mille hommes, il ne pouvait empêcher Blücher de porter à Wellington l'aide qui détermina la catastrophe.

L'armée prussienne réunie sur Wavre, dans la nuit du 17 au 18 juin, était de quatre-vingt-dix mille hommes, au moins. Il n'est pas un écrivain sérieux qui ne l'ait admis. Napoléon lui-même l'a reconnu, dans le premier de ses écrits sur la campagne de Belgique (1).

(1) « Malgré les pertes essuyées le 16, l'armée prussienne était encore (le 18) de quatre-vingt-dix mille hommes. » (*Campagne de* 1815, par Gourgaud.) Dans le même ouvrage, comme dans ses *Mémoires,* Napoléon évalue cette armée à cent vingt mille hommes, au moment de l'ouverture des hostilités.

C'est dans ses *Mémoires* seulement qu'il s'est aventuré à dire que le feu et la désertion avaient réduit les forces de Blücher à 80, à 70, même à 60 mille hommes.

La bataille de Waterloo fut rendue indécise par l'entrée en ligne de Bülow, à quatre heures et demie, vers Plancenoit. Elle fut décidée par l'irruption de Zieten sur la Haie et Papelotte, vers sept heures et demie; et, en ce moment, Pirch I, débouchant derrière Bülow, contribua beaucoup à porter le désastre au comble.

Bülow eut près de six mille cinq cents hommes hors de combat. Mais Zieten et Pirch I en eurent, chacun, trois cents seulement, ce qui indique qu'ils eurent peu d'efforts à faire.

Bülow agit avec vingt-neuf mille hommes (1); Zieten, avec une division d'infanterie et presque toute sa cavalerie (2); Pirch I, avec deux divisions d'infanterie et deux brigades de cavalerie (3). On peut donc estimer à quarante-cinq mille hommes au plus, la force des troupes prussiennes qui prirent part à la bataille de Waterloo.

Wellington et Blücher connaissaient d'une manière assez exacte l'effectif de l'armée française qui était entrée en Belgique. La correspondance du premier le prouve nettement (4).

(1) On a vu que trois régiments (12 escadrons) et deux bataillons du corps de Bülow furent retenus trop longtemps sur Wavre pour prendre part à la bataille de Waterloo.

(2) Les trois autres divisions d'infanterie de Zieten, étant trop en arrière, vers Ohain, ne furent pas engagées. En outre, trois bataillons et trois escadrons, sous les ordres du colonel Zepelin, restèrent sur Wavre; nous l'avons dit.

(3) Les deux autres divisions d'infanterie, la troisième brigade de cavalerie de Pirch I, ne partirent de Wavre que vers quatre heures après midi; nous l'avons dit aussi.

(4) Nous avons trouvé, dans les archives du ministère de la guerre, à la Haye, une note qui montre également à quel point les généraux alliés étaient renseignés sur les forces de l'armée française. Cette note, datée de Gand, le 10 juin, est signée par le duc de Feltre (Clarke) ministre de Louis XVIII, et adressée au chef d'état-major du prince d'Orange, le général Constant de Rebecque. Elle est très-détaillée et fixe à 120,000 hommes (non compris le garnd parc) l'effectif de la garde impériale, des 1er, 2e, 3e, 4e, 6e corps, dans lesquels elle confond les quatre corps de réserve de cavalerie.

« La personne qui m'envoie ces détails, écrit Clarke, et qui est instruite et parfaitement sûre, craignant d'être compromise, n'a pas voulu les donner par écrit. Ils ont été confiés à la mémoire d'un officier qui vient d'arriver, et sur les sentiments duquel on peut compter. »

L'un et l'autre étaient convaincus, le 18 au matin, que la presque totalité de l'armée française était réunie sur les hauteurs de la Belle-Alliance. Il n'y manquait, croyaient-ils, que le corps de Vandamme; et cette croyance, ils la gardèrent même le lendemain (1).

Pendant la nuit, les communications furent permanentes entre les deux généraux; et Wellington ne se décida à recevoir la bataille à Mont-Saint-Jean que sur l'assurance réitérée de la coopération de deux corps de l'armée prussienne.

Tous ces faits sont certains. Il est hors de doute aussi que Blücher ne manquait ni de coup d'œil, ni de confiance dans l'énergie de ses troupes, qu'il manquait encore moins de résolution, d'audace.

Cela suffit pour mesurer la puissance de l'action qu'aurait pu exercer Grouchy, dans la journée du 18 juin, au cas où, mieux inspiré, il aurait manœuvré comme il le devait.

Partant de Gembloux à trois heures du matin et non à sept, se portant sur Mousty et non sur Sart-lez-Walhain, marchant sur deux colonnes et non sur une seule, il serait arrivé à dix heures et demie sur la Dyle; on doit en juger par le temps que mit la tête de colonne de son infanterie, le corps de Vandamme, à gagner Nil-Saint-Vincent.

Mais ce mouvement aurait été reconnu immédiatement par les éclaireurs du colonel Ledebur, qui occupait Mont-Saint-Guibert; Blücher, par suite, en aurait eu très-promptement avis et aurait pris des dispositions pour s'y opposer.

Soit négligence, soit présomption, les ponts maçonnés de Mousty et d'Ottignies, à un quart de lieue l'un de l'autre, n'avaient pas été coupés. Zieten, qui était bivaqué à Bierges (2), aurait reçu l'ordre d'aller en défendre l'accès; et Pirch I, partant aussitôt de Sainte-Anne et d'Aisemont (3), gagnant les ponts de Limal et de Limelette, serait allé le soutenir. A part même la nécessité de ne pas laisser tourner la position de Wavre, Blücher n'aurait pu manquer d'agir ainsi; car il aurait eu à couvrir le mouvement de flanc qu'opérait alors Bülow, marchant sur Chapelle-Saint-Lambert.

(1) Rapport de Wellington, en date du 19 juin.
(2) De Bierges à Ottignies, il n'y a que cinq kilomètres en ligne droite.
(3) De Sainte-Anne et d'Aisemont à Ottignies, il y a cinq kilomètres, à peu près.

En arrivant à Mousty et à Ottignies, Grouchy se serait donc trouvé en face de quarante mille hommes et de cent cinquante bouches à feu, retranchés derrière une rivière non guéable et d'abords très-difficiles. Il n'en fallait pas tant, en pareille position, sinon pour lui interdire absolument le passage, au moins pour le lui disputer toute la journée; et, pendant cette lutte, Bülow et Thielmann, c'est-à-dire cinquante mille hommes, seraient allés décider la bataille de Waterloo à Plancenoit et à Papelotte. En un mot, le combat que Grouchy livra sur Wavre, ce jour-là, se serait livré à Mousty et à Ottignies. Or, on l'a vu, ce combat dura de quatre heures du soir à onze et fut une action indécise qui aurait dû se prolonger bien des heures encore avant de permettre à Grouchy d'aller appuyer Napoléon. En outre, il faut le remarquer, Grouchy, à Wavre, eut à lutter contre seize ou dix-huit mille hommes seulement.

Par un concours de circonstances bien peu probables, il aurait pu se faire, cependant, que Grouchy eût été assez heureux pour se saisir des ponts de Mousty et d'Ottignies, pour passer la Dyle avant que les Prussiens se fussent trouvés en mesure de s'y opposer.

Ne rencontrant aucun obstacle, il aurait eu achevé son passage avant midi. Sachant alors que l'armée prussienne était proche, il aurait marché à elle, rencontré Zieten et Pirch I, rangés sur les hauteurs en arrière du ruisseau de Limelette et les aurait attaqués au moment, à peu près, où le bruit intense du canon lui aurait appris qu'une grande bataille s'engageait sur sa gauche, vers Mont-Saint-Jean.

En telle circonstance, à quel parti se serait-il arrêté ?

Renonçant à l'attaque, aurait-il manœuvré tout de suite pour rejoindre Napoléon? On peut l'admettre. Mais, alors, Blücher aurait, de son côté, manœuvré en conséquence. Il aurait laissé Bülow continuer son mouvement sur Chapelle-Saint-Lambert et Plancenoit, dirigé le corps de Thielmann, partie à la suite de Bülow, partie vers Ohain, ordonné à Zieten et à Pirch I de suivre Grouchy, de le harceler, de le combattre, de retarder sa marche par tous moyens; et la plus mauvaise chance qu'il aurait pu rencontrer eût été que ses deux lieutenants, n'ayant pas réussi à empêcher le maréchal français de prendre part au dernier acte de la bataille de Waterloo, fussent arrivés sur Plancenoit en même temps que ce dernier. Or, dans cette supposition, le résultat de la journée serait resté le même; car

l'armée française, ainsi réunie au moment de la crise suprême, aurait eu devant elle toutes les forces de Wellington et de Blücher, qui l'auraient écrasée sous leur poids.

Il convient d'y insister, d'ailleurs, pour rester dans le vrai : on ne peut guère regarder comme probable que Grouchy, partant de Limelette et ayant à combattre, c'est-à-dire à manœuvrer, eût pu arriver avant neuf heures sur Plancenoit. Les deux premières divisions de Pirch I, qui partirent à midi de Wavre, qui n'eurent pas le moindre combat à livrer en chemin, ne rejoignirent Bülow, on l'a vu antérieurement, qu'à sept heures et demie.

Grouchy, au lieu de marcher pour rejoindre Napoléon, aurait-il, au contraire, persisté, malgré la canonnade de Mont-Saint-Jean, à attaquer Zieten et Pirch I, formés derrière le ruisseau de Limelette? On peut l'admettre aussi; c'est même, sans doute, ce qu'il aurait fait. Mais Blücher, qui aurait eu, dans ce cas comme dans l'autre, le temps de reconnaître les forces du maréchal français, aurait disposé encore de Bülow et de Thielmann pour aller appuyer les Anglo-Hollandais, et confié à Zieten et à Pirch I la mission de résister à la diversion de Grouchy.

Établis dans une bonne position, luttant à quatre contre trois, munis d'une artillerie d'un tiers plus nombreuse que celle de leur adversaire, les deux généraux prussiens se seraient trouvés bien à même, à coup sûr, d'opposer une longue résistance ; et c'est rester en deçà de la vérité que d'admettre qu'ils l'auraient prolongée jusqu'à sept heures. Le lendemain de ce jour, nous le verrons bientôt, il fallut à Grouchy près de huit heures pour battre et mettre momentanément hors de cause trois divisions prussiennes, fortes seulement d'une quinzaine de mille hommes.

Or, ce maréchal, retenu jusqu'à sept heures à Limelette ou au delà, n'aurait pu, quoi qu'il eût fait, arriver à temps pour prendre la moindre part à la bataille de Waterloo. Les deux dernières divisions de Pirch I, la brigade même de cavalerie de Sohr, qui partirent de Wavre, on l'a remarqué, à quatre heures, qui marchèrent le plus rapidement possible, pressées par les ordres incessants de Blücher, n'avaient pas encore rejoint l'armée prussienne à la nuit close.

Quelle que soit l'hypothèse où l'on se place, pourvu qu'on tienne compte des faits connus et qu'en supposant les opérations qui auraient

dû être faites d'un côté, on admette aussi les opérations qui auraient dû en résulter de l'autre, l'injustice de l'accusation portée contre Grouchy devient manifeste.

Il aurait marché plus tôt, manœuvré comme l'indiquaient les circonstances et les règles de la stratégie, que le désastre de Waterloo n'eût été ni moins sûr, ni moins complet, nous le répétons. La raison absolue, péremptoire de cette assertion, c'est, nous le répétons aussi, l'infériorité des forces du maréchal relativement à l'armée prussienne. Cette armée comptait quatre-vingt-dix mille hommes au moins. De ce nombre, la moitié combattit plus ou moins longtemps contre Napoléon et détermina la catastrophe. Grouchy, avec ses trente-trois mille trois cents hommes, retenant l'autre moitié près de Wavre, aurait certainement fait une œuvre difficile; mais cette œuvre même n'aurait pas suffi pour conjurer le malheur de nos armes. Et, si, renonçant à combattre sur la rive gauche de la Dyle, il eût manœuvré directement pour rejoindre Napoléon; si, contre toute probabilité, il eût rejoint assez tôt pour entrer en ligne près de lui, toute l'armée prussienne se serait trouvée réunie aux Anglo-Hollandais; et la puissance du nombre l'aurait encore emporté : cent soixante mille hommes et quatre cent quarante bouches à feu auraient écrasé cent mille hommes et trois cent quarante bouches à feu.

On a blâmé très-vivement aussi Grouchy de n'avoir pas écouté le conseil qui lui fut donné par Gérard à Sart-lez-Walhain, au bruit de la canonnade de Mont-Saint-Jean. Ce blâme est très-mérité, non pas, contrairement à ce qui a été dit, parce qu'il est de règle absolue de marcher au canon, car cette règle souffre bien des exceptions et en souffre surtout quand on a déjà des forces ennemies devant soi; mais parce qu'à Sart-lez-Walhain, la nécessité de manœuvrer par la gauche était devenue plus pressante encore qu'à Gembloux. Le maréchal le savait enfin, lui-même en est convenu, l'armée prussienne ne s'était pas retirée sur Liége; elle s'était concentrée sur Wavre dans la nuit. Dès lors, le retentissement de la bataille qui s'engageait aux abords de la forêt de Soignes ne laissait guère la possibilité d'admettre que cette armée n'eût pas rejoint déjà, ou, tout au moins, ne fût en mouvement pour rejoindre les Anglo-Hollandais : si près l'un de l'autre, Blücher et Wellington avaient dû concerter une action commune, pour le jour même, contre Napoléon. Comme le proposa Gérard, il fallait donc se hâter d'aller passer la Dyle à Mousty pour

se rapprocher de la masse de l'armée française, lier les communications, se mettre en rapport d'opérations avec elle, en position d'aller la renforcer ou d'agir, s'il en était temps encore, si l'on ne pouvait davantage, afin de gêner, de retarder la réunion de Blücher avec Wellington. Continuer la marche de Sart-lez-Walhain sur Wavre, c'était différer le moment où l'on serait à même d'atteindre ces résultats; et, en pareille circonstance, tout délai était fâcheux. Grouchy s'y décida, cependant, par la raison, a-t-il dit, qu'il croyait les Prussiens à Wavre, qu'il les y croyait d'autant plus, qu'Excelmans avait rencontré leur arrière-garde vers Neuve-Sart. Mais cela même n'excuse pas sa résolution, nous l'avons déjà fait remarquer. En supposant les Prussiens à Wavre, en supposant qu'il dût les y trouver à son arrivée sur ce point, il devait aller passer la Dyle beaucoup plus haut, afin de tourner leur position, d'éviter de les attaquer de front.

Ainsi, il eut tort de repousser l'avis ouvert par Gérard; et c'est très-justement qu'on l'en a blâmé. Mais on a été plus loin : on a prétendu qu'en exécutant la manœuvre conseillée par son habile lieutenant, il aurait empêché le désastre de Waterloo; et rien n'est moins exact.

Ce que nous avons dit précédemment suffirait pour le prouver. Il convient, cependant, de préciser davantage, d'examiner les faits et les probabilités, en se plaçant dans les circonstances mêmes de temps, de distance, de terrain où se trouva le maréchal; circonstances inexactement rapportées ou complétement méconnues par ses critiques.

Gérard proposa de marcher sur Mousty lorsque le bruit intense du canon annonça qu'une bataille s'engageait vers Mont-Saint-Jean. Il était donc midi ou un peu plus; car ce fut à cette heure-là seulement que la canonnade devint violente par l'ouverture du feu de la grande batterie placée à l'aile droite de Napoléon (1).

Le corps d'Excelmans était alors, partie à Neuve-Sart, partie vers Dion-le-Mont; celui de Vandamme à Nil-Saint-Vincent; celui de

(1) Gérard dit que ce fut à onze heures et demie qu'il donna son conseil à Grouchy (*Dernières observations*, p. 30); mais dans l'extrait d'une lettre du général Valazé, qu'il publie ensuite (p. 31 et 32), on lit que ce fut au moment où se fit entendre « une épouvantable canonnade. » Or, la canonnade de Waterloo ne devint très-forte, on le sait, qu'à midi passé. La différence d'une demi-heure est, du reste, ici de faible importance; on va le voir.

Gérard atteignait Sart-lez-Walhain; Pajol et Teste s'avançaient de Grand-Leez sur Tourinnes.

Le conseil de Gérard, exposé par lui-même, fut « d'envoyer sur-le-champ l'ordre au général Vallin, qui, en éclairant la gauche, se trouvait plus rapproché de la Dyle, de se porter en toute diligence sur le pont de Mousty, d'y passer la rivière, et, une fois sur la rive gauche, de pousser des reconnaissances dans la direction de Chapelle-Saint-Lambert et de Frichemont, pour avoir des nouvelles des Prussiens. Le troisième corps (Vandamme), qui se trouvait à Nil-Saint-Vincent, aurait fait tête de colonne à gauche en se dirigeant également sur Mousty. Le quatrième corps (Gérard) et la cavalerie d'Excelmans, auraient suivi ce mouvement. En même temps, le général Pajol aurait reçu l'ordre de se rendre devant Wavre avec sa cavalerie et la division Teste ; ces troupes réunies auraient été chargées spécialement de repousser au delà de Wavre la *faible* arrière-garde ennemie qui était restée sur la rive droite et ensuite d'observer le corps de Thielmann et de masquer notre mouvement sur l'armée de l'empereur (1). »

Quel pouvait être le résultat de la manœuvre ainsi conseillée?

L'avant-garde prussienne, qui était restée à Mont-Saint-Guibert presque toute la matinée, avait battu en retraite jusque vers la Baraque, où elle faisait ferme contenance devant Excelmans. Les ponts de Mousty et d'Ottignies n'avaient pas été détruits ; ils n'étaient pas gardés; Vallin pouvait donc aller les saisir facilement et assez promptement. Cela n'est pas douteux.

A Nil-Saint-Vincent, Vandamme se trouvait à deux lieues en ligne droite de ces ponts, à deux lieues et demie, sinon plus, par les traverses à suivre. Il aurait reçu l'ordre de changer et aurait changé de direction à midi et demi, ou un peu plus tard; les chemins étaient bien autrement difficiles (2) que ceux qu'il venait de parcourir de

(1) *Dernières observations*, etc. Nous n'avons pas besoin de faire remarquer l'erreur de Gérard dans ces dernières lignes : à midi, trois corps prussiens étaient encore à Wavre ou auprès ; il y avait dix-huit mille hommes, ce qui n'était pas une faible arrière-garde, sur la rive droite de la Dyle; et le corps de Thielmann devait partir, alors, pour marcher sur Couture. Quand Pajol et Teste, dans la supposition où Gérard se place, seraient arrivés devant Wavre, Thielmann en aurait déjà été loin.

(2) Pendant un long exil, le général Lamarque eut le loisir de visiter le théâtre des opérations de Grouchy. Voici ce qu'il dit du terrain qu'auraient

Gembloux à Nil-Saint-Vincent; il serait donc arrivé sur Mousty et Ottignies vers cinq heures, au plus tôt.

Gérard qui, à Sart-lez-Walhain, en était plus éloigné, mais qui, par compensation, aurait commencé son mouvement un peu avant Vandamme, aurait franchi la rivière vers six heures.

A Mousty, on se serait trouvé à deux lieues et demie en ligne droite, à plus de trois lieues encore de Plancenoit par les traverses à prendre; traverses très-mauvaises. Il aurait donc été impossible à l'infanterie de paraître sur le champ de bataille de Napoléon avant neuf heures et demie ou dix heures. Or, à ce moment, le désastre, on l'a vu, était déjà complet. Grouchy ne serait arrivé que pour s'y faire envelopper.

Quinze ans après le funeste événement, Gérard, écrivant dans toute l'irritation d'un violent débat, a avancé qu'on aurait pu arriver « à Chapelle-Saint-Lambert ou Frichemont vers quatre heures et demie (1); » puis, par grande concession, qu'on aurait pu y parvenir, au moins, « à sept heures et demie; » et, a-t-il ajouté, « en nous montrant alors à l'ennemi, en faisant diversion aux attaques qu'il dirigeait contre la droite et les derrières de notre armée, surtout en le plaçant lui-même entre deux feux..., on voit que nous pouvions, non-seulement prévenir les désastres de la journée, mais que nous aurions placé l'armée prussienne elle-même dans la plus critique des positions (2). »

Ces assertions, corroborant l'accusation lancée par Napoléon contre Grouchy, ont trouvé généralement créance.

Cependant, elles ne supportent pas la critique.

Gérard s'appuie sur une inexactitude; il dit que « de Sart-lez-

eu à parcourir Vandamme et Gérard pour se porter de Nil-Saint-Vincent et de Sart-lez-Walhain sur Mousty et Ottignies : « Le terrain offrait de grandes difficultés : on est tout étonné de trouver, dans cette partie, des montagnes élevées, des ravins profonds, enfin comme une espèce de contre-forts des Alpes et des Pyrénées, à travers lesquels il eût été difficile de traîner l'artillerie. » (*Mémoires du général Lamarque. — Notice sur les cent-jours.*)

Nous avons visité aussi ce terrain et nous avons reconnu la justesse de la description de Lamarque. On y trouve aujourd'hui d'assez bons chemins; mais ils ont été ouverts depuis 1815.

(1) *Dernières observations*, etc., p. 31.

(2) *Ibid.*, p. 37.

Walhain à Chapelle-Saint-Lambert ou Frichemont, il n'y a pas plus de quatre lieues (1), » tandis qu'en ligne droite, il y en a plus de quatre et demie entre les deux premiers points, et plus de cinq et demie entre le premier et le dernier; ce qui, par chemins, en donne près de six pour la plus courte de ces distances. Cette rectification suffit tout d'abord pour prouver l'impossibilité de parvenir à Chapelle-Saint-Lambert, vers quatre heures et demie.

Mais Gérard, concédant qu'il aurait bien pu en être sept et demie quand on y serait parvenu, n'a pas encore assez concédé.

Vingt mille hommes et plus d'infanterie, traînant avec eux de l'artillerie, n'auraient pas franchi une distance de six lieues, entre midi et sept heures et demie, à travers tant de défilés, dans l'état affreux où la pluie avait mis les chemins à parcourir. On en trouve la preuve dans la lenteur forcée de la marche des corps prussiens qui allèrent de Wavre à Plancenoit et à Papelotte; dans la lenteur aussi de celle de Gérard lui-même et de Vandamme, le 17 juin et dans la matinée du 18 : ces deux généraux avaient mis sept heures, « en marchant aussi vite qu'il était humainement possible (2) » pour se rendre du champ de bataille de Ligny à Gembloux; ils en avaient mis quatre pour aller de Gembloux à Sart-lez-Walhain.

Il importe, d'ailleurs, de faire observer que, si Grouchy eût marché sur Chapelle-Saint-Lambert et y fût arrivé à sept heures et demie même, comme Gérard avance que cela était possible, il aurait fait un mouvement inutile ; car il s'y serait trouvé séparé du champ de bataille de Napoléon par plus d'une lieue et par les défilés si difficiles du ruisseau de Lasne. C'eût donc été, non sur Saint-Lambert, mais sur Frichemont ou Plancenoit, qu'il aurait dû se diriger tout d'abord, ce qui aurait allongé sa route d'une lieue et remis, au compte de Gérard lui-même, à neuf heures son entrée en ligne vers l'un ou l'autre de ces points.

A moins de négliger absolument les circonstances de temps, de distances, de terrain; à moins d'admettre que les troupes prussiennes, malgré leur ardeur, malgré les excitations de leurs chefs et

(1) *Dernières observations*, etc., p. 31. A cette brochure de Gérard se trouve jointe une carte très-inexacte du théâtre des opérations de Grouchy.

(2) *Quelques documents sur la bataille de Waterloo*, par le général Gérard.

du canon, n'ont pas marché aussi vite qu'elles le pouvaient; à moins d'admettre aussi que Gérard n'a pas dit vrai en donnant pour motif péremptoire à la lenteur de son mouvement, le 17, la difficulté extrême des chemins; que Vandamme et lui n'ont pas marché, dans la matinée du 18, aussi vite qu'ils l'auraient pu, il est impossible, on le voit, de croire aux assertions formulées contre Grouchy par son lieutenant et inconsidérément répétées par tant d'écrivains.

Mais il y a plus : c'est qu'en acceptant pour aussi bien fondée qu'elle l'est mal, l'affirmation de celui-ci sur le temps nécessaire pour atteindre Frichemont ou Plancenoit, il n'en résulte nullement que le maréchal aurait pu exercer une influence heureuse sur le résultat de la bataille de Waterloo.

Gérard, en effet, calcule et conclut comme si Grouchy eût dû trouver la route absolument libre devant lui. Mais il en aurait été bien autrement; cela ne saurait faire l'objet d'un doute. Sa manœuvre aurait indiqué à l'ennemi qu'il devait exécuter une manœuvre correspondante; et il l'aurait exécutée.

A midi, on l'a vu, Bülow avait sa division d'avant-garde massée à Chapelle-Saint-Lambert; ses autres divisions cheminaient entre Wavre et ce point; et deux de ses bataillons, douze de ses escadrons, aux ordres du colonel Ledebur, étaient restés sur la rive droite de la Dyle, vers la Baraque, en face d'Excelmans. A la même heure, Zieten partait de Wavre, se dirigeant sur Fromont et Ohain, et laissant trois bataillons et trois escadrons sous le colonel Stengel, en observation à Limal. A la même heure encore, les deux premières divisions de Pirch I, ayant passé la Dyle, s'avançaient vers Chapelle-Saint-Lambert, sur les traces de Bülow; ses deux dernières divisions, une de ses brigades de cavalerie, celle de Sohr, s'ébranlaient pour les suivre; et Thielmann allait se porter sur Couture, direction de Plancenoit, confiant la défense de Wavre à une faible arrière-garde.

Les mouvements d'Excelmans, sa réunion à la division Vallin, puis l'arrivée de Vandamme à la Baraque, enfin la marche sur Wavre, firent modifier l'ordre de Blücher, en vertu duquel agissaient les généraux prussiens.

Bülow, Zieten, les deux premières divisions de Pirch I continuèrent leur route; les colonels Ledebur, Stengel, les deux dernières divisions de Pirch I, Sohr, Thielmann suspendirent leur marche;

mais, à quatre heures, c'est-à-dire au moment même où Vandamme commençait l'attaque de Wavre, où Gérard paraissait sur les hauteurs de la Dyle, la marche interrompue était reprise ; Thielmann et Stengel seuls restaient en face de Grouchy.

Voilà comment les choses se passèrent.

Mais, si Grouchy se fût dirigé vers le champ de bataille de Waterloo, au lieu de poursuivre sur Wavre, voici comment elles se seraient passées : Vallin d'abord, qui serait allé saisir les ponts de Mousty et d'Ottignies, Excelmans, qui aurait gagné les mêmes points, auraient révélé à Ledebur, par leur mouvement, la manœuvre en voie d'exécution ; et, tout aussitôt, les généraux prussiens auraient agi en conséquence. Celles de leurs troupes qui se seraient trouvées sur la rive droite de la Dyle, auraient passé cette rivière à Limal, au moulin de Bierges, à Wavre, et, se réunissant près du premier de ces points, aux troupes restées sur la rive gauche, laissant seulement quelque arrière-garde chargée de couper, barricader, défendre au besoin les ponts, elles auraient marché pour s'opposer au mouvement de flanc opéré par Grouchy. Les deux faibles divisions de Pajol et de Teste ne pouvant, d'ailleurs, quelque diligence qu'elles eussent faite, se présenter sur les hauteurs de Wavre avant six ou sept heures, il n'y aurait pas eu à espérer qu'elles pussent donner le change à l'ennemi.

Grouchy, avec les vingt-neuf mille hommes d'Excelmans, de Vandamme, de Gérard, aurait donc trouvé, sur sa route, la moitié du corps de Pirch I, le corps de Thielmann, les détachements de Stengel et de Ledebur, près de trente-cinq mille hommes dont environ trois mille de cavalerie. On doit admettre qu'il les aurait battus ; mais qui dit combat, et surtout combat contre des forces supérieures, dit manœuvre ; et Grouchy, forcé de manœuvrer, de combattre, aurait perdu bien du temps avant d'avoir mis son ennemi hors de cause, avant de s'être frayé la voie vers le champ de bataille de Napoléon. Mais eût-il été retardé de deux heures seulement, ce qui est fort peu dire à coup sûr, il n'y aurait paru qu'à la nuit close, au moment où aucun Français ne s'y trouvait plus, sauf les blessés et les morts.

Il ne faut pas l'oublier, d'ailleurs, ces trente-cinq mille Prussiens que Grouchy aurait trouvés sur sa route en marchant vers Napoléon d'après le conseil de Gérard, ne prirent aucune part, absolument aucune, à la bataille de Waterloo.

Ainsi, même en acceptant comme vraie l'assertion erronée que sept heures et demie auraient suffi pour parcourir la distance de Nil-Saint-Vincent et Sart-lez-Walhain à Frichemont ou Plancenoit, la colonne de Grouchy ne serait arrivée sur ces derniers points que pour être enveloppée dans la catastrophe; on est obligé de le reconnaître, à moins de supposer que les chefs de trente-cinq mille Prussiens n'auraient opposé aucun obstacle à sa marche, qu'ils auraient été frappés soudainement de cécité ou de paralysie.

On a eu raison de vanter le conseil de Gérard; et celui-ci a bien fait d'en revendiquer l'honneur (1); car ce conseil était conforme aux principes de la guerre; mais on a eu grand tort d'en tirer la conséquence qu'il aurait sauvé la fortune de nos armes.

Cet examen de la grave question qui a été l'objet de débats aussi ardents que prolongés ne serait pas complet si nous passions sous silence certaines assertions des écrits de Sainte-Hélène.

Napoléon affirme avoir donné verbalement à Grouchy, avant de quitter Ligny, « l'ordre positif de se tenir toujours entre la *chaussée de Charleroi à Bruxelles et Blücher*, afin d'être constamment en mesure de se réunir sur l'armée. Il était probable, ajoute-t-il, que Blücher se retirerait sur Wavre; cet ordre prescrivait qu'il (Grouchy) y fût en même temps que lui; si l'ennemi continuait à marcher sur Bruxelles et qu'il passât la nuit couvert par la forêt de Soignes, qu'il le fît suivre jusqu'à la lisière de la forêt; s'il se retirait sur la Meuse, pour couvrir ses communications avec l'Allemagne, qu'il le fît observer par l'avant-garde du général Pajol et occupât Wavre avec la cavalerie d'Excelmans, le 3e et le 4e corps d'infanterie, afin de se trouver en communication avec le quartier général, qui marchait sur la chaussée de Charleroi à Bruxelles (2). »

Grouchy a opposé une dénégation formelle à la version de Napoléon, imaginée, a-t-il dit, dans les loisirs de Sainte-Hélène; et, tout concourt à le démontrer, la vérité est de son côté.

Un ordre aussi important que celui que rapportent les *Mémoires de Sainte-Hélène*, un ordre qui aurait posé une règle absolue aux mouvements du maréchal, devrait, s'il eût réellement été donné, se trouver reproduit, et de la façon la plus saillante, dans les instruc-

(1) Dans sa première brochure, Grouchy l'avait nié.
(2) *Mémoires*, t. IX, p. 95.

tions dictées par Napoléon à Bertrand. Or, on ne l'y trouve pas ; il n'y est pas indiqué par la moindre allusion ; et même on y voit que le chef de l'armée française laisse à son lieutenant liberté entière de manœuvres, lui recommande seulement « de poursuivre l'ennemi..., de pénétrer ce qu'il veut faire (1). »

Cela suffirait déjà pour prouver que Grouchy a justement qualifié la version des *Mémoires*.

Mais il en est d'autres preuves.

Écrivant, à Sainte-Hélène, après les événements, Napoléon dit avoir regardé comme probable la retraite de Blücher sur Wavre; mais, à Ligny, quand il dictait à Bertrand les instructions pour Grouchy, il n'avait pas une vue si nette des mouvements du général prussien; il admettait également ces deux hypothèses : « ou Blücher se séparait des Anglais, ou il voulait se réunir à eux pour couvrir Bruxelles et Liége, en tentant le sort d'une nouvelle bataille ; » et, loin de prescrire au maréchal de se porter sur Wavre, « d'y être en même temps que Blücher, » il lui ordonnait « de se rendre à Gembloux avec toutes ses forces, » à Gembloux, qui se trouve à deux lieues à l'est de la direction de Ligny à Wavre; il ne parlait pas de ce dernier point ; il n'en écrivait pas le nom. Et il y a plus : Napoléon n'a pu même recommander « à Grouchy d'être à Wavre en même temps que Blücher ; » car il savait que Grouchy serait dans l'impossibilité de quitter Ligny de bonne heure dans l'après-midi et que Blücher avait déjà une très-longue avance de marche. De Ligny à Wavre, il y a six lieues en ligne droite, près de huit lieues par le chemin le plus court.

L'ordre « positif » verbalement donné, au dire des *Mémoires de Sainte-Hélène*, et si formellement contredit par les instructions écrites, acquises à l'histoire, par les faits même, ne mérite donc pas la moindre créance.

Dans son ardeur à se justifier de n'avoir pris aucune mesure pour s'opposer à la manœuvre qui réunit les Prussiens aux Anglo-Hollandais, Napoléon a affirmé encore qu'il avait envoyé à Grouchy, dans la nuit du 17 au 18, l'ordre d'occuper, par un fort détachement, la position de Chapelle-Saint-Lambert.

(1) Voir ces instructions, p. 192 tome 1er,

Les *Mémoires de Sainte-Hélène* racontent ainsi ce qui se serait passé à ce sujet.

« *A dix heures du soir,* l'empereur expédia un officier au maréchal Grouchy, que *l'on supposait sur Wavre,* pour lui faire connaître qu'il y aurait, le lendemain, une grande bataille ; que l'armée anglo-hollandaise était en position en avant de la forêt de Soignes, sa gauche appuyée au village de la Haie ; qu'il lui ordonnait de détacher, avant le jour, de son camp de Wavre, une division de sept mille hommes de toutes armes et seize pièces de canon sur *Chapelle-Saint-Lambert* pour se joindre à la droite de la grande armée et opérer avec elle ; qu'aussitôt qu'il serait assuré que le maréchal Blücher aurait évacué Wavre, soit pour continuer sa retraite sur Bruxelles, soit pour se porter dans toute autre direction, il devait marcher avec la majorité de ses troupes pour appuyer le détachement qu'il aurait fait sur Chapelle-Saint-Lambert.

« *A onze heures du soir,* une heure après que cette *dépêche* était expédiée, on reçut un rapport du maréchal Grouchy, daté de Gembloux, *cinq heures du soir.* Il rendait compte qu'il était, avec son armée, à Gembloux (1), ignorant la direction qu'avait prise Blücher... Un second officier lui fut envoyé, *à quatre heures du matin,* pour lui réitérer l'ordre qui lui avait été expédié à dix heures du soir. Une heure après, à cinq heures, on reçut un nouveau rapport daté de Gembloux, *deux heures du matin ;* le maréchal rendait compte, etc. »

Grouchy a assuré n'avoir eu connaissance de pareilles dépêches que par les écrits de Sainte-Hélène ; et il ne fit pas de détachement sur Chapelle-Saint-Lambert. C'est déjà une forte présomption contre la véracité des *Mémoires ;* car il était, notoirement, un de ces généraux trop esclaves de l'ordre reçu, trop heureux que le chef leur prescrivît ce qu'ils avaient à faire, pour qu'on puisse admettre qu'il ne se serait pas conformé aux instructions de Napoléon, si elles lui fussent parvenues.

On n'a jamais pu indiquer le nom, ni le grade des officiers qui en étaient porteurs ; ces instructions mêmes n'ont laissé aucune trace

(1) A cinq heures, Grouchy n'avait pu écrire cela ; car Vandamme et Gérard n'arrivèrent sur Gembloux qu'à neuf et dix heures du soir. (Voir pages 193-207 tome 1er.

sur les registres de l'état-major. Il y a là de nouvelles présomptions contre le récit venu de Sainte-Hélène.

Mais ce qui le dément absolument, c'est le récit même, c'est encore la dépêche écrite au maréchal, le 18, à dix heures du matin, et parvenue à sa destination.

Ce récit est basé sur deux assertions : que Napoléon a supposé Grouchy sur Wavre, le 17 juin au soir; qu'il a connu la réunion de l'armée prussienne sur ce point, au même moment; et ces assertions sont erronées.

Napoléon n'a pu supposer Grouchy sur Wavre; car, de Ligny à cette ville, il y a neuf lieues en passant par Gembloux, où il lui avait ordonné de se porter, neuf lieues sur des chemins de traverse (1); et il venait de voir, par les lenteurs forcées de sa propre marche des Quatre-Bras aux hauteurs de Rossomme (neuf à dix kilomètres de distance), que Grouchy, qui n'avait pas eu de chaussée pour faciliter son mouvement, avait dû marcher encore plus lentement que lui.

Napoléon n'a pas connu la réunion de l'armée prussienne sur Wavre. Sa dépêche, datée du 18 à dix heures du matin, le prouve clairement.

Il n'a pas envoyé à Grouchy l'ordre de faire un détachement sur Chapelle-Saint-Lambert; car, s'il l'eût envoyé, cette même dépêche de dix heures du matin l'aurait nécessairement rappelé, aurait demandé où l'on en était de l'exécution; et, tout au contraire, elle n'en parle pas, n'y fait seulement pas allusion; le nom de Chapelle-Saint-Lambert, l'ordre de manœuvrer de ce côté se rencontrent, pour la première fois, dans la dépêche écrite à une heure après midi, quand l'arrivée de Bülow à ce village venait d'être révélée à Napoléon par une lettre interceptée et l'interrogatoire d'un prisonnier prussien.

Au reste, la conduite de Napoléon démontrerait seule, au besoin, que, ni dans la nuit du 17 au 18, ni dans la matinée de ce dernier jour, il n'eut l'idée de faire occuper Chapelle-Saint-Lambert; que cette idée lui fut suggérée seulement par l'approche de Bülow. Il est évident, en effet, que, s'il eût reconnu plus tôt l'importance de cette

(1) La chaussée qui relie maintenant Sombreffe, Gembloux, Wavre, n'existait pas encore en 1815.

occupation, il l'aurait fait opérer par un détachement de ses propres troupes, dès le moment où il apprit que Grouchy était trop éloigné de Chapelle-Saint-Lambert pour être à même d'y porter, à temps, les forces nécessaires. Or, il ne prit aucune mesure de ce genre; et n'envoya même des reconnaissances dans le vallon de Lasne qu'après avoir aperçu des troupes sur les hauteurs de Chapelle-Saint-Lambert.

Comme les instructions verbales données à Grouchy à Ligny même, les instructions envoyées, dans la nuit du 17 au 18, à ce maréchal ont donc été imaginées après coup, sur la leçon donnée par les événements.

Le 16 juin, Napoléon avait eu dans les mains le sort de la campagne de Belgique. Il l'avait laissé échapper par son indolence, ses lenteurs, ses hésitations.

La victoire de Ligny lui avait rendu la même chance ; et les mêmes causes la lui avaient fait perdre encore.

Le 17, dès l'aube du jour, il aurait dû se précipiter à la poursuite de Blücher avec tous les combattants de Ligny, ou lancer une quinzaine de mille hommes seulement sur les traces du vaincu, et, avec le reste de ses forces, courir aux Quatre-Bras, s'y réunir à Ney, y attaquer Wellington ; et, dans un cas comme dans l'autre, il aurait anéanti l'une des armées alliées et mis, ensuite, l'autre hors d'état de rien entreprendre de sérieux avant longtemps.

Mais, au lieu d'une détermination prompte, nette, vigoureuse, au lieu d'une marche rapide, il resta irrésolu, inactif jusqu'à midi ; plaça alors trop de forces ou n'en plaça pas assez sous les ordres de Grouchy ; assura à Blücher une facile retraite ; n'atteignit pas Wellington ; laissa à tous les deux le temps de concerter, de préparer une action commune ; puis, comme si ce n'eût pas été assez encore de tant de délais accordés à ses adversaires pour concentrer les masses qui devaient accabler notre armée, il attendit, le lendemain, jusqu'au milieu du jour pour engager la bataille contre les Anglo-Hollandais arrêtés devant lui. Enfin, dans la conception du plan de cette bataille, il ne tint aucun compte de la probabilité de l'intervention des Prussiens ; il ordonna ou laissa exécuter des manœuvres mal préparées, incomplètes, incohérentes, ne sut pas saisir le seul instant où le succès fût possible et s'obstina dans la lutte, quand, au contraire, il aurait fallu s'en retirer pour éviter un désastre.

Tout l'étalage de critiques, d'accusations fait par Napoléon et ses apologistes sur les incertitudes, les temporisations, les fausses manœuvres de Grouchy, n'a d'autre but que de masquer les fautes énormes commises le 17 et le 18 juin; fautes dont Grouchy fut complétement innocent, qu'il n'aurait pas eu le pouvoir de réparer, eût-il déployé toute l'habileté, toute l'activité, toute l'énergie imaginables.

Des écrivains de bonne foi, mais oublieux ou insouciants des circonstances, du temps, des distances, des difficultés, se sont laissé prendre au piége tendu à l'histoire par Napoléon et ses apologistes. Mais, pour le dévoiler, il suffit d'étudier les faits. Ils sont là avec toute leur certitude.

La campagne de Belgique peut se qualifier d'un mot : elle fut la campagne des hésitations, des retards.

CHAPITRE SEIZIÈME.

Napoléon arrive à Philippeville. — Ordres, dépêches qu'il en expédie. — Il part pour Laon. — Conseil qu'il y tient. — Il part pour Paris. — Il y arrive le 21 juin au matin. — Conseil tenu à l'Élysée-Bourbon. — Déclaration de la chambre des représentants. — Hésitations de Napoléon. — Ses concessions successives. — Ses défaillances, ses colères devant les exigences croissantes de la chambre. — Conseil tenu aux Tuileries dans la nuit du 21 au 22 juin. — Napoléon menacé de déchéance, d'arrestation. — Il se résout à abdiquer. — Nomination d'un gouvernement provisoire.

Trois ou quatre heures après son départ de Charleroi, Napoléon atteignit Philippeville. Il s'y arrêta pour se reposer et expédier les dépêches que le désastre rendait les plus urgentes.

A Rapp, à Lamarque, il expédia l'ordre de se rendre, à marches forcées, sous Paris avec leurs corps d'armée; à Lecourbe, de gagner Lyon; aux commandants des places fortes du Nord, de la Meuse, de hâter leurs préparatifs de défense contre des attaques, maintenant imminentes.

Avant de quitter Paris, il avait confié le gouvernement à un conseil composé de ses deux frères Lucien et Joseph, des ministres à portefeuille, des quatre ministres d'État; et il en avait donné la présidence à Joseph, choisissant, non le plus digne, mais le plus rapproché du trône. Il adressa à ce dernier deux lettres qu'un secrétaire écrivit sous sa dictée, moins rapide que d'habitude. L'une, destinée à être communiquée au conseil, faisait un récit atténué des événements;

l'autre, confidentielle, racontait avec sincérité la déroute et indiquait, non sans grande exagération, les ressources, les espérances du vaincu. « Tout n'est pas perdu, disait-il ; je suppose qu'il me restera, en réunissant mes forces, cent cinquante mille hommes. Les fédérés et les gardes nationaux qui ont du cœur me fourniront cent mille hommes ; les bataillons de dépôt cinquante mille ; j'aurai donc trois cent mille soldats à opposer de suite à l'ennemi. J'attellerai l'artillerie avec les chevaux de luxe ; je lèverai trois cent mille conscrits, je les armerai avec les fusils des royalistes et des mauvaises gardes nationales ; je ferai lever en masse le Dauphiné, le Lyonnais, la Bourgogne, la Lorraine, la Champagne ; j'accablerai l'ennemi. Mais il faut qu'on m'aide, qu'on ne m'étourdisse point. Je vais à Laon ; j'y trouverai sans doute du monde. Je n'ai point entendu parler de Grouchy. S'il n'est pas pris (comme je le crains), je puis avoir, dans trois jours, cinquante mille hommes ; avec cela, j'occuperai l'ennemi, et je donnerai à Paris et à la France le temps de faire leur devoir. Les Anglais marchent lentement ; les Prussiens craignent les paysans et n'oseront pas trop s'avancer. Tout peut se réparer encore ; écrivez-moi l'effet que cette horrible échauffourée aura produit dans la chambre. Je crois que les députés se pénétreront que leur devoir, dans cette grande circonstance, est de se réunir à moi pour sauver la France. Préparez-les à me seconder dignement. »

La défaite enseignait ainsi des mesures qui auraient dû précéder l'entrée en campagne.

Napoléon, prenant la plume, ajouta : « Du courage, de la fermeté ! » Adressée à Joseph Bonaparte, l'exhortation n'était pas inutile.

Pendant cette halte dans la fuite, quelques bandes confuses de soldats, d'officiers de toutes armes, de tous corps, étaient parvenues à Philippeville, et, rassurées, enfin, à la vue des remparts de la place, s'y étaient arrêtées ; d'autres en approchaient. Napoléon ordonna de les retenir, d'en former une colonne qu'on dirigerait ensuite sur Laon. Il expédia des officiers sur les différents chemins de retraite que le soldat avait dû prendre, afin d'indiquer partout ce point et celui de Philippeville comme lieux de ralliement. Déjà, en passant par Charleroi, il avait envoyé son frère Jérôme à Avesnes pour y arrêter la déroute, si cela était possible, pour rendre quelque organisation aux corps et les ramener aussi sur Laon.

Il dicta des instructions au major général Soult, qui venait de le rejoindre, et qui dut rester quelque temps encore à Philippeville ; puis, remontant en voiture, il partit pour Laon. Il y fut à la chute du jour.

« J'y trouverai sans doute du monde, » avait-il écrit à Joseph Bonaparte ; il n'y trouva d'autres troupes que celles qui devaient y être par ses ordres mêmes : un bataillon de garde nationale active formant la garnison de la place.

Pliant sous le poids du désastre, tourmenté par le chagrin, l'anxiété, il réunit, le lendemain, comme en un conseil, les officiers de sa suite, et Maret, son ministre secrétaire d'État, qui l'avait accompagné aussi. Il voulait examiner avec eux ce qu'exigeait le péril de la situation.

D'après le récit d'un témoin (1), en ouvrant la discussion, il persistait dans la résolution de ne pas abandonner l'armée. Il fut vivement combattu.

La déroute est complète, lui dit-on ; vous l'avez vu de vos propres yeux. Tous les régiments étaient confondus. Il faudra du temps pour les reformer, pour rallier les débris de l'armée, qui seront peu considérables si, comme cela paraît certain, Grouchy n'a pu éviter un désastre. La plupart des soldats n'auront ni armes ni munitions ; l'artillerie est perdue. Vous n'avez plus d'armée ; toutes les routes sont ouvertes à l'ennemi. La France ne peut être sauvée que par elle-même. Il faut que tous les citoyens prennent les armes ; et votre présence à Paris est nécessaire pour comprimer *vos* ennemis, enflammer et diriger le dévouement des patriotes. Les Parisiens, quand ils vous verront, n'hésiteront pas à se battre. Si vous restez loin d'eux, on fera courir mille bruits mensongers : on dira tantôt que vous avez été tué, tantôt que vous avez été fait prisonnier ou que vous êtes cerné. La garde nationale et les fédérés, découragés par la crainte d'être abandonnés ou trahis, se battront à contre-cœur, ou ne se battront pas du tout (2).

Ces objections, affirme le même témoin, ébranlèrent Napoléon ; il finit par y céder, mais non sans protester, pour ainsi parler, contre le nouveau parti qu'il prenait. « Puisque vous le croyez nécessaire,

(1) Fleury de Chaboulon.

(2) *Mémoires de Fleury de Chaboulon*, t. II, p. 197, 198, 199.

dit-il à ses familiers, j'irai à Paris ; mais je suis persuadé que vous me faites faire une sottise ; ma vraie place est ici. Je pourrais y diriger ce qui se passera à Paris, et mes frères feraient le reste (1). » L'homme qui, en d'autres temps, avait montré tant de promptitude, de sûreté, de ténacité dans la décision, se laissait, maintenant, ballotter d'une idée à une autre. La veille, il reconnaissait la nécessité de sa présence à Laon pour rallier, réorganiser promptement l'armée, pour relever le moral du soldat abattu par la défaite, surtout par la croyance à une infâme trahison. Le lendemain, quelques contradictions le portaient à abandonner cette difficile tâche à ses lieutenants et le poussaient vers Paris. Il fallait qu'il y allât pour comprimer *ses* ennemis, lui avait-on assuré. Ces quelques mots donnent, sans doute, l'explication de sa conduite et de l'espèce de protestation qui lui échappa : général, il faisait fléchir son devoir devant les préoccupations égoïstes du souverain ; et sa conscience en était froissée, si pervertie qu'elle fût.

Cette nouvelle résolution étant prise, Napoléon expédia encore des aides de camp sur divers points pour activer la retraite, la réunion des débris de l'armée sur Laon ; et d'autres officiers à la Fère, dont l'arsenal possédait des ressources en artillerie de campagne qu'il fallait utiliser sans retard.

Se mettant ensuite à l'écart avec Maret et Fleury de Chaboulon, un de ses secrétaires, il dicta le bulletin qui réunit Ligny et Waterloo : la victoire et le désastre ; il voulait en faire coïncider la publication avec la nouvelle de son retour inopiné à Paris.

Au dire de Fleury de Chaboulon, la dictée terminée, Napoléon en fit donner lecture aux généraux et officiers de sa suite, leur recommandant d'indiquer les faits essentiels qui avaient pu être omis, et ajoutant : « Mon intention est de ne rien dissimuler. Il faut avouer à la France la vérité tout entière. » Mais son intention était autre, ou bien sa mémoire et celle de ses auditeurs furent étrangement infidèles. Le bulletin fourmillait d'inexactitudes très-graves : à Ligny, on n'avait perdu que trois mille hommes ; à Mont-Saint-Jean, le village de ce nom avait été emporté ; quinze mille Prussiens seulement avaient appuyé les Anglo-Hollandais ; la bataille était gagnée, quand, une terreur panique et sans motifs s'emparant des troupes,

(1) *Mémoires de Fleury de Chaboulon,* t. II, p. 197, 198, 199.

tout était tombé soudain dans la plus grande confusion, etc., etc. Les fautes du chef étaient ainsi dissimulées derrière une calomnie qui frappait une armée brave, dévouée jusqu'à l'héroïsme.

Des nouvelles arrivèrent, alors, d'Avesnes : Jérôme Bonaparte écrivait que des milliers de fuyards y étaient déjà réunis ; que le nombre s'en accroissait à chaque instant ; que les généraux les réorganisaient; que les pertes ne seraient sans doute pas aussi considérables qu'on l'avait craint d'abord.

Mais on ne savait encore rien de Grouchy.

Napoléon donna des instructions pour réunir à Laon, par voie de réquisition, des approvisionnements de vivres et de fourrages, des moyens de transport ; chargea le colonel de Bussy, un de ses aides de camp, d'en surveiller l'exécution ; laissa un ordre qui remettait au maréchal Soult le commandement de l'armée ; et, épuisé de fatigues, de souffrances physiques et morales, il partit, dans la soirée, pour Paris. Il y avait huit jours seulement qu'il l'avait quitté !

Depuis la veille, Paris était agité par un bruit sinistre. Une bataille décisive avait été perdue ; l'armée entrée en Belgique était en pleine déroute ; Napoléon n'avait pu la rallier ; il revenait à Paris chercher des ressources. Fouché, d'autres membres du conseil de gouvernement sans doute, avaient révélé à leurs intimes la communication que leur avait faite Joseph Bonaparte par l'ordre de Napoléon ; de là cette rumeur qui, en un moment, avait couru partout dans la capitale. Chose remarquable ! Napoléon avait écrit qu'il ne quitterait pas l'armée, et on annonçait qu'il l'abandonnait. Tant les esprits demeuraient frappés de sa conduite en Russie et en Allemagne !

Cependant, le *Moniteur*, la tribune gardant le silence, et la masse de la population ne pouvant remonter à l'origine de la funeste nouvelle, chacun en affirmait ou en contestait l'authenticité au gré de ses sympathies, de ses opinions, de ses passions. Ceux des royalistes qui souhaitaient le triomphe de l'étranger pour aider à la restauration du trône des Bourbons, la déclaraient vraie. Les patriotes et les bonapartistes affectaient de n'y voir qu'un mensonge imaginé pour inquiéter, troubler le pays, pour affaiblir l'effet produit sur l'opinion par des succès importants obtenus en Vendée, un combat heureux du maréchal Suchet à la frontière piémontaise, et la victoire de Ligny, annoncés successivement depuis quatre jours.

De part et d'autre, néanmoins, on restait dans le doute : l'émotion, ici de l'espérance, là de la crainte, était extrême.

Dans la matinée du lendemain, elle continuait aussi violente, quand, tout à coup, on apprit le retour de Napoléon à Paris. L'incertitude n'était plus possible. « Encore une fois, l'empereur a perdu toute une armée ! » tel fut le cri public.

A quatre heures du matin, Napoléon était arrivé.

Descendu, non aux Tuileries, mais à l'Élysée-Bourbon, comme s'il eût reconnu que la défaite lui interdisait le château fastueux où sa vanité se plaisait tant à étaler les pompes de la monarchie de Louis XIV, il avait été reçu par Caulaincourt, ministre des relations extérieures, homme de son entière confiance.

Succombant à la fatigue, à la douleur, le visage défait, la respiration oppressée : « Je n'en puis plus, avait-il dit; il me faut quelques heures de repos pour être à mes affaires... Mon intention est de réunir les deux chambres en séance impériale. Je leur peindrai les malheurs de l'armée, je leur demanderai les moyens de sauver la patrie; puis je repartirai (1). »

Que ne les avait-il préparés lui-même, ces moyens, avant la réunion des chambres ! Et, s'il voulait le concours du parlement, pourquoi l'avait-il réuni si tardivement ? pourquoi même depuis trois semaines, depuis le lendemain du champ de mai, ne lui avait-il pas fait appel ?

« La nouvelle de vos malheurs a déjà transpiré, lui avait répondu Caulaincourt : l'agitation des esprits est grande; les dispositions des députés paraissent plus hostiles que jamais; il est à craindre qu'ils ne répondent pas à votre attente. Je regrette de vous voir à Paris : il eût été préférable de ne pas vous séparer de votre armée ; *c'est elle qui fait votre force et votre sûreté* (2). »

Joseph et Lucien Bonaparte, survenant, avaient confirmé les craintes exprimées par Caulaincourt; et Napoléon, rejeté dans l'indécision, avait ordonné la réunion du conseil des ministres à quelques heures de là, se réservant de discuter avec eux l'opportunité de cette séance impériale, qui, peu d'instants auparavant, ne lui paraissait pas douteuse.

(1) *Mémoires de Fleury de Chaboulon.*
(2) *Ibid.*

Il s'était retiré ensuite pour prendre un repos indispensable. Son organisation n'était plus à l'épreuve des durs labeurs, des insomnies prolongées, des plus violentes commotions.

Pendant qu'il perdait forcément ainsi des heures qu'il eût fallu pouvoir employer à l'action, des heures auxquelles allaient s'en ajouter d'autres qu'on userait à délibérer, les ministres, les hauts fonctionnaires, les courtisans étaient accourus à l'Élysée. Les officiers revenus avec Napoléon furent interrogés, pressés de questions par cette foule anxieuse. L'esprit encore frappé des horreurs de la déroute, ils en firent le tableau fidèle et jetèrent ainsi dans les âmes la terreur et le découragement. Impression funeste qui, des salons de l'Élysée, s'étendit rapidement au dehors. Quinze ans de servitude avaient détrempé bien des caractères, détruit chez un grand nombre ces vertus qui font le salut de la patrie dans les plus grandes crises : l'audace et la persévérance.

Vers dix heures, le conseil des ministres se réunit enfin. Napoléon lui fit, d'abord, donner lecture du bulletin de Waterloo, puis il dit :

« L'armée a éprouvé sans doute des pertes considérables en personnel et en matériel. Mais on peut les réparer promptement. Vingt-cinq mille hommes au plus ont été tués, blessés, faits prisonniers. Quelques milliers seulement se seront dispersés dans l'intérieur ; et ils rallieront bientôt leurs drapeaux, de gré ou de force. On doit compter sur le retour de Grouchy avec vingt-huit ou trente mille hommes. En cinq ou six jours, on aura donc sur Laon soixante-cinq mille hommes au moins ; effectif qui, au 1er juillet, sera porté à quatre-vingt-cinq ou quatre-vingt-dix mille, par six mille hommes immédiatement disponibles dans les dépôts de la garde, et quinze ou vingt mille des autres dépôts stationnés dans le rayon de Paris. Rapp, Lamarque, appelés de l'Alsace, de la Vendée, s'aidant de tous les moyens de transport qu'ils trouveront sur leur route, entreront en ligne avant le 10 juillet ; et l'armée du Nord sera alors de cent trente mille hommes.

» Le matériel d'artillerie existant à la Fère et à Paris est plus que suffisant pour remplacer celui qu'on vient de perdre. Les chevaux de trait nécessaires seront pris par réquisition. Le nombre n'en sera, d'ailleurs, pas considérable, la plupart des soldats du train s'étant sauvés avec leurs attelages.

» Les armées anglo-hollandaise et prussienne doivent être con-

sidérablement réduites. Elles ne pourront s'avancer sur l'Aisne sans laisser des corps d'observation devant les principales places de la frontière du Nord, et sans masquer celles de la Somme; Wellington et Blücher, ne disposant, dès lors, que de soixante et dix ou quatre-vingt mille hommes, seront obligés de combiner leurs mouvements avec ceux des armées russe et autrichienne, qui n'arriveront, en force, sur la Marne, que vers le 20 juillet. On gagnera ainsi tout un mois. D'ici là, les fortifications de Paris seront achevées, munies d'une puissante artillerie; la garde nationale, les tirailleurs de cette ville seront augmentés; on appellera des gardes nationaux des départements voisins, les régiments de matelots des côtes de l'Océan et de la Manche. On aura ainsi plus de cent mille hommes de troupes non mobiles, mais capables d'assurer la défense de la capitale et laissant toute liberté d'action à l'armée de ligne.

» La combinaison des armées anglo-hollandaise et prussienne avec les autres armées de la coalition donnera lieu à des événements militaires tout à l'avantage de l'armée française, qui occupera une position centrale, et manœuvrera appuyée à Paris.

» Le maréchal Suchet, réuni au général Lecourbe, aura bientôt trente mille hommes de troupes de ligne devant Lyon, indépendamment de la garnison de cette ville, armée, approvisionnée, retranchée; et il tiendra en échec toute l'armée austro-sarde.

» La défense des places fortes est assurée.

» Le désastre de Waterloo peut donc se réparer; mais il faut du caractère, de l'énergie, de la fermeté de la part des officiers, du gouvernement, des chambres, de la nation tout entière (1). »

Cet exposé n'était malheureusement pas fidèle : il admettait l'existence des corps aux ordres de Grouchy, dont le sort était encore ignoré; il exagérait les moyens réels, immédiats de la défense, diminuait étrangement ceux de l'attaque, comptait inexactement avec le temps, avec l'urgence; mais ce qui était vrai, en dehors de ces calculs, c'était que, si tous, dans la nation, faisaient leur devoir, toutes chances de salut n'étaient pas perdues. Or, de ces chances, n'en resterait-il qu'une seule, un grand peuple doit la courir résolûment. Être vaincu dans la lutte, c'est un malheur immense sans doute; mais la défaite alors est environnée de gloire; elle force le

(1) *Campagne de* 1815, par Gourgaud. — *Mémoires de Napoléon*, t. IX.

respect du vainqueur; l'esprit national persiste, vivace, ardent; et le jour de la revendication, du triomphe n'est pas éloigné de celui de la chute. Mais déposer les armes, se laisser subjuguer avant d'avoir poussé la résistance jusqu'à l'extrême, brûlé la dernière cartouche, c'est une honte, et la honte, quand elle ne perd pas la nationalité, l'énerve, la diminue pour longtemps.

Après un moment de silence, d'hésitation, scrutant d'un œil inquiet la physionomie de ses ministres, Napoléon reprit :

« Pour sauver la patrie, j'ai besoin d'une dictature temporaire; je pourrais m'en saisir; mais il serait plus utile, plus national, qu'elle me fût donnée par les chambres; si l'on se divise, tout est perdu. »

La dictature ! il s'en était emparé; il l'avait gardée quinze ans; et il en avait fait un si détestable usage, qu'il avait soulevé l'Europe entière, peuples et rois, contre lui-même et contre la France asservie à sa folle ambition. La dictature ! il l'avait encore en absolue possession, l'année précédente; et, en trois mois, la patrie, envahie, désarmée, impuissante par les fautes mêmes du dictateur, avait subi une paix honteuse et perdu les frontières acquises par la République. L'épreuve était faite; il avait donné sa mesure : il n'était pas l'homme des grandes crises nationales, des moments suprêmes. Il fallait qu'il fût frappé de vertige pour espérer, maintenant, qu'on lui remettrait volontairement ce pouvoir illimité, qui, une fois déjà, avait causé notre ruine.

A cette révélation soudaine de sa pensée, les ministres restèrent silencieux. Il fallut une interpellation directe à chacun pour les décider à rompre ce silence, qui était déjà en soi une expressive réponse. Attendre du parlement qu'il consentirait à se courber sous la dictature de Napoléon, c'était une chimère; tous le déclarèrent, ajoutant que rien, d'ailleurs, n'était possible sans le concours des chambres; et, ce concours, on le gagnerait « en leur montrant confiance et bonne foi, » dit l'un deux, celui qui était le mieux persuadé du contraire. Mais un autre, ancien adulateur de l'Empire, poussé à la franchise par le découragement, écarta le voile derrière lequel son collègue cachait l'état réel des choses.

« Le concours des représentants aux vues de l'empereur n'est plus probable, répliqua-t-il; ils semblent ne plus croire que ce soit sa main qui doit sauver la patrie; et, dans cet état des esprits, il est à

craindre qu'un grand sacrifice ne soit nécessaire. — Parlez net, Regnauld, dit brusquement Napoléon; c'est mon abdication qu'ils veulent, n'est-il pas vrai? » Regnauld s'inclina en signe d'assentiment; et, poussant jusqu'au bout la sincérité : « Je pense même, continua-t-il, qu'il serait possible, si Votre Majesté ne se déterminait pas à offrir son abdication, que la chambre osât la demander. »

A ces mots, Lucien Bonaparte éclata. Il ne croyait pas une telle audace aux représentants; mais, si on la craignait, on devait la prévenir, oser aussi.

« L'empereur devait se déclarer, sur-le-champ, dictateur, mettre la France en état de siége et appeler à sa défense tous les patriotes et tous les bons Français. »

Étranger à la France depuis douze années, ridiculement devenu prince romain au mépris de sa qualité de Français, caractère entier, mais esprit peu réfléchi, homme de violence, Lucien se croyait encore à la veille du 18 brumaire, quand le général Bonaparte, rayonnant de l'éclat de vingt victoires, demeuré dans l'éloignement de toute fonction politique, pouvait se donner et se donnait impunément, aux uns comme le continuateur, aux autres comme le modérateur de la Révolution; à ceux-ci pour le pacificateur de l'Europe, à ceux-là pour le restaurateur de la monarchie des Bourbons, jetant ainsi chez tous l'incertitude, l'hésitation, et frayant à son ambition une voie à travers les craintes, les espérances, les haines avivées, les dénégations réciproques des partis en présence. Mais, depuis, l'empereur avait dit le mot de l'énigme du général Bonaparte : la République avait péri sous sa violente étreinte; la Révolution avait été refoulée en arrière de 1789; la guerre avait ravagé sans relâche tout le continent; le sang d'un Bourbon avait coulé dans les fossés de Vincennes; trois années successives d'immenses désastres, une abdication forcée, avaient clos la carrière du premier Empire; et le second, conquis à la course, inauguré au nom de la démocratie, de la liberté, de la paix, avait abouti au maintien de la noblesse, à la pairie héréditaire, aux déceptions de l'*acte additionnel,* à la conjuration générale de l'Europe, et, déjà, à la plus affreuse catastrophe.

Du 18 brumaire an VIII au 21 juin 1815, tout avait donc changé pour Napoléon. Plus de prestige de victoire pour éblouir la foule, plus d'équivoques sur l'avenir, plus d'illusions sur l'inconnu pour tromper, amortir les partis. Où donc trouver la force nécessaire à un

coup d'État, à l'usurpation de la dictature? Dans l'armée? Elle était vaincue, désorganisée, éloignée de Paris; et son chef venait de la déserter. Dans les troupes des dépôts qu'on avait sous la main? Elles étaient peu nombreuses; leurs généraux mal disposés; et il était plus que douteux qu'elles voulussent se prêter à des violences contre le parlement, qu'entoureraient, sur-le-champ, trente mille gardes nationaux animés, il est vrai, d'opinions, de passions diverses, mais à peu près tous hostiles à l'Empire. Dans les fédérés? C'étaient les cohortes de la démocratie. Napoléon en connaissait si bien l'esprit, qu'il n'avait pas voulu les armer. Dans les tirailleurs de la garde nationale? Ils ne lui inspiraient pas une confiance beaucoup plus grande, car trois mille à peine avaient reçu des fusils. Dans la classe la plus ignorante, la plus infime de la population parisienne? Si on en tirait un secours momentanément décisif, il serait le commencement de luttes intestines, exaspérées, et deviendrait, sous peu, funeste à la monarchie napoléonienne.

En pareille situation, tenter un coup d'État, c'était, pour Napoléon, courir au-devant d'une ruine presque assurée, et, au cas le moins mauvais, se jeter dans les hasards terribles de la guerre civile, quand il était besoin de la puissance entière de la France pour résister à la coalition.

Égaré par la passion, ardent, comme on l'a dit, à se refaire d'un long jeûne d'ambition arriérée (1), Lucien Bonaparte ne voyait pas cela. Mais Napoléon n'était pas si aveugle. Il venait de dire : « Je pourrais me saisir de la dictature ; » mais la preuve irréfragable qu'il ne se croyait pas un tel pouvoir, c'était la délibération même qu'il avait provoquée; sûr de sa force, il n'aurait pas délibéré, il aurait agi.

Ce débat se prolongeait. Carnot, mais Carnot seul, s'était rallié, a-t-on assuré, à l'avis de Lucien et se tenait prêt à une nouvelle évolution de cette vie honnête, mais bien étrange, qui l'avait conduit du comité de salut public au cabinet de l'empereur, du club des Jacobins au sein de la noblesse impériale. Napoléon avait repris la parole, s'était livré à de nouvelles spéculations sur les ressources du pays, les moyens de les mettre en œuvre ; et, revenant sur la nécessité d'une grande concentration de pouvoirs entre ses mains, de la dictature,

(1) Villemain, *Souvenirs contemporains d'histoire et de littérature.*

il repétait que, de lui seul, il dépendait de s'en emparer. Il s'écriait : « Je ne crains pas les députés. Quelque chose qu'ils essayent, je serai toujours l'idole du peuple et de l'armée; si je disais un mot, ils seraient tous assommés. » Et les ministres en étaient venus à croire que telle était, en effet, sa conviction; qu'il allait passer, sur-le-champ, de la violence des paroles à la violence des actes, quand il fut interrompu par une nouvelle qui n'était pas inattendue de tous dans le conseil, et devait montrer bien vite que cet emportement de langage, cette confiance dont il se targuait dans l'amour du peuple et de l'armée ne recouvraient pas même de sincères illusions.

La chambre des représentants, convoquée de bonne heure par son président, sur l'avis officieux du retour de Napoléon, s'était hâtée de se mettre en défense contre toute usurpation de dictature. Elle venait d'adopter, presque sans débats, à l'unanimité, la résolution célèbre proposée par la Fayette :

« ... La chambre se déclare en permanence. Toute tentative pour la dissoudre est un crime de haute trahison. *Quiconque* se rendrait coupable de cette tentative sera déclaré traître à la patrie, et, sur-le-champ, jugé comme tel...

» ... Les ministres de la guerre, des relations extérieures, de la police, et de l'intérieur sont invités à se rendre, sur-le-champ, dans le sein de l'assemblée. »

C'était un véritable coup d'État, car l'acte additionnel donnait à l'empereur le droit d'ajourner les deux chambres, et de dissoudre celle des représentants, selon son bon plaisir. Mais nul, en France, n'avait pris au sérieux cette constitution hybride, précipitamment élaborée dans le secret des Tuileries, publiée à l'improviste, accueillie par quinze cent mille suffrages seulement, et repoussée par l'abstention de plus de six millions de citoyens, abstention que la liberté de la presse, garantie indispensable de la sincérité du vote, n'avait pas permis, cette fois, de violenter, ni de changer en suffrage approbatif (1).

(1) Au dire des contemporains, le recensement des votes ne fut pourtant pas exempt de toute fraude. Cette assertion est confirmée, au moins en ce qui concerne l'armée, par une lettre publiée au *Moniteur*, le 25 novembre 1815.

Signée par le colonel, deux chefs de bataillon et douze autres officiers du 1er léger, cette lettre est restée sans contradiction, et elle affirme que les deux bataillons de guerre de ce régiment (environ *mille* hommes) formulè-

Empereur, représentants et pairs avaient juré fidélité à cette charte, répudiée par l'immense majorité du peuple; mais chacun se sentait fort à l'aise dans les liens de son serment. Une grande victoire les aurait rompus au bénéfice de Napoléon ; la défaite le rompait à son détriment. Pendant quinze années, d'ailleurs, son exemple avait détruit, au cœur de tous, le respect du serment, de la légalité.

Sa résolution arrêtée, la chambre des représentants l'avait communiquée immédiatement à l'empereur par un message direct; et c'était ce message même qui venait, en quelque sorte, donner la réplique aux assertions tranchantes, aux colères de celui-ci.

La situation prenait une netteté subite. A l'audace de la chambre, Napoléon devait répondre, sur-le-champ, par un décret de dissolution, d'ajournement au moins, ou s'attendre à recevoir sous peu la signification de sa déchéance. Dans la voie où s'engageaient ses adversaires, il n'y avait pas de halte possible avant son renversement.

Certes, il ne s'y méprit pas. Cependant, lui qui, à l'instant même, se montrait si assuré de sa puissance, de l'amour du peuple et de l'armée, si dédaigneux de la force du parlement, il resta décontenancé, sans voix, sans geste; et, lorsqu'il rompit le silence, ce fut pour dire à ses frères, à ses ministres, stupéfaits de ce changement subit de langage : « Je vois que Regnauld ne m'avait pas trompé; j'abdiquerai, s'il le faut. » Mais cette parole, avidement recueillie et bientôt perfidement transmise aux représentants, qu'elle allait encourager dans leur hostilité, cette parole lui était à peine échappée, qu'il se reprit en disant : « Avant de prendre un parti, il faut, pourtant, savoir ce que tout cela deviendra. » Et, s'adressant à Regnauld, il lui ordonna de courir à la chambre et d'y reconnaître l'état des esprits, sous prétexte d'annoncer officiellement son retour à Paris, en ajoutant à cette nouvelle, qui n'en était plus une pour personne, quelques paroles singulièrement insignifiantes. Carnot reçut la même mission près la chambre des pairs.

rent un vote négatif, unanime, dont procès-verbal fut dressé et envoyé au ministre de la guerre, le 6 mai 1815.

Cependant, lors de la proclamation du résultat du recensement des votes, l'armée figura seulement pour *trois cent vingt* votes négatifs.

L'un et l'autre venaient de sortir pour s'en acquitter, quand Fouché fit observer que les représentants, ayant appelé devant eux les ministres de la guerre, des relations extérieures, de la police, et de l'intérieur, ne seraient sans doute pas satisfaits de la venue d'un ministre sans portefeuille. « Peu importe ! s'écria Napoléon retrouvant une apparence de volonté, la chambre des représentants n'a pas le droit d'appeler mes ministres. Je vous défends de bouger. »

La défense ne devait pas être de longue durée.

Au bout d'une heure, Regnauld revint à l'Élysée, rapportant que la chambre était dans la plus grande effervescence, et qu'on devait redouter les entreprises les plus extrêmes, les plus promptes de sa part. Lucien en prit occasion d'insister de nouveau sur le conseil de la dissoudre immédiatement. Fouché, Caulaincourt, Regnauld, d'autres encore, le combattirent avec plus ou moins de vigueur. Mais Napoléon, ne donnant pas plus d'attention à la faconde méridionale de son frère qu'aux paroles de ses ministres, resta muet, plongé dans le chaos de ses pensées. Cependant, après tant d'heures usées, depuis le matin, en inaction, en indécisions, en débats stériles, les circonstances devinrent encore plus pressantes. L'hostilité contre l'empereur éclatait jusque dans l'assemblée qu'il avait composée lui-même, avec tant de soin, des hommes au dévouement, à l'obséquiosité desquels il croyait le plus : il apprit que la chambre des pairs avait adopté la proposition de la Fayette, transmise par la chambre des représentants. Presque en même temps, un second message de celle-ci vint réitérer plus impérativement encore aux ministres l'injonction de se rendre sans délai dans son sein ; et des rapports d'affidés constamment en mouvement, du palais de l'Élysée au palais Bourbon, annoncèrent que la Fayette et d'autres représentants étaient déterminés à faire la motion de décréter la déchéance, l'arrestation même de l'empereur si les ministres n'obéissaient pas, sur-le-champ, au dernier ordre de la chambre ; et que cette motion serait certainement adoptée.

Ces nouvelles, reçues coup sur coup, secouèrent Napoléon dans sa torpeur. Convaincu de l'impossibilité, tout au moins de l'insuccès d'une lutte à force ouverte contre le parlement, il chercha à ruser avec lui, à traîner les choses en longueur, à gagner un sursis de ce pouvoir qui lui échappait, dans le vague espoir, sans doute, de quelque accident, de quelque faute de ses adversaires, d'une divi-

sion parmi eux, d'un retour de l'opinion publique, en un mot, d'une chance favorable qu'il mettrait à profit; et, revenant brusquement sur la défense faite si récemment à ses ministres, il leur dit de se rendre à la chambre des représentants. Pour ne pas être précipité du trône sur l'heure, il en descendait les premiers degrés. Cela était évident. Il s'imagina pourtant qu'il dissimulerait la gravité de la concession en chargeant les ministres d'un message pour les chambres, et il se mit à le dicter.

En attendant la fin de ce travail, qui n'exigeait qu'un court délai, les quatre ministres appelés au palais Bourbon écrivirent au président de la chambre des représentants pour lui annoncer leur venue prochaine. Il fallait calmer une impatience arrivée à son paroxysme, conjurer une résolution décisive et imminente.

A six heures, Davoust, Caulaincourt, Carnot, Fouché, entraient dans la chambre. Ils étaient précédés de Lucien Bonaparte. Napoléon, peu sûr de la fermeté, de l'habileté, du dévouement de ses ministres, l'avait nommé commissaire général en lui confiant le soin de lire le message et d'en soutenir la discussion. Ce choix seul indiquait le trouble de son âme. L'ancien président du conseil des Cinq-Cents, le complice principal de l'attentat de brumaire, ne pouvait qu'exciter des répulsions, aviver des haines légitimes dans l'enceinte où il avait pour mission de ramener, de gagner les esprits, d'apaiser des craintes, de persuader.

Sur sa demande, la chambre se forma en comité secret; et il lut le message. C'était un exposé très-rapide et plus ou moins erroné du désastre de Waterloo, l'indication des mesures prises, des mesures projetées pour réorganiser l'armée, un appel à l'union des pouvoirs politiques, de toutes les classes de la nation; et cela se terminait par la proposition adressée aux deux chambres de nommer, chacune, cinq commissaires choisis dans leur sein pour concerter avec les ministres les mesures de défense nationale et les moyens de négocier la paix (1).

(1) Nous suivons, dans cette analyse, la version donnée par Lallemant, Fleury de Chaboulon, Thibaudeau, Vaulabelle, etc. Lucien Bonaparte, dans une brochure intitulée : *la Vérité sur les cent-jours*, a publié, à ce qu'il a assuré, le texte même du message. Si ce texte était authentique, la communication faite aux chambres aurait été de la plus grande insignifiance.

Écoutée en silence, cette lecture fut suivie d'une extrême agitation, d'un débat violent, tumultueux, où la pensée dominante de la chambre fut nettement exprimée par les applaudissements donnés aux orateurs déclarant que Napoléon sur le trône était un obstacle invincible à toute négociation, que la première condition du salut de la patrie était son abdication, et insinuant, à défaut d'abdication, la nécessité de la déchéance.

Pour le moment, néanmoins, la chambre n'alla pas plus loin que cette première sommation, assez directe. Elle en attendit l'effet en adoptant la proposition du message, en nommant les cinq commissaires qui, par le fait, allaient prendre pied dans le pouvoir exécutif. Elle approchait de la solution, but de sa volonté passionnée.

Lucien Bonaparte et les quatre ministres se rendirent ensuite à la chambre des pairs. Le message y reçut l'accueil le plus froid, et excita à peine une apparence de discussion que termina bien vite la nomination des cinq commissaires demandés aux pairs comme aux représentants.

Au retour de sa mission, Lucien ne laissa ignorer à son frère ni l'exaspération de ceux-ci, ni la froideur de ceux-là ; et, reprenant son thème de la journée, il le pressa encore de frapper la chambre des représentants d'un décret de dissolution. « Que craignez-vous? lui disait-il ; ce décret serait dans les limites de votre droit constitutionnel. — Mais les représentants résisteront, répondait Napoléon ; il faudra employer la force contre eux ; ce sera le signal, le commencement de la guerre civile ; et je ne veux pas attirer un pareil malheur sur la France » Parole peu sincère, à coup sûr, et destinée seulement à dissimuler son découragement et son impuissance. La guerre civile ! il n'avait pas reculé à l'idée de l'allumer au 18 brumaire, et au départ de l'île d'Elbe. Elle avait éclaté dans la vallée du Rhône ; elle ensanglantait encore la Vendée (1).

Sans se lasser des refus de son frère, Lucien continua à insister sur la nécessité de la dissolution. Reculer devant cette mesure, temporiser encore, c'était, à ses yeux, une impardonnable faiblesse.

(1) Le 20 juin, à la Roche-Servière, Lamarque se battait contre dix-huit ou vingt mille insurgés royalistes et leur tuait ou blessait douze ou quinze cents hommes. (Rapport du général Lamarque, lu à la chambre des représentants, dans la séance du 24 juin.)

Les représentants étaient bruyants ; mais ils n'étaient pas forts. Le moindre coup devait les abattre.

Cet avis fut repoussé par la plupart des ministres. Napoléon, cependant, ne s'arrêtait à aucune décision. Il sentait le pouvoir lui échapper, et il n'avait ni le courage de le remettre, ni l'audace de le retenir. Ce caractère si prompt, si résolu, si orgueilleux dans la prospérité, fléchissait facilement devant la fortune adverse.

Pendant la nuit, les ministres, les commissaires nommés par les deux chambres et Lucien se réunirent aux Tuileries sous la présidence de Cambacérès.

« Les premiers, a dit un témoin (1), proposèrent tranquillement une levée d'hommes, une loi de haute police et des mesures de finances, à peu près comme on demandait autrefois au sénat des conscrits, au corps législatif de l'argent ; et ils passèrent sous silence les désastres de Waterloo, leurs causes, leur étendue, la situation de l'armée, les ressources, la question agitée à la chambre des représentants sur les obstacles que pourrait apporter à la paix la personne de Napoléon. »

Sur ces propositions, l'accord fut unanime. Un des représentants, la Fayette, déclara même qu'il souscrivait, par avance, à tout autre sacrifice, à toute autre mesure qui pourraient être demandés, « regardant comme le premier devoir de repousser l'invasion et l'influence étrangères (2). » Mais les dissentiments éclatèrent quand le vieil amant de la liberté aborda la question des négociations omise par les ministres, comme si cette omission, puérilement recommandée par Napoléon, eût dû suffire pour l'écarter du débat.

« Il est nécessaire, dit-il, de faire marcher de front la défense du pays et la diplomatie, le message même lu aux deux chambres l'a reconnu ; et, comme l'ennemi ne veut absolument pas traiter avec l'empereur, il faut lui envoyer des négociateurs nommés par les deux chambres, et autorisés à stipuler au nom de celles-ci, au nom du peuple. »

L'adoption de cette opinion aurait été le commencement de la déchéance. Lucien, les ministres, à l'exception de Fouché, la combattirent. La majorité du conseil la repoussa.

(1) Thibaudeau. — *Le Consulat et l'Empire.* — Thibaudeau était un des commissaires nommés par la chambre des pairs.

(2) *Mémoires du général la Fayette.*

Rappelant, alors, les débats soulevés à la chambre des représentants par le message, et la conviction évidente de cette assemblée, la Fayette représenta la nécessité de l'abdication et finit par proposer au conseil de se rendre à l'Élysée pour presser Napoléon de renoncer à la couronne dans l'intérêt de la patrie.

Mais, quoiqu'elle fût vivement appuyée par plusieurs, le cauteleux Cambacérès refusa de mettre aux voix cette nouvelle motion.

Cependant, il était déjà grand jour ; on ne pouvait se dispenser de fournir aux commissaires des deux chambres les éléments d'un rapport où il serait au moins question des moyens d'obtenir la paix. Le frère de Napoléon et les ministres le comprirent. Ils ouvrirent l'avis que des plénipotentiaires nommés par l'empereur fussent chargés d'entamer, tout de suite, des négociations au nom de la nation. Ce n'était pas même un moyen terme entre les prétentions des partis en présence ; c'était à peine un subterfuge. La majorité l'accueillit, néanmoins, malgré les protestations de la Fayette et des représentants ses collègues, assurant que la chambre ne s'en contenterait pas, annonçant leur ferme résolution de le combattre à la tribune, et exprimant la conviction que le mauvais vouloir qui leur était opposé céderait promptement sous le choc de la nécessité.

Sur cette menace, on se sépara.

A quelques heures de là, les chambres s'assemblaient. Celle des représentants, agitée, tumultueuse, réclama bientôt le rapport de ses commissaires sur le conseil tenu aux Tuileries pendant la nuit. On lui répondit qu'il n'était pas prêt ; et l'agitation, le tumulte allèrent croissant. On ne disait pas la vérité.

Bien avant que les chambres ouvrissent leur séance, Napoléon avait encore réuni à l'Élysée ses frères et ses ministres. Irrésolu, impuissant, incapable d'agir, il parlait et faisait parler, comme s'il eût cherché à dissimuler sa décadence sous l'appareil de continuelles délibérations. Mais, cette fois, ses conseillers furent unanimes à lui déclarer que le temps des tergiversations était passé ; qu'il ne lui restait plus qu'un parti, l'abdication ; et que ce parti, il fallait le prendre sur-le-champ. Lucien Bonaparte, lui-même, refroidi par une plus juste connaissance de l'état de l'opinion publique dans Paris, convaincu de l'ascendant acquis aux représentants par leur décision de la veille, Lucien partagea cet avis et se montra aussi ardent à conseiller la résignation qu'il l'avait été jusque-là à pousser aux

mesures violentes. L'abdication lui laissait la perspective d'une part de pouvoir, de l'opulence; la déchéance le rejetait dans les stériles et ridicules honneurs de sa principauté romaine.

Sous la pression de toutes ces instances, et malgré son orgueil, son égoïsme, Napoléon avait paru, un moment, disposé au sacrifice qu'on lui demandait. Regnauld s'était empressé d'aller en prévenir la commission de la chambre des représentants en la conjurant de différer la remise de son rapport, qui, s'il était réduit au récit exact des faits, ne pourrait manquer de provoquer une résolution subite et extrême. « Attendez quelques instants, avait dit Regnauld; et vous aurez à communiquer à la chambre une détermination qui la satisfera en évitant tout fâcheux éclat. » Suivant la pensée des adversaires de Napoléon, l'abdication valait mieux que la déchéance; la commission avait donc accédé à la prière de Regnauld, et telle était la cause du retard qui irritait la chambre.

Mais Regnauld, dans le zèle de son entremise, s'était trop avancé. En revenant près de Napoléon, il le trouva continuant à parler, à discuter, et reculant devant toute décision. Il fallut de longs efforts et, surtout, les renseignements alarmants apportés du palais Bourbon par des familiers, l'assurance que la lecture du rapport de la commission serait suivie immédiatement d'un décret de déchéance, d'arrestation même, pour obtenir, comme la veille, une concession. Mais, comme la veille, la concession fut incomplète. Napoléon consentit à ce que la commission présentât comme une des résolutions prises, aux Tuileries, la nuit précédente, et acceptées par lui, l'envoi de plénipotentiaires qui seraient nommés par les chambres et chargés de négocier directement avec les puissances coalisées. On le suppliait d'ajouter à cela la promesse d'abdiquer, dès qu'il serait constaté qu'il était le seul obstacle à la paix. Il s'y refusa obstinément, croyant avoir assez fait pour modérer la fougue de ses adversaires, pour gagner un nouveau sursis. Son aveuglement égalait sa faiblesse.

Regnauld retourna en toute hâte au palais Bourbon, porter à la commission cet assentiment à la modification de son rapport; et il l'invita à attendre encore, persuadé, disait-il, qu'on obtiendrait bientôt de l'empereur la promesse refusée.

Mais une plus longue attente n'était pas possible. Réunis depuis plus de deux heures, les représentants étaient exaspérés. La commission dut obéir, enfin, à leurs appels répétés. Elle se rendit

à la chambre; et tout de suite, son rapporteur monta à la tribune.

Le rapport était extrêmement bref. La commission disait que, dans le conseil tenu aux Tuileries, deux résolutions avaient été prises; et elle les soumettait à la chambre.

La première était la concession même qui venait d'être si péniblement arrachée à Napoléon; elle était donnée comme adoptée par seize voix contre cinq. La seconde portait que les ministres « proposeraient à l'assemblée les mesures propres à fournir des hommes, des chevaux, de l'argent, ainsi qu'à contenir et réprimer les ennemis de l'intérieur. » Ces mesures, les ministres étaient prêts à les présenter; et la commission insistait sur l'urgence de les discuter, de les adopter.

La commission était bien convaincue de l'insuffisance de la première de ces résolutions; mais elle chercha encore à éviter une mesure extrême, comptant sur les instances qui se continuaient près de Napoléon. Elle fit ajouter par son rapporteur, cessant, ici, pourtant, de parler en cette qualité, *qu'il avait des raisons* de croire que la chambre recevrait bientôt un message où l'empereur se déclarerait prêt au sacrifice qui lui serait demandé, s'il était un obstacle invincible à ce que la nation fût admise à traiter de son indépendance.

Même avec cette espérance jetée en forme de correctif, le rapport ne modéra ni les impatiences, ni les colères. Il fut accueilli d'un de ces inexprimables tumultes, péril des assemblées délibérantes, dans les moments de crise.

Plusieurs orateurs prirent successivement la parole sans parvenir à fixer l'attention. L'esprit violemment tendu vers son but, voyant un calcul dans les demi-concessions, les hésitations de son adversaire, la chambre craignait quelque embûche, une perfidie violente renouvelée de brumaire. Les bruits les plus inquiétants arrivaient incessamment du dehors : on réunissait des troupes pour les jeter sur elle; on tentait d'agiter, d'égarer les faubourgs; à l'Élysée, on préparait des décrets de proscription et de mort. Les bataillons de gardes nationales réunis spontanément depuis la veille autour de l'assemblée ne paraissaient pas une suffisante sauvegarde contre le dévouement brutal que l'on supposait aux troupes de ligne.

Dans les groupes formés de tous les côtés, on s'excitait à proposer la déchéance, mais nul ne la proposait. Le temps s'écoulait; et on n'agissait pas.

Enfin, un orateur réussit à dominer ce trouble bruyant; il allait conclure par la motion où s'exprimerait la volonté générale quand il fut interrompu par le président, annonçant qu'on lui assurait « qu'avant trois heures, la chambre recevrait un message de l'empereur qui pourrait remplir ses vœux. »

Cette assurance venait, en effet, d'être communiquée de vive voix au président par Regnauld, l'infatigable courrier des hésitations, des défaillances impériales.

Mais elle était trop vague et le délai trop long au gré des passions et des craintes de l'assemblée.

« Comment, avant trois heures! s'écrie un membre. Pourquoi si tard? Il est à peine une heure.—On veut gagner du temps!» ajoutent plusieurs voix. Des cris d'impatience, d'irritation, de colère se font entendre de tous côtés; et le tumulte recommence. Le représentant que venait d'interrompre le président saisit cependant un moment de demi-silence, et, voilant, en partie, sa pensée première, il propose à la chambre « d'engager l'empereur, au nom du salut de l'État, au nom sacré de la patrie, à déclarer son abdication. »

En fait, la motion était une sommation assez impérieuse. Applaudie, appuyée de toutes parts, le président allait être obligé de la mettre aux voix; elle allait être votée, au moment où un général intervint, et demanda qu'on attendît une heure. « Une heure; soit! s'écria la Fayette poussé à bout; une heure, mais pas davantage! dans une heure, si nous n'avons pas l'abdication, je proposerai la déchéance.» Et il montrait de la main le cadran de l'horloge placé au fond de la salle.

La chambre accorda le délai réclamé et suspendit la séance.

Témoin effrayé de cette scène, présage certain, maintenant, du renversement de son maître, Regnauld courut la lui rapporter.

Toujours indécis, toujours en proie à la double fièvre de l'ambition et du désespoir, la voix altérée, les traits bouleversés, se promenant à grands pas autour de la table du conseil, Napoléon se disait prêt, un moment, à se rendre aux instances, aux prières de ses ministres, de ses frères; et, tout aussitôt, il reprenait ses paroles, parlait de sa puissance, de la faiblesse des chambres, s'indignait de ne plus entendre que lâches conseils, de ne voir autour de lui que

défections et découragements; puis il tombait dans un silence entrecoupé de mots confus, d'exclamations injurieuses pour ses adversaires.

C'était le moribond rebelle à la mort qui l'étreint, et épuisant ses dernières forces en luttes vaines, en imprécations stériles contre l'arrêt de la nature ; ou plutôt, le César romain réfugié dans quelque réduit de son palais, entendant déjà les pas des conjurés acharnés à sa perte et repoussant encore le glaive du suicide que lui présente l'affranchi resté fidèle.

Napoléon avait trouvé une apparence de calme pour écouter Regnauld; mais, à la nouvelle de cette décision de la chambre, qui était presque un arrêt, il ne put contenir l'explosion de ses colères. « Quoi! de la violence! s'écria-t-il. Eh bien, je n'abdiquerai pas. La chambre est composée de jacobins, d'ambitieux qui veulent le trouble pour y pêcher des places. J'aurais dû les dénoncer à la nation, les chasser; mais le temps perdu peut se réparer... » A ses yeux était jacobin quiconque n'aimait pas le despotisme, ambitieux celui qui se refusait à porter la livrée impériale. Des jacobins restés fidèles à leurs principes, il est très-douteux qu'il s'en trouvât sur les bancs de la chambre; mais, s'il y en avait quelques-uns, on allait voir que leur influence était loin d'être dominante. En même temps qu'ils renversaient un trône, les jacobins savaient comprimer l'ennemi intérieur et repousser l'invasion.

Nul, dans le conseil, ne crut à la menace proférée contre la chambre; mais, en revanche, tous restèrent convaincus qu'il fallait obéir à sa sommation, profiter du dernier répit qu'elle accordait; et les prières, les instances redoublèrent. Lucien était le plus pressant.

« Vous avez laissé passer le moment de sauver votre couronne, disait-il à son frère; hâtez-vous de saisir la chance qui vous reste, de la transmettre à votre fils. »

Lucien connaissait la déconsidération attachée à Joseph, son aîné, surtout depuis la fuite du 30 mars; il rêvait la régence, a-t-on dit.

Ces efforts, cette unanimité de ses conseillers, ne parvenaient pas à tirer Napoléon de ses irrésolutions. Comme à Waterloo, il comptait sans doute encore sur quelque hasard heureux pour dénouer sa situation. Bientôt, plusieurs représentants, celui-là même qui avait détourné pour un temps si limité le coup qu'allait frapper la chambre,

pénétrèrent dans le conseil comme dans une citadelle démantelée ; et, confirmant, aggravant même, s'il était possible, le récit de Regnauld sur la résolution, l'exaspération de la chambre, ils conjurèrent à leur tour Napoléon, dans son propre intérêt, de ne pas différer d'un instant de plus un sacrifice désiré d'abord, demandé ensuite, exigé maintenant et inévitable.

Mais, pour arracher cet acte qui allait clore pour Napoléon, mais non malheureusement pour la France, la funeste aventure du 20 mars, il fallait plus que toutes ces sollicitations. Le court délai fixé par la chambre approchait du terme. Le président dépêcha à l'Élysée le commandant militaire du palais législatif, avec mission d'inviter l'empereur à envoyer sur-le-champ son abdication, et de lui dire « que la chambre ne voulait plus attendre et menaçait de prononcer sa mise hors la loi. »

Sur cet avis textuellement rapporté, toute hésitation cessa enfin. Napoléon se soumit ; et, s'adressant à Fouché avec un sourire amer : « Écrivez, dit-il, écrivez à ces *messieurs* de se tenir tranquilles ; ils vont être satisfaits. »

Puis, tirant Lucien à part, il lui dicta cette abdication, reculée jusqu'à la dernière minute, à travers tant de refus, de promesses, de défaillances, de colères et de désespoirs.

Elle fut concise.

Après avoir reconnu qu'il ne pouvait pas compter sur la réunion de tous les efforts, de toutes les volontés, sur le concours de toutes les autorités nationales, Napoléon déclarait sa vie politique terminée, et il ajoutait : « Je proclame mon fils, sous le titre de Napoléon II, empereur des Français. Les ministres actuels formeront le conseil du gouvernement. L'intérêt que je porte à mon fils m'engage à inviter les chambres à organiser sans délai la régence par une loi. » C'était la répétition des réserves essayées à Fontainebleau, quinze mois auparavant.

En échange de cette déclaration, qui fut portée par les ministres, chacune des deux chambres envoya près de celui qu'elle avait forcé de descendre du trône sous la menace de l'en précipiter, une députation chargée de lui exprimer, « au nom de la nation, la gratitude et le respect avec lesquels elle acceptait le noble sacrifice qu'il faisait à l'indépendance et au bonheur du peuple français. » Mais ce fut tout.

La reconnaissance de la proclamation du fils de Napoléon fut en

partie éludée par le parlement, malgré quelques tentatives à la tribune des représentants, malgré des efforts violents et réitérés à celle des pairs. Le pouvoir exécutif fut remis immédiatement à une commission composée de deux pairs et de trois représentants élus respectivement par les deux chambres.

C'était un véritable gouvernement provisoire, au lieu d'un conseil de régence ; et, pour mieux l'indiquer, cette commission allait promulguer ses actes et ordonner de rendre la justice au nom du peuple français.

L'empire était fini.

Comme à Fontainebleau, Napoléon tomba dans l'abandon : en un instant, son palais était devenu désert. Déconsidéré par la défaite, malade, abattu, accablé sous le poids des fautes accumulées de tout un règne, démoralisé autant qu'homme le fut jamais, il ne pouvait plus inspirer aucune crainte.

La chambre des représentants, car celle des pairs n'avait été et ne devait être que son humble satellite, la chambre des représentants avait pris le souverain pouvoir, une réelle dictature. C'était bien ; mais ce n'était pas assez.

La situation du pays se trouvait débarrassée d'un élément qui la troublait, mais elle n'en restait pas moins excessivement périlleuse.

On venait d'user deux jours à lutter contre la volonté défaillante d'un homme qu'un décret d'une phrase aurait abattu dès la première heure. Pendant cette lutte, rien n'avait été fait, ni par l'empereur ni par ses adversaires, pour réparer nos désastres ; et les armées étrangères avaient dû se hâter de marcher en avant pour les aggraver. A cet égard, le doute n'était pas possible.

Napoléon laissait une armée vaincue, dispersée, suspectant le patriotisme, la capacité de plusieurs de ses généraux ; la levée des anciens soldats, celle des gardes nationales mobiles très-incomplètes ; celle des conscrits de 1815 à peine commencée ; les fortifications de Paris inachevées ; les tirailleurs de la garde nationale peu nombreux et presque désarmés ; les fédérés absolument sans armes ; le trésor vide ; le pays divisé ; une foule de bons citoyens déconcertés par une politique sans franchise, ébranlés par la défaite, égarés par les manifestes de la coalition.

Il fallait donc, maintenant et sur l'heure, presser le ralliement, la

concentration de l'armée; punir avec la dernière rigueur tout soldat, tout officier qui s'écarterait du drapeau; épurer les états-majors; appeler sans délai à l'armée principale Lecourbe, Clausel, Lamarque, d'autres encore signalés par leurs talents; élever promptement dans la hiérarchie les militaires de dévouement, d'énergie, de capacité reconnus; activer les levées d'hommes, jeter les travailleurs par milliers aux retranchements de la capitale, désarmer les gardes nationaux de fidélité douteuse, impropres à un service de guerre; doubler, tripler les tirailleurs de la garde nationale parisienne, les armer; organiser militairement, armer aussi les fédérés, décréter la levée en masse de la nation et toutes les réquisitions nécessaires.

Il fallait déclarer la guerre nationale, proclamer la ferme résolution de la poursuivre à outrance, de la soutenir par tous les sacrifices, jusqu'à la dernière extrémité; promettre à la France que, la paix venue, elle serait appelée à choisir son gouvernement; faire cesser une équivoque commode aux timides et aux traîtres, en notifiant à l'ennemi l'abdication de Napoléon, la déchéance de sa famille, en le sommant d'arrêter sa marche, et, sur son refus, montrer à tous le but véritable des coalisés : la restauration des Bourbons et peut-être le démembrement de la patrie.

Il fallait par tous moyens exalter les braves, encourager les timides, entraîner les incertains, comprimer les mauvais, embraser la nation du feu du patriotisme, allumer dans les cœurs la haine de l'ennemi.

Il fallait, en un mot, une extrême activité, une extrême énergie, beaucoup d'audace, une persévérance inébranlable. A ce prix, la France, si on l'eût débarrassée de Napoléon un mois plus tôt, aurait immanquablement été sauvée. A présent, pressé, comme on l'était, par les conséquences des fautes commises, par celles du désastre, on ne pouvait conserver qu'une espérance très-problématique de salut. Mais il restait possible : cela devait suffire pour inspirer aux chambres la volonté, pour leur imposer le devoir de tout entreprendre afin d'y atteindre.

Si elles hésitaient, délibéraient au lieu d'agir, ou ne prenaient que des demi-mesures; si elles se fiaient aux manifestes de la coalition, parlaient de paix, au lieu d'organiser une guerre implacable; si elles reculaient devant le soulèvement de la nation, la perte du pays, si avancée par l'empereur, devait être consommée sous peu de jours;

elles mériteraient le mépris de l'histoire, l'exécration de la France:

Au moment même où le pouvoir exécutif allait tomber dans leurs mains, pendant que Napoléon dictait son abdication à Lucien, elles avaient reçu des nouvelles faites pour leur inspirer confiance, pour les déterminer à de nobles résolutions. Ces nouvelles, Davoust les avait portées aux représentants, Carnot aux pairs :

Grouchy touchait à la frontière, ramenant, sans grandes pertes, les corps sous ses ordres; vingt mille hommes étaient réunis devant Avesnes, quelques milliers devant Philippeville. On avait donc près de soixante mille hommes qui allaient se concentrer, qui manœuvreraient, retarderaient l'approche de Blücher et de Wellington.

Tout cela était vrai.

CHAPITRE DIX-SEPTIÈME.

Le 19 juin, au point du jour, Thielmann attaque Grouchy. — Après un long combat, il bat en retraite sur Rhode-Sainte-Agathe. — Grouchy, ayant reçu la nouvelle du désastre de Waterloo, se replie dans la direction de Namur. — Le lendemain, il continue son mouvement vers cette ville. — Mouvements de Thielmann et de Pirch I. — La cavalerie de Thielmann et Pirch I attaquent Grouchy. — Combat de Namur. — Le 21, au matin, les corps aux ordres de Grouchy se trouvent réunis à Dinant et se portent sur Givet. — Grouchy marche par Rocroy sur Reims. — Concentration à Laon des corps revenus de Waterloo. — Marche des armées anglo-hollandaise et prussienne. — Prise d'Avesnes. — Plan d'opérations arrêté entre Wellington et Blücher. — Demande d'armistice adressée à ce dernier par ordre du maréchal Soult. — Sa réponse. — Prise de Cambrai, de Péronne. — Louis XVIII arrive à Cambrai. — Soult se replie sur Soissons. — Effectif, le 25 juin, des corps revenus de Waterloo. — Grouchy les rallie avec sa colonne à Soissons et prend le commandement de toute l'armée. — Force de l'armée. — Les Prussiens occupent Compiègne. — Combat de Villers-Cotterets. — Grouchy ramène l'armée sous Paris. — Positions qu'elle occupe, le 29 juin. — Positions des armées prussienne et anglo-hollandaise ce jour-là.

La dernière heure du 18 juin s'était écoulée; et Grouchy ignorait toujours le résultat de la grande rencontre dont, neuf heures durant, il avait entendu les retentissants éclats.

Cette ignorance, l'impossibilité où il s'était trouvé d'exécuter les ordres si tardivement expédiés, si lentement apportés du champ de bataille de Waterloo, le tenaient dans les plus vives inquiétudes.

Après des tentatives prolongées et infructueuses, reconnaissant,

enfin, qu'il fallait tourner, non attaquer de front la position de Wavre, il avait, on l'a vu, surpris le passage de la Dyle à Limal et occupé, avec la moitié de ses forces, les hauteurs dominant la rive gauche entre ce point et Bierges. Il résolut de compléter ce mouvement.

A minuit, il écrivit de Limal, son quartier général, à Vandamme, resté sur la rive droite, de venir le rejoindre en ne laissant devant Wavre que les troupes indispensables pour défendre les débouchés des ponts. « Je mets sous votre commandement, lui disait-il, tout le corps de Gérard; » et, indiquant son but, l'extrême importance qu'il y attachait, révélant toutes ses anxiétés, il ajoutait : « Nous ferons effort, par ici, à la pointe du jour; nous ferons occuper l'ennemi à Wavre par un simulacre d'efforts, et nous réussirons, j'espère, à joindre l'empereur, ainsi qu'il ordonne de le faire. On dit qu'il a battu les Anglais; mais je n'ai plus de ses nouvelles et je suis fort dans l'embarras pour lui donner des nôtres.

» C'est au nom de la patrie que je vous prie, mon cher général, d'exécuter de suite le présent ordre. Je ne vois que cette manière de sortir de la position difficile où nous sommes; et le salut de l'armée en dépend. Je vous attends (1). »

Excelmans reçut le même ordre que Vandamme.

Masser ses forces sur la rive gauche de la Dyle, pousser, de là, une attaque très-matinale et très-vigoureuse qui déblayerait le terrain assez au loin pour lui permettre ensuite d'appuyer, de se rabattre sur Napoléon, telle était la manœuvre projetée par Grouchy. Rationnellement, il n'en avait pas une autre à faire, puisqu'il ne connaissait pas l'issue de la bataille livrée sur sa gauche.

Vers le milieu de la nuit, Thielmann, son adversaire, eut, par quelques coureurs de sa cavalerie, un premier avis de la défaite de Napoléon; mais cet avis manquait de certitude. Il se décida, néanmoins, à prendre l'offensive, voulant rejeter Grouchy au delà de la Dyle.

Ses préparatifs furent plus tôt terminés que ceux du maréchal français, et il eut l'initiative de l'attaque.

(1) Cette lettre, restée inédite jusqu'ici, existe aux archives du dépôt de la guerre, à Paris. Elle porte ce post-scriptum : « Le rapport des prisonniers faits ici annonce que Blücher et Bülow sont en face de nous. J'en doute fort. »

Malgré son infériorité numérique, il laissa partir, pour rejoindre le corps de Zieten, le colonel Stengel avec ses trois bataillons et ses trois escadrons. Il maintint, à Bierges, trois bataillons de la division Kemphen, qui formèrent sa gauche, ayant en réserve, derrière ce village, deux bataillons de la même division. Il appela, de la position qu'ils occupaient près de Wavre, trois bataillons de la division Luck et les porta à hauteur et à droite de Bierges. Il plaça, sur l'alignement de ces derniers, trois bataillons de la division Stülpnagel, leur faisant tenir la pointe du bois de Rixensart et les appuyant par une réserve de trois bataillons de la même division, massés au Point-du-Jour, groupe de maisons situé à l'entrée et à l'est du bois. Le surplus de son infanterie resta, comme la veille, au moulin de Bierges, à Wavre et auprès, et à Basse-Wavre. Sa cavalerie était toujours en arrière du bois de Rixensart.

Dès l'aube du jour, comme ces dispositions allaient s'achever, Thielmann fit déboucher de ce bois, contre la gauche de Grouchy, douze escadrons, environ un millier de chevaux, formés en deux colonnes de six escadrons chacune, précédées d'une batterie de huit bouches à feu. Stülpnagel dut avancer pour les appuyer.

En ce moment, Grouchy n'avait pas encore été rallié sur les hauteurs de Limal par les troupes demandées à Vandamme et à Excelmans; mais il avait là quatre divisions d'infanterie, deux de cavalerie, et la première division du corps d'Excelmans arrivait au pont de Limal. Il ordonna à Teste de marcher sur Bierges, à Pécheux sur le centre ennemi, à Hulot sur le bois de Rixensart. La division Vichery forma la réserve, qu'allaient augmenter les dragons d'Excelmans. Pajol, réduit depuis deux jours, on se le rappelle, à la division Soult, passa avec Vallin à l'extrême gauche, ce dernier jetant plusieurs escadrons du côté de Chapelle-Saint-Lambert pour chercher des nouvelles.

Pendant ces mouvements préparatoires, la batterie qui s'était avancée en tête de la cavalerie prussienne avait pris position; et, secondée bientôt par une autre batterie d'égale forc . elle avait ouvert un feu très-vif sur notre gauche. Grouchy fit contre-battre cette artillerie par une artillerie supérieure qui démonta cinq pièces, fit beaucoup souffrir la cavalerie de soutien, et força bientôt l'une et l'autre à se retirer derrière le bois de Rixensart.

Hulot y pénétra à leur suite, refoulant l'infanterie qui en défendait

les abords; et s'y engagea vigoureusement avec Stülpnagel. En même temps, Pécheux aborda le centre prussien, Teste attaqua Bierges.

Au bout de quatre heures de combat, Pécheux ouvrit une trouée dans la ligne prussienne; Hulot emporta le bois de Rixensart; Pajol et Vallin en débouchèrent, menaçant de tourner la droite ennemie; et Thielmann fut obligé de faire un changement de front, l'aile droite en arrière, en pivotant sur Bierges, où Kemphen se maintenait avec énergie.

La nouvelle position, ainsi prise, mettait sa gauche dans ce village, son centre au bouquet de bois de l'Ermitage, sa droite formée en partie par sa cavalerie, vers le village de Chambre.

Ce mouvement, exécuté avec fermeté, venait de se terminer quand Thielmann reçut, enfin, la nouvelle positive de la victoire remportée par Wellington et Blücher. Elle avait mis bien longtemps, on le voit, à lui parvenir (1). Il la fit répandre immédiatement parmi ses troupes ; et, profitant de l'ardeur qu'elle leur inspira, il tenta de regagner le terrain perdu, de retenir le plus longtemps possible son adversaire sur le plateau de la Dyle. Blücher annonçait, en effet, qu'un corps prussien marchait par son ordre pour couper la retraite au détachement français fourvoyé sur Wavre; et tout prolongement de combat favorisait cette manœuvre.

Le centre et la droite des Prussiens se reportant en avant, le bois de Rixensart fut repris. Mais Hulot y revint promptement et l'enleva encore une fois; Teste emporta Bierges; le moulin au-dessous fut évacué; Vandamme en profita pour faire passer la Dyle à la division Berthezène, qu'il avait gardée sur la rive droite, et la jeta sur la gauche prussienne.

Thielmann, ainsi pris en flanc, voyant, en outre, nos progrès à l'aile opposée, craignant de perdre le chemin de Louvain, ordonna la retraite ; et ne la différa que pendant le temps indispensable pour faire replier les troupes qu'il avait encore à Wavre.

Dès qu'elles l'eurent rallié, il prononça sa marche en arrière, se dirigeant en trois colonnes sur Ottenbourg et Rhode-Sainte-Agathe,

(1) Les écrivains prussiens assurent que deux officiers furent expédiés par Blücher à Thielmann du champ de bataille de Waterloo, le 18 juin, à la nuit, et que tous les deux s'égarèrent.

qui est à trois lieues de Louvain, et à moindre distance de Wavre.

Il se retirait, couvert par un fort déploiement d'artillerie; Vandamme avait fait déboucher de Wavre la division Habert et arrivait sur les hauteurs de la Bawette; notre cavalerie dépassait Chambre, lorsque l'officier d'état-major expédié des Quatre-Bras, la veille, par Napoléon, se présenta à Grouchy et lui apprit la perte de la bataille de Waterloo, la déroute de l'armée. Il était onze heures.

Cet officier, monté, sans doute, sur un cheval fatigué, avait employé douze heures à parcourir une distance de douze lieues, et pas un autre que lui n'avait été chargé de transmettre une nouvelle dont le retard compromettait le salut de trente mille hommes!

Atterré par le funeste rapport qui lui révélait tout le péril de sa situation, le maréchal appela à lui Vandamme et trois ou quatre généraux pour leur demander conseil. Il pleurait, a dit un témoin. On eût dit qu'il prévoyait les iniques récriminations, les calomnies qui devaient assaillir sa mémoire.

Le seul et si tardif messager de la catastrophe n'était porteur d'aucune dépêche écrite, d'aucun ordre : sa mission se réduisait à annoncer que l'armée était vaincue, en fuite, débandée, et que Napoléon se retirait sur la Sambre. Vers quel point entrait-il dans les vues du chef que Grouchy dirigeât sa retraite? Le chef, dans son trouble extrême, avait oublié de l'indiquer.

Mais cette retraite était-elle encore possible? Cela paraissait bien douteux. Dès la veille, Blücher avait eu certainement avis du combat de Wavre, et, immédiatement après la victoire, il avait dû détacher des forces suffisantes pour accabler la colonne qui avait attaqué son lieutenant. Ce détachement, il fallait s'attendre à le voir paraître au premier moment, à subir son choc en queue, en flanc, pendant qu'on aurait à faire face à Thielmann revenu sur ses pas; et si, par hasard, la manœuvre combinée par Blücher ne s'opérait pas maintenant sur le plateau de la Dyle, on devait la trouver bientôt ailleurs.

Vandamme, plus aventureux alors en paroles qu'en action, proposa de précipiter, par un vigoureux coup de collier, la retraite de Thielmann vers Louvain, de se rabattre sur Bruxelles et, de là, gagner la route de Flandre, qui ne devait pas être gardée. Entreprise encore plus folle que hardie; car elle aurait allongé le chemin du retour et donné à l'ennemi tout le temps de la faire avorter.

Vandamme resta seul de son avis.

Après une courte discussion, on reconnut qu'il fallait atteindre la frontière le plus promptement possible. Deux directions se présentaient : l'une par Fleurus, faisant déboucher sur Marchienne et Charleroi ; l'autre par Namur, au confluent de la Sambre et de la Meuse, conduisant sur Givet. La première était la plus courte ; mais elle était, à coup sûr, occupée, ou bien près de l'être, par les masses anglo-prussiennes ; on ne pouvait songer à s'y engager ; la seconde en divergeait beaucoup ; mais elle laissait quelque espoir, par cette divergence même, d'échapper à l'ennemi ; on se décida à la prendre.

Grouchy arrêta son infanterie sur les hauteurs de la Bawette, l'appuyant et l'éclairant, à droite, par la division Soult, à gauche, par celle de Vallin ; et il ordonna à ces derniers de maintenir, pendant quelque temps encore, des partis à la suite de Thielmann, qui à présent hâtait sa retraite. Simultanément, il envoya Excelmans, avec sept régiments de dragons, se saisir de Namur ; et, peu après, se mettant lui-même à la tête du corps de Gérard, il se dirigea sur le même point.

Vandamme, avec son corps, avec Pajol et Teste, resta sur la rive gauche de la Dyle, et y resta trop longtemps.

Fort heureusement, Thielmann prolongea sa retraite, sans se retourner, jusqu'à Rhode-Sainte-Agathe, où il bivaqua, le soir même ; aucun corps ennemi ne se montra sur Wavre ; Vandamme prit à son tour, mais très-avant dans la journée, la direction de Namur ; et, vers le milieu de la nuit, il arriva à Gembloux, n'ayant pas eu à brûler une cartouche en chemin. Ses troupes, exténuées, avaient besoin de quelque repos ; il s'arrêta dans cette ville.

Excelmans avec ses dragons, Grouchy avec le corps de Gérard, avaient trouvé aussi le terrain libre devant eux. En ce moment, le premier était établi à Namur, le second à côté de Sombreffe, sur la chaussée même de Nivelles à Namur.

Dans les combats autour de Wavre, les pertes de Thielmann s'étaient élevées, d'après les historiens prussiens, à 2,476 hommes ; celles de Grouchy avaient dû atteindre à peu près le même chiffre.

Le maréchal français, occupant maintenant Namur, Gembloux et la chaussée de Sombreffe à Namur, était dans une position moins critique que le matin ; mais il n'avait encore aucune certitude de salut. Il pouvait toujours être prévenu sur le chemin de la frontière

et être pressé, en même temps, par la poursuite de l'ennemi. Il devait donc hâter sa marche sans perte d'un instant.

Elle fut peu rapide, cependant.

Trop intelligent pour ne pas comprendre l'extrême nécessité de se hâter, mais déjà découragé par la nouvelle du désastre de Waterloo, indifférent à la conservation de ses troupes, comme à la sienne propre, car le courage ne lui manquait pas, Vandamme ne leva ses bivacs qu'à sept heures du matin, au risque de payer bien cher l'excès de temps donné au sommeil.

Il se dirigea sur Namur par l'abbaye d'Argenton, en suivant une traverse où se trouve un défilé long et difficile qui attarda beaucoup son mouvement. Il avait franchi ce défilé, et sa tête de colonne n'était plus qu'à une lieue de Namur, quand le canon gronda à son arrière-garde, vers Rhisnes. Depuis quelque temps déjà, on l'entendait, vers Temploux, sur la chaussée de Nivelles à Namur : Grouchy, resté avec le corps de Gérard, était attaqué comme Vandamme. Retardé peut-être par les insouciantes lenteurs de son lieutenant, dont il n'avait pas su activer le départ, le maréchal n'avait pas, on le voit, marché plus vite que lui. Temploux est à deux lieues de Namur.

A Rhisnes, c'était la cavalerie de Thielmann sous le commandement de Hobe ; à Temploux, le corps de Pirch I, qui venaient disputer la retraite.

Le 18 juin, au commencement du combat de Wavre, Thielmann, nous l'avons dit, avait dirigé sur Couture-Saint-Germain, avec six bataillons, le chef d'une de ses divisions, le général Borcke.

Borcke était arrivé à Chapelle-Saint-Lambert à l'entrée de la nuit, et y avait reçu de Blücher l'ordre de bivaquer sur place, en attendant des instructions ultérieures.

Le 19 au matin, vers sept heures, n'ayant pas encore ces instructions, et le colonel Stengel, qui revenait de Limal pour rejoindre le corps de Zieten, lui ayant appris le combat alors engagé sur Wavre, il avait résolu de rallier Thielmann. Il n'y était pas parvenu. Après avoir traversé le bois de Rixensart près du village de ce nom, au moment où Grouchy couronnait les hauteurs en arrière de Wavre, il s'était arrêté, craignant sans doute de se compromettre, et s'était borné à faire observer les mouvements des Français.

Il avait connu ainsi leur retraite, et en avait donné avis à Thielmann, mais probablement assez tard dans la nuit.

Thielmann, en effet, n'avait quitté Rhode-Sainte-Agathe que le lendemain matin, à cinq heures, pour se porter sur les traces de Grouchy.

Il avait mis en tête toute sa cavalerie(1) avec une batterie d'artillerie légère, ordonnant à Hobe, qui la commandait, d'avancer rapidement vers Gembloux sans attendre l'infanterie, faisant dire à Borcke de passer immédiatement la Dyle; et lui-même, avec le reste de ses troupes, avait pressé le pas sur les traces de Hobe.

Il devait avoir hâte, on le conçoit, de réparer l'incroyable faute qu'il avait commise en ne surveillant pas les manœuvres de Grouchy, la retraite dont il ne devait qu'au hasard de la marche de Borcke la tardive nouvelle.

Pirch I, qui, dans la pensée de Blücher, devait, avec le concours de Thielmann, assurer la perte de la colonne française fourvoyée sur Wavre, Pirch I, qui attaquait, maintenant, sur Temploux, n'avait montré ni plus d'intelligence, ni plus d'activité.

Parti avant minuit de Plancenoit, le 18 juin, avec huit escadrons de hussards formant la brigade Sohr, et deux divisions d'infanterie, il avait passé par Maransart, où il avait rallié une autre division d'infanterie de son corps (2), avait franchi la Dyle à Bousval, atteint Mellery le lendemain 19, à onze heures du matin seulement, et s'y était établi au bivac. Grouchy était alors en avant de Wavre, où il apprenait la défaite de Napoléon.

Pendant sa marche, Pirch I avait jeté des partis de cavalerie sur sa gauche pour lier les communications avec Thielmann; mais il n'y avait pas réussi. Des reconnaissances envoyées, dès son arrivée au bivac, lui avaient annoncé que les défilés de Mont-Saint-Guibert étaient occupés par les Français; mais ces renseignements ne l'avaient déterminé à aucun mouvement. Il avait timidement passé la journée du 19 et la nuit suivante à Mellery. Tous les corps de Grouchy avaient défilé, en trois colonnes isolées, à deux et trois lieues de ce point; et il n'en avait rien su.

(1) A Rhode-Sainte-Agathe, cette cavalerie avait été augmentée de sept escadrons arrivant du Rhin et composés de Saxons appartenant à la partie de la Saxe que les décisions du congrès de Vienne avaient donnée récemment à la Prusse.

(2) Le reste de son infanterie et de sa cavalerie avait été dirigé, on l'a vu (p. 60 ci-dessus), sur Genappe et les Quatre-Bras.

Il n'avait connu que le 20, à cinq heures du matin, la retraite du maréchal français. Alors seulement, il avait levé son camp pour se porter sur la chaussée de Sombreffe à Namur. Mais il avait mis tant de lenteur, d'hésitation dans sa marche, qu'il était déjà quatre heures quand son avant-garde donna sur la colonne qui suivait cette route, à la ferme de Boquet, tout près et en deçà de Temploux.

Cette avant-garde, composée de trois bataillons, de huit escadrons de hussards et commandée par Sohr, s'engagea immédiatement. Mais elle n'arrêta pas la marche de notre colonne, qui, avant six heures, arriva sur les hauteurs en deçà de Namur.

En ce moment, Vandamme y arrivait aussi. Il n'était plus suivi par l'ennemi ; l'attaque qu'il avait eue à supporter près de Rhisnes n'avait été faite que par une brigade de cavalerie de Thielmann, et une batterie d'artillerie. Chargés par cette cavalerie, deux ou trois bataillons de la division Lefol formant l'arrière-garde avaient été mis, un instant, en désordre ; mais ils avaient été promptement dégagés par le colonel Briqueville du 20e dragons et les deux régiments de hussards du général Clary. Après cette échauffourée, la brigade ennemie, n'ayant aucun soutien assez proche, et gênée, d'ailleurs, par les difficultés du terrain, s'était jetée vers la chaussée de Namur pour rejoindre les troupes de Pirch I, dont elle entendait le canon.

Grouchy confia à Vandamme le soin de défendre les abords de Namur et la ville même jusqu'à la nuit, avec ses trois divisions et celle de Teste ; puis il alla y passer la Sambre avec le corps de Gérard, prenant la route de Dinant, sur laquelle il avait déjà fait filer la cavalerie de Pajol et de Vallin, et son artillerie de réserve.

Les blessés, les équipages, les dragons d'Excelmans avaient été dirigés depuis le matin de bonne heure sur cette dernière ville. La chaussée qui y conduit, tout entière construite sur la rive gauche et sur le bord même de la Meuse, est un étroit défilé de sept ou huit lieues, dominé constamment par des rochers à pic.

Pirch I attaqua avec beaucoup de vigueur ; mais il fut reçu avec une extrême fermeté. Vandamme garda sa position jusqu'à huit heures. Il battit alors en retraite, traversa Namur, y laissant la faible division Teste pour continuer la résistance. Homme de grande résolution et parfaitement secondé par ses troupes, Teste remplit très-bien sa mission. Il rendit infructueuses toutes les tentatives

faites pour escalader le mur d'enceinte, pour enfoncer les portes de la ville. Quand il l'évacua, il était près de dix heures.

Pirch I comptait seize cent quarante-six hommes hors de combat.

Nos pertes ne furent pas de plus de six ou sept cents hommes. On aurait pu les éviter en marchant plus vite dans la journée.

Le général prussien n'osa pas s'aventurer à la suite de Teste, qui, cependant, avait laissé intact le pont sur la Sambre, faute de moyens assez rapides de destruction.

Il s'établit à Namur. Thielmann, avec son infanterie, n'avait pu dépasser Gembloux.

Malgré les lenteurs de Grouchy, la combinaison de Blücher avait échoué.

Au moment même où Napoléon descendait de voiture à l'Élysée, au lever du soleil, le 21, la division Teste arrivait à Dinant. Toutes les troupes de Grouchy s'y trouvaient réunies.

Dans la journée, elles se portèrent sur Givet et prirent leurs bivacs sous le canon de cette forteresse. On leur distribua du pain; elles en manquaient depuis trois jours. Mais on ne put remplacer les cartouches brûlées; tant la place, quoique de première ligne, était mal approvisionnée (1)!

Grouchy était toujours sans instructions sur la direction à donner à sa retraite (2). Après avoir demandé l'avis des chefs de ses corps d'armée, il se décida à marcher sur Reims par Rocroi. Il fut, le surlendemain, près de Rethel, à Aubigny, où il reçut un ordre par lequel le maréchal Soult lui prescrivait de se porter par Reims à Soissons (3).

Pendant qu'il ramenait ainsi sur le territoire français ses colonnes

(1) Lettre inédite de Grouchy à Vandamme, datée de Givet, le 21 juin (Archives du dépôt de la guerre).

(2) « ... Dès que vous le pourrez, venez, je vous prie, me joindre. Mon intention est de réunir les commandants des corps d'armée, à l'effet de donner leur avis, quant à notre marche ultérieure, qu'*aucun ordre* de l'empereur ne règle en ce moment. » (Lettre inédite de Grouchy à Vandamme, datée de Givet, le 21 juin. — Archives du dépôt de la guerre.)

(3) Lettre inédite de Grouchy à Vandamme, datée d'Aubigny, le 23 juin (Archives du dépôt de la guerre).

La lettre du maréchal Soult à Grouchy est datée de Laon, le même jour, à huit heures du matin.

non entamées, l'armée battue à Waterloo reformait ses rangs et se concentrait sur Laon.

Dès le surlendemain de la bataille, Reille et d'Erlon avaient réuni une douzaine de mille hommes de leurs corps sous Avesnes ; et cinq ou six mille hommes de la garde, du corps de Lobau, de la cavalerie de réserve y étaient parvenus aussi. On avait remis un peu d'ordre dans tous ces débris ; et on les avait acheminés, marchant à peu près militairement, par Vervins sur Laon, où ils étaient arrivés le 22. Le même jour, une colonne de cinq ou six mille hommes de toutes armes, de tous corps, prenait également position devant cette place ; elle venait de Philippeville, où le maréchal Soult l'avait formée. Soult lui-même l'avait précédée de vingt-quatre heures à Laon. Il était chargé, nous l'avons dit, du commandement provisoire de l'armée, depuis le départ de l'empereur pour Paris.

Le 22 juin, l'effectif des troupes massées au point de concentration fixé par Napoléon s'élevait donc à vingt ou vingt-cinq mille hommes ; mais le tiers de ce nombre avait perdu ses armes, et, de toute l'artillerie, il ne restait pas trente pièces et pareil nombre de caissons.

Il fallait quelque temps, maintenant, pour rendre une organisation suffisante aux régiments, aux divisions, aux corps d'armée, affreusement diminués, mêlés, confondus ensemble, et pour y rappeler la discipline, oubliée dans le désastre.

On y travailla activement.

La plus grande partie des soldats, des officiers inférieurs, était animée de la meilleure volonté. Ils cherchaient leurs drapeaux et s'y ralliaient d'eux-mêmes.

De ces signes vénérés, plusieurs ne reparurent que sous les murs de Laon, au front des régiments mutilés. On les avait crus perdus ; ils étaient sauvés. Des cris enthousiastes en saluèrent le retour ; et des larmes de joie mouillèrent les yeux de ces hommes endurcis, dès longtemps, aux horreurs de la guerre. Un régiment, entre autres, le 85e, revit alors son drapeau. Il était aux mains du chef de bataillon Rullière, venu avec la colonne de Philippeville. A la dernière heure de la funeste journée, ce soldat intrépide l'avait arraché aux Prussiens victorieux ; et, soutenu par quelques braves ralliés à sa voix, l'avait préservé de tout outrage pendant la longue déroute.

Mais, si la masse des vaincus se serrait spontanément autour de ses étendards, ardente à se préparer pour de nouveaux combats, d'autres, en trop grand nombre, étaient loin de suivre ce généreux exemple. Une lettre du colonel de Bussy, aide de camp de Napoléon, des lettres de Soult, d'autres lettres encore en donnent le triste témoignage.

Bussy écrivait à l'empereur : « Nombre de soldats désertent, forçant les postes de garde nationale, courant dans les villages qu'ils épouvantent, regagnant leurs foyers par les traverses, vendant leurs chevaux et ceux qu'ils ont volés quelquefois pour la modique somme de douze à quinze francs, etc... L'autorité, ajoutait Bussy, estime que le cinquième seulement des réquisitions demandées sera obtenu ; car le paysan cache ses voitures et ses chevaux, de crainte qu'on ne les lui vole (1). »

Soult faisait à l'empereur et au ministre de la guerre un tableau trop assombri sans doute, de la situation, mais vrai sur plusieurs points. Une grande fermentation régnait, disait-il, dans l'armée, surtout parmi les chefs et les généraux ; les généraux Piré, Kellermann (2), Rogniat, Tromelin, d'autres encore étaient partis pour Paris sans autorisation ; et il était probable que des chefs de corps, des officiers particuliers les imiteraient ; les troupes se croyaient trahies, tenaient les plus mauvais propos ; la discipline était perdue, l'infanterie démoralisée, etc., etc. (3).

Le général Leclerc des Essarts informait, en même temps, le ministre de la guerre que le maréchal de camp Sabatier, commandant le génie du corps de Lobau, venait de passer par Sainte-Menehould, « répandant des nouvelles épouvantables sur l'armée, disant qu'il s'en allait chez lui, à Bar-sur-Ornain (4).

Enfin, Ney lui-même, le premier des soldats sur le champ de bataille, qu'on avait vu inébranlable à la dernière heure de Waterloo comme

(1) Lettre inédite (Archives du dépôt de la guerre).

(2) Kellermann ne tarda pas à revenir. Il était, le 24 juin, à la tête de son corps ; une lettre signée de lui et adressée au maréchal Soult en fournit la preuve.

(3) Lettres inédites des 21 et 22 juin, datées de Laon (Archives du dépôt de la guerre).

(4) Lettre datée de Sainte-Menehould, le 22 juin (Archives du dépôt de la guerre).

au milieu des horreurs du désastre de Russie, Ney démoralisé maintenant par la défaite, ayant en vain cherché Napoléon sur la frontière, était déjà à Paris ; et, de la tribune de la chambre des pairs, il jetait à la France son extrême découragement, déclarant que l'armée n'existait plus ; qu'il n'y avait plus d'espoir que dans de promptes négociations.

L'ennemi était, fort heureusement, encore assez éloigné de Laon.

Il avait, cependant, fait diligence.

Le lendemain de la bataille de Waterloo, Wellington avait porté son quartier général à Nivelles. Il s'y était fait rejoindre par le détachement de 16,500 hommes aux ordres du prince Frédéric des Pays-Bas, si inopportunément laissé la veille à Hal ; et avait ainsi compensé toutes ses pertes. Le 20 juin, il était à Binche ; le 21, à Malplaquet ; le jour suivant, à Cateau-Cambrésis, ayant masqué Valenciennes et le Quesnoy. (*V. l'Atlas, pl.* V.)

Blücher, réduit, momentanément, à une division du corps de Pirch I, au corps de Zieten, à celui de Bülow, très-maltraité à Plancenoit, avait eu son quartier général, le 19, à Gosselies, sa cavalerie poursuivant nos fuyards sur les chemins d'Avesnes, de Beaumont, de Philippeville. Le 20, il s'était rendu à Merbes-le-Château ; le lendemain, à Noyelle ; le 22, à Catillon-sur-Sambre.

Ce jour-là, Avesnes tomba entre ses mains. Quelques centaines d'obus lancés par deux batteries de campagne et l'explosion d'un magasin à poudre endommageant une courtine, suffirent pour déterminer le commandant de cette place à capituler. Il lui restait, cependant, quarante-sept bouches à feu, approvisionnées à douze ou quinze mille coups, un million de cartouches ; et il disposait de deux cents vétérans, de trois bataillons de gardes nationales actives : environ quinze cents hommes. Les gardes nationaux furent désarmés et renvoyés chez eux, les vétérans retenus comme prisonniers de guerre.

La prise si facile d'Avesnes donnait à Blücher une bonne place de dépôt.

Le 23, les quartiers généraux des deux armées ennemies ne firent aucun mouvement.

Wellington poussa sur Cambrai une brigade de cavalerie, une brigade d'infanterie avec trois batteries, pour faire une tentative

contre cette forteresse, où il avait des intelligences ; et il fit serrer sur leurs têtes ses colonnes un peu allongées. Ses trains, son équipage de pont étaient encore en arrière.

Blücher attendit l'approche de Thielmann et de Pirch I venant de Gembloux et de Namur.

Le général prussien et le général anglais concentraient leurs forces avant de pénétrer davantage sur notre territoire.

Dans la journée, ils conférèrent ensemble à Catillon, et arrêtèrent le plan de leurs opérations.

Ils convinrent que leurs armées réunies marcheraient sur Paris ;

Que ce mouvement se ferait par la rive droite de l'Oise, afin de tourner l'armée française, qui, d'après les rapports, devait se rassembler à Laon et à Soissons ;

Que, dans le cas où les ponts seraient rompus, on se servirait de l'équipage de ponts anglais (les Prussiens ayant seulement dix pontons arrivés) ;

Qu'on ferait approcher les équipages de siége, et que l'armée anglo-hollandaise assiégerait le Quesnoy, Valenciennes, et les places à la gauche de la Sambre ; l'armée prussienne, Landrecies, Maubeuge, Marienbourg, Philippeville, Givet ; le corps de la confédération germanique stationné dans le Luxembourg, les places de la Meuse au-dessus de Givet.

En conséquence de ces dernières dispositions, Wellington détacha de son armée le prince Frédéric des Pays-Bas avec trois brigades d'infanterie qui n'avaient pas combattu à Waterloo, et une brigade de cavalerie ; Blücher, le corps de Pirch I tout entier.

Ces détachements faits, l'armée anglo-hollandaise compterait encore près de soixante mille hommes ; l'armée prussienne dépasserait ce chiffre.

C'était donc avec cent vingt mille hommes qu'elles allaient se porter sur la capitale de la France, en prêtant le flanc à l'armée qui était réunie à Laon et avait à sa disposition la place de la Fère et son pont sur l'Oise, et tous les ponts au-dessous.

On a dit, non qu'on en ait la moindre preuve, mais sur une grande probabilité, qu'au moment où ils prirent leur résolution, les deux généraux ennemis connaissaient déjà l'abdication de Napoléon. Ce qui est plus certain, c'est qu'ils avaient bien mesuré l'étendue de

notre désastre, et qu'ils savaient qu'aucune réserve, qui pût réparer nos pertes, n'avait été préparée par Napoléon (1).

Au reste, s'ils ignoraient l'abdication le 23 juin, ils en furent officiellement informés le lendemain. Le général Morand, par ordre du maréchal Soult, la fit signifier à Zieten pour qu'il la transmît à Blücher avec une demande d'armistice.

Soult agissait d'après les instructions du gouvernement provisoire ou commission exécutive, qui se laissait aller à croire que, Napoléon résignant la couronne, les alliés devaient suspendre leur marche. Les souverains n'avaient-ils pas déclaré, dans leurs manifestes, faire la guerre à Napoléon seul, non à la France?

La réponse exorbitante de Blücher ne fut pas de nature à entretenir cette illusion : il consentait à un armistice si on lui livrait Napoléon et si on cédait les places fortes du Nord, de la Meuse, de la Moselle.

Ce jour-là, il porta son quartier général à Henappe. Il marchait, maintenant, sur deux colonnes. Celle de gauche, formée des corps de Zieten et de Thielmann, se dirigeait par Guise, Origny et Chauny sur Compiègne; celle de droite, composée du corps de Bülow, par Nouvion et Saint-Quentin sur Pont-Sainte-Maxence. L'Oise coule à Compiègne et dans cette dernière ville.

La première colonne prit le fort de Guise sans coup férir et bivaqua à cette hauteur, ayant une avant-garde à Origny, des coureurs sur la Fère et douze escadrons vers Laon.

La seconde ne dépassa pas Nouvion.

Le 25 juin, Zieten poussa jusqu'à Cérisy, Thielmann jusqu'à Origny, Bülow jusqu'à Essigny. Une division de Zieten alla prendre position devant la Fère, sommant le commandant de cette place de la rendre. Le quartier général prussien fut à Saint-Quentin. Blücher y reçut une nouvelle demande d'armistice. Celle-ci lui était adressée, de Laon, par des plénipotentiaires nommés par le gouvernement pro-

(1) Wellington écrivait, de Nivelles, le 20 juin, à Dumouriez : « Jamais je n'ai vu une telle bataille que celle d'avant-hier, ni remporté une telle victoire, et *j'espère que c'est fini de Bonaparte.* »

Sa correspondance, antérieure à l'ouverture de la campagne, prouve clairement, nous l'avons déjà dit, qu'il était très-bien instruit des forces de Napoléon.

visoire. Il leur envoya deux officiers de son état-major avec la réponse qu'il avait déjà faite à Morand.

Le 26 juin, l'armée prussienne continua son mouvement. Zieten atteignit Chauny; Thielmann, Guiscard; Bülow, Ressous, jetant des partis vers Verberie, Pont-Sainte-Maxence et Creil. Une des divisions de Zieten, celle de Jagow, forçant la marche, continua sur Compiègne.

Blücher n'était plus qu'à vingt-cinq lieues de Paris.

Le maréchal de camp Berthier, homme de cœur, commandant la place de la Fère, avait refusé de la rendre, méprisant les dégâts causés dans la ville par le feu de deux ou trois batteries de campagne. Depuis la nouvelle de la bataille de Waterloo, la désertion s'était mise dans la garde nationale active qui formait, avec un faible dépôt de la ligne et 150 canonniers et ouvriers d'artillerie, toute sa garnison (1). Mais il savait qu'une capitulation est déshonorante, quand elle n'est pas signée sur la brèche praticable et défendue.

Le commandant du petit fort de Ham avait montré la même fermeté, la même fidélité au devoir.

Wellington n'avait pas marché aussi vite que Blücher, voulant attendre l'arrivée de son équipage de ponts. Le 26, il bivaquait entre Péronne et Vermand, à près de deux marches en arrière et à droite de Blücher.

Il avait enlevé Cambrai par escalade, avec perte de trente ou quarante hommes seulement, grâce à la faiblesse de la garnison; et occupé la citadelle, qui s'était rendue sans essayer la moindre résistance.

Péronne avait capitulé après la prise, par escalade également, d'un ouvrage à cornes, et lorsque le corps de place était encore intact.

Louis XVIII, appelé de Gand par le général anglais, venait de s'établir à Cambrai, avec sa cour et ses ministres. Une fois de plus, le drapeau blanc se trouvait sous la garde des baïonnettes étrangères.

Il y avait, maintenant, en France deux gouvernements.

Soult n'avait nullement prévu la marche des Anglo-Prussiens par la rive droite de l'Oise; il s'attendait à les voir déboucher devant lui

(1) Lettre du commandant de la Fère au ministre de la guerre, le 23 juin 1815.

par Vervins sur Laon (1), si bien qu'il avait envoyé les deux corps de cavalerie de réserve à Reims et n'avait fait garder ni détruire aucun des ponts sur l'Oise.

Le 25, il avait retiré son quartier général à Soissons, décidé à se couvrir du cours de l'Aisne, et il y avait appelé Grouchy, comme on l'a vu.

La garde avait commencé le mouvement rétrograde, le 24; et le gros de l'armée l'avait suivie, le 25 et le 26, laissant la division de cavalerie légère Jacquinot sur Laon. Pendant le séjour qu'on venait d'y faire, on avait encore rallié cinq ou six mille fuyards (2).

Dans la matinée de ce dernier jour, Grouchy était parvenu, de sa personne, à Soissons; et la colonne sous ses ordres devait l'y rejoindre le soir.

Toute l'armée avait alors connaissance de l'abdication de Napoléon; et, à part quelques mutineries dans deux ou trois régiments de la garde, la désertion vers Paris de quelques centaines d'hommes de ce corps, la nouvelle n'avait pas produit le mauvais effet redouté (3). Soldats et officiers avaient compris que la France, moins l'empereur, était toujours la patrie, et qu'ils devaient la défendre. La défaite et surtout l'abandon où Napoléon les avait laissés, avaient, d'ailleurs, déconsidéré à leurs yeux le général et le souverain.

Grouchy avait reçu, en passant à Reims, un arrêté par lequel le gouvernement provisoire lui donnait le commandement de l'armée en

(1) Lettre déjà citée de Soult à Grouchy, et datée du 23 juin, à huit heures du matin (Archives du dépôt de la guerre).

(2) Une situation sommaire, établie par corps d'armée et adressée par Soult au ministre de la guerre, porte à 27,760 hommes de toutes armes, et à 5,085 chevaux de cavalerie, 2,705 d'artillerie et du génie (les parcs compris) l'effectif des troupes ralliées, le 25 juin; mais, comme l'effectif du 4e corps de réserve de cavalerie ne figure pas sur cette pièce, et comme on peut l'évaluer à mille hommes et autant de chevaux (le 1er juillet, il se trouva de 1,127), on voit que, le 25 juin, la force totale de l'armée revenue de Waterloo et ralliée par Soult s'élevait à vingt-neuf mille hommes environ, dont six mille cavaliers.

(3) Entre autres témoignages à l'appui de ce que nous disons, nous citerons celui du général Berthezène, peu suspect, à coup sûr, en pareil cas : « Cette nouvelle ne produisit pas sur nos soldats tout l'effet que nous pouvions craindre, et la désertion fut peu considérable; on peut même dire qu'elle ne se manifesta que quelques jours après. » (*Souvenirs militaires*, t. II.)

remplacement de Soult ; et, avec cet arrêté, l'ordre de ramener l'armée sur Paris (1).

Soult était en butte, depuis longtemps, aux soupçons de l'armée à cause des exagérations de son royalisme pendant son ministère. A ce point de vue, la mesure qui le frappait était nécessaire. Mais Grouchy, qu'on lui substituait, Grouchy, dont le dévouement patriotique n'était pas douteux, dont l'intrépidité était bien connue, manquait des qualités du général en chef, eu égard surtout à de telles circonstances.

L'effectif des troupes mises sous ses ordres s'élevait à près de soixante mille hommes.

De ce nombre, une moitié environ, c'est-à-dire la colonne revenant de Wavre (plus de vingt-deux mille hommes d'infanterie, cinq mille de cavalerie (2) et, probablement, deux mille cinq cents des autres armes), était en très-bon état, pourvue de cent bouches à feu bien attelées, bien approvisionnées (3). Dans l'autre moitié, vingt mille hommes au plus étaient armés, l'artillerie manquait à peu près complétement (4) ; mais ces vingt mille hommes, remis, maintenant, assez bien en ordre, étaient susceptibles de grands efforts ; et les fusils, les canons qui faisaient défaut allaient sans doute arriver bientôt de Paris.

Avec toutes ses forces, Grouchy pouvait donc agir, manœuvrer, retarder la marche de l'ennemi, donner au gouvernement quelque temps pour prendre des mesures de défense.

Mais où était l'ennemi ? Le maréchal n'allait pas tarder à le savoir. Soit avis reçu, soit prévision, il s'inquiéta du flanc gauche de l'armée, si négligé par Soult ; et, dans la soirée, il ordonna à d'Erlon d'aller occuper Compiègne, en le faisant appuyer par Kellermann. Les quatre divisions d'infanterie du premier étaient réduites à 4,643 hommes, officiers compris ; et il n'avait que six bouches à feu,

(1) Discours de Grouchy, à la chambre des pairs, le 1er juillet 1815.

(2) Lettre de Grouchy au ministre de la guerre, datée de Réthel, le 24 juin (Archives du dépôt de la guerre).

(3) Grouchy avait tiré des munitions de Mézières.

(4) Les corps de Kellermann et de Milhaud, notamment, n'avaient pas sauvé une seule pièce. (Post-scriptum d'une lettre de Kellermann à Soult, du 24 juin. — Archives du dépôt de la guerre.)

qu'on venait de lui adjoindre (1). Le second comptait seulement 1,462 hommes (2) à cheval, sans un seul canon.

D'Erlon, pressant le pas, marcha toute la nuit; mais, à cinq heures du matin, ses éclaireurs, en arrivant devant Compiègne, se heurtèrent à ceux des Prussiens.

Jagow, dirigé, on l'a vu, sur cette ville par Zieten, avait marché aussi toute la nuit; et, depuis une demi-heure, il l'occupait avec sa division et quelque cavalerie.

D'Erlon attaqua immédiatement; mais, après un engagement de peu de durée, il apprit, des paysans en fuite devant l'invasion de leurs villages, que toute l'armée prussienne approchait; et il battit en retraite, défilant par sa gauche, gagnant Senlis par Verberie, afin d'aller se placer en front des corps qui devaient être sur le point d'occuper, qui avaient occupé déjà peut-être Pont-Sainte-Maxence et Creil et ne pouvaient tarder à en déboucher.

Il expédia ensuite à Grouchy avis de son mouvement et de celui de l'armée prussienne.

Les cuirassiers de Kellermann, précédant l'infanterie de d'Erlon, atteignirent Senlis vers dix heures du soir. Mais, comme ils y entraient, ils furent accueillis par une fusillade qui les força à rebrousser chemin. L'ennemi était déjà dans la ville. D'Erlon, voulant éviter un combat de nuit, ne pas compromettre sa troupe, cherchant à couvrir de son mieux la gauche et les derrières de l'armée, appuya vers Mont-l'Évêque, où il prit position sans être inquiété.

Sur l'avis heureusement envoyé par d'Erlon, Grouchy avait écrit à Vandamme de diriger, « sans perte d'une minute, » et des points où elles se trouveraient au reçu de l'ordre, toutes ses divisions sur la Ferté-Milon, d'où elles gagneraient Dammartin par Azy. Lui-même avait mis en marche sur Villers-Cotterets toute la partie de l'armée réunie autour de Soissons.

La hâte était, en effet, bien nécessaire; on était exposé à payer bien cher la négligence incroyable de Soult.

Zieten avait passé l'Oise à Compiègne, porté trois de ses divisions au delà de la forêt jusqu'à Bethencourt et faisait avancer la quatrième,

(1) Situation du 26 juin signée par le chef d'état-major du 1er corps (Archives du dépôt de la guerre).

(2) Situation du 24 juin, signée par Kellermann.

commandée par Pirch II, avec de la cavalerie, vers Villers-Cotterets. Thielmann était à Compiègne, ayant passé la rivière. Bülow l'avait franchie à Pont-Sainte-Maxence, occupant Senlis par une division, celle dont l'avant-garde avait repoussé les cuirassiers de Kellermann.

Arrivé fort tard à Villers-Cotterets, Grouchy y resta peu. Avant le point du jour, il leva ses bivacs, se dirigeant par Nanteuil sur Dammartin.

Cependant, son extrême arrière-garde était encore à Villers-Cotterets, quand Pirch II l'attaqua et l'en chassa. On avait si mal éclairé le pays, que ce général venait d'enlever, tout près de la ville, une batterie d'artillerie légère : son attaque était une véritable surprise.

Au bruit du combat, Grouchy revint au galop et fit soutenir son arrière-garde. Pirch II s'était déployé, la gauche au château, la droite à Longpré. La canonnade s'ouvrit ; et il essayait en vain de déboucher de Villers-Cotterets, lorsque sa gauche fut subitement prise à dos. En opérant le mouvement qui lui avait été ordonné, la veille, Vandamme avait porté sa droite sur la chaussée de Soissons à Villers-Cotterets ; et c'était lui qui attaquait les Prussiens.

Une division d'infanterie aborda la ville, pendant qu'une brigade de cavalerie la tournait. Les Prussiens furent culbutés et rejetés jusqu'à Bonneuil, où ils s'engagèrent sur la route de Compiègne à Crespy.

Après ce coup de vigueur, Grouchy continua sa retraite vers Nanteuil et Dammartin, et prescrivit à Vandamme, au lieu de se diriger sur Dammartin par la Ferté-Milon, de prendre, à ce dernier point, le chemin de Meaux pour atteindre ensuite Paris par Lagny.

Grouchy, en arrivant à Levignon en deçà de Nanteuil, trouva le village occupé par Zieten. Les cuirassiers de Milhaud, et Reille avec son corps, étaient déjà au delà. Le maréchal, qui marchait avec la garde, était coupé. Il évita le combat, et, après une légère canonnade, il obliqua à gauche sur Azy, puis se porta sur Claye, où il bivaqua.

Le soir, Reille et d'Erlon se réunirent près de Gonesse, à la Patte d'oie, où se croisent les chaussées de Paris à Soissons et à Senlis, et vinrent s'établir près du Bourget, à deux lieues de Paris. Reille avait fait seize lieues dans la journée. D'Erlon avait marché plus

lentement, afin de couvrir la retraite; et il n'avait eu à repousser aucune attaque sérieuse.

Le lendemain, 29 juin, l'un et l'autre entrèrent dans les lignes construites au nord de Paris. La garde les rejoignit avant midi. Vandamme avec les corps sous ses ordres arriva dans la soirée et alla prendre position sur les hauteurs de Mont-Rouge, au sud de la capitale.

Ce jour-là, Blücher eut son quartier général à Gonesse; le corps de Bülow fut au Bourget, celui de Zieten à Blancménil, celui de Thielmann à Dammartin.

L'armée anglaise dont le chef ne partageait pas l'impatiente ardeur de Blücher, était encore à Gournay, Clermont, Saint-Martin-Longeau, Pont-Sainte-Maxence, sur la rive droite de l'Oise, à deux marches et plus des Prussiens.

Avec de la vigueur et de l'intelligence dans le commandement, la lenteur de l'un, la précipitation de l'autre auraient pu recevoir un rude châtiment.

Mais tous les deux avaient de puissants motifs pour ne pas le redouter : des motifs politiques. « Je crois que nous amènerons les choses à la conclusion que nous désirons tous, sans tirer un coup de fusil. J'espère être à Paris le 1er juillet, » écrivait Wellington au ministre Liverpool, le 28 juin (1).

(1) *The dispatches*, etc.

CHAPITRE DIX-HUITIÈME.

Décrets rendus par les chambres. — La commission de gouvernement. — Fouché, son président. — But qu'il se propose. — Sa conduite. — Sous son influence, la commission de gouvernement nomme Masséna commandant en chef de la garde nationale de Paris. — Fouché entraîne dans sa défection Davoust, ministre de la guerre. — Réunion en conseil des membres de la commisison de gouvernement, des bureaux des deux chambres et des ministres. — Davoust déclare la résistance impossible et propose la soumission à Louis XVIII. — Incident. — La réunion décide l'envoi de négociateurs auprès de Wellington et de Blücher. — Davoust est nommé commandant en chef de l'armée sous Paris et reste ministre de la guerre. — — La commission de gouvernement décide que les approches seules de Paris seront défendues. — Anxiété, irritation de la population. — Demande d'armistice adressée par Davoust à Wellington et à Blücher, avec l'autorisation de la commission de gouvernement. — Blücher reconnait la ligne de nos retranchements au nord de Paris. — Son entrevue avec Wellington. — Les deux généraux décident que l'armée prussienne se portera au nord de Paris. — Mouvements de cette armée; de l'armée anglo-hollandaise. — Effectif des troupes de Davoust, le 1er juillet. — Il pouvait détruire les deux armées ennemies successivement. — Conseil tenu aux Tuileries. — Excelmans marche sur Versailles et Rocquencourt. — Il détruit une brigade de cavalerie prussienne et revient à son bivac de Montrouge. — Conseil de guerre à la Villette. — Résultat. — Réponse de Blücher à la demande d'armistice. — Lettre que lui adresse Wellington à ce sujet. — Davoust autorisé à capituler par la commission de gouvernement. — Mouvements de l'armée prussienne. — Combats de Sèvres, de Meudon, des Molineaux, d'Issy. — Position de l'armée prussienne, le 2 juillet au soir. — Conduite des chambres. — L'armée évacue Paris. — Entrée de Louis XVIII à Paris. — Conclusion.

En forçant Napoléon à résigner le pouvoir, les chambres avaient agi sous une multiple impression. Elles craignaient le rétablissement

d'un despotisme dont le souvenir était odieux, qui avait été funeste à la patrie; elles étaient convaincues de l'impuissance du vaincu de Waterloo à la défendre ; elles espéraient que son abdication permettrait des négociations qui aboutiraient bientôt à l'évacuation du territoire, à une paix honorable, à l'établissement d'un gouvernement choisi par la nation.

Les souverains coalisés avaient solennellement déclaré qu'ils faisaient la guerre à Napoléon, non à la France, et qu'ils ne voulaient imposer à notre pays aucune dynastie. Leur déclaration recevait un formel démenti de la signature apposée par les plénipotentiaires de Louis XVIII au traité de coalition. Mais les chambres ne le remarquaient pas ; elles oubliaient que l'histoire des manifestes solennels n'est trop souvent que le récit d'officielles impostures.

Leur espoir, cependant, n'était pas sans réserve, car elles avaient décidé que les préparatifs de défense marcheraient de front avec les négociations. Elles avaient déclaré la guerre nationale, appelé au secours de la patrie tous les citoyens en état de porter les armes, décrété un emprunt et mis toutes les ressources du trésor public à la disposition du gouvernement provisoire, l'autorisant, en outre, à faire toutes les réquisitions en nature nécessaires aux armées et aux transports militaires, à suspendre les lois sur la liberté individuelle, à faire arrêter ou mettre en surveillance les individus prévenus de provoquer des troubles ou d'entretenir des relations avec l'ennemi.

Ces mesures étaient excellentes, justifiées par l'extrême péril de la situation. Elles rappelaient l'énergie de la grande assemblée qui, en un moment de danger extrême aussi, avait assuré le salut de la France; et, déjà, elles ranimaient bien des courages, exaltaient bien des âmes. C'était beaucoup que de les avoir décrétées ; mais ce n'était rien, si on ne devait en assurer la très-rapide exécution.

Or, les chambres, confiantes dans le pouvoir exécutif qu'elles avaient élu, lui avaient abandonné le soin d'appliquer leurs décrets, le laissant sans contrôle, sans excitation ; et ce pouvoir trahissait la cause nationale par faiblesse, incapacité, perfidie.

Il se composait de Fouché, Carnot, Quinette, Caulaincourt et Grenier. Les trois premiers, anciens conventionnels, avaient voté la mort de Louis XVI ; Caulaincourt avait été l'agent principal du guet-apens d'Ettenheim ; Grenier était un général de mérite que rien ne rattachait aux Bourbons.

Les chambres, par de tels choix, avaient nettement montré qu'elles repoussaient ces princes, qu'elles ne voulaient pas de transaction avec eux. Trois régicides, un complice principal du meurtre du duc d'Enghien devaient tout faire pour empêcher une nouvelle restauration qui ne pourrait manquer de frapper sur leur fortune, peut-être sur leur tête. Les chambres en étaient persuadées.

Mais Fouché était d'une immoralité politique sans bornes; Carnot n'était plus qu'une ombre ; Quinette était une médiocrité sans énergie ; Caulaincourt était découragé; et Grenier d'une modération qui excluait la force. Les chambres n'y avaient pas pris garde.

Dès sa première réunion, le pouvoir exécutif avait choisi Fouché pour président.

L'ancien conventionnel, le duc de l'Empire était déjà en pleine défection, préparant les voies au retour de la dynastie déchue et proscrite et sa réconciliation avec elle. Il n'avait à compter, maintenant, ni sur la complicité de ses collègues, ni sur l'appui du parlement; mais il connaissait leur faiblesse morale. Ces mêmes hommes hostiles aux Bourbons, les uns par intérêt de fortune, de position, par crainte de représailles violentes, les autres par attachement aux principes de la Révolution, par patriotisme, avaient usé toute leur énergie dans la lutte de deux jours contre Napoléon. Ils redoutaient, avant tout, les commotions populaires; et il en fallait une très-forte dans les circonstances critiques où se trouvait la France. Ce soulèvement indispensable de toutes les forces du pays, de ses passions, Napoléon, pendant trois mois, n'avait pas voulu, n'avait pas osé l'exciter ; la majorité des chambres, les collègues de Fouché ne l'oseraient, ne le voudraient pas non plus. Celui-ci n'en doutait pas ; et il avait compris que, s'il ne pouvait leur arracher un assentiment formel, public, à la restauration des Bourbons, il lui serait, néanmoins, facile de les amener à ne pas s'y opposer.

Il s'agissait pour cela de rassurer les plus compromis dans le mouvement du 20 mars, d'allécher les ambitions, d'entretenir, d'aviver les espérances de paix, d'énerver l'opinion publique, d'annuler les moyens de défense, de hâter les événements. Fouché s'était mis à ce travail perfide avec son habituelle astuce, avec une activité inouïe.

Il avait à peine pris possession de la présidence du pouvoir exécutif, qu'il avait fait sortir de prison un des partisans les plus intelligents, les plus résolus des Bourbons, et que, par son entremise, il

avait dépêché des émissaires auprès de Wellington pour presser la marche des armées coalisées sur Paris, auprès de Louis XVIII pour l'inviter à les suivre sans retard.

Il avait interdit les réunions populaires, où se réchauffe l'enthousiasme des masses, supprimé, aux étalages des marchands, les dessins, les emblèmes propres à entretenir la haine de la vieille monarchie, répandu partout des affidés, des agents propageant les bruits les plus sinistres, les plus décourageants.

Sous son influence, le pouvoir exécutif avait nommé Masséna commandant en chef de la garde nationale de Paris ; Masséna, qui avait sauvé la France à Zurich, mais qui avait jeté ses derniers feux en Portugal, et n'aspirait plus, maintenant, qu'au repos, à la paisible jouissance d'immenses richesses, prises partout et de toutes mains. Et Masséna avait inauguré ses nouvelles fonctions par un ordre du jour où il ne fixait d'autres devoirs à la garde nationale que celui « de maintenir l'ordre intérieur et de faire respecter les personnes et les propriétés. » Avec un tel chef, Fouché avait mis la main sur un des ressorts de la défense.

Presque en même temps, il l'avait mise aussi sur le plus puissant, sur l'administration de la guerre, sur la direction des affaires militaires laissée à Davoust.

Ce maréchal, illustre à bon droit dans les campagnes heureuses et dans les campagnes funestes de l'Empire, s'était tenu à l'écart sous la Restauration et ne taisait pas ses répugnances pour les Bourbons. Il pensait, il disait que, malgré le désastre de nos armes, on devait, on pouvait résister.

Il expédiait des ordres sévères pour réprimer, arrêter la désertion produite, à la nouvelle de Waterloo, parmi les gardes nationales actives, à moitié armées, à peine habillées, en garnison dans les places ; il pressait le ralliement des combattants de Waterloo, ordonnait à Grouchy de se réunir à Soult, et lui faisait donner le commandement en chef de l'armée qui se concentrait ; il organisait les forces mobilisables des dépôts, à Paris et aux environs, des envois d'armes, de matériel sur Laon, prescrivait d'activer, de compléter la levée de la conscription de 1815, se préparait à rappeler sur Paris les troupes devenues disponibles par la soumission de la Vendée ; il allait armer les tirailleurs de la garde nationale.

En un mot, tout dans sa conduite annonçait un homme déterminé

à la lutte patriotique. Mais cette détermination avait faibli instantanément, puis s'était éteinte sous l'action de Fouché.

Davoust, habilement circonvenu, rassuré sur le sort que lui réservaient les Bourbons, s'était livré au traître, lui promettant un concours absolu.

Dès ce moment, sa conduite avait changé; et il avait arrêté les dispositions de défense, à ce point que huit ou dix mille hommes armés, équipés, sinon habillés complétement, et disponibles dans les dépôts y avaient été retenus, que pas un détachement, pas un canon, pas un fusil n'avait été expédié à Laon.

Davoust était un de ces hommes de guerre comme il s'en forma trop à l'école de Napoléon, prodigues d'énergie sur les champs de bataille, oublieux de la patrie, accessibles à toutes les séductions de l'intérêt privé, et, dans les grandes crises politiques, à toutes les manœuvres des partis, à tous les découragements. Hommes d'autant plus dangereux dans les conseils des gouvernements, qu'on est trop disposé à croire que la bravoure du militaire est une garantie de la fermeté, du dévouement civiques.

Fouché s'était promptement servi de Davoust, pour porter au cœur du parlement une conviction que lui seul n'aurait pu y faire pénétrer.

Le jour même où soixante mille hommes se concentraient sur Soissons, le 27 juin, il avait réuni en conseil les bureaux des deux chambres, les membres du pouvoir exécutif, les ministres, pour examiner l'état des choses ; et, après quelques paroles indiquant assez clairement qu'il regardait la résistance à l'ennemi comme très-difficile, sinon chimérique, il avait brusquement fait appel à la franchise, à la science, à l'expérience de Davoust. L'interpellation était convenue, comme la réponse qui devait y être faite.

S'autorisant de la connaissance acquise des ressources disponibles, des rapports qui lui parvenaient sur la situation et l'esprit de l'armée, Davoust s'était déclaré intimement persuadé de l'impossibilité de la résistance, et de la nécessité de recevoir les Bourbons pour éviter de plus grands malheurs. Puis, formulant sa pensée de manière à atténuer ce qu'elle avait d'alarmant pour beaucoup dans le conseil et au dehors, il avait ouvert l'avis de députer auprès du roi, afin de lui proposer d'entrer à Paris avec la cocarde tricolore, sans garde étrangère, en maintenant les deux chambres, en garantissant indistincte-

ment les personnes et les propriétés, en conservant à tous les fonctionnaires civils et militaires, leurs emplois, grades, honneurs, traitements, prérogatives.

A cette révélation soudaine d'un désespoir dont Fouché seul avait le secret, les esprits s'étaient troublés d'abord. Les quatre collègues de celui-ci étaient restés consternés. Ils avaient compté sur l'activité, le caractère, les paroles de Davoust, sur Fouché lui-même, auquel ils avaient abandonné la direction des affaires, comme les chambres l'avaient abandonnée au pouvoir exécutif; et, au bout de cinq jours de gouvernement, l'un et l'autre leur annonçaient que tout était perdu. Le retard d'un tel aveu, les propositions faites constituaient une véritable trahison. Il n'en aurait pas fallu davantage à des hommes doués de quelque énergie, pour destituer sur-le-champ Davoust, pour dresser contre lui et contre Fouché un acte d'accusation. Mais Carnot, Quinette, Caulaincourt, Grenier n'avaient pas eu ce facile courage. Ils s'étaient bornés à quelques vaines récriminations, à des contestations sans force; et, le débat se généralisant, s'affaiblissant bientôt sous le poids de l'opinion de Davoust, sous les sophismes de Fouché, ce dernier l'avait mis à fin, en invitant, avec l'assentiment tacite du conseil, Cambacérès et Lanjuinais, présidents de la chambre des pairs et de la chambre des représentants, à préparer ces deux assemblées au rappel des Bourbons.

Le régicide, le proconsul de Lyon, le ministre de Napoléon au 20 mars, se rangeant du côté des Bourbons, devait en avoir reçu des promesses, des garanties positives auxquelles tous pouvaient prétendre. L'égoïsme de chacun se laissait aller à le croire. Qui donc, en effet, était plus compromis que Fouché?

Pour lui, c'était avoir bien avancé dans la voie où il s'était engagé, que d'avoir fait admettre, dans un conseil ainsi composé, et l'impossibilité de la résistance et la nécessité de la soumission au roi.

Un incident imprévu était venu, cependant, le forcer à reculer un peu. C'était l'arrivée d'une dépêche des plénipotentiaires envoyés à Laon pour solliciter des généraux ennemis un armistice, pour essayer des négociations.

Nous avons dit la dure réponse de Blücher, réponse transmise de vive voix par deux de ses officiers. Celle de Wellington, adressée par lettre, avait été encore plus péremptoirement négative; car il avait

déclaré n'être muni d'aucun pouvoir pour traiter d'un armistice, d'une suspension d'armes; et il avait refusé une entrevue qui lui était demandée, ajoutant, cependant, dans ses formes polies, qu'il était prêt à se rencontrer avec les plénipotentiaires, s'ils persistaient dans cette demande qui ne pouvait avoir pour résultat qu'une perte de temps; il les en avertissait.

Mais il est des espérances que rien ne décourage, des illusions qui résistent à l'évidence.

Les plénipotentiaires avaient causé avec les deux officiers de Blücher, et, de ces causeries, avaient tiré des conclusions rassurantes qu'ils communiquaient au pouvoir exécutif.

La coalition n'avait pas le projet arrêté d'imposer à la France une seconde restauration; et ils profitaient de cette découverte pour se rendre auprès des souverains, dont la présence leur était indiquée quelque part sur le Rhin, vers Mannheim.

Ce n'était pas tout. Ils espéraient beaucoup d'une entrevue avec les généraux ennemis, de cette entrevue, ils se gardaient de le dire, que Wellington affirmait ne pouvoir aboutir qu'à une perte de temps; et ils demandaient le prompt envoi de négociateurs au camp du général anglais et du général prussien, eux-mêmes ne pouvant s'y rendre, pressés qu'ils étaient d'aller trouver les souverains.

A la lecture de ces nouvelles, le conseil avait repris quelque assurance. On pouvait négocier; la coalition ne tenait pas à imposer les Bourbons au pays; il ne fallait donc pas se hâter de courir au-devant de ces princes. Il n'y avait qu'une chose urgente, la nomination des négociateurs réclamée par les plénipotentiaires.

Fouché n'avait pas voulu heurter ce singulier retour d'opinion, cette reprise d'espoir. Il avait retiré à Cambacérès et à Lanjuinais la mission qui leur avait été confiée près des chambres; et, continuant à tout diriger, tout ordonner devant ses collègues silencieux, il avait désigné les négociateurs : quatre hommes peu hostiles aux Bourbons et un royaliste avéré.

Les plénipotentiaires, malgré leurs étranges illusions, insistaient, dans leur dépêche, sur la nécessité d'activer les préparatifs de défense, attendu, disaient-ils naïvement, qu'il leur était démontré que les armées ennemies tendaient à se rapprocher le plus possible de Paris, qui paraissait les préoccuper essentiellement.

Cette insistance n'avait pas même été l'objet d'une observation;

et le conseil s'était séparé, Davoust restant ministre de la guerre, Davoust, qui venait de déclarer toute résistance impossible.

Tout ce qui s'était passé dans cette réunion était arrivé promptement à la connaissance de la plupart des membres des deux chambres. Les plus osés, les plus inquiets aussi étaient allés trouver Fouché, lui demandant des explications sur sa conduite, l'accusant même de trahison; mais, de ces entrevues, il n'était résulté qu'un vain échange de paroles. Aucun pair, aucun représentant n'avait porté à la tribune seulement un soupçon.

Tous, ils craignaient d'inquiéter le pays, et, en l'inquiétant, de causer quelque soulèvement populaire, qu'ils seraient impuissants à maîtriser.

Devant une pusillanimité si bien constatée, Fouché avait vu le champ libre plus que jamais à ses machinations. Il les avait activement continuées. Ses affidés allaient et revenaient, maintenant, ostensiblement et sans cesse de son cabinet au quartier général de Wellington et à la cour de Louis XVIII, qui s'avançait à la suite de l'armée anglaise.

Il avait fait sonder les dispositions de Grouchy à l'égard d'une restauration nouvelle. Le maréchal s'y était montré très-opposé. C'était un grand embarras; mais lui-même l'avait promptement écarté. Se défiant de ses forces, effrayé de la responsabilité du commandement en chef, du désordre de la retraite de Soissons vers Paris, retraite bien mal dirigée d'ailleurs, et cela par sa propre faute, il avait envoyé sa démission au pouvoir exécutif. Fouché, agissant encore avec l'assentiment servile de ses quatre collègues, l'avait remplacé par Davoust.

Général en chef et ministre tout à la fois, Davoust aurait bien mieux le pouvoir de paralyser la défense.

Les chambres ne s'étaient pas plus émues de cette nomination que les collègues de Fouché.

Le pouvoir exécutif leur avait proposé un projet de loi mettant Paris en état de siége; elles l'avaient voté.

Elles avaient voté aussi une adresse à l'armée; œuvre banale, sans couleur, sans force; et elles avaient choisi, sur leurs bancs, des commissaires chargés d'aller haranguer nos soldats.

Après la parodie de la déchéance de Louis XVI, on avait la parodie des conventionnels en mission aux armées.

A la suite de ces grandes mesures, le pouvoir exécutif, ou plutôt

Fouché, l'esprit toujours tendu vers son but, avait publié un arrêté qui était un nouvel acheminement vers l'abandon.

Il avait, en effet, décidé d'une manière absolue que les approches *seules* de Paris seraient défendues, et qu'elles le seraient par les troupes de ligne, qui resteraient campées hors des murs; que la garde nationale maintiendrait la tranquillité intérieure, et ne serait employée extérieurement que sur la demande qui pourrait en être faite par les légions ou bataillons; que les tirailleurs de cette garde serviraient, conformément à leur offre, comme auxiliaires des troupes de ligne, à la défense des postes les plus rapprochés de la place.

Prise le 28 juin au soir, cette décision avait reçu un digne et prompt commentaire dans une proclamation signée du préfet de la Seine et adressée aux habitants de Paris. Cet homme, il faut écrire son nom, s'appelait de Bondy. Il recommandait aux citoyens de songer à la conservation de leurs personnes, de leurs familles, de leurs propriétés, de se tenir dans la sagesse et dans la tranquillité la plus absolue.

Les choses en étaient là; et l'arrêté du pouvoir exécutif, cette lâche proclamation n'avaient pas même suscité une observation dans les chambres, quand l'armée ramenée par Grouchy s'établissait, comme nous l'avons dit, partie au nord, partie au sud de Paris.

C'était le 29 juin.

Mais, pendant que, dans les régions officielles, la faiblesse des uns, la complicité des autres laissaient Fouché et Davoust aplanir la route à Wellington et à Blücher, au retour de Louis XVIII, la masse de la population parisienne était en proie à d'ardentes anxiétés, à de vives irritations. Le mot de trahison circulait partout dans la cité, dans les faubourgs. Les fédérés faisaient entendre des paroles menaçantes; les troupes des dépôts s'indignaient; les tirailleurs de la garde nationale réclamaient, à grands cris, des armes; la jeunesse des écoles, du commerce, formée en compagnie de canonniers volontaires, éclatait en impatience; les gardes nationaux en grand nombre se portaient aux états-majors, demandant à marcher à l'ennemi; la foule des bons citoyens cherchait une direction, voulant par tous moyens épargner à la capitale de la France le nouveau déshonneur d'une capitulation devant l'étranger.

L'arrivée des soixante mille hommes que ramenait Grouchy surexcitait ces dispositions généreuses. Cette armée se montrait, mainte-

nant, animée du meilleur esprit. Elle voulait combattre à outrance, laver l'injure de la défaite; et, appuyée sur elle, de concert avec elle, les patriotes rebelles à la crainte, à l'idée de soumission à l'ennemi, pouvaient, d'un instant à l'autre, briser et le pouvoir exécutif et le parlement, pour leur substituer un gouvernement résolu à imiter les grands exemples des Portugais, des Espagnols, des Russes, des Allemands, l'héroïsme déployé par la France vingt ans auparavant.

Fouché et Davoust devaient compter avec cette terrible éventualité. Le moindre incident, la désobéissance d'un général, l'initiative de quelques citoyens pouvaient la réaliser. Ils ne s'y trompaient pas. L'un était instruit par sa police de la fermentation populaire. L'autre constatait, par lui-même, à son quartier général de la Villette, le mécontentement, l'exaspération des troupes et de plusieurs généraux. Il en conclut qu'il ne fallait pas laisser à l'armée et à la population le temps de se concerter; qu'il fallait tout précipiter vers le dénoûment.

Dans la nuit du 29 au 30, il écrivit officiellement à Fouché. Il lui disait : « Il n'y a pas un instant à perdre...; nous devons proclamer Louis XVIII, le prier de faire son entrée dans la capitale sans les troupes étrangères... Il n'y a pas d'autres moyens de sauver la patrie. »

Peu d'heures après, il reçut pour réponse une sorte de paraphrase de sa lettre, terminée par l'autorisation « d'envoyer aux avant-postes ennemis et de conclure un armistice en faisant tous les sacrifices compatibles avec le devoir et la dignité. »

Le devoir et la dignité, entendus comme pouvaient l'entendre Fouché et Davoust, n'imposaient à ce dernier aucune limite. Fouché, ainsi qu'il le disait dans sa lettre, avait pris sur lui de donner ces pouvoirs au maréchal. Il jugea prudent de compromettre, à sa suite, ses collègues du pouvoir exécutif. Responsabilité partagée est toujours moins dangereuse. Mais, pour la première fois, il rencontra une demi-résistance; et, après une discussion assez vive, il fut obligé d'expédier à Davoust l'ordre de ne traiter que d'un armistice purement militaire.

Un armistice de cette sorte avait déjà été refusé aux plénipotentiaires envoyés à Laon et courant, à présent, à la recherche des souverains coalisés. Les autres négociateurs n'avaient pas été plus heureux, sans doute; car ils étaient partis depuis trois jours et n'avaient pas même encore donné de leurs nouvelles.

Là où l'on avait échoué déjà, Davoust ne pouvait pas réussir.

Il paraît, cependant, qu'une dépêche reçue pendant la délibération, et transmise aussitôt à ce maréchal, avait fait concevoir une espérance contraire. Suchet mandait de Chambéry par le télégraphe, qu'il venait de conclure un armistice de trois jours avec le général en chef autrichien Frimont. Mais le destin de la guerre n'était pas en avant de Lyon, il était à Paris. La conduite de Frimont ne pouvait donc pas faire présager celle de Wellington et de Blücher. Cela était certes bien évident.

Davoust adressa, néanmoins, au général anglais et au général prussien une demande pressante d'armistice, s'autorisant de ce qui venait de se passer du côté de Lyon, leur disant « qu'ils ne pouvaient pas avoir d'autres instructions de leurs gouvernements que celles que le général autrichien tenait du sien. »

Il était sincère alors, a-t-on dit, dans son désir d'éviter à la capitale de la France l'humiliation d'une seconde occupation par les armées étrangères. Cela est possible, quoique bien étrange. Mais, s'il fut sincère, il fut bien aveugle.

Il avait tout fait pour diminuer les forces de la défense, pour l'annuler, se persuadant ou se laissant persuader par Fouché que le pouvoir exécutif, les chambres et la population parisienne, une fois placés en face d'une résistance impossible, acclameraient les Bourbons ; et qu'aussitôt les généraux ennemis s'arrêteraient dans leur marche. Mais, cet appel ne se faisant pas, à cause de la répugnance des uns, de la timidité des autres devant l'attitude de la masse populaire et de l'armée, ce qu'un homme doué de la moindre perspicacité aurait dû prévoir, Davoust avait, par le fait, préparé de son mieux les moyens de faire tomber Paris aux mains de l'ennemi.

Quoi qu'il en soit, il insista, par une nouvelle missive, auprès de Fouché sur la nécessité de proclamer immédiatement Louis XVIII ; mais Fouché ne trouvait aucune aide pour cela, et ne pouvait pas faire à lui seul cette proclamation.

Davoust, bien éclairé déjà sur les dispositions de l'armée, en eut bientôt de nouvelles preuves et de plus décisives.

La chambre des représentants, nous l'avons dit, avait voté une adresse à l'armée. Quelques généraux résolurent d'en prendre occasion pour manifester leur opinion ; et l'un d'eux, le général Freissinet, rédigea une réponse brûlante de haine contre la dynastie des

Bourbons. Colportée avec rapidité dans les bivacs au nord de Paris, cette réponse réunit promptement les signatures de la plupart des généraux. Davoust, lui-même, pour éviter les soupçons et conjurer un péril personnel, ne refusa pas d'y apposer la sienne.

Sa situation devenait critique, en effet ; dans la réunion qui venait d'avoir lieu à quelques pas de son quartier général, des accusations de trahison avaient été portées contre Fouché ; et le général Dejean avait proposé d'aller avec deux bataillons arrêter aux Tuileries mêmes, et fusiller sur place le président du pouvoir exécutif. Cette proposition n'avait pas été accueillie, il est vrai, mais elle pouvait se traduire en fait au premier moment. En outre, des copies de l'écrit de Freissinet circulaient parmi les troupes et excitaient leur enthousiasme (1).

Devant de telles manifestations, un général qui aurait gardé au cœur quelque énergie, quelque patriotisme, n'aurait pas hésité à profiter de l'ardeur de son armée, lors même qu'il aurait persisté dans un chimérique espoir d'armistice. Il n'est rien de tel pour arrêter son ennemi que de lui montrer la ferme résolution de combattre. Mais Davoust allait se trouver à même de faire davantage : il allait avoir une victoire assurée devant lui.

Blücher, vers une heure du matin, avait fait attaquer, par huit bataillons et huit escadrons, le village d'Aubervilliers, pendant qu'une autre colonne faisait une démonstration du côté de Bondy. Aubervilliers est situé sur la rive droite du canal de Saint-Denis, à une demi-lieue de cette ville, au pied de la ligne de nos retranchements. Défendu par un seul bataillon, il avait été emporté après une vive résistance. La faible troupe qui l'occupait, n'étant pas soutenue, s'était repliée en bon ordre dans les fortifications ; et l'action avait dégénéré en une fusillade insignifiante de plusieurs heures.

Cependant, la ferme contenance de nos soldats et une reconnaissance soigneusement faite de la ligne de nos retranchements avaient convaincu Blücher que, même avec le secours des Anglo-Hollandais, il serait impossible de la forcer.

Ceux-ci étaient encore éloignés. Leur avant-garde ne devait pas dépasser Louvres dans la journée ; et, le soir, ils se trouveraient échelonnés de là à Pont-Sainte-Maxence, ayant même trois divisions

(1) Cet écrit ne disait pas un mot de Napoléon ni de sa famille.

formant plus du tiers de leur infanterie et toute leur artillerie de réserve, sur ce dernier point, à plus de dix lieues des Prussiens.

Ce fut dans une telle situation de leurs armées que Blücher et Wellington, qui, dans l'après-midi, était venu conférer avec le général prussien, résolurent d'opérer au sud de Paris, avec une partie de leurs forces.

Grâce à la négligence de Napoléon, continuée par le pouvoir exécutif, par Davoust, Paris, sur la rive gauche de la Seine, était resté sans fortifications. Trois ou quatre redoutes à peine ébauchées, voilà tout ce qu'on avait fait, de ce côté, avant comme depuis Waterloo ; en ce moment même, on n'y comptait pas trois cents terrassiers.

Les généraux ennemis le savaient; Fouché ne le leur avait pas laissé ignorer; et c'était là ce qui déterminait, maintenant, leur plan d'opérations.

Ce plan était de porter toute l'armée prussienne sur la rive gauche de la Seine, et d'investir avec elle Paris par les collines qui le dominent au midi; d'intercepter ses communications de ce côté encore, de l'alarmer pour ses approvisionnements, pendant que l'armée anglaise viendrait s'établir à la place des Prussiens devant nos retranchements du nord.

Impatient, on passa, sur-le-champ, du projet à l'exécution.

Vers cinq heures du soir, le corps de Thielmann, qui, dans la matinée, s'était porté de Dammartin à Gonesse, se dirigea, par Argenteuil, sur Saint-Germain, poussant en avant de lui la brigade de cavalerie de Sohr (1), pour appuyer en toute hâte une colonne volante qui avait surpris le pont sur la Seine au Pecq, au pied même de la hauteur sur laquelle est bâti Saint-Germain.

Le corps de Zieten suivit ce mouvement cinq heures plus tard, marchant sur Maisons, village situé en aval de cette ville et possédant un pont. Avec un peu de prévoyance, du côté des Français, ce pont aurait été détruit. Il n'était pas même gardé.

Pour dissimuler cette manœuvre, Zieten eut ordre de laisser ses avant-postes devant nos lignes; et Bülow garda ses positions.

Le lendemain 1er juillet, vers six heures du matin, Bülow mit en

(1) Cette brigade était détachée du corps de Pirch I, laissé, comme on l'a vu, sur la Sambre.

marche sur Saint-Germain, par Argenteuil, toute sa cavalerie, son artillerie de réserve avec une de ses divisions d'infanterie, et, plus tard, dans l'après-midi, au fur et à mesure de l'arrivée des premières divisions anglaises, le reste des troupes prussiennes.

Vers midi, l'armée de Blücher était ainsi disposée : la brigade de cavalerie de Sohr arrivait sur Versailles, ayant à quelque distance en arrière la colonne volante qu'elle avait ralliée au Pecq; Zieten et Thielmann étaient établis sur Saint-Germain; Bülow avait sa cavalerie et une division d'infanterie à Argenteuil, ses autres troupes dans la plaine Saint-Denis.

Wellington n'avait pas même fait faire une marche de nuit à ses colonnes; et c'était à peine si, en ce moment, quinze mille de ses soldats approchaient de nos lignes. Le tiers de son armée et son artillerie de réserve étaient encore bien en arrière de Louvres; le reste s'allongeait entre ce point et le Bourget.

Les deux armées ennemies, ainsi éparpillées sur une ligne de plus de quinze lieues, réduites, par les détachements laissés sur leurs lignes d'opérations et par les fatigues de la route, à moins de cent dix mille hommes, étaient à la merci de Davoust. Ce maréchal disposait, en effet, les situations officielles le prouvent (1), de soixante et onze mille hommes de toutes armes, armés, équipés, dont quinze mille de cavalerie, de six mille tirailleurs, car il en avait fait armer trois mille de plus que Napoléon, de la garde nationale de Paris, de mille hommes de la garde nationale active des départements. Le service de l'artillerie des retranchements était assuré par des canonniers de la ligne, de la marine, des Invalides, par des compagnies des écoles, aidées de pointeurs pris dans la ligne.

Davoust connut les mouvements de l'armée prussienne dans la matinée de très-bonne heure, peut-être la veille. S'il fût sorti des retranchements, vers sept ou huit heures du matin, même à dix, avec cinquante mille hommes, il pouvait donc culbuter, détruire Bülow, qui n'en avait plus vingt mille, et, marchant ensuite à la rencontre de l'armée anglaise fractionnée en colonnes de marche, lui faire subir un échec des plus signalés, la rejeter au delà de l'Oise.

Les corps de Zieten et de Thielmann, aventurés à Saint-Germain,

(1) Archives du dépôt de la guerre. Voir note E pour le détail.

coupés de leur ligne d'opérations, n'auraient pas ensuite échappé à un désastre.

Blücher, malgré sa fougue juvénile, Wellington, si sagement mesuré, avaient certainement prévu le sort auquel ils s'exposaient en opérant comme ils le firent. Aussi avaient-ils compté, a-t-on dit, et tout le démontre, sur l'inertie de l'armée française, que Fouché leur garantissait.

Davoust, si docile sous la main du traître, ne le fit pas manquer à sa promesse.

La nouvelle du mouvement des Prussiens sur la rive gauche de la Seine s'était répandue parmi les troupes campées dans les retranchements; généraux, officiers et soldats attendaient avec impatience, réclamaient à grands cris l'ordre de sortir des lignes; Vandamme faisait dire que les colonnes prussiennes étaient à Saint-Germain. Davoust, résolu à laisser liberté de manœuvre à l'ennemi, trompa toutes ces ardeurs en faisant exécuter une faible attaque contre Aubervilliers, et des démonstrations sans plus de portée sur d'autres points; il écrivit à Vandamme, qui réunissait sous son commandement toutes les troupes de la rive gauche, de lancer Excelmans vers Saint-Germain, par Versailles, et de le soutenir avec les 3e et 4e corps d'infanterie; il ordonna au corps de d'Erlon, à la garde, de se tenir prêts à marcher, au premier moment, pour appuyer cette opération, en allant passer la Seine au pont de Neuilly; il annonça qu'il préparait tout pour une grande bataille; puis, avant dix heures, il partit pour Paris.

Il y était appelé par Fouché, qui avait besoin de sa présence à une sorte de conseil de guerre qu'il avait convoqué, pour cet instant de la journée, aux Tuileries.

Quand on ne veut pas se battre, on réunit un conseil de guerre : c'est une règle générale; et l'on est presque sûr d'y trouver une majorité pour les déterminations les moins généreuses, les plus faibles. Fouché connaissait la règle et l'appliquait, se croyant bien certain, d'ailleurs, du résultat de la délibération, par la composition même de son conseil.

Il l'avait formé des membres du pouvoir exécutif, des ministres, des présidents, vice-présidents et secrétaires des deux chambres, des maréchaux Masséna, Soult, Lefebvre et Grouchy, des généraux Gazan, Évain et Mouton-Duvernet,

Davoust ouvrit la discussion par un exposé rapide de l'état des forces concentrées sur Paris, de leurs positions, des mouvements des armées ennemies; et il en conclut imperturbablement que la résistance était impossible.

Carnot, qui venait de visiter les deux rives de la Seine avec le général Grenier, résuma l'avis de celui-ci et le sien : « Les travaux de campagne exécutés sur la rive droite étaient suffisants pour mettre Paris, de ce côté, à l'abri de toute insulte; mais, sur la rive gauche, tout était à découvert, le champ restait libre aux entreprises de l'ennemi. Les Prussiens avaient réussi à porter la masse de leurs forces de ce côté, et paraissaient disposés à attaquer. Sans doute, il serait facile de les repousser, mais ils pourraient, ou revenir à la charge après avoir fait leur jonction avec l'armée anglaise, ou se retrancher sur la ligne de hauteurs qui s'étend, à gauche, de Sèvres vers Meudon, à droite, vers Saint-Cloud; et, dans cette position, ils donneraient aux autres armées de la coalition le temps d'arriver, de compléter l'investissement de Paris, de le réduire par défaut de subsistances, de couper toute retraite à nos troupes, et de les forcer à se rendre à discrétion. »

Paris était découvert au sud, grâce à l'incurie de Napoléon continuée par le pouvoir exécutif, dont Carnot faisait partie; les Prussiens avaient franchi la Seine, parce que ce même pouvoir n'avait pas eu la vulgaire précaution d'en faire détruire ou garder les ponts. Tout cela était vrai, mais cela seul était vrai. Il n'y avait pas à craindre la jonction des armées prussienne et anglaise; car, en ce moment même, il ne fallait qu'une détermination un peu vigoureuse pour détruire la plus grande partie de l'une, et battre, repousser l'autre au delà de l'Oise. Mais, dans le cas où ne se ferait pas cette manœuvre, que le bon sens du dernier soldat indiquait, il était encore inadmissible qu'Anglais et Prussiens se réunissent où l'indiquait Carnot; car il aurait fallu, pour cela, qu'ils renonçassent complétement à leurs lignes d'opérations, sans pouvoir en prendre une autre qui leur offrît la moindre sécurité.

Il n'était pas à craindre davantage que les Prussiens vinssent s'établir sur les hauteurs entre Meudon et Saint-Cloud, car on avait tout le temps de les y prévenir; et puis cette position même, si on les laissait bénévolement l'occuper, pouvait être tournée par Suresnes et Neuilly.

Le 30 mars 1814, il y avait quinze mois seulement de cela, et Carnot l'oubliait, vingt mille hommes, n'ayant pas une redoute, pas un fossé pour se couvrir, avaient défendu le nord de Paris, toute la journée, contre une armée combinée deux fois plus forte que celle de Wellington.

Aujourd'hui, les abords de ce côté étaient garnis de retranchements, pourvus d'une nombreuse artillerie. En y laissant douze mille hommes de troupes de ligne, en y envoyant six mille tirailleurs de la garde nationale, chiffre qui, avec une simple distribution de fusils, serait porté à quinze mille, on pouvait assurer la défense de Paris au nord contre les Anglais, pendant qu'avec soixante mille hommes on marcherait aux Prussiens qui viendraient l'attaquer au midi.

L'armée anglaise, mutilée à Waterloo, avait bien diminué de valeur (1).

Quant aux autres armées de la coalition, on n'aurait pas à compter avec elles sous Paris, avant le 10 juillet; et, à cette époque même, elles ne pourraient y porter que le corps bavarois et l'avant-garde russe, qui maintenant étaient encore à quatre marches de Châlons-sur-Marne. Ce serait, il est vrai, plus de soixante mille hommes, que viendraient appuyer successivement, à peu de jours de distance, plus de deux cent mille Russes, Wurtembergeois, Autrichiens, etc., suivis eux-mêmes de fortes réserves. Mais, d'ici là, si on battait, comme cela était très-possible, certain même, les Prussiens et les Anglais, l'effet moral de la victoire serait assez puissant pour soulever la nation, pour la pousser aux résolutions extrêmes; et, devant un pareil mouvement, les souverains alliés hésiteraient sans doute à poursuivre la guerre à outrance. Ils consentiraient à une transaction non indigne d'une grande nation. C'est une œuvre terrible, même avec les forces les plus considérables, que de soumettre un peuple de

(1) Wellington écrivait, le 25 juin, au ministre Bathurst: « Nous sommes en bien mauvaise position; nous n'avons pas le quart des munitions que nous devrions avoir; et je crois vraiment qu'à l'exception de ma vieille infanterie d'Espagne, j'ai non-seulement la plus mauvaise armée, mais encore la plus mal équipée et le plus mauvais état-major qu'on ait jamais réunis. » (*The dispatches*, etc., t. XII.)

En faisant une large part à l'exagération du général qui voulait stimuler le zèle du ministre, presser l'arrivée des renforts, des approvisionnements, il reste là une preuve suffisante de la diminution de valeur de l'armée anglo-hollandaise.

vingt-cinq ou trente millions d'âmes, luttant pour son indépendance.

En tout cas, lors même qu'on voudrait capituler, mieux valait une capitulation après une victoire, que sous le coup d'une défaite comme celle de Waterloo.

Voilà ce qu'on aurait pu répondre à Carnot, à l'ancien rapporteur militaire du comité de salut public, aujourd'hui si déchu, à ses calculs, à ses découragements.

Mais Masséna les appuya de sa faiblesse actuelle et de l'autorité de son énergie d'autrefois. Soult les exagéra, affirmant que la rive gauche n'était pas tenable; que les ouvrages mêmes de la rive droite pouvaient être facilement forcés entre Saint-Denis et la Villette, et que l'ennemi pénétrerait, alors, pêle-mêle dans Paris avec nos troupes.

De tous ces avis bien prévus, et donnés par des militaires de grand renom, Fouché conclut, comme toujours, à la nécessité d'une soumission immédiate.

Le patriotisme, la fierté d'un vieux soldat se révoltèrent pourtant à toutes ces ignominies : le maréchal Lefebvre soutint qu'on pouvait, qu'on devait se défendre et non rechercher le déshonneur d'une capitulation désarmée. Dupont (de l'Eure), Thibaudeau, le général Gazan parlèrent comme lui ; ils furent les seuls.

Le conseil, néanmoins, n'osa assumer la responsabilité d'une résolution formelle.

Lefebvre, en démontrant que les retranchements au nord de Paris étaient susceptibles d'une longue résistance, avait demandé combien de temps il faudrait pour en construire au sud ; on trouva là le moyen d'échapper à une décision.

C'était une question spéciale, dit-on, hors de la compétence des membres non militaires qui étaient en grande majorité dans le conseil ; on invita le pouvoir exécutif à la soumettre à un autre conseil composé d'hommes de guerre; et on se sépara.

Pendant cette délibération, Excelmans avait quitté son bivac près de Montrouge et marché sur Versailles, où l'on signalait la présence des Prussiens. Outre son corps de dragons, Vandamme lui avait donné huit escadrons de chasseurs, trois de hussards commandés par Piré et un bataillon du 44e de ligne.

Excelmans, bien renseigné, paraît-il, sur le mouvement de l'ennemi, avait fait filer rapidement, sur sa droite, par les bois de Meu-

don et de Ville-d'Avray, Piré avec les chasseurs et l'infanterie, lui ordonnant d'aller se poster en embuscade en arrière de Versailles, à Rocquencourt, sur la route de Saint-Germain ; et lui-même avait pris sa route par Plessis-Piquet, avec le reste de sa cavalerie.

Il arrivait près de Vélizy, à une lieue et demie en avant de Versailles, quand il donna sur une colonne prussienne. C'était la brigade de Sohr, forte de sept à huit cents chevaux. Chargée de front et de flanc, elle fut culbutée et rejetée sur Versailles. Elle essaya, mais en vain, d'y tenir. Fusillée par quelques braves gardes nationaux accourus individuellement sur la scène de la lutte, abordée de nouveau par Excelmans, elle se replia en toute hâte vers Saint-Germain. Mais, arrivée à Rocquencourt, elle tomba dans l'embuscade tendue; et après une énergique résistance, elle y laissa son chef avec les trois quarts de ses hommes et de ses chevaux.

Un demi-bataillon de tirailleurs de la garde nationale qui s'était joint spontanément à Piré, au moment de son départ de Montrouge, se comporta fort bien dans cette affaire.

Excelmans, continuant son mouvement, parvint, vers sept heures du soir, en vue de Marly. Une division du corps de Thielmann, celle de Borcke, en sortait. Excelmans, n'ayant pas assez d'infanterie, évita le combat, et se replia, par Versailles, sur Montrouge, où il n'arriva que fort avant dans la nuit.

Il avait dû être soutenu, nous l'avons dit, par tous les corps aux ordres de Vandamme; il ne l'avait pas été : au moment même où ceux-ci s'ébranlaient, un contre-ordre de Davoust avait arrêté leur mouvement. Ce contre-ordre, Davoust l'avait expédié des Tuileries après avoir causé quelques instants avec Fouché. D'Erlon, la garde, qui devaient opérer avec Vandamme, avaient été laissés immobiles dans leurs bivacs.

Dans tous les camps au sud, au nord de Paris, officiers et soldats, indignés, exaspérés de l'inaction où on les retenait, de la perte d'une nouvelle journée, crièrent à la trahison; elle était flagrante.

Ce fut, pour ainsi dire, au bruit des colères de l'armée que se tint le conseil de guerre auquel était renvoyé l'examen de la question posée, par le maréchal Lefebvre, dans la réunion des Tuileries.

Il s'assembla, au quartier général de la Villette, sous la présidence de Davoust, à neuf heures du soir.

La question de Lefebvre avait engendré tout un programme d'au-

tres questions sur lesquelles un arrêté du pouvoir exécutif appelait à délibérer « tous les maréchaux présents à Paris, les commandants de corps d'armée que Davoust jugerait susceptibles d'éclairer la délibération, les généraux commandants en chef, l'artillerie et le génie et le général Gazan. »

Le même arrêté formulait ainsi ce programme :

« Quel est l'état des retranchements et leur armement, tant sur la rive droite que sur la rive gauche?

» L'armée peut-elle défendre toutes les approches de Paris, même sur la rive gauche de la Seine?

» L'armée pourrait-elle recevoir le combat sur tous les points en même temps?

» En cas de revers, le général en chef pourrait-il réserver ou recueillir assez de moyens pour s'opposer à l'entrée de vive force dans Paris?

» Existe-t-il des munitions suffisantes pour plusieurs combats?

» Enfin, peut-on répondre du sort de la capitale et pour combien de temps? »

Procès-verbal de la délibération devait être dressé, signé par les maréchaux et officiers généraux présents, et expédition en devait être envoyée, séance tenante, au pouvoir exécutif.

Tous les maréchaux, alors à Paris, avaient répondu à l'appel qui leur était fait.

Les opinions se partagèrent; la discussion fut des plus vives. Elle échappa, tout de suite, au cercle dans lequel le pouvoir exécutif voulait l'enfermer.

Les principales questions qu'il avait posées ne pouvaient recevoir que des réponses négatives ou douteuses; et, par le motif seul qu'il les avait posées, il était clair qu'il n'attendait que ces réponses obligées pour capituler, en abritant sa responsabilité sous l'autorité de grands noms militaires.

Pour le moment, avec un peu de bonne foi et de résolution, il n'y avait pas d'autres questions à examiner que celle-ci : Y a-t-il des munitions pour plusieurs combats, des vivres pour plusieurs jours? Y a-t-il de très-grandes chances, la certitude même de succès considérables, en attaquant les armées prussienne et anglaise, dans les positions si aventurées qu'elle viennent de prendre?

Ce fut à ces termes, en effet, que les hommes de caractère voulu-

rent réduire le débat. Les munitions étaient en abondance, les vivres assurés, dirent-ils ; les chefs de l'artillerie, de l'administration, Davoust lui-même l'affirmaient ; les renseignements précis qu'on avait, l'inspection de la carte ne permettaient pas même de discuter devant des militaires la certitude d'une victoire qui rejetterait les Anglo-Prussiens au delà de l'Oise ; il fallait donc se battre, se hâter vers cette victoire, qui relèverait nos drapeaux abaissés par la défaite, le moral de la nation, nous donnerait quelque temps pour réunir de nouveaux moyens de défense, et nous mettrait à même d'obtenir de meilleures conditions, s'il fallait absolument traiter, quand paraîtraient devant Paris les masses parties des bords du Rhin. Ce n'est pas une attitude humble, découragée, qui désarme les prétentions de l'ennemi.

Nul n'entreprit, d'abord, de nier les chances assurées d'un grand succès millitaire. Mais plusieurs, et notamment les maréchaux, répondirent qu'on avait devant soi une question politique, non une question militaire, qu'il fallait la résoudre par des considérations politiques. Or, dans leur opinion, la politique exigeait une immédiate soumission aux Bourbons. Dès que Louis XVIII remonterait sur le trône, les armées étrangères s'arrêteraient dans leur marche, évacueraient même le territoire ; la France retrouverait les libertés inscrites dans la Charte, les bienfaits de la paix, la prospérité. Il n'y avait pas à craindre des réactions violentes. La bonté, la générosité du roi, en étaient de suffisantes cautions ; et Soult, Davoust, Grouchy, converti au royalisme depuis son retour à Paris, Masséna, d'autres encore répétaient, à l'envi, qu'on devait se fier, en toute assurance, au cœur du chef des Bourbons, à son intérêt même, qui exigeait l'oubli des récentes injures.

Puis, sur les contradictions qu'ils rencontrèrent, ils en vinrent à soutenir qu'une victoire sur les Anglo-Prussiens aurait pour résultat d'accroître les exigences des coalisés, de réduire la France à une soumission sans conditions.

Enfin, le débat s'échauffant de plus en plus, Davoust alla jusqu'à prétendre que la victoire dont on parlait avec tant d'assurance était fort douteuse, ajoutant, d'ailleurs, que toujours le destin des batailles était incertain ; et que, si l'on éprouvait un revers, on risquerait d'être refoulé dans Paris et d'attirer ainsi sur la capitale de la France un irréparable désastre. Le centre de la fortune du pays, des

arts, des lumières, de la civilisation, ne devait pas être livré au hasard de la guerre.

Des généraux de troupes, Vandamme, tout le premier, Vandamme, retrouvant une énergie qui devait lui faire défaut le lendemain, répliquèrent avec une généreuse exaltation. La victoire sur les Anglo-Prussiens était certaine ; mais, puisqu'on voulait en douter, ils acceptaient ces doutes, la possibilité d'une défaite amenant le combat dans Paris même, et ne voyaient pas là un motif suffisant de soumission ; ce n'était pas œuvre facile à l'ennemi que de pénétrer dans une ville de sept cent mille âmes, où l'armée vaincue trouverait l'appui de la foule des patriotes, un retranchement à chaque coin de rue ; on pouvait prédire même qu'il y rencontrerait une défaite éclatante.

Paris n'était qu'une partie de la France. En 1814, vingt-cinq ou trente départements avaient cruellement et bravement souffert des malheurs, des horreurs de la guerre ; ils en souffraient ou allaient en souffrir encore ; Paris devait, au besoin, ne pas montrer moins de patriotisme. Tous ses monuments, toutes les merveilles des sciences, des arts, qui y étaient réunies, en supposant même qu'ils dussent courir de grands risques, ne valaient pas le sacrifice de l'honneur de l'armée, de la nation.

Ils avaient raison, ceux qui parlaient ainsi. Il faudrait maudire la civilisation, ses arts, ses prodiges, si elle devait avoir pour conséquence inévitable de pousser les peuples au mépris de leur dignité, aux lâchetés des plus honteuses capitulations.

Ils s'inquiétaient peu du sort des grandes toiles de Murillo, de Vélasquez, etc., suspendues dans les couvents, dans les temples emflammés, écrasés par nos bombes, par nos obus, les glorieux moines, les intrépides habitants de Saragosse ; ils n'avaient en vue que le salut de leur patrie. Les Russes, dévastant leur pays, brûlant la sainte Moscou, écrivaient une des plus grandes pages de l'histoire moderne et assuraient la perte de leur puissant ennemi.

Au reste, cette anxiété que les maréchaux affichaient pour les chefs-d'œuvre de l'esprit humain n'était nullement sincère ; la plupart en avaient fait bon marché bien souvent. Un d'eux laissa échapper, dans un mouvement d'impatience, le mot de son opinion. « On voit bien, dit-il s'adressant à Vandamme, un des plus emportés, on voit bien que vous n'avez pas une brique dans Paris. — Si vous en avez,

répartit celui-ci, nous savons, comme vous, qu'elles ne vous ont coûté que des bassesses. »

Après ces violences de paroles, la discussion n'était plus possible. Elle durait depuis près de six heures. Les opposants, lassés, se retirèrent, et Davoust profita de leur retraite pour écrire les réponses aux questions posées par le pouvoir exécutif.

En voici la propre expression :

« 1re question. (État des fortifications?) — Réponse. L'état des fortifications et leur armement sur la rive droite de la Seine, quoique incomplet, est, en général, assez satisfaisant. Sur la rive gauche, les retranchements peuvent être considérés comme nuls.

» 2° (Si l'armée peut couvrir et défendre Paris?) — Elle le pourrait, mais non pas indéfiniment. Elle ne doit pas s'exposer à manquer de vivres et de retraite.

» 3° (Si l'armée pourrait recevoir le combat sur tous les points en même temps?) — Il est difficile que l'armée soit attaquée sur tous les points à la fois ; mais, si cela arrivait, il y aurait peu d'espoir de résistance.

» 4° (Si, en cas de revers, on pourrait s'exposer à l'entrée de vive force dans Paris ?) — Aucun général ne peut répondre des suites d'une bataille.

» 5° (S'il existe des munitions pour plusieurs combats?) — Oui.

» 6° (Si l'on peut répondre du sort de la capitale?) — Il n'y a aucune garantie à cet égard. »

Datée du quartier général de la Villette, à trois heures du matin, cette pièce, qui n'était pas même un procès-verbal, fut expédiée immédiatement à Fouché.

Il l'attendait avec impatience. Dès qu'elle lui fut parvenue, il réunit ses collègues du pouvoir exécutif. Après une courte délibération, ils furent unanimes sur la nécessité d'une capitulation immédiate ; et ils envoyèrent à Davoust l'autorisation de la solliciter.

La veille, au matin, nous l'avons dit, le maréchal s'était adressé à Wellington et à Blücher pour leur demander un armistice. L'un et l'autre l'avaient refusé par deux dépêches écrites sur-le-champ, mais en des termes bien différents. Le premier s'excusait, en quelque sorte, de ne pouvoir y consentir, forcé qu'il était de se conformer aux intentions des souverains alliés, intentions que, disait-il, il croyait connaître ; et regrettait de ne pouvoir arrêter l'effusion du sang. Le

second, se laissant emporter à toute la fougue de son caractère, de sa rudesse, de ses haines, déclarait qu'il voulait profiter de la victoire, menaçait Paris de toutes les conséquences d'une prise d'assaut, refusait de traiter d'aucun armistice avant d'y être entré ; et voulait, ajoutait-il, y entrer pour protéger les honnêtes gens contre le pillage dont ils étaient menacés par la canaille (1).

Blücher gardait au cœur le souvenir irrité des bulletins de l'Empire, qui avaient injurié jusqu'à la reine de Prusse; il renvoyait aveuglément à la plus honnête population les aveugles accusations lancées naguère par Napoléon aux patriotes de l'Allemagne.

Ainsi s'étaient formées, exaltées, accumulées, sous l'action incessante de l'ambition d'un homme, ces affreuses haines internationales, dont la France, encore une fois, devenait la victime.

De Saint-Germain, où il avait porté son quartier général, Blücher avait envoyé communication, à Wellington, de sa réponse à Davoust. Le général anglais, avec ce calme, cette sûreté de jugement, traits distinctifs de son caractère, en avait été très-mécontent, et il avait cherché à ramener son allié à une plus saine intelligence de leur position commune. Il lui écrivit une lettre qu'il faut rapporter; car elle jette un grand jour sur l'état réel des choses :

« Gonesse, le 2 juillet 1815.

» Avec les forces que vous et moi avons sous nos ordres, à présent, *attaquer Paris serait risquer beaucoup. Je suis convaincu qu'il serait impossible de le faire de ce côté* (au nord) *avec quelque espoir de succès*. Il faudrait donc que l'armée que je commande traversât la Seine deux fois et gagnât le bois de Boulogne avant de pouvoir faire l'attaque; et, même alors, *si* nous réussissions, nos pertes seraient très-sérieuses.

» Il faut nous exposer à des pertes sérieuses, quand cela est nécessaire; mais, ici, cela ne l'est pas. En attendant quelques jours, nous aurons l'armée du maréchal prince de Wrède, et, avec elle, les souverains alliés, qui décideront du parti à prendre; ou, si nous le

(1) Wir wollen in Paris einrücken, um die rechtlichen Leute in Schutz zu nehmen gegen die Plünderung, die ihnen von Seiten des Pöbels droht.

préférons, nous pouvons arranger toutes nos affaires en consentant à l'armistice proposé.

» Les conditions que je crois pouvoir mettre à cet armistice, et sous lesquelles je consentirais seulement à le conclure, sont celles-ci :

» 1° Que nous resterons *dans les positions que nous occupons maintenant ;*

» 2° Que l'armée française se retirera de Paris et se rendra derrière la Loire ;

» 3° Que la garde de Paris sera remise à la garde nationale jusqu'à ce que le roi en ordonne autrement ;

» 4° Qu'un temps sera fixé pour la rupture de cet armistice.

» Il est vrai que nous n'aurons pas la *vaine gloire* d'entrer dans Paris à la tête de nos armées victorieuses ; mais, ainsi que je l'ai déjà expliqué à Votre Altesse, *je doute que nous ayons, actuellement, les moyens de réussir dans une attaque contre Paris ;* et, s'il nous faut attendre les troupes du maréchal prince de Wrède, pour opérer cette attaque, je crois que nous trouverons les souverains disposés, comme l'année dernière, à épargner la capitale de leur allié, *à ne pas entrer du tout dans la ville,* ou à y entrer en vertu d'un armistice semblable à celui que nous pouvons signer dès aujourd'hui.

« Je prie Votre Altesse de peser les raisons que je lui soumets et de me faire savoir sa décision (1). »

Ainsi, Wellington donnait raison, devant l'histoire, aux généraux qui, au conseil de la Villette, s'étaient prononcés contre la capitulation ; il portait témoignage contre les quatre collègues de Fouché, qui, de concert avec celui-ci, envoyaient à Davoust l'autorisation de la conclure.

Muni de cette autorisation, le maréchal se hâta d'en profiter : l'exaspération de l'armée, instruite, maintenant, des scènes violentes du conseil de guerre, pouvait, à chaque instant, éclater en une irrésistible insurrection. Il expédia à Blücher le général Revest, devenu récemment chef d'état-major de Vandamme, pour demander non plus un armistice, une suspension d'armes, mais l'ouverture d'une négociation sur la base de la reddition de Paris, de l'éloignement de l'armée française.

(1) *The dispatches,* etc.

Blücher s'était montré brutal, injurieux à l'égard de Davoust, de la population parisienne ; c'était pour cela, sans doute, que le maréchal français lui adressait sa nouvelle demande, de préférence à Wellington.

En ce moment, pourtant, l'armée prussienne s'exposait grandement à payer bien cher les emportements et les altières exigences de son chef.

Le 2 juillet, au matin, le corps de Bülow s'était réuni, après une marche de nuit, au corps de Zieten et de Thielmann, sur Saint-Germain ; ce dernier ayant une division en avant-garde à Rocquencourt. L'armée anglaise achevait de se concentrer dans la plaine de Saint-Denis. Wellington envoyait ses pontonniers jeter un pont sur la Seine à Argenteuil ; et Blücher faisait travailler à la réparation des ponts de Bezons et de Chatou, rompus par les habitants.

C'étaient tout autant de moyens d'éviter le détour par Saint-Germain, de raccourcir la distance entre les deux armées.

Blücher, en effet, allait continuer le mouvement qui devait le porter au sud de Paris. Cependant, même après la construction, la réparation des trois ponts, la distance entre la plaine de Saint-Denis et le plateau de Montrouge serait encore, pour les deux masses ennemies, de huit lieues et plus.

L'armée prussienne s'avança sur deux colonnes : celle de gauche, formée du corps de Zieten, se dirigeant par Ville-d'Avray, Sèvres, Meudon ; celle de droite, formée du corps de Thielmann, par Rocquencourt, Versailles et Vélizy. Le corps de Bülow, prenant cette dernière route, forma la réserve. (*V. l'Atlas pl.* V.)

La manœuvre commença assez tard et s'exécuta lentement. A trois heures après midi seulement, Zieten arriva devant Sèvres, après avoir replié sur ce point nos avant-postes qui étaient à Ville-d'Avray.

Sèvres était occupé par trois bataillons. Zieten le fit attaquer par la division Steinmetz, soutenue par les divisions Pirch II et Henkel, pendant que sa quatrième, celle de Jagow, observait Saint-Cloud, également occupé par un détachement français.

La résistance fut des plus vives. Malgré l'infériorité extrême du nombre, Sèvres ne fut enlevé qu'au bout de deux heures ; et, pendant ce temps, on fit sauter une arche du pont de Saint-Cloud et une arche de celui de Sèvres.

Zieten, poursuivant sa route, rappela Jagow, porta Steinmetz sur les Molineaux, Pirch II sur Meudon, et laissa Henkel à Sèvres. Les Molineaux et Meudon furent emportés. Vandamme, venu sur les lieux, voulut reprendre le premier de ces points ; mais sa tentative, faite avec trop peu de monde, échoua. Il se replia sur Issy.

La nuit approchait, Zieten n'en resolut pas moins d'enlever ce village, où Vandamme avait placé une division. L'attaque, commencée tout de suite par Steinmetz et Pirch II, se termina vers minuit, à l'avantage des Prussiens. Vandamme avait manœuvré de manière à assurer leur succès. En traversant Paris, le matin, il avait vu Fouché; et, sous le souffle de celui-ci, avait disparu l'énergique confiance qu'il avait montrée au conseil de guerre de la Villette. Il était partisan, maintenant, de la capitulation.

Pirch II établit ses bivacs à Issy, Steinmetz au moulin de Clamart, Jagow à Meudon, Henkel aux Molineaux.

Thielmann avait, alors, une division à Châtillon, deux divisions à Vélizy, une division entre Châtenay et Sceaux.

Le corps de Bülow était à Versailles, à Montreuil, à Rocquencourt.

Dans l'après-midi de ce jour, Wellington avait répandu une division d'Argenteuil à Asnières, Courbevoie et Suresnes, observant le débouché du pont de Neuilly.

Davoust prévoyait, comme tout le monde, le prolongement du mouvement de Blücher, assez indiqué par l'occupation de Saint-Germain ; il aurait dû le faire surveiller, en connaître à chaque instant les progrès; chose facile, à coup sûr. Résolu à tirer parti de sa position et de celle de l'ennemi, il aurait donc pu déboucher, vers trois heures, en se couvrant du bois de Boulogne et de la Seine, par les ponts de Saint-Cloud et de Sèvres, avec toutes les forces non indispensables à la garde des retranchements, au nord de Paris ; et, opérant de concert avec Vandamme à la tête des corps campés au sud, il aurait écrasé promptement sous le poids de cinquante ou soixante mille hommes, Zieten et Thielmann, qui n'en avaient pas trente-cinq mille ; puis, poussant ce succès, il aurait marché à Bülow et lui aurait infligé le même sort, avant qu'il eût pu repasser la Seine. Wellington ne serait arrivé que pour recueillir les débris de cette armée, et se serait hâté de se replier en arrière de l'Oise.

Ce grand résultat était possible ; il était certain. Mais Davoust ne

le voulut pas. Fouché avait promis l'inaction de notre armée. Le maréchal faisait honneur à cette parole.

Pourtant, sa honteuse résolution avait été mise, dans cette journée même, à une nouvelle et bien rude épreuve. Son envoyé, le général Revest, arrêté dans sa mission par l'avant-garde de Zieten, n'avait pu arriver jusqu'à Blücher. Zieten, après avoir écouté les propositions verbales dont il était chargé, lui avait fait rebrousser chemin vers Paris, lui remettant une lettre où, s'adressant à Davoust, il disait qu'il n'osait même pas annoncer au général en chef prussien la demande d'armistice; qu'une suspension d'armes serait accordée seulement au cas où *Paris et l'armée voudraient se rendre.*

Davoust avait lu; et il avait subi l'outrage fait à l'armée, à lui-même, sans songer à le punir. Les insolentes prétentions de l'ennemi ne soulevaient dans ce cœur avili que la crainte de ne pouvoir y obéir sans exciter une insurrection civile et militaire.

Fouché, partageant ses alarmes, avait expédié des affidés à Wellington et à Blücher, pour les conjurer de ne pas pousser à bout la population et l'armée. « Nous retenons à grand'peine l'une et l'autre, faisait-il dire aux généraux ennemis ; mais elles éclateront et contre nous et contre vous, s'il faut leur parler de déposer les armes. »

Le missionnaire de Fouché auprès de Blücher était le général Tromelin, le même qui avait déserté de l'armée en avant de Laon (1). L'autre était l'Anglais Macirone, ancien aide de camp de Murat, le roi déchu. Tromelin arriva, dans la nuit, à Versailles, quartier général prussien ; Macirone fut retenu par nos avant-postes, qui faillirent le fusiller.

Davoust, continuant à tromper l'armée, comme Fouché la population parisienne, par l'annonce d'une bataille très-prochaine, ordonna à Vandamme de faire des démonstrations sur son front.

Vandamme avait sa gauche à Gentilly, son centre à Montrouge, sa droite repliée en arrière de Vaugirard.

Dès l'aube du jour, il fit avancer une division sur Issy, où les Prussiens s'étaient barricadés. Elle fut repoussée. Appuyée par une autre division, elle recommença l'attaque, et n'eut pas plus de succès, Zieten ayant fait donner presque tout son corps, pendant que Vandamme n'engageait qu'une faible partie de ses troupes.

(1) Tromelin commandait une brigade dans le corps de Lobau.

Ce combat stérile et meurtrier continuait, quand Tromelin, de retour de sa mission, vint trouver Vandamme. Il quittait Blücher, qu'il avait escorté jusqu'à Meudon.

Le feu cessa.

Il était sept heures du matin.

Blücher, persuadé par la lettre de Wellington, par les observations de Fouché, modérait ses exigences. Tromelin allait prévenir le chef du pouvoir exécutif qu'il n'avait plus qu'à choisir des négociateurs et les envoyer à Saint-Cloud. A quatre heures du soir, ils y rencontreraient les fondés de pouvoirs anglais et prussiens.

Les bases acceptées pour la négociation étaient la reddition de Paris, la retraite de l'armée derrière la Loire.

Cette honteuse nouvelle circula bientôt dans les lignes françaises. Officiers et soldats éclatèrent en menaces, en imprécations contre Davoust, Vandamme, certains maréchaux et généraux, contre Fouché et le gouvernement.

Ils étaient trahis, vendus, livrés; et criaient partout le prix donné à chacun des traitres pour son infamie (1). Dans Paris, la fermentation devint très-grande, surtout dans les faubourgs, parmi les fédérés et les tirailleurs de la garde nationale. Mais, faute d'une audacieuse initiative, tout ce débordement de colères restait sans résultat.

A quatre heures, comme il avait été dit, les négociateurs se rencontrèrent au palais de Saint-Cloud. C'étaient, d'une part, le général prussien Müffling, le colonel anglais Hervey; de l'autre, Bignon, ministre des affaires étrangères depuis la chute de Napoléon, Guilleminot, devenu chef d'état-major de l'armée, et Bondy, préfet de la Seine.

Wellington et Blücher assistèrent à la conférence.

Elle fut longue et aboutit à une capitulation, simple cartel où le nom de la France n'était pas même écrit, qui n'avait en vue que Paris et l'armée : Paris, pour lui garantir le respect des personnes et des propriétés privées et publiques, à l'exception de celles qui avaient rapport à la guerre; l'armée, pour l'obliger à quitter ses positions sous trois jours, à se rendre derrière la Loire sous huit.

Rapprochement digne de méditations! ce palais de Saint-Cloud, où

(1) *Souvenirs militaires,* par le général Berthezène.

s'imposaient et s'acceptaient ces conditions sous le coup de la seconde invasion provoquée par l'Empire, victorieuse par les fautes de l'Empire comme la première, ce palais avait été le témoin de l'attentat de brumaire, origine du règne de Napoléon, et, selon tant d'apologistes, le salut de la France.

Ratifié immédiatement par Wellington et Blücher, cette capitulation le fut, à deux heures de là, par Davoust, auquel Fouché, dans sa prudence, réserva cet honneur et cette responsabilité.

A onze heures du soir, il en fut donné communication, par un message du pouvoir exécutif, aux deux chambres réunies en comités secrets.

Jusque-là, ces deux assemblées avaient évité avec un soin extrême d'intervenir dans la conduite des affaires. « Fouché absorbe en lui le pouvoir exécutif; il trahit! » disait-on, de tous côtés, sur leurs bancs; et on se résignait, néanmoins, à attendre le résultat de ses manœuvres. Ce qu'on n'aurait pas osé faire soi-même, on lui laissait toute latitude pour l'accomplir. Chez les uns, l'espérance d'une transaction libérale avec les Bourbons, seul empêchement aujourd'hui, à leurs yeux, d'un démembrement de la France; chez les autres, la lassitude; chez plusieurs, la conviction de l'impossibilité de la résistance; chez tous, l'effroi d'un soulèvement populaire; telles étaient les causes de cette résignation dont on ne trouve pas un autre exemple dans l'histoire.

La chambre des pairs, réunie, chaque jour, pendant de courts instants, avait écouté d'oiseuses récriminations sur les incidents de la campagne, et les communications que le pouvoir exécutif avait bien voulu lui faire.

La chambre des représentants avait reçu aussi ces communications, petits bulletins où Fouché rendait compte des mouvements militaires; elle avait applaudi à la lecture de quelques adresses patriotiques envoyées par les fédérés de Paris et des départements, par les écoles, etc., aux rapports verbaux de ceux de ses membres qu'elle avait délégués, mais sans les munir d'aucun pouvoir, auprès de l'armée campée sous Paris; puis elle s'était plongée dans la discussion d'un pacte constitutionnel dont elle prétendait doter la France.

Cette discussion lui a été durement reprochée. C'est à tort; ce n'est pas pour cela que les représentants furent coupables, dignes de blâme, de haine, de mépris; c'est pour avoir négligé, oublié systé-

matiquement la défense nationale. La Convention, elle aussi, discutait, votait des constitutions, au milieu des périls, des alarmes de la patrie; et nul n'y a trouvé sujet à blâme; car elle savait mêler à ce travail l'énergique organisation de la guerre, de la victoire.

La capitulation de Saint-Cloud, prévue, attendue par la plupart, dans les termes mêmes où elle se formulait, n'excita, au sein des deux chambres, que des débats humiliés. Fouché avait eu l'habileté de la leur envoyer accompagnée de deux proclamations de Louis XVIII, datées de Cambrai le 25 et le 28 juin. La seconde, très-explicite, accordait par avance amnistie complète à tous les faits postérieurs au 23 mars, jour où le roi avait passé sur le sol étranger, ne réservait de rigueurs que pour les chefs du mouvement du 20 mars, rappelait les garanties libérales de la Charte avec promesse d'y ajouter encore, et rassurait les propriétaires de biens nationaux, le pays inquiet du rétablissement des dîmes et des droits féodaux.

La lecture de ces pièces était un arrêt d'exil, de mort pour plusieurs qui l'écoutaient. Mais les malheurs d'autrui n'émeuvent que les cœurs généreux. Les engagements solennels du roi furent accueillis par l'immense majorité avec une satisfaction mal dissimulée. On le savait, d'ailleurs, le roi, arrivé depuis deux jours au château d'Arnouville, tout près de Paris, les avait confirmés aux nombreux visiteurs empressés de lui porter l'hommage de leur dévouement plus ou moins intéressé.

Cela suffit pour faire passer sur le déshonneur infligé, par la capitulation, à l'armée, à Paris, à la France.

On convint, néanmoins, que, dans la séance publique qui allait se tenir, à quelques heures de là, on se tairait sur les proclamations royales ; qu'on lirait seulement la capitulation. Dire l'effet sans la cause était un acte de prudence, exigé par l'irritation populaire.

Au lever du soleil, comme on se séparait, nos troupes se retirèrent des postes avancés, et les Anglais et les Prussiens les y remplacèrent.

Les chambres, publiquement réunies, se montrèrent ce qu'elles avaient été dans leurs comités secrets. Pas une protestation ne se fit entendre. En revanche, les représentants votèrent à l'armée une adresse que plusieurs d'entre eux furent chargés de porter. Ils lui décernaient des remercîments, et l'assuraient « qu'ils ne se séparaient pas d'elle. »

Cela fait, ils s'étaient remis gravement à discuter leur projet de constitution.

Cependant, tout se préparait pour l'évacuation de Paris. On désarmait les retranchements, et l'artillerie en était acheminée sur les routes de la Loire; des convois de munitions la suivaient; les différents corps recevaient des ordres de départ.

Dans tous les rangs, ces mesures furent accueillies par des explosions de colère. Des officiers, des soldats brisèrent épées et fusils, déchirèrent leurs uniformes, et abandonnèrent le drapeau trahi; des rassemblements se formèrent dans différents camps, injuriant les généraux qui cherchaient à ramener le calme, menaçant d'entrer dans Paris et d'y faire justice des traîtres. Sur plusieurs points, des officiers se réunirent pour se concerter, pour protester contre la capitulation, pour voir s'il ne se rencontrerait pas un général de quelque renom qui voulût prendre le commandement de l'armée et la mener à l'ennemi.

La nouvelle de ces tumultes, portée dans certains quartiers de la ville par les déserteurs, y jeta une grande exaltation et ameuta la foule. Des troupes de fédérés, formées dans les faubourgs, se dirigèrent vers le centre de Paris en criant : *A bas les traîtres!* Des tirailleurs de la garde nationale, des soldats sortis armés des casernes, se répandirent dans les rues, tirant des coups de fusil, augmentant le trouble. Un moment, on put croire que gouvernement, chambres et capitulation allaient disparaître sous les colères de l'armée et du peuple.

Mais ces colères n'étaient que des convulsions, les derniers battements de l'artère épuisée.

Aucun chef ne se présenta pour conduire le mouvement militaire; les troupes s'affaissèrent dans leur propre exaspération; les tirailleurs de la garde nationale se laissèrent licencier; et les douze légions de cette garde vinrent dissiper elles-mêmes les rassemblements populaires. On lui avait dit, elle s'était laissé persuader que cette masse de citoyens, recrutée pourtant dans toutes les classes, si ardente à venger les injures de la patrie, en voulait aux magasins, aux hôtels, aux richesses de la bourgeoisie. C'était la calomnie de Blücher, propagée par des Français; calomnie qui avait reçu déjà, qui devait recevoir encore les démentis de l'histoire, qui servait alors d'auxiliaire à la trahison, comme on l'a vue servir depuis aux faiblesses,

aux lâchetés, aux ambitions contre le dévouement, le patriotisme le plus sincère, le plus intelligent.

Le 6 juillet, au matin, les Anglais et les Prussiens prirent possession de toutes les barrières de Paris; et les dernières colonnes de l'armée française se mirent en marche vers la Loire.

Elle était forte encore, il faut le répéter, de soixante et onze mille hommes, dont quinze mille de cavalerie, et son artillerie de campagne comptait près de deux cents bouches à feu attelées.

En ce moment, le corps de Rapp était rejeté sous le canon de Strasbourg, Lecourbe sous les murs de Béfort. Ni l'un ni l'autre n'avait reçu les ordres qui, de Philippeville, le 19 juin, au dire de Napoléon, les avaient appelés à Paris et à Lyon; d'ailleurs, ils les auraient reçus, qu'il leur eût été bien difficile de les exécuter, les alliés ayant passé le Rhin et la Moselle, à la nouvelle des premiers coups de canon tirés sur la Sambre. Suchet, après une suspension d'armes de trois jours, non renouvelée, était en pleine retraite sur le Rhône. Lamarque avait pacifié la Vendée et n'avait pas marché vers Paris; comme Rapp et Lecourbe, il n'avait reçu aucun ordre.

Brune, pressé de front par un corps piémontais, harcelé de flanc par quatre à cinq mille insurgés royalistes, Dauphinois et Provençaux, se repliait sur Toulon.

Marseille, arborant le drapeau blanc à la nouvelle de Waterloo, avait chassé la garnison, les fonctionnaires de l'Empire; et d'affreux massacres, préludes de bien d'autres scènes non moins atroces, avaient déshonoré son royalisme. Decaen, Clausel, vers les Pyrénées, n'avaient eu encore aucune attaque à subir; mais l'insurrection royaliste s'organisait de tous côtés, dans le Midi.

Le 7 juillet, Blücher et Wellington occupèrent Paris.

Pour la seconde fois en quinze mois, et presque jour pour jour, la capitale de la France subissait l'invasion étrangère. La vieille monarchie avait su la préserver de cette humiliation, pendant des siècles, même lorsque notre frontière n'était pas à quarante lieues de Montmartre; la République, dans les plus terribles circonstances, l'avait protégée aussi par la victoire, refoulant au loin la coalition des rois. L'Empire seul, par ses ambitieuses folies, soulevant contre nous, et les peuples, et les aristocraties, et les souverains de l'Europe, devait apprendre au monde que Paris n'était pas inviolable.

Dans la nuit du 7 au 8 juillet, Blücher envoya un détachement

s'établir aux Tuileries et chasser les collègues de Fouché au pouvoir exécutif. A quelques heures de là, le palais de la chambre élective était fermé sous la protection de la force armée; et, quand les représentants y arrivèrent pour continuer leur discussion de théorie constitutionnelle, on leur fit savoir que cette pitoyable comédie de l'aveuglement, de la peur, de la trahison, avait trouvé son terme. Malheureusement, ce terme n'était pas le châtiment mérité.

Le ministre de l'intérieur venait d'envoyer aux préfets une circulaire où il disait : « Les chefs des armées alliées *ont pris l'engagement solennel de respecter*... nos institutions, nos intérêts, nos couleurs nationales. »

Dans la journée, le drapeau blanc flottait sur les Tuileries; Louis XVIII fit son entrée dans Paris, et revint s'asseoir sur le trône qu'il avait quitté depuis trois mois et demi.

Pour arriver jusqu'à son palais, il dut traverser les bivacs prussiens établis sur la place même du Carrousel et dans les jardins des Tuileries.

Fouché était son ministre.

L'étranger et le régicide apostat, ministre anobli et doté de l'Empire; tels étaient les ouvriers de la seconde restauration.

Fouché allait recevoir bientôt le dernier prix de son labeur : la mort dans un honteux exil. L'étranger s'apprêtait à demander son salaire.

C'était la rançon de la France. Elle la paya cher.

Un million de soldats de tous les pays de l'Europe répandus sur notre territoire pendant quatre mois, vivant aux dépens de soixante départements et du trésor public; dix-huit places et forts occupés pendant trois années par cent cinquante mille Anglais, Prussiens, Allemands de la confédération entretenus par nos finances; une contribution de guerre de sept cents millions, portée à un milliard par le payement d'indemnités réclamées par divers États et une foule d'individus étrangers; notre frontière de 89 entamée; un demi-million de Français retranchés de la patrie; tels furent les sacrifices imposés par la coalition; et bien peu s'en fallut qu'à l'exemple de Napoléon aux jours de ses folles conquêtes, elle n'y ajoutât le démembrement de plusieurs de nos provinces.

Ces pertes d'argent furent bien grandes, ces pertes de territoire bien douloureuses; mais elles furent peu de chose, comparées à

ces autres conséquences de la victoire de l'étranger : les drapeaux de la France abaissés; sa gloire militaire obscurcie; sa puissance morale, déjà bien amoindrie en 1814, annulée pour longtemps; une réaction sanguinaire déchirant tout le Midi; des lois tyranniques promulguées, appliquées cruellement; la terreur planant sur tout le pays, deux années durant, jusqu'au jour où le chef des Bourbons, lui-même, recula devant tant d'excès.

Ainsi, cette aventure du 20 mars, aussi prodigieuse par la rapidité du succès que par la promptitude de la chute, avait attiré sur la France les plus horribles calamités.

Celui qui venait d'en être le héros, ne devait pas échapper à sa part d'expiation.

Après s'être laissé arracher une abdication pénible, il était resté retiré au fond du palais de l'Élysée-Bourbon, écoutant dans les angoisses de son ambition tour à tour vivace et défaillante, si les soldats, si les masses populaires, subitement ramenés à la confiance, à l'enthousiasme, ne venaient pas lui rendre la couronne à regret déposée; mais il n'avait rien entendu, que les clameurs de quelques milliers de personnes réunies, de temps à autre, devant sa demeure, bien plus par la curiosité du spectacle d'une grandeur déchue, que par aucun fanatisme de dévouement pour lui.

Après trois jours de vaine attente, il avait dû céder aux injonctions, à peine atténuées dans la forme, de Fouché, exprimant la volonté des chambres; et il avait gagné la Malmaison, cette ancienne résidence du premier consul, du vainqueur de Marengo. Là, il s'était trouvé surveillé, gardé à vue, réellement prisonnier; mais, sans paraître s'en apercevoir, dès la nouvelle du passage de l'Oise par les Prussiens, de leur approche de Paris, il avait demandé au pouvoir exécutif de lui permettre de reprendre le commandement de l'armée, de la mener au combat, de servir comme simple général, assurant qu'il n'aspirait plus à aucun autre rôle. Fouché, bien instruit sur la valeur de ces assurances, comme ses collègues, engagé d'ailleurs dans la voie où il ne voulait pas s'arrêter, Fouché avait rudement rejeté l'offre du souverain déchu, et l'avait poussé de toute son habileté et de toutes ses forces sur la route de Rochefort.

Alors, il restait à Napoléon une chance presque assurée de salut. Mais l'indécision de son esprit, qui n'avait pas cessé un moment, l'indécision de la veille, du jour et du lendemain de Waterloo la lui

fit perdre ; et, bientôt, pour ne pas tomber aux mains des Bourbons, ulcérés du meurtre d'un des leurs, il fut réduit à aller prendre asile à bord d'une escadre anglaise.

Au prince régent d'Angleterre, à la nation qu'il avait cent fois couverte de publiques insultes, il demanda la vie libre sous la protection de la loi. Elle lui fut refusée. Le conseil des souverains alliés avait, par avance, prononcé sur son sort. La vie sauve, mais la vie dans un espace de terrain limité, gardé comme les abords d'une prison, la vie séquestrée, sans la famille, presque sans amis, la vie sous un climat meurtrier ; tel avait été l'arrêt. L'Angleterre se chargea de l'exécuter.

Cette terrible fin d'un pareil homme et d'un pareil règne a excité des récriminations bien violentes, des lamentations bien amères, bien éplorées. L'histoire, la poésie, le théâtre, le pamphlet, la littérature, tous les arts y ont trouvé une source intarissable d'inspirations.

Oubliant que l'homme n'avait eu qu'un but : sa propre élévation ; que le règne avait, par deux fois, abouti à la ruine de la France ; négligeant les fautes, les folies, les crimes, ils ont créé une légende à la place de la vérité, montré le martyre, là où fut l'expiation ; et, grâce à ces imaginations plus ou moins sincères, il est advenu, un jour, que celui qui avait dévasté l'Europe, foulé les peuples, épuisé la France, excité des haines internationales implacables, éteint le flambeau de la Révolution, ramené notre patrie aux institutions, aux abus de la vieille monarchie ; que celui-là, disons-nous, a passé pour l'ange libérateur des nationalités, pour le messie du progrès, de la civilisation.

On revient de ces incroyables erreurs ; et cela est heureux. On voit dans la fin de Napoléon un châtiment providentiel, une légitime expiation.

Toutes les religions, d'accord en cela avec un sentiment inné chez l'homme, placent dans une autre vie la récompense et la peine assurées des actions humaines. C'est une croyance universelle, tout à la fois consolatrice des justes, des opprimés, et tutélaire des sociétés. Cependant, au spectacle prolongé de la perversité triomphante, cette croyance s'ébranle chez les plus fermes ; et le scepticisme gagne les âmes. Il est donc souverainement bon, souverainement utile que, parfois, au moins, sur cette terre même, ces grands coupables de

lèse-nation, de lèse-humanité, ces ambitieux turbulents qui sacrifient les peuples à leur égoïsme, qui les désolent par la conquête, soient précipités des sommets dans les abîmes.

Les plaindre alors, c'est obéir à un faux sentiment de générosité, c'est insulter à la justice céleste, donner encouragement à qui serait tenté de les imiter.

Pour moi, je le dis bien haut, je contemple d'un œil sec Napoléon cloué sur un rocher au milieu des mers ; je réserve mes larmes pour ceux qui furent victimes de son ambition. Elles ont coulé, quand j'ai foulé les champs où dorment tant de milliers de soldats tombés sous le drapeau de la France, ensevelis ici dans un éphémère triomphe, là dans une trop durable défaite.

Cette défaite pèse encore sur notre patrie ; il ne faut pas se le dissimuler ; car on a vu, on est parvenu à faire voir la France luttant tout entière dans un suprême effort, là où n'ont combattu qu'un homme et une armée : un homme dont le génie militaire s'était épuisé dans les excès du despotisme ; une armée restée numériquement faible, dénuée de toutes réserves par suite de lenteurs, d'hésitations inouïes dans l'organisation de la défense, par suite, encore, et surtout, de la duplicité d'une politique odieusement énervante.

Le peuple vit la lutte ; il ne put y prendre part.

FIN.

NOTES.

(A) L'effectif de chacun des corps de l'armée française qui entrèrent en Belgique est pris dans des situations officielles qui sont aux archives du dépôt de la guerre, à Paris. En voici le détail :

1° Pour le 1er corps d'infanterie, situation signée par le chef d'état-major de ce corps, et datée du 10 juin ;

2° Pour le 2e corps d'infanterie, *idem ;* mais nous avons donné comme chiffre plus exact celui qui se rapporte au 14 juin et qui se trouve dans une notice du général Reille, commandant du 2e corps ; notice comprise dans une brochure intitulée : *Documents inédits sur la campagne de* 1815, *publiés par le duc d'Elchingen.* Ce chiffre ne diffère, d'ailleurs, de celui de la situation au 10 juin que par une augmentation de 198 ;

3° Pour le 3e corps d'infanterie, situation signée par le chef d'état-major de ce corps et datée du 10 juin. Nous y avons ajouté 1,662 hommes et 55 officiers d'infanterie, composant divers détachements, qui rejoignirent avant l'entrée en campagne, ainsi que le constatent deux pièces officielles ;

4° Pour le 4e corps d'infanterie, situation signée du chef d'état-major de ce corps et datée du 1er juin. Mais, comme cette situation comprend des détachements qui n'eurent pas le temps de rejoindre avant l'ouverture de la campagne ; notamment deux bataillons du 6e léger ; et, comme, d'autre part, le général Gérard, chef du 4e corps, a dit, dans sa brochure : *Quelques*

documents sur la bataille de Waterloo, que toute son infanterie n'était pas de treize mille hommes, nous avons adopté pour l'effectif de cette arme le chiffre de 12,800 ;

5° Pour le 6e corps, situation signée par le chef d'état-major de ce corps et datée du 10 juin ;

6° Pour la garde impériale, situation dressée à l'état-major de cette garde, à Paris, datée du 13 juin, et donnant l'effectif détaillé des officiers et soldats présents à l'armée de Belgique ;

7° Pour les quatre corps de réserve de cavalerie, situations datées du 1er juin.

8° La situation du grand parc, en juin, n'existe pas. Nous en avons calculé l'effectif sur la proportion, un peu réduite, de dix hommes par bouche à feu.

(B) Nous avons établi l'effectif de l'armée aux ordres de Wellington sur les documents suivants :

1° Une situation générale officielle, du 6 juin 1815, qui se trouve aux archives du ministère de la guerre des Pays-Bas ;

2° Une situation officielle, du 12 juin 1815, qui se trouve aux mêmes archives, et ne comprend que les corps hollando-belges ;

3° La situation particulière de la légion allemande du Roi, tirée des archives de ce corps et donnée dans l'histoire de Beamish (*History of the King's german legion, by Ludlow Beamish*) ;

4° Le récit intitulé : *Geschichte des herzoglich Braunsweigschen armée corps, etc., im jahre* 1815, et donnant la situation du corps de Brunswick ;

5° La correspondance de Wellington. (*The dispatches of the field marshal duke of Wellington.*)

La situation générale au 6 juin comprend la 2e brigade du corps hanovrien de réserve ; nous l'en avons déduite, parce que cette brigade était et resta en garnison à Anvers. Cette situation ne donne ni l'effectif de toutes les batteries anglaises, ni celui du grand parc. Nous y avons ajouté les effectifs inconnus en les calculant d'après la moyenne des effectifs connus, et l'effectif du grand parc en l'évaluant à dix hommes par bouche à feu.

Nous y avons ajouté aussi celui de deux batteries anglaises qui rejoignirent l'armée postérieurement au 6 juin.

La situation spéciale des corps hollando-belges, au 12 juin, ne comprend pas 616 hommes de la brigade de Nassau qui rejoignirent ce jour-là même ; et elle comprend l'effectif de deux batteries en organisation qui ne prirent pas part à la campagne, environ 450 hommes. Nous avons ajouté le premier de ces chiffres et retranché le second.

La situation de la légion allemande, publiée dans l'ouvrage de Beamish et se rapportant à la veille des hostilités, prouve qu'il n'y avait eu, dans ce corps, que des mutations insignifiantes du 6 au 14 juin.

Le chiffre du contingent de Nassau est pris dans la correspondance de Wellington.

Du 6 au 15 juin, et pendant la campagne, les troupes anglaises proprement dites ne reçurent ni un bataillon, ni un escadron de renfort.

Entre ces deux dates, leur nombre ne fut modifié que par les variations insignifiantes du mouvement des hôpitaux.

A un très-petit nombre d'hommes près, le chiffre que nous avons donné pour l'effectif de l'armée anglo-hollandaise, à la veille des hostilités, est donc exact.

Dans cette édition, comme dans la précédente, on a omis de faire figurer, à l'effectif du corps de Brunswick, deux compagnies du train, fortes ensemble de trois cents hommes. Cette omission est insignifiante ; cependant, nous croyons devoir l'indiquer.

(C) L'effectif des différents corps de l'armée prussienne est emprunté à l'esquisse rapide et généralement impartiale de la campagne de 1815, publiée en 1825, à Berlin, par Wagner. Nous l'avons modifié, pourtant, sur deux points. Nous y avons ajouté l'effectif du grand parc, qu'il a omis et que nous avons calculé à dix hommes par bouche à feu ; et nous avons élevé, en les calculant à trente hommes seulement par pièce, les chiffres qu'il donne pour le personnel de l'artillerie, du génie, etc. Ces chiffres sont, en effet, évidemment trop faibles pour être exacts.

Nous en citerons un exemple frappant. Le corps de Zieten avait, d'après Wagner, 96 bouches à feu ; et, d'après Wagner encore, son effectif en artillerie, génie, etc., n'aurait été que de 1,019 hommes, ou de dix hommes seulement par bouche à feu.

L'historien Damitz, officier prussien comme Wagner, a reproduit les effectifs donnés par celui-ci. Ces effectifs ont été adoptés par les écrivains sérieux de tous les pays.

Ils comprennent les officiers. Il en est de même de ceux que nous avons donnés pour les armées anglo-hollandaise et française.

(D) « Le 6e corps, campé à la gauche et à quelque distance du 3e, s'était mis en marche, le 15, à trois heures (1) du matin et se dirigeait sur ce dernier, dont il devait suivre le mouvement. Lorsqu'il l'eut rejoint, il fut obligé de s'arrêter parce que celui-ci n'avait point encore quitté ses positions. *Cette halte durait depuis plus d'une heure,* lorsque le général commandant le 6e corps, craignant que le *brouillard épais* qui s'était élevé ne lui dérobât la marche du 3e corps, m'envoya avec ordre de l'avertir du départ de ses dernières troupes. Arrivé à leur camp, je les trouvai aussi tranquilles que si elles avaient dû y séjourner : les soldats nettoyaient leurs armes, ajustaient ou raccommodaient leurs effets ; et j'étonnai les officiers en leur annonçant que l'armée, rassemblée et pressée à la gauche, attendait qu'ils partissent pour continuer sa marche arrêtée par leur inaction. *J'attendis encore assez longtemps ;* et, ne pouvant me rendre compte de ce retard, je me dirigeais vers le quartier général du comte Vandamme, quand je rencontrai un officier

(1) C'est, sans doute, une faute d'impression ou de mémoire ; l'ordre de mouvement porte : « Le comte de Lobau mettra en marche le 6e corps à *quatre heures*, pour suivre le mouvement du général Vandamme et l'appuyer. »

général qui, lorsque je lui eus fait part du sujet de mon inquiétude, me dit que les ordres adressés, dans la nuit, au général Vandamme ne lui étaient pas parvenus, parce que l'officier supérieur qui, *seul,* en était porteur, avait fait une chute de cheval et s'était cassé la cuisse avant d'avoir pu remplir sa mission. Dans le même moment, le général Rogniat, qui marchait à la tête du grand parc (1), s'avança et reçut, je crois, le même renseignement... *Je ne connais pas ou je ne connais que très-peu le général Vandamme ; je n'ai aucun intérêt à le disculper ;* mais... *il me paraît indubitable qu'il n'avait reçu aucun ordre ;* car il était tranquille à son quartier général lorsque les troupes, qui, dans l'ordre de marche, devaient le suivre, arrivaient et se massaient en arrière de sa position, mouvement que *le brouillard lui cachait ;* et ce ne fut qu'après un certain laps de temps, que les explications nécessaires rendaient indispensable, *qu'il expédia, avec la plus grande célérité,* l'ordre de passer le défilé qui séparait son corps d'armée en deux parties, *ce qui fut exécuté, en ma présence, avec une précision et une rapidité remarquables.* (*Campagne de Waterloo,* par E.-F. Janin, colonel de l'ancien état-major, en non activité. Broch. in-8° Paris, 1820.)

(1) Il faut lire : parc du génie. D'après l'ordre, deux ou trois voitures de ce parc devaient marcher avec les marins, les sapeurs de la garde et de la réserve, derrière le 1er régiment du corps de Vandamme ; les autres voitures du parc, à la gauche de ce corps.

(E)

Situation de l'armée sous Paris, le 1er juillet 1815.

			Hommes.	Infanterie.	Cavalerie.	Artillerie, Génie, etc.
GARDE IMPÉRIALE. Lieutenant général Drouot. Quartier général à Villiers, près de Neuilly.	Infanterie.	Division de grenadiers	2,159	5,766		
		Id. de chasseurs	2,254			
		Id. de jeune garde	1,353			
	Cavalerie.	Grenadiers, dragons, lanciers, chasseurs, gendarmes			3,392	
	Artillerie, génie, etc.					1,864
1er CORPS D'ARMÉE. Lieutenant général d'Erlon. Quartier général à Belleville.	Infanterie.	1re division	1,116	4,309		
		2e id.	1,312			
		3e id.	699			
		4e id.	1,182			
	Cavalerie. — 1re division				1,064	
	Artillerie, etc.					133
2e CORPS D'ARMÉE. Lieutenant général Reille. Quartier général à la Chapelle.	Infanterie.	5e division	1,340	7,057		
		6e id.	2,092			
		7e id.	2,064			
		9e id.	1,561			
	Cavalerie. — 2e division				1,248	
	Artillerie, etc.					513
		A reporter.		17,132	5,704	2,510

Corps	Arme	Détail	Hommes.	Infanterie.	Cavalerie.	Artillerie, Génie, etc.
		Report.		17,132	5,704	2,510
6e CORPS D'ARMÉE. Lieutenant général Reille.	Infanterie.	19e division.	1,829	2,790		
		20e id.	961			
	Artillerie, etc. (Le chiffre n'est pas porté sur la situation.)					
1er CORPS DE RÉSERVE DE CAVALERIE. Lieutenant général Pajol. Quartier général à la Villette.	Cavalerie				1,991	
	Artillerie. (Le chiffre n'est pas porté sur la situation.)					
3e CORPS DE RÉSERVE DE CAVALERIE. Lieutenant général Kellermann. Quartier général à Neuilly.	Cavalerie				1,641	
	Artillerie					111
4e CORPS DE RÉSERVE DE CAVALERIE. Lieutenant général Milhaud. Quartier général à Auteuil.	Cavalerie . . , ...				1,127	
	Artillerie. (Le chiffre n'est pas porté sur la situation.)					
3e CORPS D'ARMÉE. Lieutenant général Vandamme. Quartier général au Petit-Montrouge.	Infanterie.	8e division.	2,742	9,854		
		10e id.	2,896			
		11e id.	2,670			
		21e (1) id.	1,546			
	Cavalerie. (Le chiffre n'est pas porté sur la situation.)					
	Artillerie, etc.	*(Idem.)*				

(1) Division Teste, détachée du 6e corps.

4e CORPS D'ARMÉE. Lieutenant général Vichery (sous les ordres de Vandamme). Quartier général à Vaugirard.	Infanterie.	12e division	2,719	8,366		
		13e id.	3,117			
		14e id.	2,530			
	Cavalerie				1,200	
	Artillerie, etc. (Le chiffre n'est pas porté sur la situation.)					
2e CORPS DE RÉSERVE DE CAVALERIE. Lieutenant général Excelmans (sous les ordres de Vandamme). Quartier général à Montrouge.	Cavalerie				2,000	
	Artillerie. (Le chiffre n'est pas porté sur la situation.)					
	La division de cavalerie appartenant au 3e corps d'armée peut être évaluée à				600	
	L'artillerie des corps aux ordres de Vandamme. à					2,600
	Si on ajoute ces deux chiffres aux chiffres ci-dessus, on trouve pour le total des corps d'armée (officiers compris)			38,142	14,263	5,221
					57,626	

Détachements provenant des dépôts de la garde et de la ligne, et comprenant aussi des hommes revenus isolément de Waterloo.

Sous le général Beaumont, à Belleville.	Infanterie. (y compris 375 retraités de Seine-et-Marne et Seine-et-Oise.)	1,683	
Sous le général Tilly, à Bercy.	Infanterie	492*	
	Artillerie		58
	A reporter	2,175	58

		Hommes.	Infanterie.	Cavalerie.	Artillerie, Génie, etc.
	Report. . . .	2,175			58
Sous le général Ambert, à la Villette.	Infanterie.	3,209			
	Artillerie et génie				84
Sous le général Meunier, vis-à-vis d'Aubervilliers.	Infanterie.	1,939			
Sous le général Pully, à Boulogne.	Infanterie.	2,031			
	Cavalerie			334	
Sous le général Allix, à Saint-Denis.	Infanterie.	1,848			
	Artillerie, génie.				485
Dans les casernes, à Paris.	Infanterie (y compris 300 retraités de Seine-et-Oise).	1,012			
	Total des détachements. . .	12,214		334	627
		13,175			

L'effectif des troupes réunies sous Paris, le 1er juillet 1815, était ainsi de 70,800 hommes (officiers compris), dont 50,356 d'infanterie, 14,597 de cavalerie, 5,848 d'artillerie, du génie, etc.

La situation à laquelle nous empruntons ces chiffres porte, en outre, 6,000 tirailleurs armés de la garde nationale de Paris, 432 hommes, effectif de deux bataillons de garde nationale active de l'Indre, 400 hommes, effectif d'un bataillon d'Indre-et-Loire.

Le 3 juillet, il arriva encore à Paris deux bataillons de garde nationale active (1er et 2e) de la Haute-Marne, forts ensemble de 631 hommes armés, mais non habillés.

TABLE DES CHAPITRES

DU DEUXIÈME VOLUME.

CHAPITRE DOUZIEME.

CHAPITRE TREIZIEME.

CHAPITRE QUATORZIEME.

CHAPITRE QUINZIEME.

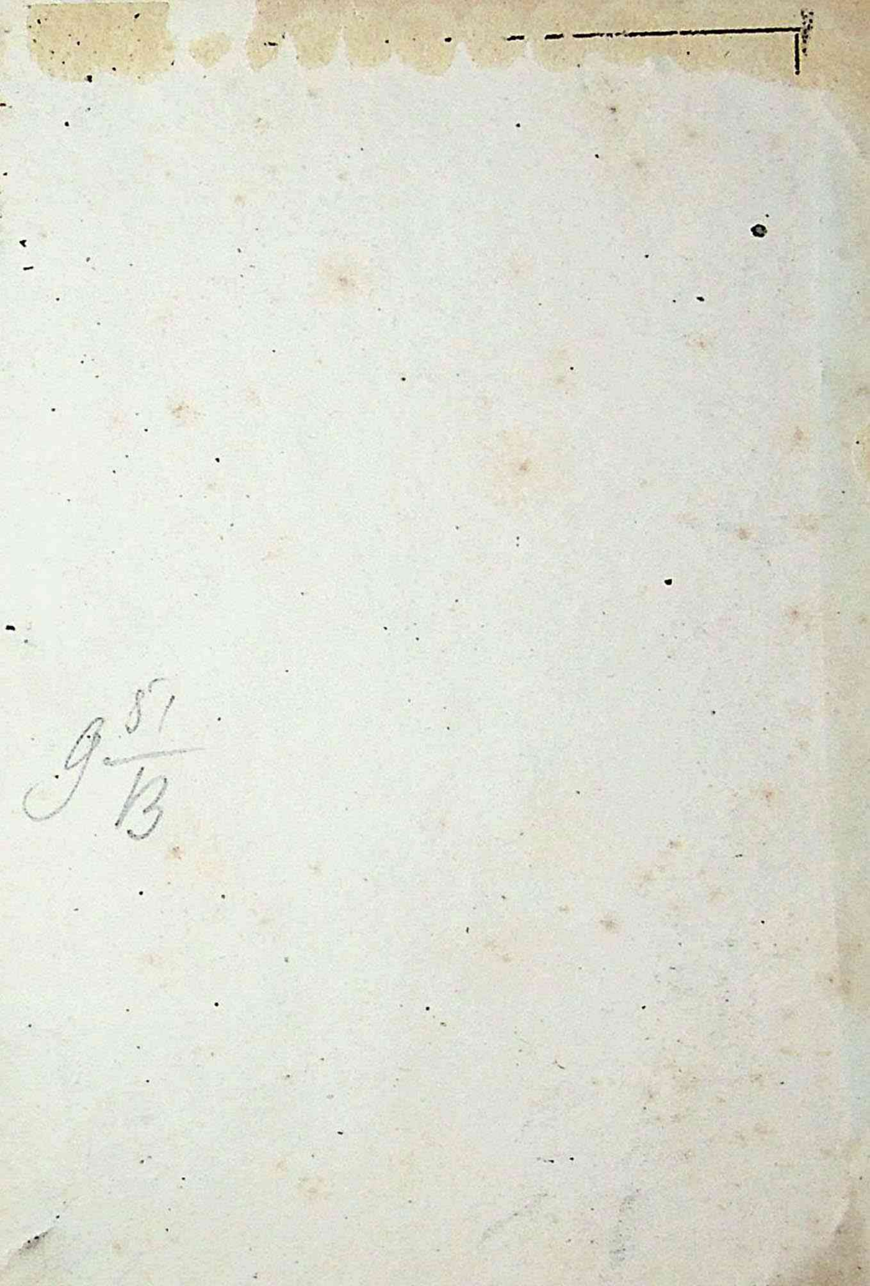
CHAPITRE SEIZIEME.

CHAPITRE DIX-SEPTIEME.

CHAPITRE DIX-HUITIEME.

FIN DE LA TABLE.

(1-13)




862402